

Cahiers
du
MONDE RUSSE
et
SOVIÉTIQUE

2

Volume I

Janvier-mars 1960

ÉCOLE PRATIQUE DES HAUTES ÉTUDES – SORBONNE
SIXIÈME SECTION : SCIENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES
DIVISION DES AIRES CULTURELLES :
Centre d'Études sur l'U.R.S.S. et les Pays Slaves

CAHIERS DU MONDE RUSSE ET SOVIÉTIQUE

revue trimestrielle

publiée avec le concours

de l'Institut d'Études Slaves de l'Université de Paris,
du Centre de Recherches d'Histoire Slave de la Faculté des Lettres
et Sciences Humaines. Sorbonne,
du Centre des Relations Internationales de la Fondation Nationale
des Sciences Politiques,
du Centre Français de Droit Comparé.

Comité de rédaction :

Jacques BELLON – Alexandre BENNIGSEN
Henri CHAMBRE – René DAVID – Claude FRIOUX
Basile KERBLAY – François de LIENCOURT
Roger PORTAL – Jean TRAIN – Stuart SCHRAM

ABONNEMENT (4 numéros)

Communauté Française, Maroc, Tunisie, Guinée, Indochine ..	33,00 NF
Autres Pays	40,00 NF
Le numéro	9,00 NF

MOUTON & CO, éditeur, Paris.

CAHIERS DU MONDE RUSSE ET SOVIÉTIQUE

Vol. I - 2

Janvier-mars 1960

ÉTUDES

- Stuart SCHRAM. Christian Rakovskij et le premier rapprochement franco-soviétique. 205
- Michaël CONFINO. Maîtres de Forges et ouvriers dans les usines métallurgiques de l'Oural aux XVIII^e-XIX^e siècles 239
- M. ALPATOV. L'Art russe vu par la critique française. 285
- Claude FRIoux. Lunačarskij et le futurisme russe. 307
- Jacques BELLON. Conception et organisation de la défense selon le droit pénal soviétique. 319

DOCUMENTS

- Michaël CONFINO. Grèves dans l'Oural au XIX^e siècle. 332

CHRONIQUES

- Jean BERNARD. Quesnay, Leontief et la théorie économique en U.R.S.S. 351
- A. F. LAKTIONOV. Les recherches océanographiques dans l'Arctique central. 360

BIBLIOGRAPHIE

- Chantal QUELQUEJAY. Les sources de documentation sur la religion musulmane en Union Soviétique (*suite et fin*). 373

Manuscripts

Les manuscrits non retenus restent pendant un an à la disposition de leurs auteurs qui peuvent, soit les reprendre aux bureaux de la revue, soit en demander le renvoi par la poste à leurs frais.

Passé le délai d'un an, les manuscrits non retenus ne sont pas conservés.

L'École Pratique des Hautes Études recommande aux auteurs de garder toujours un double de leurs manuscrits, et déclare dégager sa responsabilité au cas où l'un de ceux-ci viendrait à s'égarer.

Les opinions émises dans les articles publiés par les *Cahiers du Monde Russe et Soviétique* engagent la seule responsabilité de ceux qui les expriment. La Rédaction ne peut en aucun cas en être tenue responsable.

Tout auteur déposant un manuscrit est réputé avoir pris connaissance de ces dispositions et les accepter.

Toute la correspondance, manuscrits, livres et périodiques, doit être adressée aux *Cahiers du Monde Russe et Soviétique*, École Pratique des Hautes Études, Division des Aires Culturelles, 20, rue de la Baume, Paris-VIII^e.

CHRISTIAN RAKOVSKIJ
ET LE PREMIER RAPPROCHEMENT
FRANCO-SOVIÉTIQUE

Les rapports entre deux pays qui ont un même système politique mais dont les destins ne sont liés ni par la géographie ni par l'économie peuvent laisser indifférents leurs peuples et leurs gouvernants. Il ne saurait en être de même lorsqu'il s'agit de deux peuples que lie la stratégie, mais que séparent de profondes divergences idéologiques. Pour surmonter l'inquiétude que provoque cette situation, l'un des deux États peut s'efforcer de dresser une barrière contre l'autre, voire le supprimer. Il peut également essayer de mener une politique spectaculaire de réconciliation et d'amitié.

La France et la Russie soviétique sont évidemment dans le second cas. Aussi les relations entre Paris et Moscou ont-elles toujours connu de violentes oscillations, les deux gouvernements adoptant tantôt une attitude d'hostilité caractérisée, tantôt une politique de la « main tendue ». La période 1924-1927 a vu la première tentative, après sept ans de rupture, d'établir entre les alliés d'avant 1914 des relations sinon cordiales du moins normales. Déjà, à ce titre, elle mériterait d'être tirée de l'oubli où elle est tombée. Mais, outre cette caractéristique, l'époque en question possède un intérêt spécifique, dû à la richesse des facteurs dont elle illustre l'influence dans le domaine des relations internationales. Il faudrait distinguer les *intérêts* qui rapprochent ou opposent les nations, les considérations de *politique intérieure*, et l'incidence de la *conjoncture internationale*. On pourrait sans doute allonger beaucoup cette liste, mais nous voudrions, dans cet article, accorder une place spéciale à ces trois facteurs.

Par *intérêts*, il faut entendre ici avant tout les réclamations du Gouvernement français en ce qui concerne la dette tsariste et la nationalisation des biens de ses citoyens. *Conjoncture internationale* et *politique intérieure* sont des notions qui n'exigent guère d'être précisées ; soulignons cependant que dans le domaine de la politique

intérieure nous attacherons une certaine importance à des facteurs personnels, et avant tout à l'activité de celui qui fut pendant deux ans Ambassadeur des Soviets à Paris, le « numéro deux » de l'opposition trotskiste.

Rakovskij n'a joué un rôle déterminant dans les rapports franco-soviétiques que pendant deux ans, de sa nomination à Paris (en remplacement de Leonid Krasin) pendant l'automne 1925, à son départ précipité pendant l'automne 1927 à la suite d'un incident provoqué par son activité politique à Moscou. Cependant, il a été mêlé aux négociations franco-soviétiques dès l'entrée en fonction du Gouvernement Herriot en juin 1924, et il n'a jamais cessé de cultiver ses amitiés parisiennes jusqu'à son installation rue de Grenelle, en novembre 1925. Il semble donc légitime d'associer son nom à l'ensemble de la période qui va des premiers pas vers la reconnaissance des Soviets (faits par Poincaré à la fin de 1923) à la mise en veilleuse des rapports entre les deux pays à la suite de l'expulsion de Rakovskij.

En réalité, pour voir les événements de cette époque dans leurs justes proportions, il faut élargir la perspective à la fois dans le temps et dans l'espace. Sans remonter jusqu'à l'alliance de 1891, ni même à l'époque de la révolution et de l'intervention, et sans vouloir embrasser dans cette étude le monde entier, il faut étendre notre horizon chronologique au moins jusqu'aux événements de 1923, et notre horizon géographique à l'ensemble de l'Europe, et notamment aux rapports entre la France, l'Allemagne, l'Union soviétique, l'Angleterre et la Pologne.

Commençons par la géographie. Il n'est guère contestable qu'à l'époque en question, le problème fondamental pour la diplomatie française, comme pour la diplomatie soviétique, ou anglaise, était le problème allemand. Toutefois, d'une capitale à l'autre, ce problème revêtait un aspect complètement différent. A Paris, on était préoccupé de maintenir et, si possible, de renforcer, les garanties du Traité de Versailles contre une résurrection du militarisme allemand, et, accessoirement, d'obtenir le maximum de réparations. A Moscou, les dirigeants soviétiques s'efforçaient de maintenir intacts les rapports intimes instaurés à Rapallo entre deux nations momentanément exclues du concert des puissances, afin de prévenir l'adhésion de l'Allemagne à ce « bloc antisoviétique » dont ils ne cessaient de dénoncer le danger. A Londres, enfin, on commençait discrètement à mettre en œuvre la politique — dont les effets désastreux allaient se faire sentir dix ans plus tard — qui consistait à renforcer l'Allemagne pour limiter la prédominance française sur le continent. Quant à l'Allemagne elle-même, objet de tant d'inquiétudes et de tant de séductions, celui qui dirigeait sa politique

étrangère pendant presque toute la période qui nous intéresse, Gustav Stresemann, a exposé lui-même ses buts à maintes reprises et avec la plus grande franchise : maintenir les bons rapports existant avec Moscou tout en gagnant l'appui de l'Angleterre, afin de se défendre contre la « politique d'expansion française sur le Rhin »¹.

Cette dernière phrase suffit à indiquer combien étaient étroitement imbriqués, pendant les années 1923-1927, les rapports entre Paris, Moscou, Londres et Berlin. La situation était cependant compliquée, en ce qui concerne les relations franco-soviétiques, par le fait que les deux partenaires de Rapallo ne construisaient point leurs rapports avec l'Europe occidentale sur des bases symétriques. En un mot, l'Angleterre était pour la Russie l'ennemi principal, alors que pour l'Allemagne, c'était la France.

Si l'hostilité entre l'Angleterre et la Russie, née de la rivalité des deux empires en Chine, en Perse, et au Proche-Orient, était un facteur traditionnel de la politique internationale, la tendance à considérer la France comme l'adversaire principal n'était devenue réellement prédominante à Berlin qu'à la suite du Traité de Versailles. L'évolution du comte Brockdorff-Rantzau est à cet égard typique. Pendant l'été de 1917, alors qu'il était question de le nommer Ministre des Affaires Étrangères du Reich, Brockdorff-Rantzau faisait de la destruction de l'Angleterre le but essentiel de la politique qu'il se proposait de suivre ; il envisageait même une tentative pour éloigner la France — à défaut de la Russie — de la coalition anglaise, en lui offrant une partie de la Lorraine, en échange de concessions sur les colonies². Cinq ans plus tard, dans le célèbre *pro memoria* qu'il rédigea peu avant sa nomination comme Ambassadeur à Moscou, il préconisait une politique exactement contraire : se rapprocher de l'Angleterre pour tenir tête à la France³.

La conjoncture internationale au début de 1923 renforça encore les tendances respectives de Moscou et de Berlin. En Allemagne, l'hostilité à l'égard de la France atteignit un nouveau paroxysme avec l'occupation de la Ruhr ; presque au même moment, la confé-

¹ Télégramme de Stresemann à Brockdorff-Rantzau, 6 mars 1925 ; G.F.M. 2860/D 554907-10. Le sigle « G.F.M. » (German Foreign Ministry) se rapporte aux documents de l'*Auswärtiges Amt* filmés depuis la deuxième guerre mondiale par les Gouvernements alliés. Ces matériaux ont été consultés à Londres, en partie au Foreign Office Library, en partie au Public Record Office. Nous tenons à remercier le personnel de ces deux institutions qui a tout fait pour faciliter notre travail.

² Note de Brockdorff-Rantzau en date du 18 juillet 1917, et note sans date de la même époque : G.F.M. 9105/5/H 233270 et suiv.

³ G.F.M. 9101/1/H 223327-36 ; reproduit *in extenso* par H. Helbig, « Die Moskauer Mission des Grafen Brockdorff-Rantzau », *Forschungen zur Osteuropäischen Geschichte* (2), 1955 : 331-35.

rence de Lausanne faisait renaître à Moscou de vieilles rancunes contre l'Angleterre au sujet des Détroits.

Cette différence d'optique entre Moscou et Berlin — et les conséquences que cela comporte — ressort de façon particulièrement frappante du compte rendu de l'entretien qu'eut Čičerin le 9 février 1923 avec les responsables de la politique étrangère allemande⁴. Le Commissaire aux Affaires Étrangères et son principal interlocuteur, le Secrétaire d'État von Maltzan, posaient eux-mêmes avec une parfaite lucidité le problème qui les divisait. Les Allemands ouvrirent le feu en accusant le Gouvernement soviétique de collusion avec la France. Čičerin nia énergiquement les bruits de négociations nocturnes entre lui-même et Barrère ou Bompard ; il avoua cependant en confidence qu'il avait rencontré à plusieurs reprises de Monzie. Von Maltzan nota que de Monzie semblait avoir réveillé chez Čičerin l'idée, chère à Radek, d'un bloc continental germano-franco-russe dirigé contre l'Angleterre⁵. A son tour, Čičerin exprima avec véhémence son irritation contre Londres à la suite de son duel avec Lord Curzon à Lausanne. On avait eu beaucoup de sympathie pour l'Angleterre à Moscou, dit le Commissaire aux Affaires Étrangères, citant comme preuve la concession Urquhart, mais tout cela était fini depuis que le Gouvernement de Londres s'était opposé à la Russie en Orient. (Ce sentiment était pleinement partagé par les dirigeants du Foreign Office, comme allait bientôt le montrer l'ultimatum de Lord Curzon au sujet de la propagande soviétique aux Indes.) « *Toute puissance qui appuiera l'Angleterre dans ce domaine, ajouta Čičerin, ne doit s'attendre à aucune compréhension du côté russe.* »

Maltzan répondit que, devant l'attitude « agressive » de la France, les meilleurs espoirs de l'Allemagne se trouvaient du côté de l'Angleterre, mais Čičerin posa l'ensemble du problème de la manière la plus explicite. « *Je vous comprends très bien, dit-il : vous êtes portés vers l'Angleterre et l'Amérique dans cette question comme nous sommes portés vers la France dans l'affaire des Détroits. Cependant, tout en essayant d'améliorer nos rapports avec la France, nous intervenons sans cesse à Paris au sujet de la Ruhr ; faites-en autant à Londres au sujet de la question orientale.* »

A la fin de l'entretien, Čičerin revint à l'idée d'une entente franco-allemande dont il essayait de montrer la possibilité en disant que les Français de toutes tendances souhaitaient une solution honorable

⁴ Note de von Maltzan, 9 février 1923 : G.F.M. K 281/K 096584-8.

⁵ A une autre occasion, dans une conversation avec Brockdorff-Rantzau, Čičerin affirma que l'*Englandfresser* de Monzie voulait un rapprochement franco-allemand pour aboutir à un bloc continental : télégramme de Brockdorff-Rantzau du 19 janvier 1925 : G.F.M. 2860/5/D 554735-5.

au problème de la Ruhr. Certes, ajouta-t-il, le Gouvernement de Moscou ne pouvait guère défendre ouvertement une puissance capitaliste et « militariste », surtout après l'arrestation de Cachin, mais un accord entre ouvriers et employeurs français et allemands en vue de la reconstruction de l'Europe et de la Russie serait le bienvenu.

Dans une conversation à l'Ambassade allemande de Moscou, Čičerin alla encore plus loin dans cette voie. Ses interlocuteurs, parmi lesquels se trouvait le social-démocrate Haas, lui ayant demandé si la collaboration de la France et de l'Allemagne était encore possible depuis Versailles, Čičerin répondit que la collaboration serait possible avec la France de demain. « *Vous voulez dire après les élections ?* » lui demanda-t-on. « *La France de demain,* répondit Čičerin, *sera là lorsque Loucheur et Stinnes se seront mis d'accord sur la collaboration des industries des deux pays.* » Il ajouta que ses vues étaient parfaitement conformes à la doctrine marxiste, d'après laquelle le capitalisme ne cède son héritage au prolétariat que lorsqu'il a épuisé ses tâches historiques⁶.

On sait que tous les dirigeants de Moscou ne montraient pas la même disposition à laisser le capitalisme poursuivre tranquillement sa tâche historique, et qu'après maintes hésitations le Gouvernement soviétique finit par appuyer une tentative de révolution communiste en Allemagne en octobre 1923. Qui plus est, la « ligne Schlageter » proclamée par Radek en juin 1923, dont le but était la mobilisation des énergies nationalistes contre la France, n'était guère faite pour encourager la collaboration franco-allemande. Il n'empêche que la ligne générale de la diplomatie soviétique, pendant les années que nous étudions, visait à la collaboration de la France et de l'Allemagne, même dans le domaine de l'industrie lourde, afin d'affaiblir la position de l'Angleterre.

Cette politique était poursuivie, en apparence du moins, par Mapim Litvinov aussi bien que par le germanophile Čičerin. En raison de la tendance naturelle qui consiste à voir les événements antérieurs à travers le passé récent, on serait facilement porté à considérer un rapprochement franco-allemand et un rapprochement franco-russe comme des objectifs contradictoires. Il n'est donc peut-être pas inutile de souligner qu'en 1923 ou en 1927, contrairement à ce qui fut le cas après l'accession au pouvoir d'Hitler, une politique pro-soviétique était pour la France moins l'antithèse que le corollaire d'une politique de conciliation à l'égard de l'Allemagne.

Bien entendu, en favorisant une réconciliation franco-allemande, Čičerin et ses collègues n'en méconnaissaient nullement les dangers : l'affaire pouvait aller plus loin qu'ils ne le souhaitaient, et l'Alle-

⁶ Note transmise à Berlin le 18 juin 1923 : G.F.M. K 281/K 096641-9.

magne serait peut-être amenée à sacrifier finalement l'amitié soviétique à celle des puissances occidentales. On sait d'ailleurs que les inquiétudes à ce sujet expliquent pour une bonne part les relations entre Moscou et Berlin pendant toute la période qui a précédé et suivi Locarno. Mais comme nous aurons l'occasion de le montrer par la suite, le Gouvernement soviétique voyait le danger plutôt dans un accroissement de l'influence anglaise à la fois sur la France et sur l'Allemagne que dans le renforcement de l'influence *française* à Berlin.

Avant d'essayer de définir la situation particulière de l'Europe à la fin de 1923, et à la veille de la reconnaissance du Gouvernement soviétique par les principales puissances, terminons cet aperçu général par quelques remarques sur la Pologne. Ce pays constituait, en effet, pendant la période en question, l'une des principales préoccupations des chancelleries européennes, et notamment de Moscou, Berlin, et Paris. Son rôle, dans la politique internationale de l'époque, se caractérisait essentiellement par trois faits. D'abord, la Pologne était la principale voisine immédiate de la Russie soviétique : le Gouvernement de Moscou était donc particulièrement sensible à ce qui s'y passait, d'autant plus qu'à la suite des expériences de 1919-1920 elle faisait figure de principale « place d'armes » (l'expression revenait à peu près quotidiennement dans la presse soviétique à l'époque) pour une attaque contre le bolchévisme. Deuxièmement, la Pologne était l'alliée de la France, ce qui incitait Moscou à la ménager lorsqu'il voulait se rapprocher de Paris, et à la craindre aux époques où la France plutôt que l'Angleterre faisait figure de principale puissance « impérialiste » aux yeux des dirigeants soviétiques. Troisièmement enfin, la « question polonaise » était l'un des mobiles essentiels du rapprochement entre Moscou et Berlin, puisque aussi bien dans l'une que dans l'autre capitale on tenait les frontières existantes de l'État polonais pour illégitimes, et qu'on espérait récupérer un jour des territoires ethniquement allemands ou ethniquement ukrainiens. (Quand et par quels moyens ? c'est une question fort controversée sur laquelle nous aurons l'occasion de revenir.)

Le rôle de trouble-fête joué par la Pologne dans les relations entre les grandes puissances pendant la période qui nous intéresse provient essentiellement de la contradiction entre le troisième fait et les deux premiers. Nous avons déjà évoqué la crainte des deux partenaires de Rapallo de se voir trompés, la Russie par l'Allemagne avec l'Angleterre, l'Allemagne par la Russie avec la France. L'autre grande source de récriminations et d'inquiétudes qui troublait les rapports entre Berlin et Moscou était la possibilité de voir les intérêts de l'un sacrifiés dans un rapprochement de l'autre avec la

Pologne. Les formes concrètes par lesquelles se manifestaient ces craintes étaient assez variées. A une certaine époque, la hantise polonaise prenait chez les dirigeants soviétiques la forme du fameux projet d'échange qui aurait donné le couloir et Dantzig à l'Allemagne alors que la Pologne se serait dédommée en prenant Memel et une partie (ou l'ensemble) de la Lithuanie. Malgré d'énergiques dénégations du côté allemand, cette accusation revenait périodiquement dans les conversations entre diplomates soviétiques et allemands⁷. Du côté allemand, on craignait de voir l'Union soviétique signer avec Varsovie un pacte de non-agression, voire un pacte de garantie, soit pour avoir la paix sur ses frontières, soit pour se concilier la France, ce qui aurait compliqué le problème de la récupération du couloir et de la Silésie⁸.

La Reconnaissance.

Tels étaient les aspects essentiels de la constellation diplomatique entre 1922 et 1929 environ. Cela vaut la peine de noter à quel point ils ont été peu modifiés par les fluctuations passagères de la conjoncture internationale — même par des fluctuations aussi considérables que celles déclenchées par l'occupation de la Ruhr. Ainsi dans les déclarations des responsables de la diplomatie soviétique à leurs collègues allemands pendant l'année 1923 on trouve bien quelques références à l'attitude agressive de la France, et aux tentatives de Paris pour mobiliser la Pologne et ses autres « créatures » contre l'U.R.S.S.⁹, mais dans l'ensemble, Moscou continuait à regarder l'Angleterre comme une puissance capitaliste au moins aussi dangereuse¹⁰. Et tout en démentant les bruits d'un rapprochement politique avec la France, Čičerin et Litvinov ne cachaient point leur désir de favoriser la collaboration économique avec Paris, ce qui provoqua des protestations répétées de Brockdorff-Rantzau contre cette collusion avec « l'incarnation de l'impérialisme capitaliste »¹¹.

⁷ Par exemple pendant les entretiens entre Stresemann et Čičerin en décembre 1926 : G.F.M. K 281/K 097005-18.

⁸ Ce thème revient incessamment dans toute la correspondance de Brockdorff-Rantzau avec son gouvernement pour les années 1922-1928. Bornons-nous à citer un exemple particulièrement typique : sa réaction violente à la nouvelle que l'Union soviétique envisageait de signer un pacte de non-agression avec la Pologne, en mars 1926 : G.F.M. K 281/K 096852-6.

⁹ Télégrammes de Brockdorff-Rantzau sur ses entretiens avec Čičerin et Litvinov, des 8 mars, 16 avril, 23 septembre et 16 octobre 1923 : G.F.M. K 281/K 096602-3, K 096612-3, K 096659-61, K 096664-6.

¹⁰ Télégrammes de Brockdorff-Rantzau des 26 avril et 7 juin 1923 : G.F.M. 4562 H/E 154850-8, K 281/K 096628-30.

¹¹ Voir les deux télégrammes cités dans la note précédente, et aussi celui du 30 décembre 1923 (G.F.M. L 648/II/L 206058-9) ; Rantzau accuse la presse soviétique de « faire la cour » aux Français.

L'indignation de l'Ambassadeur allemand redoublait à la suite de l'arrivée, en juin 1923, d'une délégation commerciale française. Comme la visite d'Anatole de Monzie, qui eut lieu vers la même époque, ce voyage souligna que les Soviets n'étaient pas les seuls à s'intéresser à une amélioration des rapports franco-soviétiques. A Paris aussi, le courant en ce sens devenait en effet de plus en plus fort.

Le mouvement en faveur de la reprise des relations avec la Russie prit une ampleur nouvelle pendant les dernières semaines de 1923, aussi bien en France que dans les autres pays d'Europe occidentale. Cette évolution s'explique sans doute, avant tout, par l'échec de la tentative de révolution communiste en Allemagne (octobre 1923), qui marque le premier grand tournant dans les relations du pouvoir soviétique avec le monde capitaliste. C'est en effet à partir de cet échec que la majorité de l'opinion tant en Russie soviétique que dans les nations capitalistes, a conclu que la révolution européenne n'était pas pour demain, et que l'on était condamné à vivre ensemble pendant plus longtemps qu'on ne l'avait pensé. Les choses étant ainsi, il fallait bien prendre des mesures pour normaliser quelque peu les relations, de façon à rendre plus supportable cette coexistence forcée.

Parmi les Français, après les hommes du centre gauche, Édouard Herriot et Anatole de Monzie, certains secteurs de la droite commençaient à découvrir la *Russie Nouvelle* (titre de l'ouvrage d'Édouard Herriot, publié en 1922), et à prôner les avantages de contacts commerciaux avec elle. C'est ainsi que *Le Temps* s'interrogeait sur les avantages de rapports économiques semblables à ceux que maintenait l'Angleterre, sur la base de l'accord du 16 mars 1921, et que Jean Herbet y menait carrément campagne en faveur de la reconnaissance. Même Joseph Noulens, ancien ambassadeur auprès du Gouvernement provisoire, et ennemi implacable des Bolcheviks, dont le nom suffisait à provoquer la fureur des dirigeants soviétiques en raison du rôle qu'il avait joué en mobilisant l'opinion et le parlement en faveur de l'intervention en 1918 et 1919, même lui en vint à se prononcer en faveur de l'envoi d'une mission commerciale à Moscou. Le 15 décembre 1923 il transmet à Poincaré une résolution dans ce sens émanant de la Commission générale pour la protection des intérêts privés français en Russie, sans doute le plus influent des « groupes de pression » constitués au lendemain de la guerre par les porteurs de fonds russes et les propriétaires expropriés, et dont il assurait la présidence.

Si Poincaré lui-même, fermement hostile à la Russie soviétique aussi bien qu'à l'Allemagne, fut bientôt entraîné dans ce mouvement en faveur de la normalisation des relations avec la Russie, ce fut

sans doute en grande partie à cause de l'amertume qu'il avait ressentie devant le soutien plus que tiède que l'Angleterre avait apporté à sa politique de fermeté à l'égard de l'Allemagne. Le Président du Conseil était alors amené à rechercher un nouvel appui. Et où trouver cet appui sinon dans ce « contrepoids à l'Est » qui avait été l'un des principes de base de la politique française depuis 1870 ?

L'appel au contrepoids russe était cependant beaucoup plus difficile qu'il ne l'avait été en 1891. Sans parler de la répugnance naturelle qu'un homme d'État conservateur éprouve à entrer en relations avec les Bolcheviks, il fallait tenir compte du fait que ces Bolcheviks s'étaient acoquinés avec cette même Allemagne qu'il s'agissait de contrecarrer. En outre, il fallait éviter, autant que possible, de froisser les susceptibilités de la Pologne, autre « contrepoids à l'Est », auquel on avait eu recours quelques années plus tôt pour remplacer le contrepoids russe.

Il fallait donc procéder avec prudence et discrétion. Il semble que Poincaré ait commencé par faire appel aux bons offices de Benès. Tel était en tout cas la conviction de l'Ambassade d'Allemagne à Moscou, où l'on croyait savoir que ces tentatives n'avaient pas rencontré de sympathie de la part des Soviétiques¹². Benès lui-même exprima l'avis que les dirigeants de Moscou étaient « enivrés » par les reconnaissances anglaise et italienne, intervenues au début de janvier 1924, et par conséquent peu pressés de négocier avec la France.

En effet, pendant les premiers mois de 1924, les dirigeants soviétiques montraient une sympathie inhabituelle pour l'Angleterre, et une certaine méfiance à l'égard de la France. Les rapports avec Paris ne furent d'ailleurs pas améliorés par la ratification française du protocole du 28 octobre 1920, qui attribuait la Bessarabie à la Roumanie. Pourtant, même après ce geste, annoncé le 11 mars par Poincaré, les dénégations de Čičerin au sujet d'un prochain rapprochement franco-soviétique n'étaient pas suffisamment vigoureuses pour convaincre l'Ambassadeur d'Allemagne, perpétuellement hanté par ce spectre¹³.

Si la prophétie de Brockdorff-Rantzau a reçu cette fois-ci au moins un début d'exécution, c'est en partie à cause de l'échec rapide des négociations anglo-soviétiques consacré par la chute du cabinet MacDonald, prévue dès le printemps de 1924 à la fois par Čičerin et par les diplomates allemands¹⁴. Mais c'est aussi et surtout en

¹² Télégramme du 26 janvier 1924 : G.F.M. L 648/II/L 206226.

¹³ Télégrammes de Brockdorff-Rantzau, 3 février et 29 mars 1924 : G.F.M. L 648/L 206246-8 et K 281/K 096748-52.

¹⁴ Télégramme du 29 mars 1924, cité dans la note précédente ; lettre de Maltzan à Brockdorff-Rantzau du 1^{er} mai 1924 : G.F.M. 9101/4/H 225939-46.

raison du changement de gouvernement en France, à la suite de la victoire du Cartel des Gauches aux élections du 11 mai 1924.

La position du Parti radical en général et d'Édouard Herriot en particulier avait été clairement exposée au cours de la campagne électorale. Le désaccord ouvert sur ce point entre la nouvelle majorité et Millerand avait même joué un rôle dans la démission du Président de la République. Il semblait donc aller de soi que la reconnaissance *de jure* du Gouvernement des Soviets interviendrait à bref délai. Pourtant, pendant de nombreuses semaines la question ne progressa guère, et ce n'est qu'*in extremis*, au moment où une grave crise menaçait les relations anglo-soviétiques à la suite de la publication de la « lettre Zinovev » que le pas décisif fut franchi.

On a parfois prétendu que ce délai serait dû au fait que la France aurait pris l'engagement, à Gênes ou ailleurs, de ne point reconnaître le Gouvernement soviétique sans l'autorisation des États-Unis. En réalité, il n'en est rien. Herriot a bien fait prévenir le Gouvernement américain le premier de sa décision, au lendemain même de son entrée en fonctions. Il ne fut pourtant pas question de demander une « autorisation » quelconque à Washington. Hughes n'a donc pas eu à donner son « approbation », comme l'écrit Louis Fischer¹⁵. Du reste, si la décision avait dépendu de Hughes, la reconnaissance n'aurait jamais eu lieu. Plus tard, alors que la reconnaissance était acquise, Jusserand évoquera dans une lettre la déception de Hughes. Mais il ajouta : « *Nous n'avions toutefois pas le moindre engagement, et notre politique n'était en rien liée et encore moins subordonnée à celle des États-Unis. Une politique subordonnée, pour son pays, ne sera jamais dans les goûts d'aucun honnête Français.* »

Si l'on recherchait les obstacles à la reconnaissance des Soviets par le Gouvernement Herriot, il faudrait regarder moins l'influence américaine que celle des milieux français touchés par la répudiation des dettes tsaristes et la nationalisation des biens privés. Une première réunion avec les représentants de ces groupes fut convoquée au Quai d'Orsay dès le 20 juin, et les consultations se poursuivirent pendant tout l'été. La composition de ce comité donne une idée de l'éventail des intérêts dont le Président Herriot était obligé de tenir compte. On y relève, à côté de représentants des propriétaires fonciers et des ingénieurs français de Russie, des mandataires d'organisations telles que : la Banque de l'Union Parisienne, la Banque de Paris et des Pays-Bas, le Crédit Lyonnais, Schneider du Creusot.

Une analyse sociologique de la Commission Générale de Noulens, de la Ligue nationale des intérêts français en Russie, et des autres groupements de tendances diverses organisés pour défendre les

¹⁵ Louis Fischer, *The Soviets in World Affairs*, p. 573.

intérêts des porteurs de fonds russes et des propriétaires expropriés serait sans doute assez instructive. Il ne saurait être question de la tenter ici. En outre, il ne faudrait point exagérer l'influence réelle de ces « groupes de pression ». L'on ne déformerait guère la vérité en disant qu'ils constituaient, du moins à l'époque qui nous intéresse, beaucoup moins des éléments influents dans la décision qu'un prétexte commode pour justifier certaines options quand par hasard le Gouvernement était d'accord avec eux. Il n'empêche que le Gouvernement était obligé de prêter attention sinon aux démarches des groupements de porteurs, du moins aux intérêts qu'ils représentaient, et que ce fait portait plutôt à la prudence et à la lenteur. Cependant, cela n'eût sans doute pas empêché Édouard Herriot d'agir si d'autres facteurs n'avaient pas pesé dans le même sens. Le Gouvernement prenait le plus grand soin à garder ses distances vis-à-vis des communistes. Il y avait aussi les méthodes de travail d'Herriot, qui entendait traiter cette question lui-même et qui n'avait guère le loisir de le faire.

En effet, pendant les premières semaines de son Gouvernement, l'attention du Président du Conseil était accaparée par les négociations sur le Plan Dawes. Le chef du Gouvernement trouva néanmoins le temps de rencontrer à Londres fin juin, en marge de ses conversations avec MacDonald, le Chargé d'Affaires soviétique Rakovskij. Au milieu de juillet il envoya à Čičerin un télégramme annonçant son intention de s'occuper de la reconnaissance immédiatement après la conférence de Londres. Mais les négociations n'avançaient guère. Aussi un groupe d'une trentaine de sénateurs et de députés parmi lesquels on relevait les noms de Jean Philip, Georges Bruguier, Jouvenel, et Monzie, sénateurs, et Loucheur, Yvon Delbos et Paul Bastid, députés, envoyèrent-ils le 31 juillet une lettre au Président du Conseil affirmant : « *Il n'est pas possible de ne pas être à Moscou quand tous les grands peuples européens y vont rétablir leurs ambassades...* », et réclamant l'accélération de la reconnaissance.

Le fait que tous les signataires de la lettre étaient membres du groupe de la Gauche démocratique radicale et radical-socialiste, pourrait faire supposer qu'Herriot suscita lui-même cette initiative afin de renforcer sa position dans les discussions avec les représentants des milieux politiques et économiques opposés à la reconnaissance. La présence d'Anatole de Monzie et de ses amis politiques, Jouvenel et Loucheur, suggère cependant une autre hypothèse. Monzie était en effet, plus encore qu'Herriot, le partisan le plus zélé de l'établissement de rapports diplomatiques et commerciaux avec la Russie soviétique. C'est lui qui présidait la Société des nouvelles amitiés franco-russes, dont la création avait été annoncée dans la

presse du 25 mai. Il semble en outre que son enthousiasme pour cette cause ait même provoqué un heurt avec Herriot. C'est en tout cas ce que disait un fonctionnaire responsable du Ministère des Affaires Étrangères à l'Ambassadeur d'Allemagne : Monzie aurait vu Herriot peu après son entrée en fonctions, et lui aurait demandé la reconnaissance immédiate de la Russie, ainsi que le maintien des rapports diplomatiques avec le Vatican. C'est le refus d'Herriot sur ces deux points qui aurait entraîné l'absence de Monzie du cabinet¹⁶.

Ce conflit — à supposer qu'il ait existé — n'a pas empêché Édouard Herriot de confier à Monzie la présidence d'une commission de cinq membres pour préparer la reconnaissance. Le 16 octobre, après cinq séances de la commission, Monzie remit au Président du Conseil un rapport affirmant que les membres étaient unanimes à penser qu'il y avait lieu de reconnaître le Gouvernement soviétique sans avoir obtenu au préalable sous forme de convention bilatérale des engagements spéciaux au sujet des créances françaises et ceci afin de « réintégrer la Russie en Europe et la France en Russie ». Le fait que ces conclusions étaient unanimes implique que Noulens lui-même s'était rallié à cette manière de voir, ce qui en dit long sur l'évolution de l'opinion française en quelques années. Il n'empêche que la majorité des Français, du moins dans les milieux influents, envisageait toujours la reconnaissance des Soviets avec résignation plutôt qu'avec enthousiasme. Un éditorial du *Temps* reflète assez bien ce climat :

« C'est une grave question qui se pose... On demeure tout naturellement plein de défiance en face d'un gouvernement qui s'est imposé et maintenu par la force... Pourtant, contre toute attente, ce gouvernement des Soviets a pu durer... Si déplorable que soient, à notre sens, ses méthodes et ses moyens de gouvernement, il a pris peu à peu figure d'un pouvoir national... Il s'agit de savoir si la France peut être absente de Moscou, alors que les autres puissances y sont représentées¹⁷... »

Il restait à régler les détails de la reconnaissance. Ce sont deux vieux amis, Anatole de Monzie et Christian Rakovskij, qui menèrent ces ultimes négociations. Monzie était resté en contact avec Rakovskij pendant toute la durée des travaux de son comité, et finalement les deux hommes se rencontrèrent à Douvres pour trancher les dernières questions litigieuses¹⁸.

A l'issue de toutes ces consultations, le Gouvernement Herriot

¹⁶ Télégramme d'Hoesch du 24 juillet 1924 : G.F.M. L 648/L 206452-5.

¹⁷ *Le Temps*, 17 octobre 1924.

¹⁸ Anatole de Monzie, « Christian Rakowsky ou comme on se retrouve », in *Destins hors série*, Paris, Les Éditions de France, 1927, p. 23 ; L. Fischer, *op. cit.*, p. 573 ; télégramme de Hoesch, 30 octobre 1924 : G.F.M. L 648/L 206566-7.

décida d'envoyer à Moscou un seul télégramme, annonçant la reconnaissance *de jure* du Gouvernement soviétique et affirmant en même temps le maintien des droits de la France au sujet des créances, etc. Enfin, il fut également décidé d'échanger immédiatement des ambassadeurs, plutôt que de suivre l'exemple anglais et de n'envoyer pour commencer qu'un chargé d'affaires.

La date choisie pour envoyer le télégramme officiel à Moscou, le 28 octobre, fut diversement interprétée. Comme le fit savoir à Herriot le comte de Saint-Aulaire, Ambassadeur de France à Londres, on y voyait dans la capitale britannique une manœuvre pour influencer sur le résultat des élections qui devaient avoir lieu le jour même, et pour sauver MacDonald de la déroute provoquée par la publication de la « lettre Zinovev ». Herriot l'aurait confirmé devant le Chargé d'Affaires américain le soir du 28 octobre¹⁹. Qu'il y eût de la part du Président du Conseil un certain calcul en vue d'aider MacDonald, c'est assez vraisemblable, malgré les démentis. Mais il est possible aussi que la date fût surtout l'effet des circonstances : Herriot, qui allait lentement, pensant qu'il avait devant lui tout son temps, a pu croire, après la publication de la lettre, qui fut connue en France le 27 octobre, que s'il n'agissait pas tout de suite pour reconnaître les Soviets, il en serait empêché par un mouvement d'opinion.

Au moment de la reconnaissance, on croyait généralement que Christian Rakovskij serait nommé premier ambassadeur des Soviets à Paris. C'est ce que pensait l'intéressé lui-même, si l'on en juge par ce qu'il dit à Saint-Aulaire. Rendant visite à l'Ambassadeur de France le 29 octobre pour exprimer sa satisfaction à l'occasion de la reconnaissance et pour se féliciter de son rôle dans ce premier contact officiel de la République soviétique avec la France, il ajouta qu'il espérait être nommé ambassadeur à Paris et que les Soviets seraient « *reconnaissants à la France si elle devançait l'Angleterre dans l'envoi d'un ambassadeur... Il a exprimé l'espoir que, s'il est accrédité à Paris, son amitié avec M. de Monzie, laquelle dit-il remonte à plus de vingt-cinq ans, rendra l'accord plus facile* ». Quand l'Ambassadeur de France rendit cette visite, il trouva Rakovskij « *officiellement consterné mais personnellement ravi de la défaite de M. Ramsay MacDonald* ». Rakovskij ne se faisait pas d'illusions sur le traité anglo-soviétique, mais il s'en consolait « *à la pensée que, son rôle étant fini ici, il n'en a que plus de chances d'être envoyé à Paris où il espère trouver une tâche plus digne de lui. Grâce aux élections anglaises, dit-il, j'y suis maintenant moralement nommé* ». Il critique par la même occasion sans ménagement l'attitude de Ramsay MacDonald, « *chef-d'œuvre*

¹⁹ Comte de Saint-Aulaire, *Confession d'un vieux diplomate*, Flammarion, 1953, p. 745.

de maladresse, de lâcheté et de déloyauté », dénonçant aussi la « vénalité » du Premier Ministre²⁰. Pourtant, ce fut finalement Krasin, Commissaire au commerce extérieur (fonction qu'il conservait tout en devenant ambassadeur), Bolchévik de vieille date mais peu doctrinaire, qu'on envoya à Paris.

Ce choix n'était pas sans signification politique, si l'on en croit les déclarations de Čičerin à Brockdorff-Rantzau. Celui-ci avait protesté violemment, le 2 août, contre une interview de Rakovskij publiée ce jour-là dans les *Izvestija*. Le diplomate russe prônait une entente franco-russe pour s'opposer au danger du « nationalisme » allemand²¹. A l'époque, Čičerin avait essayé de minimiser l'importance de l'incident, disant qu'il s'agissait d'une opinion privée, influencée en outre par la tension existant à l'époque entre Moscou et Berlin à propos de l'incident de la représentation commerciale soviétique dans la capitale allemande. Maintenant le Commissaire aux Affaires Étrangères dit à Brockdorff-Rantzau, dans la plus grande confiance, que ces déclarations de Rakovskij avaient constitué l'argument principal contre sa nomination à Paris. Il ajouta qu'on avait choisi Krasin afin de souligner le caractère essentiellement économique qu'on voulait donner aux rapports avec la France²². L'Ambassadeur y voyait une grande victoire politique²³.

Du côté français, on avait mentionné les noms de Marius Moutet²⁴ et surtout de Monzie²⁵. Le choix se porta cependant sur Jean Herbet, anciennement rédacteur au *Temps*, et plus récemment à *L'Information*, qui avait mené un an plus tôt une fameuse polémique avec les *Izvestija*, mais qui n'en était pas moins connu pour sa position favorable à la reconnaissance, comme le souligna la presse soviétique à l'époque²⁶.

Krasin, fonctionnaire compétent et travailleur, posa les premiers jalons des négociations franco-soviétiques des années 1924-1927, mais n'y laissa guère la marque de sa personnalité. Il en fut autrement de Christian Rakovskij, qui devait lui succéder au bout d'un an. Essayons donc d'esquisser très brièvement son portrait.

Il est difficile de donner en quelques pages une idée complète de la personnalité et de l'activité d'un homme aussi original que Rakovskij, qui s'est dépensé avec une énergie débordante, dans

²⁰ Saint-Aulaire, *op. cit.*, p. 764.

²¹ Télégramme de Brockdorff-Rantzau, 2 août 1924 : G.F.M. L 648/II/ L 206476.

²² Télégramme du 4 novembre 1924 : G.F.M. 2860/5/D 554491-2.

²³ Lettre de Brockdorff-Rantzau à Maltzan, 6 novembre 1924 : G.F.M. 9101/4/H 225752-5.

²⁴ *Matin*, 25 juillet.

²⁵ *Izvestija*, 16 septembre.

²⁶ *Izvestija*, 7 novembre 1924.

toutes les circonstances d'une vie mouvementée²⁷. Citoyen roumain d'ascendance bulgare, il fit ses études de médecine à Nancy, puis à Montpellier, et faillit se faire naturaliser français. A. de Monzie, qui se chargea, en tant qu'avocat, de sa demande de naturalisation, prétend qu'il eut l'ambition de devenir une notabilité politique de la Troisième République, et que ce fut dans cette intention qu'il fit ensuite des études de droit. Monzie qualifie même de « parfaitement électoral » le discours qu'il prononça en 1902 à l'inauguration du pont de Beaulieu-sur-Loire, où il exerça comme médecin²⁸.

Sans doute Monzie, qui aimait manier le paradoxe, n'entendait-il pas qu'on prît à la lettre ces propos rédigés sur un ton de plaisanterie. Car il souligne lui-même la « raideur » des convictions marxistes de Rakovskij, dont l'une des plus grandes fiertés était d'avoir serré la main d'Engels en 1893²⁹. En effet, dès sa jeunesse, Rakovskij s'était signalé par sa foi et aussi par son activité révolutionnaire. La simple bibliographie des livres et articles qu'il publia dans les Balkans, en Bulgarie, puis en Roumanie, à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e, pour défendre la cause du socialisme, remplirait un grand nombre de pages, voire une monographie tout entière. Il fut délégué à tous les congrès socialistes de Zurich à Zimmerwald³⁰. Aucun historien objectif ne saurait lui refuser la première place dans l'histoire du mouvement social-démocrate dans les Balkans avant la première guerre mondiale.

Son activité pendant cette guerre est un sujet fort controversé. Ses ennemis, et les adversaires du communisme, ont souvent prétendu qu'il avait été un espion au service de l'Allemagne pendant qu'il servait comme officier de réserve dans l'armée roumaine. Les archives allemandes contiennent quelques documents qui semblent confirmer cette thèse³¹. Mais même si ce fait était entièrement prouvé, il n'aurait point la signification qu'on entend lui donner.

²⁷ Une biographie sérieuse de Rakovskij — qui mériterait largement que quelqu'un s'y consacre — n'a pas encore été écrite. La petite étude de J. A. Rothschild, *Rakovski*, Oxford, 1955, 24 p. (St. Antony's Papers on Soviet Affairs) laisse beaucoup à désirer et en ce qui concerne la précision des renseignements fournis et en tant qu'évaluation et synthèse. Les meilleures sources sont encore les écrits de ses amis, Trotsky et de Monzie. Du premier, Trotsky, *Ma vie*, Gallimard, 1953, pp. 237-239 et *passim*, ainsi qu'une note biographique inédite, conservée aux archives Trotsky à Harvard, Box 3. Du second, « Christian Rakowsky ou comme on se retrouve », dans le volume cité à la note 18. Voir aussi Deutscher, *The Prophet armed*, pp. 207-208.

²⁸ De Monzie, *op. cit.*, pp. 31-32.

²⁹ *Ibid.*, pp. 29-30.

³⁰ Lors de la création de la III^e Internationale, il fut (avec Lénine, Trotsky, Zinov'ev et Platten) l'un des cinq signataires de la déclaration des représentants de la gauche zimmerwaldienne, transmettant l'héritage révolutionnaire de Zimmerwald à l'Internationale communiste.

³¹ Voir Z. A. B. Zeman, *Germany and the Revolution in Russia, 1915-1918*, Document n° 84 et les notes y afférant.

Pilsudski a créé ses légions avec l'appui des puissances centrales ; Lénine a touché de l'argent allemand. Mais l'un et l'autre ont accepté cet appui avec des arrière-pensées très différentes et qui n'avaient rien à voir avec les objectifs allemands. Traiter le Rakovskij de 1919, Président du Conseil des Commissaires de la République soviétique d'Ukraine, ou le Rakovskij de 1923-1927, représentant diplomatique à Londres puis à Paris, d'« agent allemand », est aussi absurde que suggérer que Lénine ou Pilsudski ont gouverné leur pays en hommes de paille de l'Allemagne.

Les années 1919-1923, pendant lesquelles Rakovskij présida le Gouvernement de Kiev, le virent au sommet de sa carrière. Il devait être ensuite la victime de son amitié avec Trotsky avec lequel il était lié depuis le début du siècle et qui le considérait comme son compagnon politique le plus capable et le plus sûr. D'ailleurs, même s'il n'avait pas été lié au rival que Staline haïssait et craignait le plus, il se serait sans doute rangé dans le camp de l'opposition au Secrétaire Général du Parti. Il y avait pour cela des raisons d'incompatibilité de caractère : « *Les caractéristiques personnelles de Rakovskij, de larges vues sur la situation internationale et une profonde noblesse d'âme, l'ont rendu particulièrement odieux à Staline qui incarne les traits exactement opposés* », écrivit Trotsky en 1930³². Dans la note biographique conservée aux Archives, Trotsky évoque des facteurs plus fondamentaux : l'expérience européenne de Rakovskij, qu'il oppose à la mentalité provinciale de Staline.

Il est incontestable que Rakovskij fut le plus européen des Bolchéviks de premier plan, à la fois par sa formation, son expérience et sa mentalité — du moins si on limite la définition de l'Europe au « Continent » (au sens où les Anglais l'entendent) dont les mœurs et traditions lui étaient plus familières que celles de la Grande-Bretagne où il ne se sentit jamais tout à fait à l'aise. Ce trait biographique, qui suscita l'antipathie de Staline et provoqua son limogeage de la Présidence du Gouvernement ukrainien, le qualifiait admirablement pour les postes diplomatiques où on l'envoya pour l'éloigner de Russie pendant la lutte pour le pouvoir entre les héritiers de Lénine.

Quant à Jean Herbette, sa biographie, jusqu'au jour de sa nomination à Moscou, tient en quelques mots et ne fournit de toute façon que peu de renseignements pour la compréhension de sa personnalité. Docteur ès Sciences physiques, préparateur à la Faculté de Paris, puis journaliste, il se jeta dans son nouveau métier de diplomate avec plus d'enthousiasme que de méthode — comme on le verra par la suite.

Cette parenthèse sur le rôle des personnalités ne serait pas

³² *Ma vie*, p. 238.

complète si l'on ne disait un mot de l'extraordinaire intimité qui liait Čičerin et Brockdorff-Rantzau, Ambassadeur d'Allemagne. L'amitié de ces deux aristocrates de vieille race, amateurs de bons vins et de veillées prolongées, constitue en effet un élément important des conditions de travail auxquelles eut à se faire l'Ambassadeur de France Jean Herbette.

Les nombreuses lettres échangées entre Čičerin et Brockdorff-Rantzau, conservées dans les papiers de l'Ambassadeur³³, fourniraient matière à une étude détaillée des rapports entre les deux hommes — étude dont il ne faudrait sans doute pas exagérer l'importance politique — mais qui serait d'un grand intérêt psychologique et humain. Bornons-nous à souligner ici que déjà en février 1923, c'est-à-dire deux mois après l'arrivée de Brockdorff-Rantzau à Moscou, ils échangeaient des professions d'amitié par écrit³⁴. Cette amitié, pour fondée qu'elle était sur des ressemblances de tradition et de goût, n'était pas sans contenu politique. Un seul exemple : Brockdorff-Rantzau lui ayant envoyé, le 16 février 1923 (donc pendant l'occupation de la Ruhr) une bouteille de Steinberger 1893 en l'appelant « un salut cordial du Rhin allemand » (*ein herzlicher Gruss vom deutschen Rhein*), Čičerin répondit en le remerciant de ce salut du « Rhin allemand », ajoutant « il l'est et le restera » (*Er ist es und bleibt es*)³⁵.

Herbette allait donc trouver en face de lui un homme qui ne jouissait pas seulement d'un grand prestige politique, en tant qu'ancien ministre des Affaires Étrangères et ami du Président Ebert³⁶, mais qui avait su se faire à Moscou une forte situation à la fois politique et personnelle. La tâche de l'Ambassadeur de France n'allait pas en être facilitée.

Origines et conséquences de Locarno.

Le titre de cette deuxième partie rappelle une fois de plus l'un des thèmes essentiels de notre exposé, à savoir qu'on ne saurait rien comprendre aux relations franco-soviétiques du temps de Rakovskij si l'on ne les considère en fonction des rapports de Paris et de Moscou avec Berlin. Toutefois, comme nous l'avons souligné précé-

³³ G.F.M. 9101/4.

³⁴ Voir par exemple une lettre de Brockdorff-Rantzau du 15 février 1923 : G.F.M. 9101/4/H 226177-8.

³⁵ G.F.M. 9101/4/H 226171 et 175.

³⁶ Les rapports de confiance entre Brockdorff-Rantzau d'une part et Ebert et Scheidemann d'autre part dataient déjà de 1918 ; voir par exemple sa note à Scheidemann du 9 décembre 1918 où il se prévaut de ses « vertrauensvollen Beziehungen » avec les deux leaders socialistes pour réclamer des mesures énergiques contre les « menées bolchévistes » : G.F.M. 9105/5/H 233311 et suiv.

demment, le problème des rapports entre ces trois capitales n'avait pas en 1925 la simplicité classique qu'il allait revêtir à l'époque de Munich, lorsque Paris et Moscou n'avaient plus à choisir qu'entre deux possibilités : maintenir l'alliance de 1935 de façon à tenir l'Allemagne en échec, ou au contraire tirer son épingle du jeu en lançant l'Allemagne contre son allié. Certes, à la veille de la Deuxième Guerre mondiale, on a parfois hésité, à Paris ou à Moscou, entre les deux politiques, et on les a même appliquées tour à tour ; mais en 1925, la France, et surtout l'Union soviétique, pratiquaient à la fois et délibérément, à l'égard de l'Allemagne, plusieurs politiques contradictoires.

C'est en regardant le problème de Moscou que la situation apparaissait comme la plus claire. Cette clarté provient d'abord du fait que la diplomatie soviétique poursuivait un but invariable et explicitement défini : empêcher la coalition des États capitalistes contre l'État socialiste (jusqu'à ce qu'il soit suffisamment fort pour prendre lui-même l'offensive). Dans la mesure où il est possible de déchiffrer les intentions en lisant les documents diplomatiques, il semble évident que Čičerin avait, pour atteindre ce but fixe, un programme maximum et un programme minimum. Le programme maximum aurait consisté à maintenir avec l'Allemagne les bons rapports établis à Rapallo, à empêcher tout rapprochement entre Berlin et Londres, et à compléter l'axe de Rapallo en attirant la France et l'Italie dans une « politique continentale » dirigée contre l'Angleterre. Le programme minimum, pour le cas où l'Allemagne se détournerait carrément de Moscou et se liguierait avec l'Angleterre, aurait consisté à aiguïser les contradictions anglo-françaises, de façon à ce que la France au moins n'adhérât point au « front uni » contre l'Union soviétique. Il convient en outre de souligner que pour Čičerin cette deuxième solution n'eût pu être qu'un dernier recours en cas de situation tout à fait désespérée car l'amitié avec l'Allemagne était la clé de voûte de toute sa politique. Mais ce « programme maximum » et ce « programme minimum » — dont les idées maîtresses correspondent certainement à l'orientation de la politique de Čičerin à l'époque de Locarno, même s'il ne les a jamais formulés exactement de cette façon — étaient tous les deux assez hypothétiques. Car la politique étrangère de l'Allemagne était entre les mains d'un réaliste, qui n'entendait ni sacrifier la possibilité d'un règlement favorable à l'Ouest en maintenant une amitié exclusive avec la Russie, ni abandonner entièrement la politique de Rapallo et se jeter dans les bras de l'Angleterre, perdant ainsi cette liberté de manœuvre qui offrait le meilleur espoir de rendre un jour à l'Allemagne son rang effectif de grande puissance. Et comme Stresemann s'en tenait fermement à cette ligne intermédiaire —

ni politique occidentale, ni politique orientale, mais politique allemande — Čičerin devait, lui aussi, manœuvrer surtout dans le domaine des possibilités intermédiaires.

Les choses étant ainsi, un rapprochement avec la France pouvait remplir deux fonctions dans la stratégie diplomatique de Moscou : chaque geste dans ce sens inquiétait l'Allemagne et rendait plus difficile la politique de Stresemann visant à une détente avec les puissances occidentales ; simultanément, en renforçant ses liens avec la France, Čičerin ajoutait un atout à son jeu diplomatique et se mettait en mesure de rendre à Stresemann la monnaie de sa pièce en pratiquant lui aussi une politique de « l'équilibre » entre Paris et Berlin.

En résumé, la diplomatie soviétique usait du rapprochement avec Paris pour empêcher, si possible, le règlement à l'Ouest qui rendrait l'Allemagne moins dépendante de l'amitié soviétique ; pour restreindre la portée du règlement s'il apparaissait impossible de l'empêcher ; pour infléchir l'évolution allemande dans un sens pro-français et anti-anglais ; pour préparer une politique de rechange en cas du pire. Elle poursuivait tous ces objectifs simultanément, ce qui n'empêche évidemment pas qu'à tel ou tel moment l'un ou l'autre objectif ait prédominé.

Vu de Paris, le rapprochement franco-soviétique n'était pas l'élément d'une politique aussi définie que celle de Čičerin, mais son exploitation tactique offrait quelques analogies. Cela est notamment le cas de la pointe anti-anglaise qui caractérisait l'opération des deux côtés, Paris et Moscou ayant intérêt, pour des raisons symétriques mais opposées, à empêcher toute intimité anglo-allemande. Dans cette perspective, l'autre objectif majeur de Paris, le remboursement des dettes russes, apparaît comme lié à l'objectif politique de l'opération : les paiements soviétiques auraient pu compenser dans une certaine mesure l'hostilité des milieux financiers de la City, ce qui aurait facilité la tâche du Ministère des Finances.

La nouvelle orientation de la politique allemande qui allait éveiller l'inquiétude des dirigeants soviétiques et les inciter à se rapprocher de Paris prenait forme presque au moment même où les relations diplomatiques étaient rétablies entre Paris et Moscou. Pendant la première quinzaine de septembre 1924, Stresemann envoya le comte Kessler à Genève en tant qu'observateur officieux à la réunion de la S.D.N.³⁷. Le 23 septembre le Gouvernement allemand décida, en principe, d'accepter l'invitation anglo-française d'adhérer à la Société, et une semaine plus tard fut publié le fameux mémorandum définissant les conditions sous lesquelles Berlin envisagerait de franchir le pas.

³⁷ Les négociations du comte Kessler à Genève sont résumées dans une longue note : G.F.M. 9101/5/H 226983-996.

Bien que l'une des conditions posées par le Gouvernement allemand fût l'exemption de toute participation aux sanctions, en raison de la faiblesse militaire de son pays, les dirigeants soviétiques furent très désagréablement surpris. Leur première réaction fut de proposer un accord selon lequel aucune des deux parties contractantes n'entrerait à la S.D.N. sans l'agrément de l'autre. Mais, tout en affirmant sa volonté de maintenir les rapports amicaux existant entre Moscou et Berlin, Stresemann répondit qu'une telle décision ne dépendait que du Gouvernement allemand³⁸. Ensuite, Čičerin s'efforça de persuader Brockdorff-Rantzau de l'utilité d'un rapprochement franco-soviétique dirigé contre l'Angleterre, mais l'Ambassadeur d'Allemagne, tout partisan qu'il était d'une « orientation à l'Est » affirma que jamais son pays ne participerait à une politique continentale anti-anglaise³⁹.

La diplomatie soviétique n'en essaya pas moins de mener de pair un rapprochement avec la France et un resserrement des liens avec Berlin. C'est l'époque où Krasin présidait l'ouverture des négociations commerciales germano-soviétiques à Moscou, peu avant d'aller rejoindre son poste à Paris⁴⁰. Cependant, outre les réticences allemandes envers toute politique continentale dirigée contre l'Angleterre, les tentatives de Čičerin pour favoriser un rapprochement germano-franco-russe recélaient des contradictions internes, ou exigeaient du moins le maintien permanent d'un équilibre fort malaisé. Les difficultés de Čičerin ressortent d'une façon très vivante de ses conversations avec Brockdorff-Rantzau⁴¹. Il souhaitait une entente de l'industrie lourde française et allemande — mais se demandait si elle serait le germe d'une politique continentale ou d'une politique d'encerclement de l'U.R.S.S. Il voulait se rapprocher de la France, mais n'avait nullement changé ses sentiments à l'égard de la S.D.N., à laquelle la France restait attachée.

D'autres positions de principe du Gouvernement soviétique compliquaient singulièrement les efforts du Commissariat aux Affaires Étrangères pour améliorer les rapports avec Paris. Čičerin en parla très ouvertement lors de son entretien du 16 novembre 1924 avec Brockdorff-Rantzau. Outre le refus de sanctionner le *Diktat* de Versailles, par lequel il expliquait son attitude négative à l'égard de

³⁸ Télégrammes Chargé d'affaires à Berlin, 18 octobre 1924, et Stresemann à Moscou, 21 octobre, et note de Stresemann sur son entretien avec Krestinskij, 29 octobre : G.F.M. 2860/D 554119-20, 424-5, 452-6.

³⁹ Télégramme de Brockdorff-Rantzau, 4 novembre 1924 : G.F.M. 2860/D 554491-2.

⁴⁰ Télégramme de Brockdorff-Rantzau, 15 novembre 1924 : G.F.M. 2860/D 554540-2.

⁴¹ Télégrammes de Brockdorff-Rantzau des 16 et 30 novembre et 4 décembre : G.F.M. 2860/D 554551-2, 583-6, 605-8.

la Société des Nations, il affirma que l'amitié franco-soviétique était « menacée dans ses débuts » par le problème des dettes d'une part, et aussi par les questions coloniales. Nous n'appuyons jamais la « politique impérialiste française », dit Čičerin, ni au Maroc, ni ailleurs.

Ce dernier point était en effet l'un des thèmes principaux de la campagne menée par les partis de l'opposition contre la politique de reconnaissance adoptée par le Cartel. A l'avant-garde de cette campagne se trouvait la Ligue Républicaine Nationale, fondée en novembre par Alexandre Millerand. Les déclarations de l'ancien Président de la République à la première grande manifestation publique de cette association illustrent de façon admirable les sentiments d'une grande partie du centre et de la droite : « *Par quelle aberration criminelle, s'écria-t-il, alors que la France blessée, quoique victorieuse, a besoin pour achever sa convalescence, de repos, de calme et de paix, par quelle aberration criminelle, dis-je, le gouvernement appelle-t-il, installe-t-il, en plein Paris, sous la bannière croisée de la faucille et du marteau, le quartier général de la révolution*⁴² ? » A la veille de Noël, enfin, les orateurs de la droite dénoncèrent dans un débat à la Chambre la propagande communiste aux colonies⁴³.

Dans un tel climat, Herriot jugea prudent de remettre à plus tard le début des négociations franco-soviétiques, ce qui fut annoncé dans la presse du 22 décembre. Certes, il s'efforça de minimiser la portée de ce geste. Dans une déclaration publiée le 24 décembre, il dénonça les « fausses nouvelles » au sujet du « prétendu péril communiste ». Dans les entretiens confidentiels il tint cependant un autre langage. Le 30 décembre, il dit à l'Ambassadeur des États-Unis qu'il ne répéterait pas l'erreur de MacDonald, qui avait essayé de négocier prématurément un traité commercial avec les Soviets. Il affirma son intention d'aller lentement et de ne négocier qu'après avoir la preuve que l'Ambassade soviétique à Paris se comportait convenablement. Quant à l'agitation communiste, loin de la nier comme il le faisait en public, il l'expliqua par l'afflux de communistes italiens et espagnols. Il dit encore sa volonté d'empêcher par une loi analogue à celle des États-Unis l'immigration des « étrangers indésirables ». Il ajouta enfin que pour impressionner l'opinion, il avait ordonné à la police de disperser avec une certaine brutalité une réunion d'agitateurs communistes — mais que la police n'avait pas pu trouver une réunion appropriée⁴⁴.

⁴² *Le Temps*, 18 décembre 1924.

⁴³ *Ibid.*, 25 décembre 1924.

⁴⁴ Herrick à Washington, télégramme du 30 décembre 1924 et dépêche du 7 janvier 1925 : NAF 751.61/34 et 36. (Le sigle NAF désigne des documents provenant des National Archives of the United States, Foreign Affairs Branch, que nous avons pu consulter à Washington. Nous tenons à remercier le personnel de ces archives pour l'accueil qui nous a été fait.)

Mais le plus grave aux yeux de Moscou était l'accord conclu entre Herriot et Chamberlain au début de décembre. La presse internationale le présentait à l'époque comme comportant un appui anglais à la politique allemande de la France, en échange d'une attitude commune de fermeté à l'égard de la Russie, notamment en ce qui concernait la propagande aux colonies. Selon les renseignements communiqués par le Foreign Office à l'Ambassade d'Allemagne à Londres, il ne s'agissait que d'un échange d'informations pour faciliter la lutte contre la propagande communiste, et non point d'une politique anticommuniste⁴⁵. Étant donné l'extrême méfiance des Soviétiques à l'égard de l'Angleterre, même un accord limité de cette espèce eût suffi à leurs yeux pour justifier l'indignation de la presse, qui fut très vive⁴⁶.

Dans ces conditions, on comprend l'amertume des dirigeants russes à l'égard d'Herriot, qu'ils considéraient comme un traître à sa propre politique. Brockdorff-Rantzau fut frappé le 30 novembre par le « mépris » avec lequel Čičerin parlait du Président du Conseil. Herriot, disait le Commissaire aux Affaires Étrangères, était sous l'influence du « petit bourgeois » (*Spiessbürger*) français, et son départ ne serait une perte ni pour l'Allemagne ni pour la Russie. Loucheur ou surtout Briand serait bien mieux⁴⁷.

On comprend aussi le pessimisme de Krasin, que celui-ci étalait librement dans ses conversations avec son collègue allemand⁴⁸. On le comprend d'autant plus que dans le climat créé par la propagande communiste aux colonies, il était sérieusement question que le Parlement refusât les crédits pour l'Ambassade de France à Moscou. (Un observateur politique aussi averti que Léon Blum avait cru au début de décembre à cette éventualité⁴⁹.) Enfin, la position de Krasin n'était pas améliorée par les manœuvres de Rakovskij, qui n'avait pas renoncé à se faire nommer ambassadeur à Paris. Le 24 décembre parut dans *Poslednye Novosti*, journal parisien de langue russe, un article (dont on supposait généralement qu'il était inspiré par Monzie et Rakovskij) affirmant que Krasin n'était pas l'homme qui contribuerait au succès des négociations franco-soviétiques, et qu'il serait donc remplacé par Rakovskij, qui savait, lui, « établir de bons rapports personnels ».

Quant à l'Ambassadeur de France en Union soviétique, Jean

⁴⁵ Télégramme de Londres, 8 décembre 1924 : G.F.M. 2860/D 554621.

⁴⁶ Voir notamment l'article de Steklov dans les *Izvestija* du 7 décembre 1924.

⁴⁷ Télégramme de Brockdorff-Rantzau du 30 novembre 1924 : G.F.M. 2860/D 554583-6.

⁴⁸ Télégrammes de Hoesch du 24 décembre 1924 et du 4 janvier 1925 : G.F.M. L 648/L 206732-6 et L 206105-8 (le deuxième télégramme est daté par erreur du 4 janvier 1924).

⁴⁹ Télégramme de Hoesch du 7 décembre 1924 : G.F.M. 2860/D 554616-20.

Herbette, on ne saurait comprendre la situation dans laquelle il se trouvait lors de son arrivée à Moscou en janvier 1925 si on n'évoquait au moins brièvement l'un des épisodes les plus pittoresques et les plus controversés de l'histoire diplomatique de l'époque de Locarno : les ouvertures soviétiques à l'Allemagne en décembre 1924 au sujet de la Pologne.

Comme nous l'avons déjà plusieurs fois souligné, la politique soviétique à l'égard de Berlin pendant la période en question était très précisément une politique de la carotte et de la baguette. La baguette, c'était un rapprochement soviétique avec la France, voire avec la Pologne, qui aurait menacé les intérêts allemands sur tous les plans ; la carotte, c'était la perspective d'une action commune germano-soviétique pour changer une *statu quo* territorial qui n'était reconnu ni par Berlin ni par Moscou. Dans la littérature publiée sur cette question, on a pris l'habitude d'employer pour désigner une stratégie diplomatique fondée sur ces visées révisionnistes l'expression : « jouer la carte polonaise ». Cependant, comme beaucoup d'autres clichés, celui-ci a été utilisé tant de fois, dans des contextes si divers, qu'il a perdu tout sens précis. Et dans la mesure où il en a gardé un, c'est-à-dire le sens d'une proposition de collaboration militaire pour écraser la Pologne et la « refouler à l'intérieur de ses frontières ethnographiques », il y a désaccord parmi les commentateurs pour savoir dans quelle mesure les Soviets — ou les Allemands — ont « joué la carte polonaise » en décembre 1924⁵⁰.

Pour des raisons qu'il n'est guère nécessaire de préciser, ce problème n'a jamais été traité sans passion. Certains veulent innocenter complètement soit les Allemands, soit les Soviets ; d'autres veulent avant tout démontrer l'immoralité des uns et des autres, et étalent avec une joie mauvaise l'évidence de la complicité diabolique des deux gouvernements. Comme souvent, la vérité n'est pas « entre les deux » — le « juste milieu » est une notion aussi peu utile en politique qu'en morale — mais *en dehors* des opinions extrêmes. Contre les

⁵⁰ De loin les mieux documentées des études sur cette question sont celles de Zygmunt J. Gasiorowski, « The Russian Overture to Germany of December 1924 », *Journal of Modern History*, 30 (2), juin 1958 : 99-117 ; « Stresemann and Poland before Locarno » et « Stresemann and Poland after Locarno », *Journal of European Affairs*, 18 (1), avril 1958 et 18 (3), octobre 1958 : 25-47 et 292-317. Pour une version plus nuancée voir H. W. Gatzke, « Von Rapallo nach Berlin : Stresemann und die deutsche Russland-Politik », *Vjh. für Zeitgeschichte*, IV (1), 1956 : 1-29. Ni l'un ni l'autre des auteurs qui ont publié dernièrement des livres sur cette époque (Gerald Freund, *Unholy Alliance. Russian-German Relations from the Treaty of Brest-Litovsk to the Treaty of Berlin*, London, Chatto and Windus, 1957 ; Herbert Helbig, *Die Träger der Rapallo-Politik*, Göttingen, Wandenhoek und Ruprecht, 1958) n'a disposé de la totalité des documents essentiels, ce qui n'empêche pas M. Helbig de faire un grand nombre d'affirmations catégoriques contraires aux faits et même incompatibles avec les sources qu'il a effectivement utilisées.

critiques systématiques de l'Allemagne et de l'Union soviétique, on peut affirmer avec une quasi certitude que ni à Berlin ni à Moscou on n'a envisagé sérieusement, à l'époque de Locarno, de mener une guerre de conquête contre la Pologne, au moins dans un avenir immédiat. Mais en même temps, on peut et on doit affirmer contre les apologistes des uns et des autres que du côté allemand comme du côté soviétique on a, sinon joué la carte polonaise, du moins joué *avec* la carte polonaise, afin de susciter et d'exploiter les convoitises du partenaire de Rapallo.

L'essentiel de la documentation pour soutenir ces affirmations est présenté par M. Gasiorowski dans ses articles déjà cités ; pour ceux qui ne seraient pas convaincus par son exposé, les archives allemandes elles-mêmes sont désormais à la disposition des chercheurs. Ici nous devons nous borner à évoquer très brièvement quelques aspects de cette affaire qui ont des implications particulièrement importantes pour les relations franco-soviétiques. Et d'abord, deux faits complémentaires qui servent à définir l'attitude de base des deux partenaires de Rapallo : ce sont les Soviets qui ont mis sur le tapis la question polonaise ; mais ce sont les Allemands qui s'y sont intéressés avec le plus de passion et qui ont formulé leurs objectifs avec la franchise la plus brutale. C'est en effet Kopp qui a proposé le premier, dans un entretien du 4 décembre avec Brockdorff-Rantzau, « *une pression commune germano-russe contre la Pologne* »⁵¹. Certes, Čičerin a prétendu plus tard que Kopp avait dépassé sa compétence, s'il avait prétendu donner sur des questions aussi importantes autre chose que son avis personnel⁵². Mais Brockdorff-Rantzau a certainement eu raison de ne pas prendre très au sérieux ces dénégations, car si Kopp n'avait pas qualité pour *engager* le Gouvernement soviétique, il n'est guère probable qu'il eût lancé un tel ballon d'essai de son propre chef. Cela apparaît comme d'autant moins vraisemblable que ce fut le Président du *Sovnarkom* lui-même, Rykov, qui proposa, fin février, une alliance militaire en bonne et due forme à l'Ambassadeur d'Allemagne⁵³.

Cependant, si les Soviets ont posé ainsi la question polonaise, il ne faut point en conclure qu'ils envisageaient déjà, en 1924, de faire ce que Staline a effectivement fait en 1939. Simplement ils savaient combien de telles perspectives étaient séduisantes pour les hommes d'État allemands, et ils espéraient ainsi les retenir sur le chemin qui menait à Locarno. Les documents actuellement à la

⁵¹ Rapport politique de Brockdorff-Rantzau, 4 décembre 1924 : G.F.M. 2860/554609-10.

⁵² Note de Brockdorff-Rantzau du 29 décembre 1924 et lettre à Stresemann de même date : G.F.M. 4562/E 154919-30.

⁵³ Rapport de Brockdorff-Rantzau du 24 février 1925 : G.F.M. 4562 H/E 155004-9.

disposition des chercheurs démontrent sans contestation possible combien puissants étaient les effets de cette séduction. Qu'il s'agisse de partisans d'une orientation « à l'Est », comme Brockdorff-Rantzau ou Maltzan⁵⁴, ou bien de gens considérés comme amis de l'Occident, tels Schubert⁵⁵ ou Stresemann⁵⁶, tous affirmaient avec une égale vigueur la nécessité de refouler la Pologne à l'intérieur de ses frontières ethnographiques, et tous envisageaient froidement la possibilité d'employer un jour, à cette fin, des moyens militaires, même s'ils estimaient que le moment n'était pas venu de pratiquer une telle politique.

Cette parenthèse sur la manière dont la « carte polonaise » a été jouée par Moscou et Berlin à la fin de 1924, ne suffit pas pour traiter la question à fond et pourtant elle risque de paraître déjà trop longue dans une étude consacrée aux rapports franco-soviétiques. Le lien entre les deux questions apparaît cependant dès le premier entretien Kopp-Brockdorff-Rantzau. A cette occasion, l'Ambassadeur d'Allemagne disait que la question polonaise serait sans doute le sujet de négociations entre le Gouvernement soviétique et Herbet, et qu'une garantie de la frontière occidentale de la Pologne par Moscou serait considérée à Berlin comme un acte inamical. Kopp rétorqua qu'il en serait de même si l'Allemagne, par son entrée à la S.D.N., garantissait la frontière orientale de la Pologne.

Les discussions qui allaient se prolonger pendant toute l'année de 1925 entre Berlin et Moscou au sujet des conditions de l'adhésion allemande à la S.D.N. tournaient en effet, non seulement autour de l'article 16, qui aurait pu obliger l'Allemagne à participer à des sanctions contre l'U.R.S.S., mais aussi autour de l'article 10, qui selon Čičerin équivaldrait, dès que l'Allemagne aurait pris place à Genève, à une garantie par Berlin des frontières existantes de la Pologne⁵⁷. Schubert employa une casuistique très subtile pour démontrer que cette garantie n'en était pas une. Si l'Allemagne, écrivit-il, refusait (comme elle en avait l'intention) de participer à une action commune pour sauvegarder la paix dans le cadre de l'article 16, elle serait encore moins tenue d'employer la force pour maintenir le *statu quo* territorial. Les obligations selon l'article 10 se réduiraient donc à une renonciation à une guerre de conquête,

⁵⁴ Maltzan à Brockdorff-Rantzau, 13 décembre 1924 : G.F.M. 2860/D 554636-9.

⁵⁵ Schubert à Brockdorff-Rantzau, 29 décembre 1924 : G.F.M. 4562 H/E 154907-9.

⁵⁶ Stresemann à Brockdorff-Rantzau, 19 mars 1925 : G.F.M. 4562 H/E 155068-90. Nous ne citons ici que les textes les plus fondamentaux. Pour un résumé détaillé des trois dépêches précitées et de toute la documentation sur la question, voir les articles de Gasiowski (note 50).

⁵⁷ Télégramme de Brockdorff-Rantzau du 22 décembre 1924 : G.F.M. 4562 H/E 154904-6.

« qui... dans des circonstances changées, ne représenterait éventuellement aucune renonciation de fait » (*der... zumal bei veränderter Sachlage praktisch gar keinen Verzicht darstellt*)⁵⁸.

Au mois de janvier 1925, les négociations entre Berlin et Moscou furent interrompues par une longue crise ministérielle allemande. Čičerin exprima son vif regret que cette circonstance empêchât de procéder, comme il l'eût souhaité, à des échanges de vues approfondis *avant* l'arrivée d'Herbette. En même temps, il se montrait assez sceptique sur les possibilités d'un rapprochement avec la France. Celle-ci, dit-il, par son attitude rigide sur les dettes et par la propagation de bruits alarmistes sur la situation interne de la Russie provenant des pays limitrophes, favorisait les tentatives de Londres pour isoler l'Union soviétique⁵⁹.

Quelle que soit l'interprétation précise qu'il convient de donner aux conversations germano-soviétiques au sujet de la Pologne à la fin de 1924, il est évident que cette manière d'envisager — même à des fins de manœuvre tactique — le dépècement du principal allié européen de la France ne pouvait guère faciliter la tâche de l'Ambassadeur de France à Moscou — pas plus que ne le faisait la vague de sentiment antisoviétique qui s'élevait à Paris à propos des dettes et du bolchévisme dans les colonies. Jean Herbette n'en arriva pas moins plein d'espoir. S'il faut en croire une dépêche, assez méchante à vrai dire, dans laquelle son collègue allemand von Dirksen (qui succéda à Brockdorff-Rantzau après la mort de celui-ci en 1928) faisait le bilan de l'activité du premier ambassadeur de France à Moscou, Herbette était animé de sentiments si amicaux qu'il trouva bon de serrer la main à tous les membres de la garde d'honneur qui l'attendait à son arrivée dans la capitale soviétique, en disant à chacun : « Bonjour, camarade⁶⁰ ! »

C'est le 15 janvier que Jean Herbette présenta ses lettres de créance à Kalinin. A cette occasion, les deux interlocuteurs placèrent d'emblée le problème des dettes au centre de leurs préoccupations. Kalinin, qui se montra très cordial, disait que les Gouvernements français et soviétique se trouvaient tous deux en présence d'une masse paysanne : les paysans russes ayant souffert de l'intervention ne voulaient pas payer, alors que les paysans français voulaient être remboursés. Il connaissait, dit-il, les sentiments des paysans russes, et il pouvait deviner ceux des paysans français. Mais en procédant avec soin on pourrait régler la question.

⁵⁸ Schubert à Brockdorff-Rantzau, 29 décembre 1924 : G.F.M. 4562 H/E 154907-9.

⁵⁹ Brockdorff-Rantzau à Stresemann, 10 janvier 1925 : G.F.M. 2860/D 554702-4.

⁶⁰ Rapport politique de von Dirksen, 11 mai 1930 : G.F.M. K 287/K 099486-90.

Cependant, ces paroles rassurantes à peine prononcées, Herbette fut appelé à protester, le 17 janvier 1925, contre un discours de Rykov qui faisait douter de la sincérité soviétique en ce qui concernait le règlement des dettes. Il avait d'ailleurs commencé son activité à Moscou, même avant la remise de ses lettres de créance, par une autre protestation dirigée contre des propos qu'aurait tenus Zinov'ev au Comité exécutif de l'Internationale, au sujet des tâches du Parti communiste français dans le domaine de la propagande antimilitariste.

En même temps qu'il inaugurait ainsi sa mission auprès des autorités soviétiques, Jean Herbette tenta une curieuse démarche auprès de son collègue allemand. Le 17 janvier en effet il rendit visite à Brockdorff-Rantzau et se présenta comme ayant des opinions « tout à fait modérées » et comme le partisan d'une entente (*Verständigung*) avec l'Allemagne dans l'intérêt de la paix. La France et l'Allemagne, dit-il, étaient des voisines et ne pouvaient pas vivre l'une sans l'autre. Brockdorff-Rantzau évoqua l'appui qu'Herbette avait apporté à la politique de Poincaré dans la Ruhr, lorsqu'il était rédacteur au *Temps*. L'Ambassadeur de France expliqua qu'il avait été contraint par la direction du journal d'adopter cette ligne en contradiction avec le fond de sa pensée. Il ajouta que s'il avait quitté *Le Temps*, c'était à cause de la politique « trop nationaliste » du journal. Pour terminer, il s'efforça de gagner son collègue par la flatterie, disant que le poste à Moscou, outre son importance en soi, l'avait intéressé encore davantage à cause de la présence dans la capitale soviétique d'un homme politique aussi éminent que Brockdorff-Rantzau⁶¹.

Čičerin, auquel Brockdorff-Rantzau ne tarda pas à rapporter les paroles d'Herbette, répondit que celui-ci n'avait manifestement pas perdu son allure de journaliste. Quant au fond, il ne savait pas très bien que penser de la démarche ; il pourrait s'agir, dit-il, aussi bien d'une provocation que d'une tentative honnête pour favoriser une entente. Il ajouta qu'Herbette était intime avec Monzie, anglophobe notoire (*Englandfresser*), qui voulait un rapprochement franco-allemand pour aboutir à un bloc continental ; c'était peut-être pour cette raison qu'il s'efforçait d'afficher son intimité avec l'Ambassadeur d'Allemagne. Mais en même temps, il affirma que la France cherchait manifestement à « encercler » la Russie, afin de la rendre plus malléable (*gefügig*) au sujet des dettes, et qu'elle travaillait dans cette intention la main dans la main avec l'Angleterre. Quelques jours plus tard, il s'exprima avec ironie sur le comportement d'Herbette. L'Ambassadeur de France, disait-il, ne lui avait

⁶¹ Télégramme de Brockdorff-Rantzau, 17 janvier 1925 : G.F.M. 2860/D 554724-6.

point parlé jusqu'alors de questions politiques, mais uniquement des dettes et de la propagande communiste en France. (Il s'agit évidemment des protestations des 12 et 17 janvier déjà évoquées.) Et en faisant ces démarches, il avait « pris plaisir à critiquer (beschimpfen) son propre gouvernement, affirmant (tout en exprimant ses regrets personnels) qu'il n'y avait malheureusement presque personne en France qui comprît la Russie »⁶².

Pendant les premiers mois de la mission d'Herbette à Moscou, la politique coloniale de l'U.R.S.S. continuait à être l'un des obstacles à l'amélioration des rapports franco-soviétiques. La participation d'un Secrétaire de l'Ambassade soviétique à une réunion organisée à Paris par le Kuomintang pour commémorer la mort de Sun Yat-Sen en avril 1925 suscita une telle indignation dans la presse que le Gouvernement soviétique fut finalement obligé de rappeler le malheureux diplomate. Les manifestations du Parti communiste français en faveur du Rif qui apportaient au printemps 1925 la confirmation de ce que Čičerin avait dit à Brockdorff-Rantzau au sujet de la politique soviétique au Maroc, provoquèrent également la colère de la presse française et entraînèrent des protestations de la part d'Herbette.

Mais si ces questions coloniales firent beaucoup de bruit, et suscitérent une réelle indignation de la part des responsables de la diplomatie française, elles n'avaient sans doute pas à l'époque une importance politique aussi fondamentale que le problème de la sécurité européenne et, accessoirement, de la Pologne. La complexité et l'ambiguïté de cette question sont illustrées par le fait qu'au moment même où Rykov proposait à Brockdorff-Rantzau une alliance militaire dirigée contre la Pologne, la presse soviétique dénonçait le danger que faisait peser sur la Russie le cordon sanitaire des « pays détachés avec l'argent bourgeois »⁶³.

Il ne faudrait pas conclure de cette simultanéité que l'inquiétude exprimée par la presse soviétique fût hypocrite. Au contraire, ces craintes étaient certainement sincères. Certes la méthode adoptée par Čičerin pour supprimer le danger polonais, réel ou imaginaire, consistant à négocier à la fois avec Berlin sur le refoulement de la Pologne à l'intérieur de ses « frontières ethnographiques », et avec Paris et Varsovie sur le maintien du *statu quo* territorial, était quelque peu paradoxale. Pourtant elle ne l'était guère plus que la stratégie diplomatique de la plupart des autres pays, à une époque de transition où les uns et les autres cherchaient leur voie.

Tel était notamment le cas à Berlin. Simons, Président par interim

⁶² Entretiens des 18 et 23 janvier 1925 ; télégrammes de Brockdorff-Rantzau des 19 et 23 janvier : G.F.M. 2860/D 554733-5 et 753.

⁶³ Article de Steklov, dans *Izvestija* du 5 février ; voir aussi *Izvestija* des 6 mars et 9 avril.

du Reich entre la mort d'Ebert au début de mars 1925 et l'élection de Hindenburg à l'automne, illustra admirablement les contradictions de l'attitude allemande dans un memorandum adressé au nouveau Chancelier, Luther. D'une part, Simons caractérisait la politique du Reich à l'égard des puissances occidentales de « tactique », et la politique à l'égard de la Russie de « stratégie », et soulignait l'intérêt qu'il y avait à assurer la prédominance de la stratégie sur la tactique. Mais en même temps, il ajoutait qu'il ne refuserait pas de passer sous les « *fourches caudines de l'adhésion inconditionnelle à la S.D.N.* », qu'Herriot voulait imposer à l'Allemagne afin de la séparer de la Russie — pourvu que le prix offert par la France fût suffisamment élevé (jusqu'à l'évacuation totale de la Rhénanie)⁶⁴. Il ne semble point que Gustav Stresemann ait envisagé d'aller jusque-là dans ses concessions aux puissances occidentales. Au contraire, il affirmait dans les très amples instructions qu'il envoya fin mars à Brockdorff-Rantzau que l'idée maîtresse de la politique qu'il avait inaugurée en proposant à l'Angleterre, puis à la France, la conclusion d'un pacte de sécurité était simplement d'atteindre en priorité l'objectif numéro un de la diplomatie allemande, l'évacuation de la Rhénanie. Or, on ne pouvait atteindre ce but qu'en donnant à Herriot quelque chose pour assurer cette fameuse « sécurité » dont les Français aimaient tellement parler. Quant aux traités d'arbitrage avec la Pologne et la Tchécoslovaquie, ils n'avaient d'autre but que de fournir à la France « une façade » pour maintenir l'illusion qu'elle n'avait pas abandonné ses alliés orientaux. En réalité, ces pactes n'impliqueraient en aucune manière la reconnaissance du *statu quo* à l'Est. Au contraire, Stresemann souligna énergiquement la différence entre sa politique à l'Ouest, où la tâche de la diplomatie allemande dans un avenir prévisible n'était « *point la révision du Traité de Versailles, mais le refoulement de la France dans les frontières fixées par ce traité* », et sa politique à l'Est, où l'Allemagne ne renonçait nullement à ses « buts politiques »⁶⁵.

Ce long exposé ne suffit nullement à rassurer les diplomates soviétiques — ni Brockdorff-Rantzau non plus qui partit immédiatement, après avoir exécuté les instructions de Stresemann, pour travailler à Berlin contre la nouvelle ligue politique de son chef, et notamment contre l'entrée de l'Allemagne à la S.D.N. Il voyait

⁶⁴ Simons à Luther, 20 mars 1925 : G.F.M. 9101/2/H 224001-6.

⁶⁵ Stresemann à Brockdorff-Rantzau, 19 mars 1925 : G.F.M. 4562 H/E 155068-90. Texte intégral in *Lokarnskaja konferencija 1925 g. Dokumenty*. Moskva, Gospolitizdat, 1959, pp. 53-65 ; repris en partie dans la communication de Brockdorff-Rantzau à Litvinov, telle qu'elle a été résumée dans un document remis à Krestinskij par Schubert le 25 avril : G.F.M. 4562/E 155229-42, publié intégralement par T. Schieder, *Die Probleme des Rapallo-Vertrages*, Köln, Westdeutscher Verlag, pp. 75-82.

dans l'adhésion à la Société des Nations une consécration du Traité de Versailles, qu'il avait refusé naguère de signer.

Lors de l'important entretien entre Brockdorff-Rantzau et Čičerin dans la nuit de Noël 1924, le Commissaire aux Affaires Étrangères avait proposé comme conditions préalables d'une politique commune à l'égard de la Pologne :

- 1^o un pacte de neutralité ;
- 2^o un accord en vue de coordonner les décisions de Berlin et Moscou à l'égard de la S.D.N.

Maintenant on apprenait que Stresemann avait déjà pris la décision d'entrer à la S.D.N. — du moins sous certaines conditions — et il devenait clair aussi qu'il n'accepterait pas de mettre en danger son objectif principal d'un règlement à l'Ouest pour négocier immédiatement un nouveau traité avec la Russie.

Pendant ce même entretien de la nuit de Noël, Čičerin avait dit que la Russie était disposée à s'engager à ne conclure avec la France aucun accord dirigé contre l'Allemagne, si l'Allemagne pour sa part s'engageait à agir de même à l'égard de l'Angleterre. Il se résuma en une formule caractéristique : « *Wir machen nichts mit Herbertte, wenn Sie nichts mit Chamberlain machen* »⁶⁶. Or, entrer à la S.D.N., c'était pour Čičerin se jeter dans les bras de l'Angleterre. Ce ne fut donc certainement pas une coïncidence si, quelques jours à peine après la démarche de Brockdorff-Rantzau du 7 avril, le Commissariat aux Affaires Étrangères fit savoir à Herbertte que le Gouvernement soviétique serait disposé à donner un engagement de non-agression envers la Pologne en échange d'une garantie française contre une agression polonaise. Fin juin, Karl Radek dit à un diplomate français que la Russie ne désirait pas avoir de frontières communes avec l'Allemagne, des mouvements nationalistes étant susceptibles de s'y produire. (Cette affirmation ne manque pas de piquant, étant donné que ce furent précisément les éléments nationalistes, Brockdorff-Rantzau en tête, qui étaient en train de mener campagne pour l'amitié avec la Russie et contre la politique « occidentale » de Stresemann.) L'U.R.S.S. s'accommodait donc fort bien, poursuivit Radek, des frontières actuelles de la Pologne. Il affirma en outre que les Soviets ne s'inquiétaient nullement de l'éventuelle entrée de l'Allemagne à la S.D.N., car eux aussi ils y entreraient un jour. De toute façon, ce qui intéressait surtout les Soviets, dit Radek, c'était les problèmes économiques et l'Asie. Enfin, au mois de juillet Čičerin s'ouvrit à l'Ambassadeur de France de ses craintes

⁶⁶ Brockdorff-Rantzau à Stresemann, 29 décembre 1924 : G.F.M. 4562/ E 154919-30.

d'un blocus financier et d'une coalition européenne contre l'U.R.S.S. animée par la Grande-Bretagne. La France, disait-il, était une princesse lointaine, qui permettrait peut-être au Gouvernement soviétique de lui apporter quelque offrande, mais refusait obstinément de tourner la tête vers lui. Et il reparla pour terminer de son idée d'une combinaison européenne élargie, l'U.R.S.S., disait-il, était prête à entrer dans une telle combinaison.

Le Gouvernement Herriot, entre temps, était tombé, et Aristide Briand assumait la direction des Affaires Étrangères dans le nouveau Cabinet Painlevé. Comme Stresemann — quoique pour des mobiles assez différents — Briand accordait une priorité absolue aux problèmes occidentaux et notamment aux propositions allemandes en vue d'un pacte de sécurité. Encore moins que Stresemann, il ne souhaitait, pour le moment, des négociations *politiques* avec la Russie soviétique. Il était donc naturel que les principaux progrès dans les rapports franco-soviétiques pendant cet été 1925 fussent enregistré dans le domaine économique.

Pendant les premiers mois de 1925 un nouveau comité Monzie, intitulé Comité consultatif des Affaires russes, avait entrepris l'étude du problème des dettes. Ce comité soumit son rapport à Herriot au début avril, et une « Commission franco-soviétique des experts » commença immédiatement ses travaux. Ces discussions, à peine interrompues par le changement de gouvernement, aboutirent dans un délai de quelques semaines à des progrès notables. En effet, il fut constaté dès le 22 mai que le montant des dettes publiques était évalué par les experts français à 10,5 milliards de francs et par les experts soviétiques à 9 milliards. Ces chiffres étaient suffisamment rapprochés pour que désormais la négociation pût porter sur des questions plus ardues : le pourcentage d'une éventuelle réduction forfaitaire et les modalités du règlement.

Fin août, il semblait qu'un accord limité sur les dettes pouvait même être réalisé. Les Soviets insistaient, comme toujours (et notamment dans les négociations de Londres) sur le lien nécessaire entre dettes et crédits⁶⁷.

Krasin remit le 1^{er} septembre un avant-projet dans ce sens. Les points les plus importants étaient :

- 1^o Le Gouvernement soviétique était prêt à envisager un règlement des dettes si des crédits à long terme lui étaient accordés.
- 2^o Comme point de départ on prendrait le chiffre français sur le montant global de la dette.

⁶⁷ Interview Krasin au *Petit Parisien*, le 7 août 1925.

- 3° Il fallait diminuer la somme d'un tiers en raison des territoires détachés de l'ancien empire russe.
- 4° Les titres vendus depuis 1918 ne seraient pas pris en considération.
- 5° Un règlement ne devait pas ignorer l'état économique de l'U.R.S.S.
- 6° L'or de Brest-Litovsk servirait de garantie aux crédits, qui devraient être partie intégrante de tout accord, et correspondre à la somme des obligations contractées par l'U.R.S.S.
- 7° Ces propositions étaient énoncées comme une base de discussion.

Ce projet fut froidement accueilli par le Ministre des Finances, Caillaux, qui rejeta notamment la clause de garantie⁶⁸. Devant cette attitude, le premier geste de Krasin fut d'annoncer son départ. Ensuite, il demanda une réunion officieuse des experts, et substitua à sa proposition originale un texte très sommaire. Ce texte se bornait pour l'essentiel à l'affirmation que le Gouvernement soviétique, tout en respectant les décrets sur l'annulation légale des emprunts, était prêt à rechercher avec le Gouvernement français un accord, qui, sous réserve de conditions à débattre, permettrait de régler définitivement les revendications des porteurs français. Il s'ensuivit quinze jours de négociations confuses entre Briand et Painlevé à Genève, Krasin qui était parti à Moscou pour marquer son dépit, et Monzie et les experts russes qui continuaient leurs discussions à Paris. Le 15 septembre, *Le Temps* publia un article sur les tentatives de Monzie pour arranger les choses, malgré l'attitude de Painlevé, moins amicale que celle d'Herriot. Čičerin, pendant la visite qu'il fit à Berlin à la fin de septembre afin de torpiller Locarno, dit à un diplomate français que la situation en ce qui concernait les dettes n'était pas la même à Londres et à Paris, car en France les créanciers étaient de classe modeste, et le Gouvernement soviétique pouvait faire comprendre à la III^e Internationale l'intérêt qu'il y avait à satisfaire ces petits porteurs. Mais finalement ces efforts n'aboutirent à rien.

Peut-être l'accord commercial germano-soviétique, signé le 12 octobre, n'était-il pas étranger à la décision soviétique de ne point faire de nouvelles concessions spectaculaires à la France pour obtenir un accord sur les dettes. Sur le plan politique, en revanche, l'orientation pro-française de la diplomatie soviétique continuait à se manifester. Dans le mémorandum remis au Gouvernement allemand au début de juin, en réponse à la démarche de Brockdorff-Rantzau du 7 avril, le Gouvernement soviétique menaçait de « cher-

⁶⁸ A. de Monzie, *Petit Manuel de la Russie nouvelle*, p. 258.

cher d'autres voies » pour assurer la sécurité de l'U.R.S.S. Ce faisant il voulait sans doute évoquer la possibilité d'un rapprochement franco-soviétique⁶⁹. Litvinov, arrivé à Berlin au milieu de juin, ne mâcha pas ses mots pour le dire. Stresemann assura que l'Allemagne n'avait point l'intention de se laisser entraîner par l'Angleterre dans une politique antirusse. Le Commissaire adjoint répliqua que le Gouvernement de Berlin serait entraîné malgré lui sur cette pente. En outre, ajouta-t-il, le pacte occidental créerait une « grande inquiétude » à l'Est. La Pologne, ne se sentant plus en sécurité, pourrait se retourner vers Moscou ; la France pourrait faire de même⁷⁰.

Cette orientation se manifesta de façon plus explicite encore à la suite de Locarno. Une semaine à peine après la fin de la conférence, le 22 octobre 1925, Litvinov demanda à Herbette l'agrément du Gouvernement français pour la nomination de Christian Rakovskij comme ambassadeur à Paris. Certes l'influence de Krasin était en baisse, et à plusieurs reprises on avait dû démentir la nouvelle de son rappel ou de sa mutation avec Rakovskij⁷¹. Son départ pouvait s'expliquer également par l'échec de la tentative de septembre pour régler la dette tsariste. Mais la coïncidence n'en reste pas moins frappante. Brockdorff-Rantzau ne manqua pas d'en tirer des conclusions précises. Si la nouvelle se confirmait, « *cela signifierait du côté russe la première riposte (Quittung) à Locarno* », dit-il, et il rappelait le sens qu'il avait donné l'année précédente à la nomination de Krasin lorsque ce dernier avait été préféré à Rakovskij. Au reste, Litvinov lui avait fait quelques jours plus tôt — presque au moment même où il demandait l'agrément pour Rakovskij — des réflexions significatives. Locarno est un fait, avait dit le commissaire adjoint, et il faut compter avec les faits. Mais il ne faut pas nous en vouloir si nous recherchons une nouvelle orientation à notre politique. C'est alors que Litvinov évoqua la possibilité d'un rapprochement avec la France⁷².

Stuart R. SCHRAM.

Paris, juillet 1959.

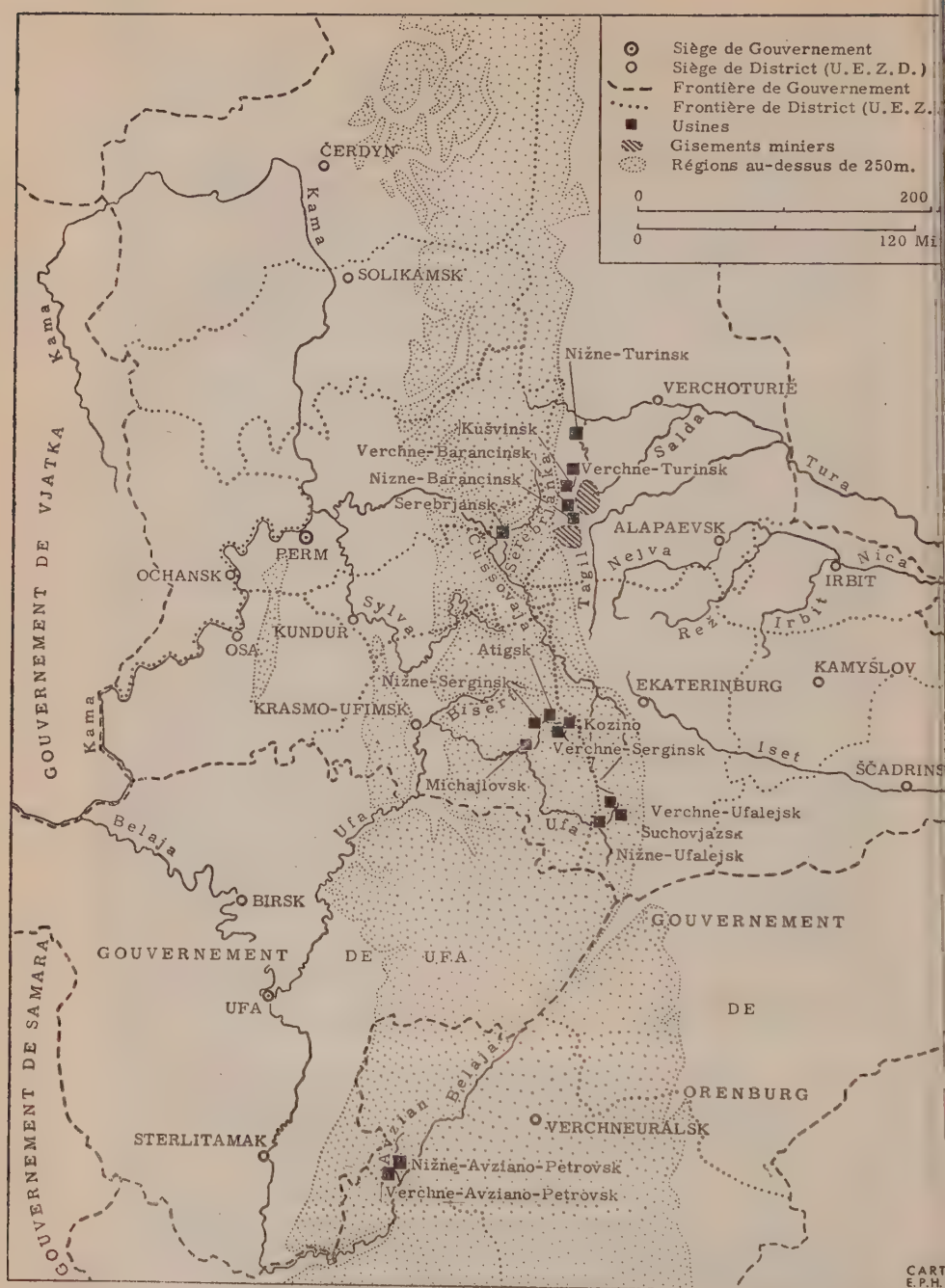
M. Schram publiera dans un prochain numéro des Cahiers la deuxième partie de cette étude portant sur la mission de Rakovskij à Paris.

⁶⁹ G.F.M. 7415 H/H 175580 ; texte intégral dans Schieder, *op. cit.*, pp. 82-87.

⁷⁰ Note de Stresemann sur son entretien du 13 juin 1925 avec Litvinov : G.F.M. 7129 H/H 147855.

⁷¹ *Le Temps*, 28 mai et 30 juillet 1925.

⁷² Brockdorff-Rantzau à Berlin, le 31 octobre 1925 : G.F.M. K 281/K 096823-5.



MAÎTRES DE FORGES ET OUVRIERS DANS LES USINES MÉTALLURGIQUES DE L'OURAL AUX XVIII^e-XIX^e SIÈCLES

LES ENTREPRISES DE MIHAJL GUBIN

Nous nous proposons, dans cette étude, de replacer dans leur contexte historique, géographique, économique et social, deux des documents sur des grèves dans l'Oural publiés ci-après (pp. 332 à 342). Ces documents I et II traitent d'un mouvement revendicatif des maîtres ouvriers et paysans aux usines métallurgiques de Nižne et Verhne-Serginsk dans l'Oural. Les propriétaires de ces usines sont les héritiers de Mihajl Gubin, marchand de Moscou¹ ; l'époque, à laquelle l'événement relaté a lieu, est celle de la date des documents — septembre-octobre 1829.

I. — LE CADRE HISTORIQUE

1. *Le marchand Mihajl Gubin et ses héritiers.*

Rares sont les renseignements que l'on recueille sur la famille Gubin à laquelle appartenaient depuis quarante ans les usines de Nižne et Verhne-Serginsk. Parcimonieuses à l'égard du chef de famille, les sources accessibles ne livrent que quelques détails épars et décousus sur celui qu'elles nomment invariablement « le marchand Mihajl Gubin », créateur de la fortune industrielle de la famille. Quant à ses héritiers et successeurs, nous en savons moins encore, car après sa mort les sources deviennent à leur égard encore plus laconiques ; elles ne les mentionnent désormais que par un bref et impersonnel « les Gubin ».

Mihajl Pavlovič Gubin, originaire d'une famille de marchands (*kupcy*) d'Orel, vient s'établir à Moscou en 1770². Il était marchand

¹ Pour une mise au point sur le terme « marchand » (*kupec*), cf. *infra*, note 4 du commentaire des textes.

² *Istorija Moskovskogo kupečeskogo obščestva* (Histoire de la Société marchande de Moscou), 1^{re} édit. t. III, Moscou, 1916, p. 397 ; cité par Čulkov, « Mos-

lui-même. Ses affaires prospéraient probablement, puisqu'il ne tarda pas à élargir le champ de ses activités et à se tourner vers l'industrie textile et métallurgique dans laquelle il était destiné à faire une remarquable fortune. Obscur commerçant à ses débuts il pouvait déjà déboursier 600 000 roubles en espèces en 1789 pour l'achat des usines de Nižne et Verhne-Serginsk³, ce qui était, pour l'époque, une somme fort respectable.

Ces deux usines qui, précisément, sont celles où a lieu l'événement relaté dans les rapports de K. A. Tjufjaev, étaient les premières acquisitions de Mihajl Gubin dans l'Oural. Ce marchand ne devait pas s'en tenir là. En fait ces usines ne faisaient que marquer le début d'une brillante carrière de maître de forges ouralien, carrière qui devait se poursuivre trente ans pour ne prendre fin qu'à la mort de Mihajl Gubin.

En effet, deux ans plus tard, en 1791, Gubin créait l'usine d'Atigsk, située non loin des deux premières. En 1792 il achetait les usines de Verhne-Ufalejsk et de Sukhovjazsk aux héritiers d'Ivan Masalov qui les avait créées ; en 1798 Evdokim Nik. Demidov lui vendait celles de Verhne-Avzjano-Petrovsk et de Nižne-Avzjano-Petrovsk dont les créateurs avaient été Šuvalov et Matveev.

Les années suivantes sont marquées par la création de nouvelles usines ; celle de Kozino en 1801 puis celle de Mihajlov en 1808 viennent s'ajouter à celles d'Atigsk, de Nižne et Verhne-Serginsk ; enfin, la création de Nižne-Ufalejsk, en 1818, complète et achève l'œuvre de Mihajl Gubin.

Toutes ces usines sont situées à proximité des cours d'eau. Elles forment trois groupes distincts, bien qu'unis entre eux (surtout groupes 1 et 2) par des liens de production et de transport :

1. *Groupe de la Serga* : Nižne-Serginsk, Verhne-Serginsk, Atigsk, Kozino et Mihajlov.

2. *Groupe de l'Ufalej* : Verhne-Ufalejsk, Sukhovjazsk et Nižne-Ufalejsk.

3. *Groupe de l'Avzjan* : Verhne-Avzjano-Petrovsk et Nižne-Avzjano-Petrovsk.

Outre ces usines métallurgiques dans l'Oural, Mihajl Gubin s'était rendu possesseur également d'une fabrique d'indiennes, d'une fabri-

kovskoe kupecečestvo XVIII i XIX v (Genealogičeskie zametki) », [Le corps des marchands moscovites aux XVIII^e et XIX^e siècles (Notes généalogiques)], in *Russkij Arhiv*, XII, 1907, p. 495.

³ *Russkij biografičeskij slovar'* (Dictionnaire biographique russe), article Ivan Nikitič Demidov. Selon cet ouvrage, les fils d'Ivan Nik. Demidov — Ivan et Petr Ivanovič — étaient les propriétaires de ces usines au moment de leur vente à Gubin, mais cela est plus que douteux, ainsi que nous le montrons plus loin.

que le calicot et d'une papeterie situées à Moscou, d'une poudrerie dans le village d'Uspenskoe (district de Bogorodsk, gouvernement de Moscou) et d'une seconde fabrique de calicot dans le village de Spaskoe (gouvernement de Kaluga).

Ainsi, de 1789 à 1818, en l'espace de trente ans, Gubin était-il devenu le propriétaire de dix usines métallurgiques et de cinq fabriques textiles et autres. La moyenne des acquisitions (une usine tous les deux ans ; une tous les trois ans pour les usines métallurgiques) indique la rapidité de son ascension et témoigne de la bonne marche de ses affaires.

Au début du XIX^e siècle (1805) on comptait parmi la classe marchande de la ville de Moscou vingt-deux notables (*imenitye graždane*) et marchands (*kupcy*) de la première guilde⁴ dont neuf possédaient des usines. Parmi ces riches marchands le conseiller de commerce Mihajl Gubin occupait une place de premier choix. Avec deux fabriques de textiles⁵, une papeterie, une poudrerie et huit usines métallurgiques, il était l'industriel le plus important et le marchand le plus riche dans les milieux bourgeois de Moscou. Son capital déclaré s'élevait à 50 000 roubles mais ce chiffre était notoirement inférieur au capital réel de M. Gubin : ce dernier, comme les autres marchands, n'en avait déclaré qu'une faible partie. Le roulement de ses fonds à l'achat de marchandises en Russie et à l'étranger atteignait 300 000 roubles ; ses affaires bancaires : 100 000 roubles ; son chiffre d'affaires pour les marchandises exportées ou vendues en Russie était de l'ordre de 500 000 roubles ; le crédit dont il disposait sur diverses places d'Europe et d'Asie s'élevait à un demi-million de roubles tandis qu'en Russie même il atteignait la somme de trois millions⁶.

A cette époque Mihajl Gubin habitait un des beaux quartiers de Moscou, celui de Tver. Il y possédait une somptueuse maison de pierre, sise au 25 de la rue Petrovka et construite par un architecte renommé : M. F. Kazakov⁷. Sa résidence passait pour une des plus belles parmi celles des riches marchands et prétendait même rivaliser avec les palais de la noblesse. Par son style elle s'apparentait au pseudo-classicisme, aux lignes sobres, qui connut un regain de vogue à cette époque et qui caractérisait en particulier l'œuvre architecturale de Kazakov⁸.

⁴ Sur ces termes, cf. *infra*, note 4 du commentaire des textes.

⁵ Une fabrique de calicot avait été vendue par Gubin au Trésor en 1803.

⁶ *Istorija Moskovskogo kupečeskogo obščestva*, t. II, p. 98, cité par V. N. Jakovcevskij, *Kupečeskij kapital v feodal' nokrepostničeskoi Rossii (Le capital marchand dans la Russie féodale et servile)*, Moscou, 1953, pp. 173-174.

⁷ *Istorija Moskvy (Histoire de Moscou)*, t. II, Moscou, 1953, p. 644.

⁸ Pour une description plus détaillée de la façade et de la décoration intérieure de l'immeuble, cf. *ibid.*, p. 638.

La maison de la rue Petrovka fut épargnée par l'incendie qui s'abattit sur Moscou en 1812. Entre temps, à la veille des événements de cette même année, Gubin contribuait à l'effort de guerre du pays par un don de 78 000 roubles.

Mihajl Gubin mourut entre le 12 juin 1821 et le 24 mars 1822⁹. A l'exception de l'usine de calicot vendue au Trésor en 1803, il semble que Gubin ait laissé à ses héritiers une solide fortune mobilière et liquide ainsi que les usines qu'il avait acquises ou créées ; de toute façon cela est hors de doute pour les usines métallurgiques de l'Oural.

Toutefois, dès les premières années qui suivent sa mort, les fabriques de textiles, la poudrerie et la papeterie ne sont plus mentionnées et nous ignorons quel fut leur sort. En revanche, on a pu recueillir des renseignements qui, de loin en loin, permettent de reconstituer (très partiellement, il est vrai) le cheminement de cette part d'héritage qu'étaient les usines de l'Oural, jusqu'au moment où elles quittent le patrimoine de la famille Gubin.

Ainsi, au cours de l'histoire ultérieure de ces usines, on distingue d'abord une période pendant laquelle les héritiers évitent de procéder au partage et d'entrer en possession, à titre individuel, de leur part d'héritage. Les usines restent inscrites à leur nom collectif, elles poursuivent leur activité industrielle et économique sans changement notable de leur structure interne. Elles sont unies par les mêmes liens de production qu'auparavant et conservent leur système de transport commun des produits fabriqués.

Cet état de choses prend fin bien *avant* 1847, date à laquelle on relève que les cinq usines du groupe de la Serga et les trois autres du groupe de l'Ufalej appartiennent toujours aux « héritiers de Mihajl Gubin », tandis que les deux usines d'Avzjano-Petrovsk sont la propriété, à titre individuel, du conseiller de collège Gubin¹⁰. Ce dernier, un des fils du vieux Gubin, avait réclamé entre temps sa part d'héritage et les deux usines d'Avzjano-Petrovsk lui étaient

⁹ Dans les documents qu'on a pu consulter, le 12 juin 1821 est la dernière date à laquelle « le propriétaire de l'usine — Mihajl Gubin » est mentionné formellement comme participant à la direction des entreprises; le 24 mars 1822 — la première où il est déjà question des « héritiers Gubin ».

Pour la première date, cf. « Décision du Deuxième Département de la Direction des Mines de Perm, 29 septembre 1829 », in *Rabočee dvizhenie v Rossii v XIX veke* (Le mouvement ouvrier en Russie au XIX^e siècle), t. I (1800-1860), 1^{re} partie (1800-1825), 2^e édit., Moscou, 1955, document n° 160, p. 596. Pour la seconde date, cf. « Mémoire présenté par le Département des Mines et Salines au Ministre des Finances É. F. Kankrin, relatif au verdict du Tribunal des Mines dans le procès des participants aux troubles de 1821 à Avzjano-Petrovsk, 20 mai 1824 », *ibid.*, doc. 161, p. 605.

¹⁰ Le titre de cet héritier de Mihajl Gubin indique qu'il appartenait à la huitième classe de la Table des Rangs et que, par conséquent, il avait été anobli.

échues. Au moment du partage on avait tenu compte du fait que ces deux usines étaient éloignées des huit autres, qu'elles n'en dépendaient pas nécessairement et pouvaient en être séparées sans préjudice grave pour les unes comme pour les autres. Les huit usines du groupe Serga-Ufalej formaient, quant à elles, une unité de production compacte aux liens plus étroits ; ce fait, également, avait été pris en considération.

La fortune ne semble pas avoir souri à celui des Gubin qui avait quitté le bercaïl. En effet, à partir de 1847, ses usines sont placées sous la tutelle de l'État. La Direction des Mines en contrôle l'activité, gère les revenus, désigne parmi ses fonctionnaires un intendant qui se trouve en permanence aux usines pour administrer les affaires courantes. Nous ignorons les motifs qui amenèrent à cet état de choses ; en revanche, le cas n'étant pas exceptionnel, on connaît les causes qui, en règle générale, pouvaient être à l'origine d'une pareille mesure : insolvabilité du propriétaire, mauvaise gestion des usines, non-exécution des commandes de l'État, délits flagrants dans le comportement de la direction d'usine envers les travailleurs. La tutelle de l'État et la gestion ininterrompue des deux usines par des fonctionnaires de l'Administration des Mines dura au moins dix ans. En 1857 les usines se trouvaient toujours placées sous le même régime¹¹. Quelques années plus tard, avant 1863 sans aucun doute, elles appartenaient déjà à un autre industriel, Benardakij¹² qui, avant la fin du siècle, les vendait à son tour à la « Société des gisements de fer de Komarovsk et des usines métallurgiques du sud ouralien »¹³.

Le gros de l'héritage resta plus longtemps aux mains des « héritiers de Mihajl Gubin », mais en définitive subit le même sort. En 1871, les huit usines du groupe Serga-Ufalej appartiennent toujours aux héritiers de Mihajl Gubin, « *mais actuellement, indique une source, (elles)... sont placées, pour cause de dettes, sous la direction du Trésor* »¹⁴. Dix ans plus tard, en 1881, l'Administration des biens des héritiers Gubin vendait toutes ces usines à la « Société des usines de la Serga et de l'Ufalej » fondée à cet effet par la maison

¹¹ Sur toute cette question, cf. « Requête des paysans inscrits à Verhne et Nižne-Avzjano-Petrovsk adressée à Alexandre II... 14 mai 1857. » In *Rabočee dvizenie...*, t. I, 2^e partie, doc. 175, pp. 471-477.

¹² Cf. P. Semenov, *Geografičesko-Statističeskij Slovar' Rossijskoj Imperii* (*Dictionnaire géographique et statistique de l'Empire Russe*), t. I, Saint-Pétersbourg, 1863, p. 11, article Avzjano-Petrovsk.

¹³ P. Semenov Tjan-Šanskij, *Polnoe geografičeskoe opisanie nasego otečestva* (*Description géographique complète de notre Patrie*), t. V, « l'Oural », Moscou, 1914, p. 45.

¹⁴ St. A. Koljupanov, « Hroničeskij (*sic*) perečen' zavodov evropejskoj Rossii, s oboznačeniem perehoda ih k raznym vladel'cam (1740-1806) » (*Liste chronologique des usines de la Russie d'Europe avec indication des propriétaires successifs*), *Gornyj Žurnal* (*Journal des Mines*), 1871, n° 6, p. 467.

L.-E. Gunsbourg, la maison E.-M. Meyer et C^{ie} et la Banque russe et française¹⁵.

Ainsi prit fin ce qu'on a pu appeler « la carrière industrielle » de la famille Gubin, du moins en ce qui concerne ses usines métallurgiques dans l'Oural. Commencée en 1789 par Mihajl Gubin, elle avait duré soixante-douze ans, un peu plus de deux générations, pendant lesquelles le nom des Gubin était resté attaché à un ensemble important d'usines ouraliennes. Elle connut, avec des acquisitions et des créations d'usines nouvelles, une période d'ascension qui prit fin quelque temps après la mort de Mihajl Gubin. Suivit une seconde période pendant laquelle les successeurs purent conserver l'héritage intact mais sans l'agrandir ni le développer. Puis vint la dernière période marquée par le partage de l'héritage. Des difficultés économiques ou une mauvaise gestion des usines, des dettes, la tutelle de l'État et, enfin, la vente des usines mirent fin à ce lent déclin étalé sur plusieurs décades.

2. Mihajl Gubin et la seconde génération de maîtres de forges.

La seconde moitié du XVIII^e siècle vit apparaître sur la scène de l'activité industrielle de l'Oural un nombre considérable de nouveaux venus. En remontant à leurs origines on trouve, pour certains d'entre eux et pas plus loin qu'au début du siècle, la souche paysanne, voire servile, de leur famille¹⁶. Mais, au moment de leur apparition dans l'Oural, ils appartenaient déjà, exclusivement, à deux catégories sociales et juridiques : c'étaient soit des nobles soit des marchands.

Cependant, pour l'histoire de l'industrie ouralienne, une seconde classification s'impose qui présente un intérêt évident. Parmi ces nouveaux venus plusieurs portent des noms connus dans l'histoire de l'Oural : certains, déjà, ont même leur légende. Les noms sont ceux des pionniers de l'industrialisation, des premiers maîtres de forges¹⁷ ; les nouveaux venus en question, les héritiers qui leur succèdent, héritiers toujours nombreux et qui se partagent les fortunes amassées durant près d'un demi-siècle. Ils représentent une nouvelle génération, — la seconde, rarement la troisième, — issue de ces pionniers, une nouvelle génération dans le sens strict, biologique, du terme. Ceux qui en font partie sont presque tous des

¹⁵ M. Verstraete, *L'Oural, études industrielles russes*, Paris, 1899, p. 118.

¹⁶ Cf. Čulkov, *op. cit.*, *passim*.

¹⁷ Sur la période des pionniers, cf. D. Kašincev, *Istorija metallurgii Urala (Histoire de la métallurgie ouralienne)*, Moscou-Léninegrad, 1939, p. 226 ; R. Portal, *L'Oural au XVIII^e siècle — étude d'histoire économique et sociale*, Paris, 1950, pp. 54 et suiv.

nobles ; les uns d'ancienne noblesse, tels les Tverdiščev ; les autres anoblis récemment, au début du siècle comme les Stroganov, ou quelques décades plus tard comme les Demidov.

Auprès d'eux, on note un second groupe de nouveaux venus : ceux dont les noms sont encore inconnus dans l'histoire de l'Oural. Ils se répartissent en deux catégories bien distinctes : d'un côté les marchands ; de l'autre, les nobles, pour la plupart d'ancienne noblesse. A certains égards ils ont des traits communs — les marchands surtout — avec les pionniers de la première génération. Ils commencent leur carrière dans l'Oural sans y posséder des entreprises, mais ils apportent des capitaux ; ils cherchent à acquérir, souvent ils créent eux-mêmes des usines. Par leur dynamisme et leur esprit d'entreprise ils semblent être les successeurs authentiques des premiers pionniers. Ils représentent une deuxième génération de maîtres de forges de l'Oural dans le sens historique et sociologique de ce terme.

Sous ce rapport, ceux qui héritent des industries ouraliennes, donnent souvent l'impression de rester profondément étrangers à l'activité et aux problèmes de leurs entreprises, bien qu'ils figurent dans les listes de propriétaires.

Ainsi, le « patronat » ouralien de la seconde moitié du XVIII^e siècle, par son origine sociale et par les voies de son accès à l'industrie, comprend trois groupes distincts : d'abord, des nobles, descendants des vieilles familles de maîtres de forges ; ensuite, des marchands et d'autres nobles, intéressés depuis peu par ce champ d'activité économique. Ce sont surtout ces deux derniers groupes qui présentent un intérêt particulier pour notre étude.

Et tout d'abord — les marchands. Mihajl Gubin faisait partie précisément de ce groupe de marchands de la seconde génération d'industriels ouraliens qui, après avoir réussi dans le commerce, tentaient leur chance dans les hauts fourneaux. A cette seconde génération appartenaient également Savva Jakovlev, Turčaninov, Luginin, Gusjatnikov, Lazarev¹⁸. D'autres encore en faisaient partie qui se rattachaient à la classe marchande par leur statut social et juridique, leur profession et parfois, aussi, par leurs origines. Les capitaux qu'ils investissaient dans l'industrie provenaient, en règle générale, d'une activité commerciale plus ou moins longue.

Comme Mihajl Gubin, la plupart de ces marchands commençaient leur activité dans l'Oural en achetant des usines déjà existantes. Mais nombreux étaient ceux qui créaient par la suite des usines ; rarement, il est vrai, dans des sites nouveaux, presque toujours auprès des usines qu'ils avaient déjà acquises.

¹⁸ Cf. Čulkov, *op. cit.*, pp. 492-493.

Les usines que Mihajl Gubin acheta, celles qu'il créa ultérieurement, fourniront un exemple de l'activité que déployaient des hommes d'affaires qui avaient le même statut social que lui, les mêmes ambitions et les mêmes buts. Cette activité est un fait économique et social primordial dans l'histoire de l'industrie ouralienne au cours de la seconde moitié du XVIII^e siècle. Elle a pour condition une certaine accumulation de capital dans la société ; pour cause, le fait que les bénéfices industriels étaient, en général, plus importants que les bénéfices commerciaux ; pour conséquence, l'augmentation du capital privé dans l'industrie métallurgique.

Il fut un temps où Pierre I^{er} devait contraindre des marchands à investir des fonds dans l'industrie et où la noblesse considérait avec un certain mépris cette occupation économique. Mais un demi-siècle venait de s'écouler, les mœurs avaient changé et on avait assisté à l'établissement de plusieurs fortunes industrielles. Grâce à la conjoncture économique favorable et à leur activité opiniâtre les anciens forgerons et petits commerçants sont devenus de riches maîtres de forges. En dépit de nombreux contretemps, leurs entreprises prospèrent. En outre, des traits nouveaux apparaissent dans l'activité et la mentalité économique des contemporains. Les marchands, autrefois réticents devant les risques de l'entreprise industrielle et intéressés surtout à s'assurer le roulement rapide de leurs fonds (ce qui ne pouvait être réalisé que dans le petit commerce) n'hésitaient plus à présent à prélever sur leur capital des sommes importantes pour les investir dans l'industrie lourde.

Cependant, aussi remarquable en soi que puisse paraître le changement d'optique et de conduite de certains marchands, celui qu'on observe chez les nobles le dépasse de très loin et indique mieux encore l'ampleur de l'évolution de la mentalité sociale. De nombreux nobles commencent à s'intéresser vivement à l'industrie, branche économique qui, quelques décades auparavant, était méprisée et souvent dénoncée comme une des causes de la « dépravation des mœurs ». Cet intérêt pour l'industrie ne se traduit pas toujours, il s'en faut, par l'afflux de capitaux « nobiliaires ». Souvent des usines de l'État sont cédées à ces nobles et des fonds du Trésor leur sont accordés pour assurer la marche des entreprises¹⁹.

Au cours de la seconde moitié du XVIII^e siècle les succès des seigneurs sont loin d'égaliser leurs ambitions. Très souvent ils se voient distancés par les marchands. Cela ne diminue pas l'importance de cet afflux de nobles : témoignage éloquent de la nouvelle mentalité économique qu'illustre la liste de noms célèbres aux

¹⁹ Cf. R. Portal, *op. cit.*, pp. 138-139 ; S. G. Strumilin, *Istorija černoj metallurgii v S.S.S.R. (Histoire de la grosse métallurgie en U.R.S.S.)*, Moscou, 1954, p. 199.

titres nombreux parmi ceux qui prosaïquement viennent chercher fortune dans l'industrie ouralienne²⁰.

Ils y eurent d'ailleurs une existence éphémère. Les uns, malgré leur bonne volonté, durent abandonner parce qu'ils n'étaient pas suffisamment initiés aux problèmes de ces entreprises. Les autres s'en lassèrent au bout de quelque temps, ou bien ne purent s'y consacrer parce que trop occupés par les hautes fonctions d'État qu'ils détenaient. La plupart durent restituer les usines au Trésor, encore que certains réussirent à les vendre à des particuliers, le plus souvent à des marchands, et à bénéficier de la vente de ces biens qui appartenaient à l'État.

Les entreprises des vieilles familles d'industriels, ces autres représentants de la noblesse, traversaient aussi une période de difficultés. Les créateurs de ces entreprises, à force de patience et de labeur, avaient réussi à rassembler dans leurs mains un nombre considérable de districts industriels et miniers. Au milieu du siècle ces biens représentaient des héritages considérables mais qui avaient aussi de nombreux héritiers. Sitôt partagées et morcelées par le mécanisme des successions, les anciennes fortunes industrielles se réduisaient à une poussière de petites ou moyennes entreprises. Elles perdaient beaucoup de la puissance et de la vitalité dont elles jouissaient lorsqu'elles formaient un tout aux mains d'un seul propriétaire²¹.

On a, d'autre part, l'impression que cette seconde génération n'a pas généralement le mordant et l'initiative qui caractérisaient l'activité de ses prédécesseurs. Parmi ces héritiers, certains n'ont jamais visité leurs usines²², d'autres n'ont ni le goût, ni les capacités de les diriger et finissent par s'en défaire à plus ou moins brève échéance.

²⁰ Tels par exemple (avec la date du début de leur activité) : le comte A. I. Šuvalov (1751) ; son frère, le comte P. I. Šuvalov, favori d'Élisabeth (1753) ; le chancelier comte M. L. Voroncov ; son frère, le général en chef comte R. L. Voroncov ; le field-maréchal comte P. I. Repnin (1755) ; le chambellan comte I. G. Černyšev ; le chambellan comte S. P. Jagužinskij ; A. Guryev, de la Garde Impériale (1759) ; le prince M. M. Golitsyn ; le prince Šahovskoj ; etc.

²¹ Nous le montrons plus loin dans cette étude.

²² On trouve un détail caractéristique de l'état d'esprit de cette catégorie d'héritiers dans la réponse donnée par Procope Akinfievitch Demidov à la demande de renseignements, sur les usines métallurgiques, adressée en 1762 à onze industriels par le Collège des Mines. Procope y écrivit laconiquement : « Il ne m'est pas arrivé d'être dans ces usines-là (*v tamošnyh zavodakh* — il s'agit de ses propres usines !), voilà pourquoi je ne peux indiquer maintenant quelles sont leurs difficultés et comment on pourrait les aider. » Il avait hérité de sa part en 1757 — cinq ans auparavant. — Cf. aussi I. Sigov, « Narod i possessionnye vladenija na Urale » (La population et les entreprises de possession dans l'Oural), in *Russkoe bogatstvo*, 1899, III, pp. 209 et suiv. (Voir *infra*, notes 34 et 35.)

Souvent les marchands, désireux d'investir leurs capitaux dans l'industrie uralienne, y font leurs débuts en achetant des entreprises à des propriétaires désireux de s'en défaire. Une fois qu'ils ont pris position dans cette industrie ils peuvent continuer à augmenter le nombre de leurs acquisitions. Tel est, comme on a vu, le cas de Mihajl Gubin, et on pourrait multiplier les exemples. Les marchands achetaient alors des usines aux nobles : soit aux héritiers des pionniers, soit aux seigneurs entrés dans les affaires industrielles en même temps qu'eux et qui vendaient des usines reçues du Trésor, soit enfin à d'autres marchands essoufflés par la rigueur de la compétition et qui vendent les usines qu'ils ont achetées naguère à des nobles²³.

Le nombre considérable de transactions de ce genre pendant la seconde moitié du XVIII^e siècle en fait un élément primordial dans la vie économique et sociale de l'Oural. Il indique assez clairement l'existence d'une concurrence qui, à cette époque, « *ne se manifeste plus dans l'installation de nouvelles usines mais dans la lutte pour la propriété des entreprises existantes* »²⁴. Concurrence *sui generis* dans une certaine mesure, dont le jeu est parfois faussé ou entravé par le régime social existant et par les tendances de la législation, mais qui, quand même, est déjà plus proche de ce qu'elle sera au terme de son évolution dans le cadre du capitalisme libéral que de ce qu'elle était un demi-siècle plus tôt.

Dans cette compétition et pour la période étudiée, l'envergure de l'insuccès et des abandons de la noblesse se mesure par la diminution relative de sa part dans la production et par la diminution absolue du nombre d'usines en sa possession²⁵.

Pour ce qui est de la fournée de nobles qui débutèrent dans les affaires industrielles au cours des années 50 du XVIII^e siècle, presque en même temps que les marchands, en obtenant des usines de l'État, il n'en restait plus, une décade plus tard, qu'un petit nombre parmi les maîtres de forges. Entre temps les usines avaient été reprises par le Trésor ou vendues à des marchands tels les Jakovlev et les Gubin²⁶. Aux dernières années du siècle il ne restait plus de cette catégorie, qu'un comte, un baron et deux princesses qui, tous les quatre, figuraient dans le groupe des moyens propriétaires et ne possédaient que des petites usines.

²³ Il y a, bien entendu, des transactions en sens inverse : des nobles achetant des usines, soit à d'autres nobles, soit à des marchands, mais à la fin du siècle le résultat final de toutes ces opérations est nettement au détriment de la noblesse et à l'avantage des marchands. (Voir pp. 16, 19 et note 31.)

²⁴ R. Portal, *op. cit.*, p. 361.

²⁵ Cf. S. G. Strumilin, *op. cit.*, p. 202 ; tableau 41, p. 203 ; p. 357 et tableaux 86 et 87.

²⁶ Cf. D. Kašincev, *op. cit.*, p. 230 et Annexe 10, pp. 289-290.

En définitive, dans la compétition entre les marchands et les nobles, la propriété industrielle de ces derniers a subi un net rétrécissement au cours de la seconde moitié du XVIII^e siècle et de la première décade du XIX^e. Parmi les marchands, certains se sont ruinés et ont abandonné la partie, d'autres, tel Mihajl Gubin, réunissent dans leurs mains par une progression régulière un nombre d'usines de plus en plus important.

Ce fait, qui se manifeste avec le plus de force aux dernières années du siècle, a été interprété par P. G. Ljubomirov comme l'indice d'une tendance à la concentration de la propriété industrielle. « Si [...] nous passons aux propriétaires, écrit-il, nous avons l'image habituelle de la crise : les plus faibles parmi les capitalistes ont quitté le champ de bataille... mais le fait suivant mérite l'attention : tandis que pendant la période précédente c'étaient les moyens et même les petits marchands (kupy) qui investissaient des fonds dans la métallurgie, de pair, bien entendu, avec les richards de premier ordre de ce temps-là, actuellement [1763-1806], ce sont de gros capitalistes qui construisent ou achètent des usines ; tels les Jakovlev, les Batašev, Gubin, Gusjatnikov, Knauf, Lazarev, de concert avec les Stroganov, les Demidov. Les petits et moyens propriétaires n'ont même pas toujours réussi à conserver les usines existantes et ne figurent que très rarement parmi les créateurs de nouvelles usines qui, elles non plus, n'étaient pas toujours durables »²⁷.

Il semble cependant, que cette analyse ne soit exacte que pour un laps de temps relativement bref. En fixant ainsi les faits, cette description saisit leur aspect momentané et passager, mais les détache du sens de leur évolution : car les faits étudiés font partie de tendances et ce sont ces dernières qui leur confèrent une signification plus précise. En effet, envisagés dans leur mouvement et le dynamisme qui leur est propre, dans leurs origines et leurs prolongements, ces faits révèlent une réalité plus complexe. Remontons aux antécédents de la tendance décrite par Ljubomirov, poursuivons-la pendant trois décades après la date où cet historien l'interrompt : elle apparaît alors dans un jour très différent.

« Les plus faibles parmi les capitalistes », « les petits et les moyens propriétaires » qui « quittent le champ de bataille » et qui, en conséquence, abandonnent des trophées aux « gros capitalistes »²⁸, sont souvent les derniers possesseurs des parts éparées de ce qui naguère encore était la fortune d'un très grand propriétaire. Avant de servir

²⁷ P. G. Ljubomirov, *Očerki po istorii russkoj promyšlennosti XVII, XVIII i načale XIX v.* (Traits généraux de l'histoire de l'industrie russe aux XVII^e, XVIII^e et début du XIX^e siècle), Moscou, 1947, p. 502.

²⁸ Il y aurait lieu de se demander aussi dans quelle mesure la terminologie employée par l'auteur est anachronique. La question est sans doute importante mais elle dépasse le cadre de cette étude.

à d'autres qui grâce à elles arrondiront leurs entreprises industrielles dans l'Oural, ces épaves de fortunes imposantes auront été les exemples tangibles du morcellement de ces fortunes ou, si l'on veut, de la déconcentration de grandes entreprises qui, en leur temps, avaient été non moins « concentrées » que les nouvelles qui se formaient à leur place et même, dans quelques cas, avaient atteint un degré de concentration que celles-ci n'atteindront que rarement.

La tendance à la concentration signalée pour la période 1763-1806 est donc immédiatement précédée par une tendance au démembrement. Il semble même que ce démembrement soit une des conditions de cette nouvelle concentration, qui, le détail n'est nullement négligeable, est surtout le fait de nouveaux venus et pratiquement pas des descendants des anciens propriétaires²⁹.

Que sont devenues, vingt ou trente ans plus tard, les entreprises des « gros capitalistes » de 1806 ? Les voici à leur tour morcelées, partagées entre des héritiers toujours nombreux. Du patrimoine de marchands habiles comme Gubin, Knauf, Gusjatnikov, Jakovlev, il ne reste plus grand-chose, ou il se trouve fort éprouvé : aucun, sans exception, n'a conservé son intégralité. A cette époque la situation présente des analogies frappantes avec celle qui existait vers le milieu du XVIII^e siècle dans les entreprises des premiers gros propriétaires de l'Oural. Pour ce qui est des différences on note, entre autres, que les querelles des héritiers semblent être plus âpres qu'au siècle précédent ; et aussi que l'État, qui n'a cessé de se renforcer, ne se prive pas d'intervenir dans la gestion des usines privées lorsque l'occasion s'en présente. Les cas ne sont pas rares, tel celui des Gubin, où des usines sont placées sous la tutelle de l'État soit parce que les héritiers n'ont pu se mettre d'accord dans un délai de deux ans sur les modalités de succession et de partage³⁰, soit pour cause d'insolvabilité du propriétaire, soit encore par suite de gestion insatisfaisante de l'usine.

Ainsi on voit se dessiner une nouvelle phase dans l'histoire de la propriété industrielle dans l'Oural : celle d'un nouveau morcellement de la propriété qui suit la concentration relative et temporaire de la période comprise entre 1763 et 1806.

Sur ce point, dont on ne saurait exagérer l'importance pour l'évaluation correcte des tendances de la propriété industrielle en Russie, il apparaît que les conclusions de D. Kašincev et de R. Portal

²⁹ Pour ne citer qu'un exemple : des cinquante-cinq usines fondées ou possédées par la famille Demidov au cours du XVIII^e siècle, il ne restait en sa propriété, à la fin du siècle, que vingt-neuf usines partagées entre huit membres de la famille. Cf. B. B. Kafengauz, *Istorija hozjajstva Demidovyh v XVIII-XIX vv.* (*Histoire des entreprises des Demidov aux XVIII^e-XIX^e siècles*), Moscou-Léninegrad, 1949, pp. 259-264.

³⁰ *Polnoe sobranie zakonov* (P.S.Z.) (*Recueil complet des lois*), I, 16 327.

sont celles qui expriment mieux l'essence du processus analysé, parce que plus sensibles à ses fluctuations et à sa diversité.

Le premier y voit, en définitive, des « tendances égalisatrices » (*uravnitel'nye tendencii*). Il indique aussi l'existence d'une « tendance à l'élimination (usečenie) des extrêmes : effondrement des unions géantes et extinction des propriétaires nabots ; enfin, consolidation d'un certain type de propriétaire moyen de la couche supérieure de cette catégorie (vysše srednego zavodčika) »³¹. Cette conclusion présente l'avantage de définir les différentes tendances en les ordonnant dans leur succession chronologique.

« ... Autant, dans la première moitié du XVIII^e siècle, on observe une concentration à peu près totale des entreprises en quelques mains, autant on assiste, après 1769, à leur large dispersion entre de nombreux propriétaires. » Telle est la conclusion de R. Portal sur le problème étudié. Et il ajoute plus loin :

« ... Les droits d'héritage exercés par les enfants — en général nombreux — des premiers créateurs ont empêché la formation durable de puissants groupes industriels, comme il commençait à s'en établir vers le milieu du siècle... Le jeu normal des successions n'explique pas seul cette répartition flottante qui multiplie le nombre des propriétaires et exclut toute concentration de la propriété industrielle sur une vaste échelle³². »

Les autres facteurs qui ont pu favoriser le morcellement de la propriété ou son aliénation, ont également fait l'objet de recherches ou d'hypothèses diverses. Parmi ces dernières, certaines, quoique parfois insuffisamment étayées, sont fort ingénieuses. Notons plus spécialement celles de P. Berlin, auteur de plusieurs travaux sur la classe marchande et la bourgeoisie russe, dont deux traitent précisément de la question que nous étudions³³.

L'auteur de ces travaux constate d'abord qu'en Russie les fortunes acquises personnellement par leurs propriétaires étaient caractérisées par une brève existence et qu'elles disparaissent après une ou deux générations. Il insiste en particulier sur la dislocation et la dispersion rapide des grandes fortunes. A son opinion, les facteurs qui contribuèrent à cette dispersion relèvent de la psychologie (sociale et individuelle) et de la politique économique du Gouvernement. De la psychologie d'abord, car, dit-il — et il n'est pas le seul à l'avoir signalé, — les héritiers ne possédaient aucune des qualités indispensables pour faire fructifier ou même préserver

³¹ D. Kašincev, *op. cit.*, p. 230.

³² R. Portal, *op. cit.*, pp. 361, 363.

³³ P. Berlin, « Pravitel'stvo i častnyja bogatstva v Rossii » (Le Gouvernement et les fortunes privées en Russie), *Vestnik Evropy (Le Messager de l'Europe)*, 1912, vol. 9. « Političeskoe prošloe russkoj buržuazii » (Le passé politique de la bourgeoisie russe), *Vestnik Evropy*, 1914, vol. 8.

la fortune héritée³⁴. De la politique économique du Gouvernement (et surtout du favoritisme pratiqué par lui), parce que les premiers de la lignée qui acquièrent des fortunes étaient également dépourvus de ces qualités et n'avaient réussi à obtenir ces biens que grâce à l'aide politique du Gouvernement et aux faveurs qui leur étaient accordées *ad hominem*, principalement pour des raisons politiques. Ces fortunes avaient donc quelque chose d'artificiel : sans le soutien du Gouvernement elles ne tardaient pas à s'effondrer³⁵.

³⁴ « Au xix^e siècle apparaît le seigneur-industriel (*feodal-zavodčik*), d'un caractère différent de celui des industriels du siècle précédent qui administraient leurs propres affaires. Indifférent, incompetent, il est dépourvu des dons d'organisation et de la volonté qu'avaient (les industriels) rapaces du xviii^e siècle. » D. Kašincev, *op. cit.*, p. 230.

« La prodigalité des propriétaires s'observe dans le centre-ouralien comme dans le sud-ouralien. Mais si les successeurs de Tverdichev gaspillaient leur avoir dans les plaisirs les plus simples, il n'en était pas de même pour d'autres propriétaires, qui dépensaient sans doute très largement, mais pour des œuvres charitables et d'intérêt commun. Ce qui est vrai dans le jugement de Vitevski, c'est ce qui a trait à la condamnation de l'absentéisme, du manque d'esprit d'entreprise, du désir de vivre en rentier et non en industriel. Cependant, l'observation, qui s'applique justement à des représentants de la classe marchande, ou tout au moins à des familles anoblies depuis peu, pose un problème psychologique et moral. On saisit là des conditions particulières à la vie en Russie, la dureté d'un climat qui donne plus de prix à l'instant présent qu'à un avenir incertain, qui ne favorise pas la prévision, l'économie, ni d'ailleurs la transmission des principes. Il y a en Russie une classe marchande, mais il n'y a pas — on l'a souvent noté — d'esprit bourgeois, avec ce qu'il comporte de sens de la tradition, de souci de la propriété qui se transmet et s'accroît de génération en génération, et enfin d'âpre défense des apparences, qui maintiennent un lien dans les familles désunies. La relève des pères par les fils s'accomplit irrégulièrement ; entre les générations il y a souvent rupture ; le tempérament personnel, la nature profonde l'emportent sur l'acquit social. Effet peut-être de l'absence de tradition romaine et d'esprit cartésien. Dans ces dispositions psychologiques se trouvent en partie l'explication des libéralités généreuses, dispersant le patrimoine familial, l'insouciance à gérer ses propres affaires, et au total un scepticisme assez profond touchant la valeur très relative des biens terrestres.

» L'incapacité de tant de propriétaires d'usines a mis en difficulté des entreprises qui auraient pu être bénéficiaires étant données les conditions encore exceptionnelles du marché à la fin du siècle. On voit se multiplier les ventes, s'accroître la dispersion des établissements. L'héritage considérable de Savva Jakovlev se décompose rapidement, comme une quarantaine d'années plus tôt celui d'Akinfi Demidov ; les entreprises de Pokhodiachine en 1791 passent sous le contrôle de la Banque des assignats... » R. Portal, *op. cit.*, pp. 362-363.

³⁵ « Chez nous, — écrit P. Berlin en comparant la Russie à l'Europe occidentale, — la sélection économique naturelle fut remplacée dans une large mesure par une sélection dirigée. Le processus de formation des fortunes privées fut très souvent détaché de celui de l'élaboration des qualités individuelles correspondantes avec lesquelles il était indissolublement lié en Occident. Les particuliers qui, en Russie, s'enrichissaient avec l'aide de l'État, étaient loin d'avoir toujours les qualités personnelles qui auraient dû leur valoir la victoire dans l'âpre lutte économique. Voilà pourquoi ils finissaient par périr dans cette lutte, sinon personnellement, du moins à la deuxième ou troisième génération. Lorsqu'on examine la biographie des richards russes du xviii^e et même du xix^e siècle, on se rend compte que nombreux sont ceux

Pour terminer, rappelons que le manque de longévité des « dynasties » marchandes avait été constaté par des contemporains, tel le prince Ščerbatov, connu pour sa perspicacité mais aussi pour son animosité envers les marchands³⁶. On peut faire remarquer que les lignées d'industriels nobles de l'Oural ne sont pas caractérisées par une longévité supérieure à celle des « dynasties » marchandes.

* * *

Dans la seconde moitié du XVIII^e siècle les marchands firent preuve incontestablement de plus de vitalité et d'esprit d'entreprise que les nobles. Ils bénéficièrent par surcroît d'une autre circonstance favorable : un demi-siècle durant ils avaient accumulé des fonds liquides plus maniables que la propriété foncière des détenteurs d'« âmes ».

Fait remarquable, l'ascension des marchands eut lieu à une époque où il leur était interdit d'acquérir et de posséder des serfs (1762-1796³⁷, et elle se poursuivit durant la période où cette interdiction fut temporairement atténuée (1796-1816).

C'est approximativement à partir de cette dernière date que change le rapport des forces entre la noblesse et la classe marchande dans l'industrie uralienne. Deux facteurs intervinrent dans le redressement de la situation en faveur de la noblesse en tant que groupe social et juridique.

Le premier facteur est l'accès de marchands, propriétaires d'usines, aux titres de noblesse avec les droits et privilèges qu'ils conféraient dont le plus important, sans doute, était celui de posséder des serfs. S'il est vrai que, du point de vue des affaires industrielles et commerciales, le capital liquide présentait des avantages appréciables par rapport à la propriété foncière, il n'est pas moins

qui, enrichis par des moyens politiques et non pas économiques, n'étaient pas capables de soutenir cette lutte économique, cruelle et implacable, que menaient les bourgeois de l'Europe occidentale ou bien, en Russie même, les riches issus du peuple qui s'étaient frayé un chemin vers la fortune par la force de leurs propres poings. La généalogie des richards de l'Oural ne se distingue guère par de brillants talents. La majorité d'entre eux étaient devenus riches grâce à l'aide des puissants de ce monde. » P. Berlin, *Pravitel'stvo i častnyja bogatstva...*, pp. 290-291. Cf. Sigov, *op. cit.*, pp. 209 et suiv.

³⁶ « Voyons donc nos marchands : ils sont pareils aux feuilles qu'un vent, la chaleur ou l'autonne font tomber des arbres. Les Žuravlev, les Istomin, les Lizin, les Zatrypeznyj ont succombé, tandis que les Peias en Hollande durent déjà depuis beaucoup de générations. » Kn. Ščerbatov, *Sočinenija* (Œuvres), t. I, Saint-Petersbourg, 1896, p. 628 ; cité par P. Berlin, *loc. cit.*

³⁷ Les marchands tentaient et souvent réussissaient à tourner la loi. Pour un cas de ce genre dont Mihajl Gubin est le protagoniste, voir plus loin note 86. Sur la législation restrictive du XVIII^e et XIX^e siècle, voir pp. 271 et suiv.

vrai que, pour l'obtention de la main-d'œuvre, le statut juridique des marchands était un sérieux handicap. Dans ces conditions et dans un État aux ordres juridiques et sociaux strictement délimités, où seule l'appartenance à la noblesse pouvait garantir tous les droits et privilèges, les marchands s'efforçaient constamment d'obtenir des titres de noblesse. En fait, les marchands pouvaient soit mener une lutte politique et économique pour l'abolition des privilèges, soit aspirer individuellement et collectivement à les obtenir (soit, enfin, adopter une ligne de conduite combinant les deux). Mais dans la pratique, tout au long de leur histoire, les marchands russes (et plus tard la bourgeoisie, au moins jusqu'à l'affranchissement des serfs) préférèrent systématiquement suivre la seconde voie.

Ainsi, les Stroganov et les Demidov, au XVIII^e siècle, les Jakovlev et les Lazarev, au XIX^e, étaient passés de l'ordre des marchands à la noblesse³⁸. Ce changement de statut n'apporta, par lui-même, aucune modification réelle à la répartition de la propriété individuelle. En revanche, il bouleverse la classification de la propriété lorsqu'on envisage cette dernière d'après l'appartenance juridique et sociale des propriétaires.

Le second facteur fut l'ukaz de 1816, qui interdit définitivement aux industriels non nobles l'achat et la possession de serfs et qui était l'épilogue d'une abondante législation restrictive dans ce sens, édictée tout au long du XVIII^e siècle³⁹.

A partir de cette date le rapport numérique entre les paysans « de possession »⁴⁰ des industriels non nobles et les serfs travaillant aux usines des propriétaires nobles tend à se modifier rapidement au détriment des premiers. Ainsi, des 110 usines métallurgiques qui, en 1827, présentèrent leur rapport à la demande du Ministère des Finances, 79, soit 72 %, appartenaient à des familles nobles ; 17 aux Demidov, 23 aux Jakovlev, 6 aux Stroganov, 4 aux Belosel'ski-Belozerski, 4 aux Golicyn, 4 aux Lazarev et 4 aux Vsevoložski.

Les marchands suivaient de loin avec 28 %. Venaient en tête parmi eux les Gubin avec 8 usines, Rastorgev avec 5, Knauf avec 6, etc.⁴¹.

Le sort de la fortune industrielle de Mihajl Gubin et, après sa mort, de celle de ses héritiers, fut en définitive le même que le sort des fortunes fondées par les pionniers de la première moitié du XVIII^e siècle : l'extinction de la première génération fut suivie à plus ou moins brève échéance de partages puis d'aliénations.

³⁸ Liste de familles marchandes ayant accédé à l'anoblissement, dans Čulkov, *op. cit.*, pp. 500-501.

³⁹ Cf. *infra*, p. 275.

⁴⁰ Le sens de ce terme est exposé plus loin, pp. 271 et suiv. Voir également notes 3 et 8 du commentaire des textes.

⁴¹ Cf. *Rabočee dvizenie...*, t. I, 1^{re} partie, p. 73.

Le cas des Gubin montre que la tendance à la concentration s'est limitée à une génération ; à la suivante le jeu devait reprendre à nouveau ! La tendance à la concentration n'est donc pas unilinéaire. Si l'on veut effectivement définir la tendance, et non seulement certaines de ses phases, on voit alors qu'à cette époque elle se présente comme un cycle. Elle se fait en deux temps : concentration, dispersion.

II. — LE CADRE GÉOGRAPHIQUE ET ÉCONOMIQUE

Les faits que relatent les documents étudiés, se déroulent aux usines de Nižne-Serginsk, Verhne-Serginsk et Atigsk, toutes trois du groupe de la Serga.

1. *Emplacement des usines.*

Ce groupe d'usines est situé dans le district (*uezd*) de Krasno-ufimsk⁴², gouvernement de Perm, sur le versant européen de l'Oural, à la limite même où la région du sud ouralien côtoie celle du centre.

Nižne-Serginsk se trouve à 84 verstes au sud-ouest d'Ekaterinbourg, à 147 verstes de Krasno-Ufimsk, à 266 verstes de Perm. Verhne-Serginsk est situé à 18 verstes au nord de la première, celle d'Atigsk, entre les deux, à 7 verstes de Nižne-Serginsk.

Le district de Krasno-Ufimsk est compris sur toute sa superficie dans le bassin de la Kama qui est représentée dans les limites de ce district par la Čusovaja et l'Ufa, affluents de la Kama.

La Čusovaja traverse l'angle nord-est du district sur une petite partie de son cours. Elle y reçoit l'Utka et la Šajtanka au bord desquelles sont construites les usines qui portent le nom de ces rivières. La Sylva fait partie du district dans sa partie supérieure seulement ; elle y reçoit la Molebka, la Tis, l'Irgina et la Suksun qui fournissaient la force motrice à de nombreuses usines. Au sud, l'Ufa coule dans le district sur un parcours de 280 verstes et y reçoit ses affluents la Bisert, la Sarana et l'Arta.

La Čusovaja, l'Ufa et la Sylva sont navigables sur leurs cours dans les limites du district. Dans le passé les métaux et les produits fabriqués aux usines étaient transportés par ces rivières vers la Kama, grande artère fluviale sur laquelle ils continuaient leur route vers le nord ou vers l'est.

Les trois groupes d'usines des Gubin empruntaient les mêmes voies fluviales pour le transport de leurs produits. Les groupes de la

⁴² Au moment de la création de Nižne et de Verhne-Serginsk la région en question était comprise dans le district d'Ufa.

Serga et de l'Ufalej étaient reliés à la Kama par l'Ufa et la Belaja ; celui de l'Avzjan communiquait directement avec la Kama par la Belaja.

Les barques arrivaient à la ville d'Ufa à la fin d'avril ; au milieu de mai elles étaient à Laišev, plaque tournante du transport fluvial. Là on vendait une certaine quantité de fer et les remorqueurs amenaient le reste à Nižnij-Novgorod⁴³.

2. Les usines de la Serga — aperçu historique.

La fondation de Nižne-Serginsk est stipulée dans un ukaz de 1740, les travaux de construction commencent en 1743 et l'usine est mise en activité le 13 novembre 1744⁴⁴. Son créateur, Nikita Nikitič Demidov père⁴⁵, avait acheté aux paysans de la région⁴⁶ les terres sur lesquelles l'usine fut construite et celles du domaine qui y est rattaché. Ce domaine s'étend sur 69 863 dessiatines dont 56 666 sous bois. Il contient plusieurs gisements miniers, ce qui permet aux usines de produire avec du minerai extrait de leurs propres mines.

Nižne-Serginsk connaît une période mouvementée au temps du soulèvement de Pugačev. Son activité est interrompue le 16 janvier 1774. Les habitants livrent l'usine aux insurgés sans opposer de résistance. En août elle est reprise par l'armée gouvernementale. Durant ces neuf mois elle est pillée plusieurs fois, la scierie est détruite dans un incendie, des barrages et l'équipement du quai

⁴³ D'après M. Verstraete, *op. cit.*, p. 118.

⁴⁴ Cf. « Tablica gornyh zavodov zatronutyh pugačevskim dviženiem. Delo Berg-Kollegii 1775, No. 1339 » (Tableau des usines atteintes par le mouvement de Pugačev. Dossier du Collège des Mines n° 1339, année 1775), in D. Kašincev, *op. cit.*, p. 274 ; « Vedomost' izobražajuščaja istoričeskoe obozrenie železnogo proizvodstva po vsem kazennym i častnym zavodam na Urals, 1853 » (Bordereau présentant une esquisse historique de la production du fer dans toutes les usines privées et de l'État dans l'Oural, 1853), in *Istoričeskij Arhiv*, IX, 1953, p. 310.

⁴⁵ Il s'agit de N. N. Demidov, fils de Nikita Demidovič (1656-1725), fondateur des entreprises de la famille dans l'Oural. N. N. Demidov eut cinq fils : Basile, Evdokim, Alexis, Ivan (mort en 1807) et Nikita Nikitič (1728-1804). Plusieurs sources et la plupart des auteurs attribuent la création de Verhne et Nižne-Serginsk à Ivan Nik. Demidov (par exemple P. Semenov, *Geografičeskij Slovar'*, IV, 1873, p. 567 ; *Dictionnaire biographique russe*, article Demidov ; N. A. Malcev, *Rabočee dviženie*, t. I, 1^{re} partie, p. 831). A notre connaissance seul B. B. Kafengauz a relevé que la création de ces usines est l'œuvre de Nikita Nik. (*op. cit.*, pp. 208, 186-187). Après la mort de Nikita Nik., au début des années 50, c'est Ivan qui hérita de ces usines (voir Kafengauz, *op. cit.*, p. 198).

⁴⁶ Selon la déclaration présentée en 1742-1743 à l'Administration des Mines par Evdokim Demidov, les forêts auraient été achetées aux Tartares (« Dela Senata po Berg-Kollegii, d. No. 8/1.510, r. 1/81 ». Cité par B. B. Kafengauz, *op. cit.*, p. 209). Selon P. Semenov il s'agirait de « terres achetées aux Bachkirs de la volost' de Tersjack et d'Upejsk » (*Geografičeskij Slovar'*, IV, 1873, p. 567 ; *Polnoe geografičeskoe opisanie...*, V, 1914, p. 421).

adjacents à l'usine sont également anéantis. 32 maîtres ouvriers et paysans fixés à l'usine y trouvent la mort. On évalue les dégâts matériels à 41 000 roubles⁴⁷.

L'activité de l'usine reprend vers la moitié du mois d'octobre de cette même année. Les dégâts sont donc rapidement réparés et le volume de la production atteint bientôt celui qu'avait l'usine avant le soulèvement.

En ce qui concerne le nombre de travailleurs à l'usine nous en sommes réduits à devoir apporter quelques chiffres recueillis dans divers ouvrages⁴⁸. En 1777 l'usine compte 992 ouvriers et manœuvres et (ensemble avec Verhne-Serginsk) 2 345 paysans inscrits⁴⁹. En 1797 le nombre de paysans inscrits aux deux usines s'élève à 5 184 hommes⁵⁰. Pour l'année 1823 une source indique qu'on dénombre, toujours aux deux usines, 5 346 « hommes d'usine » (*zavodskie ljudi*)⁵¹. Vers le milieu du XIX^e siècle il y a à Nižne et Verhne-Serginsk 2 500 ouvriers⁵² et 7 950 habitants dans la seule localité adjacente à Nižne-Serginsk, répartis en 1 140 « feux »⁵³. A cette même époque on y trouve déjà une église, un hôpital, une école, un marché qui se tient tous les dimanches et une foire annuelle le 14 septembre.

L'usine de Verhne-Serginsk est fondée en 1742, année pendant laquelle Nikita Nikitič Demidov entreprend les premiers travaux de construction⁵⁴. Sa création est stipulée, comme pour Nižne-Serginsk, dans un ukaz de 1740. L'usine est mise en activité le 26 octobre 1743⁵⁵.

Elle produit d'abord de la fonte, puis à partir de 1790, de la fonte

⁴⁷ D'après le « Tableau des usines atteintes par le soulèvement de Pugačev... 1775 », in D. Kašincev, *op. cit.*, pp. 274-275.

⁴⁸ Nous les donnons à titre d'orientation. A défaut d'une documentation plus abondante il est impossible d'évaluer de façon précise le mouvement de la main-d'œuvre ni sa composition du point de vue social et juridique ; voir *infra*, note 81.

⁴⁹ R. Portal, *op. cit.*, p. 352 ; « Tableau des usines... 1775 », in D. Kašincev, *op. cit.*, pp. 274-275 (dans cet ouvrage une erreur de typographie fait lire 922 ouvriers et manœuvres au lieu de 992).

⁵⁰ B. B. Kafengauz, *op. cit.*, p. 255.

⁵¹ « Communication de la Direction des Mines de Perm au Ministre des Finances D. A. Guryev, 16 mai 1823 », dans *Rabočee dvizenie*, I, 1^{re} partie, p. 711.

⁵² La baisse que l'on constate dans le nombre de travailleurs (différence entre ce chiffre et les précédents) provient de la réorganisation qui eut lieu au début du XIX^e siècle, lorsque les paysans inscrits aux usines et n'y travaillant qu'une partie de l'année, furent remplacées par les « ouvriers définitivement fixés », détachés de l'agriculture et employés principalement aux travaux d'usine. (Sur cette question, voir *infra*, note 8 du commentaire des textes.)

⁵³ P. Semenov, *Geografičeskij Slovar'*, IV, 1873, p. 567 ; N. A. Malcev, *Rabočee dvizenie*, I, 1^{re} partie, p. 811.

⁵⁴ Voir *supra*, note 46.

⁵⁵ Cf. « Tableau des usines... 1755 », in D. Kašincev, *op. cit.*, p. 274 ; « Bordereau... de 1853 », in *Istoričeskij Arhiv*, IX, 1953.

et de l'acier. Au temps de la « *pugačevščina* » elle partage le sort de Nižne-Serginsk ; les dégâts, cependant moins considérables, sont estimés à 7 500 roubles⁵⁶.

En 1777 l'usine compte 522 ouvriers et manœuvres et, en commun avec Nižne-Serginsk, 2 345 paysans inscrits⁵⁷. Vers le milieu du XIX^e siècle elle a 929 ouvriers et la localité adjacente à l'usine compte 5 645 habitants répartis en 783 « feux »⁵⁸. On y trouve également trois fabriques de pelleterie, un hôpital, une école, un marché qui a lieu tous les dimanches et deux foires annuelles — les 6 août et 21 novembre.

On a eu l'occasion d'indiquer ci-dessus que ces usines avaient été achetées en 1789 par Miahjl Gubin. Mais achetées à qui ? Il est admis que ce serait Ivan Nikitič Demidov qui les aurait vendues à Mihajl Gubin.

Cependant, le *Dictionnaire biographique russe*⁵⁹ affirme que ce furent les fils d'Ivan, Ivan Ivanovič et Petr, qui vendirent ces usines à Gubin. Aucune référence ne vient appuyer cette affirmation. Ivan Nikitič devait mourir en 1807⁶⁰. On ne trouve d'ailleurs aucune indication qui permettrait de supposer que, de son vivant, il ait remis, à quelque titre que ce soit, *les deux usines en question* à ses fils.

Les indications fournies par B. B. Kafengauz, spécialiste de l'histoire de la famille Demidov, diffèrent des deux citées précédemment. Cet auteur écrit en effet que « *parmi les usines ayant appartenu auparavant aux Demidov et qui passèrent en d'autres mains, il faut noter, outre la partie de Nevjansk acquise par les Jakovlev, celles de Serginsk (Nižnij et Verhniij) qui appartenrent après Demidov aux maîtres de forges Širjaev... [A ces derniers] appartenaient aussi les usines de Verhne et Nižne-Sajtansk* »⁶¹.

Plus loin, Kafengauz mentionne une source qui incidemment pourrait venir à l'appui de l'opinion produite ci-dessus. Il résume un rapport envoyé par Petr Ivanovič Demidov au Collège des Mines le 31 janvier 1774. Dans ce rapport, Petr Demidov, propriétaire de l'usine de Revdinsk, après avoir fait quelques observations sur les usines voisines de la sienne, mentionne celle de Šajtansk appartenant à Sergej Širjaev, celle de Bilimbaevsk appartenant aux Lazarev et celle de Serginsk⁶² appartenant à Ivan Širjaev⁶³. Le

⁵⁶ « Tableau des usines... 1775 », in D. Kašincev, *op. cit.*, pp. 274-275.

⁵⁷ *Ibid.*, R. Portal, *op. cit.*, p. 352. (Nous n'avons pas répété les données communes aux deux usines, mentionnées plus haut.)

⁵⁸ P. Semenov, *Geografičeskij Slovar'*, IV, 1873, p. 567 ; d'après N. A. Malcev : 5 350 habitants, *Rabočee dvizhenie*, I, 1^{re} partie, p. 831.

⁵⁹ Article Ivan Demidov.

⁶⁰ *Ibid.*

⁶¹ B. B. Kafengauz, *op. cit.*, p. 264.

⁶² Le singulier figure dans le résumé que fait B. B. Kafengauz de ce document.

⁶³ B. B. Kafengauz, *op. cit.*, p. 394.

rapport relate des faits survenus au début de 1774 et on peut admettre, d'autre part, que Petr Demidov était bien placé pour connaître les usines que possédait son père ainsi que celles qu'il ne possédait plus.

La question n'est pas close avec ces indications, car un an après le rapport de Petr Demidov, un document du Collège des Mines⁶⁴, daté de 1775, indique formellement que le propriétaire de Nižne et Verhne-Serginsk est Ivan Nikitič Demidov.

Il ressort de cet exposé que, d'après certaines indications, ces usines auraient appartenu à Ivan Demidov jusqu'en 1774, puis de nouveau à partir de 1775. A moins d'admettre que « l'épisode Širjaev », mentionné par Kafengauz, soit une erreur dont l'origine nous échappe, on peut supposer que les usines ont été vendues par Ivan Demidov à Širjaev avant 1774, puis qu'elles ont été rachetées. Ainsi s'expliquerait le fait demeuré hors de doute, que la vente de ces usines en 1789 a été faite par Ivan Demidov à Mihajl Gubin.

Si l'on exclut l'hypothèse du rachat, tout en admettant que Širjaev ait été le propriétaire de ces usines, au moins à partir de 1774, on devrait se demander pourquoi sa possession n'a laissé aucune trace après cette date, pas plus que la vente des usines à Gubin en 1789, rendue possible en vertu de cette hypothèse.

Toutefois, un détail rend plausible l'hypothèse que ces usines aient fait partie des possessions des Širjaev. On remarque en effet que des liens de production étroits existaient entre les usines de Šajtansk et celle de Nižne-Serginsk, les unes fournissant la fonte à l'autre qui la transformait en fer⁶⁵. Or, en 1767-1768, les frères Širjaev avaient acquis les usines de Šajtansk de Nikita Nikitič Demidov neveu⁶⁶ et les exploitaient en commun. Il n'est donc pas exclu qu'ils aient pu acheter aussi celles de Serginsk à Ivan Demidov, frère de Nikita.

3. *Équipement et production des usines de la Serga.*

L'usine de Nižne-Serginsk produisait de la fonte et du fer. Elle était outillée de deux hauts fourneaux et de onze marteaux. Celle de Verhne-Serginsk n'eut, jusqu'en 1790, que des marteaux, au nombre de six. La fonte devait être transportée en amont sur la Serga jusqu'à Verhne-Serginsk, puis le fer fabriqué prenait le chemin inverse.

Lorsque les usines furent achetées par Mihajl Gubin l'outillage de

⁶⁴ Il s'agit du « Tableau des usines atteintes par le mouvement de Pugačev, 1775 », cité plusieurs fois ci-dessus. Le tableau semble avoir été établi très soigneusement.

⁶⁵ Voir B. B. Kafengauz, *op. cit.*, p. 209.

⁶⁶ *Ibid.*, p. 250.

Verhne-Serginsk fut amélioré et cette usine, qui venait de subir dix ans d'inactivité accusa un progrès sensible et immédiat. En 1791 le premier haut fourneau y était installé créant le besoin de nouveaux marteaux. En 1800 cette usine en avait déjà dix.

Dès 1790 le nombre total de marteaux à Verhne et Nižne-Serginsk semble avoir été insuffisant pour assurer une fabrication de fer correspondant à la fonte fournie par leurs deux (ou trois) hauts fourneaux. Cela suscita la création d'une nouvelle usine. Ainsi, un an après avoir acheté les deux premières, et l'année même de l'installation du haut fourneau à Verhne-Serginsk, Gubin créait l'usine d'Atigsk (1790-91)⁶⁷. Elle était outillée de deux marteaux et devait remplir un rôle auxiliaire par rapport aux deux précédentes et plus spécialement envers celle de Nižne-Serginsk.

En 1800, comme on l'a vu, Verhne-Serginsk comptait déjà dix marteaux (six en 1790). En 1801 était créée l'usine de Kozino à 3 verstes à l'est de Verhne-Serginsk⁶⁸. Elle aussi était spécialement destinée à la fabrication du fer et elle était outillée de quatre marteaux.

Il est évident que les ateliers de marteaux, disposés comme ils l'étaient à proximité des usines de hauts fourneaux dont ils dépendaient, étaient strictement complémentaires de ces usines. De même, fut créée en 1808 l'usine de Mihajlovsk, également destinée à la fabrication du fer⁶⁹. Cette création fut la dernière qui vint compléter ce district métallurgique. Cependant, en ce qui la concerne il semble que le désir d'élever la production fut renforcé par des considérations ayant trait au transport des produits fabriqués. En effet, construite à 30 verstes au sud de Nižne-Serginsk, en aval sur la Serga et non loin du lieu où cette dernière se jette dans l'Ufa,

⁶⁷ Cf. « Bordereau... 1853 », in *Istoričeskij Arhiv*, IX, 1953, p. 310; N. A. Malcev, *Rabočee dviženie*, I, 2^e partie, p. 651. Ces deux sources indiquent que l'usine a été créée en 1790.

St. A. Koljupanov (article cité, *Gornyj Žurnal*, 1871, n° 6) mentionne comme date de création l'année 1788. Cette date est difficile à admettre. L'usine auxiliaire ne devrait pas, normalement, être créée avant l'acquisition de celles qu'elle devait desservir et sans lesquelles, avec l'outillage qu'elle possède en 1790, elle n'a pas de raison d'être. D'autre part, en 1788 Verhne-Serginsk n'était pas en activité et aucun besoin n'exigeait la création de nouveaux ateliers de marteaux (ainsi se trouve exclue la possibilité que cette usine ait pu être créée par le prédécesseur de Gubin). P. Semenov (*Geografičeskij Slovar'*, I, 1863, p. 158) affirme que l'usine a été créée en 1774 par Demidov (sans indication de prénom). L'année 1774 comme date de création d'une usine dans cette région semble bien mal trouvée : P. G. Ljubomirov, *op. cit.*, p. 462, donne pour date 1791 et corrige l'erreur de Semenov ; S. G. Strumilin, *op. cit.*, p. 489, indique : 1790-1791.

⁶⁸ « Bordereau... 1853 », in *Istoričeskij Arhiv*, IX, 1953, pp. 310-326.

⁶⁹ « Bordereau... 1853 », in *Istoričeskij Arhiv*, IX, 1953, pp. 310, 326 ; P. Semenov, *Geografičeskij Slovar'*, III, 1867, pp. 263-264 ; Semenov Tjan-Šanskij, *Polnoe geografičeskoe opisanie... V, Ural*, 1914, p. 421.

Équipement des usines du groupe de la Serga*.

	1750	1760	1770	1780	1790	1800	1807	1822	1837	1851
<i>Verhne-Serginsk</i> (1743):										
Hauts fourneaux ...	—	—	—	—	—	I	I	I	I	I
Marteaux	6	6	6	6	6**	IO	8	IO	II	18
<i>Nižne-Serginsk</i> (1744):										
Hauts fourneaux ...	—	I	I	2	2	I	2	2	I	I
Marteaux	IO***	IO	8	II	II	IO	IO	IO	19	20
<i>Atigsk</i> (1791):										
Marteaux	—	—	—	—	—	2	2	2	3	6
<i>Kozino</i> (1801):										
Marteaux	—	—	—	—	—	—	4	4	3	6
<i>Mihajlovsk</i> (1808):										
Marteaux	—	—	—	—	—	—	—	7	8	8

* Pour les données de 1750 à 1800 inclus : d'après S. G. Strumilin, *Istoriia černoï metallurgii v S.S.S.R. (Histoire de la grosse métallurgie en U.R.S.S.)*, Moscou, 1954, pp. 459, 462, 467, 473, 481, 489.

Pour les données de 1807 à 1851 : d'après « Vedomost' izobražajučaja istoričeskoe obozrenie železnogo proizvodstva po vsem kazennym i častnym zavodam na Urals. 1853. » (Bordereau présentant une esquisse historique de la production du fer dans toutes les usines privées et de l'État dans l'Oural. 1853), dans *Istoričeskij Arhiv*, n° IX, Moscou, 1953, pp. 310-312.

Les chiffres indiqués représentent le nombre d'outils en activité.

A « l'année de fondation » généralement indiquée nous avons préféré celle de la mise en activité de l'usine.

** Les chiffres fournis par Strumilin, dont celui-ci, indiquent les outils en activité. Cependant en 1790 il ne pouvait y avoir six marteaux en activité à Verhne-Serginsk, l'usine étant fermée depuis 1781. La production ne reprendra que le 13 novembre 1791, détail que Strumilin lui-même indique ; *op. cit.*, pp. 496-497.

*** Même cas que celui indiqué dans la note précédente. L'usine de Nižne-Serginsk fut fermée de 1747 à 1754. Voir Kafengauz, *Istoriia hozjaïstva Demidovyh, v XVIII-XIX vv. (Histoire des entreprises des Demidov aux XVIIIe-XIXe siècles)*, Moscou-Lénningrad, 1949, t. I, p. 198.

cette usine fut équipée, dès sa fondation, de deux quais sur la Serga et d'un troisième sur l'Ufa, à 4 verstes de l'usine.

Les données relatives à la production, bien qu'elles soient insuffisantes pour certaines périodes, permettent de tracer un tableau sinon complet, du moins assez clair, de ce qu'était l'activité des usines de Nižne et Verhne-Serginsk.

Au cours des dix ou quinze premières années de leur existence les difficultés qu'elles rencontrèrent semblent avoir été assez grandes et pendant une bonne partie de l'année les usines étaient en chômage. Ainsi, Nižne-Serginsk connut des arrêts de quatre mois et huit jours en 1744 ; cinq mois et vingt-neuf jours en 1745 ; neuf mois et deux jours en 1746. Puis il y eut un arrêt complet de son activité pendant sept ans⁷⁰. Parallèlement, la production subit les mêmes vicissitudes :

<i>Années</i>	<i>Fonte</i>	<i>Fer</i>
—	—	—
1744 (à partir du 18 novembre)	5 234 pouds	3 489 pouds
1745	24 188 —	16 125 —
1746	8 991 —	5 994 —

Les arrêts de travail plus ou moins prolongés et l'instabilité de la production ne sont pas particuliers à Nižne-Serginsk. Toutes les usines de l'Oural en connurent de semblables au cours de la première moitié du XVIII^e siècle et les raisons en ont été établies et expliquées⁷¹.

L'irrégularité de la production, l'inégalité des périodes annuelles de travail, les interruptions fréquentes, avaient pour cause, principalement, les conditions de terrain et de climat, qui, à cette époque, compte tenu du niveau technique de l'équipement, restaient un facteur prédominant. Tels étaient par exemple les fluctuations saisonnières du niveau des cours d'eau, le manque de solidité des barrages et leur rupture fréquente, etc. A cela venaient s'ajouter parfois des facteurs d'une autre nature, telles les difficultés créées par le manque de fonds liquides disponibles ou celles qui provenaient d'insuffisances dans l'approvisionnement en minerais.

Lorsqu'on compare cette période initiale à la seconde moitié du XVIII^e siècle — surtout à ses dix à quinze dernières années — on constate une amélioration dans la continuité du travail et une plus grande régularité du débit de la production, en raison surtout de changements intervenus dans les facteurs techniques et dans les conditions locales. Toutefois, une telle comparaison devrait tenir compte des conditions générales (marché local, marché mondial,

⁷⁰ Cf. B. B. Kafengauz, *op. cit.*, p. 198.

⁷¹ Cf. D. Kašincev, R. Portal, B. B. Kafengauz, *passim*.

politique économique du Gouvernement, successions de propriétaires), dont l'influence semble plus prononcée au cours de la période ultérieure. La marche des usines en a subi les incidences et ce fait est de nature à voiler les améliorations techniques introduites si on se borne à analyser les chiffres de la production.

A l'usine de Nižne-Serginsk la production de fonte, entre 1769 et 1773, oscillait entre 122 000 et 258 000 pouds par an ; en 1777 elle était de 247 246 pouds⁷², chiffre qui semble avoir été le maximum atteint par cette usine durant le XVIII^e siècle. La moyenne annuelle de production entre 1781 et 1806 (1807) était la suivante :

1781-1790	208 131 pouds
1791-1800	146 387 —
1801-1806	155 004 — (1801-1807 : 147 399 pouds)

Verhne-Serginsk connut plusieurs périodes d'inactivité complète dont la dernière s'étend depuis 1781 jusqu'au 13 novembre 1791. A cette dernière date, l'usine fut remise en activité après avoir été outillée par son nouveau propriétaire. Un premier haut fourneau ayant été installé, elle commença à produire également de la fonte. La moyenne annuelle de production était :

1791-1800	55 724 pouds
1801-1806	64 374 — (1801-1807 : 66 769 pouds)

Lorsqu'on examine les données relatives à la *production* de la fonte à Nižne et Verhne-Serginsk on remarque que ce sont les fluctuations de la production de Nižne-Serginsk, la grosse usine, qui ont influencé la production totale et ses variations. (Cf. pp. 286-287.)

Cependant le rôle de Verhne-Serginsk n'a pas été insignifiant. Ainsi, dans plusieurs cas, la production de cette usine a atténué la baisse relative de la production totale, baisse provoquée par une défaillance dans la production de la fonte à Nižne-Serginsk. En seize ans (1791-1807) ce phénomène de « compensation » se produisit à quatre reprises : en 1792, 1801, 1803 et 1807. En ces années la production de Verhne-Serginsk accuse une hausse alors que celle de Nižne-Serginsk décroît.

Pendant cette même période l'inverse se produit une seule fois : en 1806.

Pour les autres onze années le sens de la variation est identique pour les deux usines : baisse en 1794, 1796, 1797, 1799, 1802 et 1805 ; hausse en 1793, 1795, 1798, 1800 et 1804.

⁷² « Tableau des usines... 1775 », in D. Kašincev, *op. cit.*, pp. 274-275. R. Portal, *op. cit.*, pp. 357, 360.

TABLEAU 2

*Production annuelle de fonte à Nižne et Verhne-Serginsk.**1781-1806* et 1807, 1822, 1837, 1851***

(en pouds).

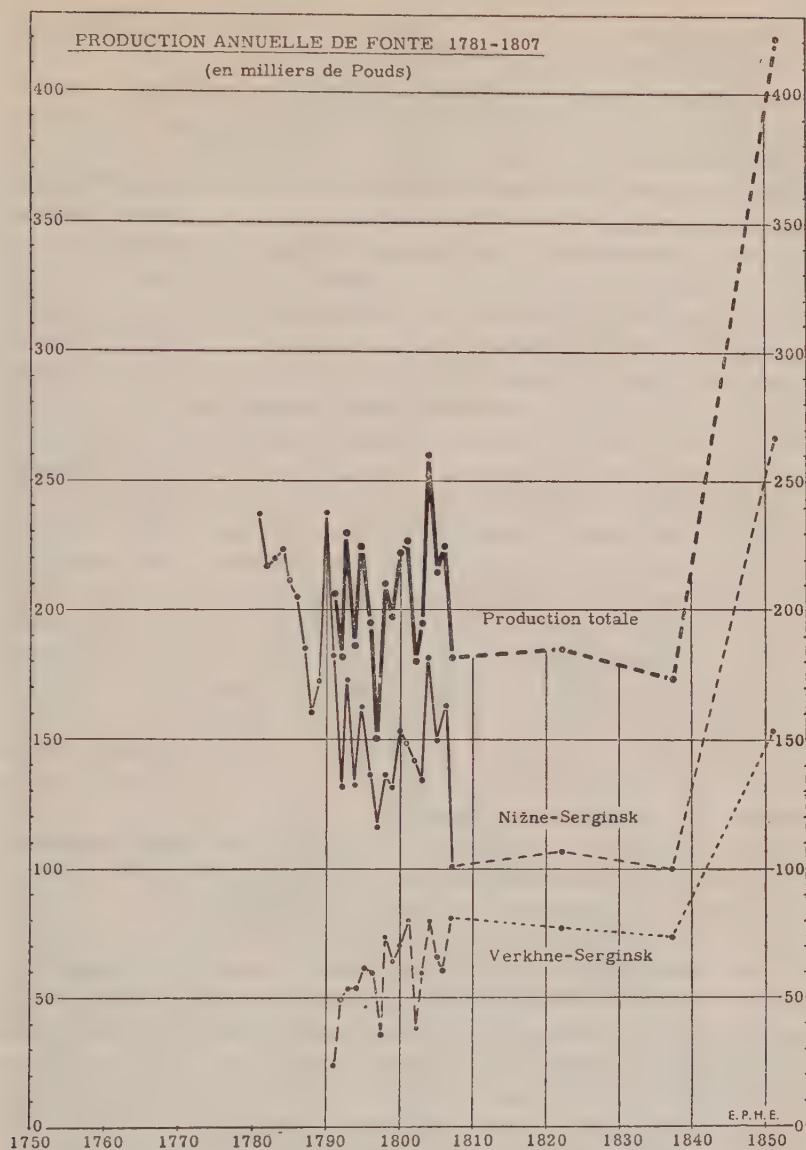
Année	Nižne-S.	Verhne-S.	Total
1781	240 572	***	240 572
1782	218 542		218 542
1783	222 420		222 420
1784	225 273		225 273
1785	211 467		211 467
1786	205 678		205 678
1787	185 146		185 146
1788	160 668		160 668
1789	173 616		173 616****
1790	237 931		237 931
1791	183 286	23 990	207 276
1792	131 555	50 928	182 483
1793	173 865	55 790	229 655
1794	131 820	55 278	187 098
1795	162 251	62 955	225 206
1796	135 129	58 946	194 075
1797	114 441	36 793	151 234
1798	135 443	75 754	211 197
1799	131 515	66 438	197 953
1800	152 580	70 367	222 947
1801	149 106	79 885	228 991
1802	141 514	38 558	180 072
1803	134 656	60 092	194 748
1804	181 186	79 529	260 715
1805	149 671	67 212	216 883
1806	163 893	60 971	224 864
1807	101-768	81 036	182 804
1822	107 935	77 729	185 664
1837	100 759	73 103	173 862
1851	267 565	153 443	421 008

* 1781-1806 : d'après S. G. Strumilin, *op. cit.*, pp. 494-509.** 1807, 1822, 1837 et 1851 : d'après « Vedomost'... 1853 » (Bordereau relatant... etc., 1853), dans *Istoričeskij arhiv*, IX, pp. 310-311.

*** Période d'inactivité de cette usine de 1781 au 13 novembre 1791.

**** Année de l'achat de ces usines par Mihajl Gubin.

Les chiffres italiques indiquent les années de pointe maximum ou minimum.



Quant à l'ampleur des *variations en %*⁷³ il apparaît que celles de Nižne-Serginsk sont généralement plus grandes mais plus régulières (variations comprises entre + 34,5 et — 37,9 %). Celles de Verkhne-Serginsk sont généralement moins prononcées mais subissent quatre

⁷³ Il n'y a pratiquement pas de période qui pourrait servir de base valable pour l'élaboration d'un indice fixe. On a préféré en conséquence l'indice de variation en %.

pointes notables (+ 112,2 %, + 105,9 %, + 55,8 % et — 51,7 %) qui en définitive rendent son débit plus irrégulier.

Ces détails viennent confirmer l'impression que, dans une certaine mesure, Verhne-Serginsk subissait les incidences de la marche de Nižne-Serginsk. Le volume de la production de la première était en quelque sorte fonction de celui de la seconde. On comprend mieux alors pour quelle raison certaines années de hausse à Verhne-Serginsk correspondent à des années de baisse à Nižne-Serginsk ; il fallait, dans une certaine mesure, combler le déficit que cette dernière provoquait. Verhne-Serginsk jouait donc par rapport à Nižne-Serginsk le rôle d'amortisseur et de régulateur. Ce rôle explique, de son côté, l'instabilité nettement plus prononcée de son volume de production. Cette constatation confirme l'opinion que les deux usines doivent être considérées comme une seule unité de production en ce qui concerne la fonte ; de même, en ce qui concerne le fer, comme on le verra plus loin, toutes les usines du groupe de la Serga, au fur et à mesure qu'elles étaient créées, ne formaient qu'une seule entreprise.

Quant à la production totale de la fonte, elle est assez soutenue. Ses variations sont comprises entre — 22,2 % et + 20,3 % (à l'exception de deux cas : + 39,5 % et + 33,8 %). (Cf. pp. 289-290.)

La production de fonte aux deux usines s'est ressentie des mêmes conditions extérieures (onze années sur seize le sens de la variation est analogue pour les deux). Il ressort en premier lieu que la production de la fonte ne subit pas d'effondrement spectaculaire à la fin du XVIII^e et au début du XIX^e siècle. Il semble cependant qu'elle traverse une période de difficultés et accuse une légère baisse. Mais aux années (ou aux périodes) de baisse succèdent des années (ou des périodes) de hausse. Les baisses n'apparaissent pas comme anormales ni comme un symptôme de dégradation.

En ce qui concerne *le volume de la production* on note, à partir de 1780, que celle de Nižne-Serginsk subit une légère baisse par rapport à la période antérieure (compte tenu des interruptions de force majeure : révolte de Pugačev, etc.), mais cette baisse est compensée, dans une certaine mesure, par l'entrée en activité de Verhne-Serginsk. Le synchronisme de ces deux faits (la baisse à N.-S. et la mise en activité de V.-S.) qui surviennent un an après l'achat des usines par Gubin, laisse supposer que cette baisse a été voulue, en partie du moins, dans le cadre d'une nouvelle répartition des tâches entre les deux usines.

Ainsi, l'installation et le début même du fonctionnement du premier haut fourneau à Verhne-Serginsk se place en 1791, année de forte baisse à Nižne-Serginsk (183 286 pouds) que précède une année de pointe (237 931 pouds en 1790) et qui est suivie d'une autre année de baisse (131 555 pouds). (Voir diagramme 1 et tableau 2.)

TABLEAU 3

Variation en % de la production annuelle de fonte
à Nižne et Verhne-Serginsk.
1791 à 1807 et 1822, 1837, 1851**.*

Année	Nižne-S.	Verhne-S.	Total
1791	— 23,0	***	— 12,8
1792	— 28,1	112,2	— 11,9
1793	34,4	9,5	25,8
1794	— 23,6	— 0,9	— 18,5
1795	23,0	12,8	20,3
1796	— 14,2	— 6,3	— 13,8
1797	— 15,7	— 37,6	— 22,2
1798	18,3	105,9	39,5
1799	— 2,9	— 12,3	— 6,2
1800	15,2	5,4	12,1
1801	— 2,2	13,5	2,7
1802	— 5,0	— 51,7	— 21,3
1803	— 4,8	55,8	5,3
1804	34,5	32,3	33,8
1805	— 17,9	— 15,4	— 16,8
1806	9,5	— 9,2	3,6
1807	— 37,9	32,9	— 17,3
1822	6,6	— 4,8	1,5
1837	— 6,4	— 5,9	— 6,3
1851	165,6	109,8	142,1

* Chaque indice représente le rapport entre la production de l'année qu'il indique et celle de l'année précédente. (Voir note 74.)

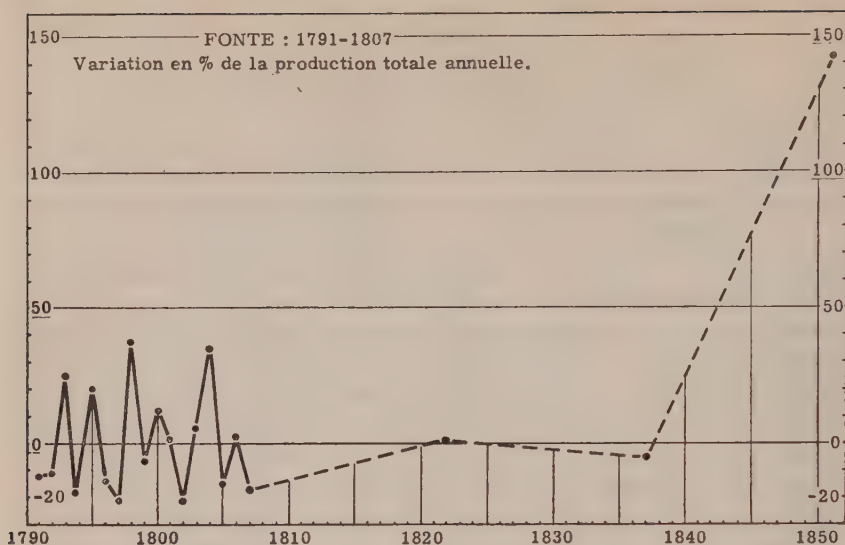
** Sources et ouvrages utilisés : les mêmes que ceux indiqués pour le tableau 2.

Les variations pour les années 1822, 1837 et 1851 sont d'une utilité très limitée par suite de l'éloignement de ces dates. Nous les avons inclus à titre purement indicatif.

*** Mise en activité le 13 novembre 1791. Volume de production pour cette année : 23 990 pouds. L'indice de variation très élevé de l'année suivante provient dans une grande mesure du fait qu'en 1791 l'usine n'a été en activité qu'un mois et dix-huit jours.

Les *chiffres italiques* indiquent les variations positives ou négatives maximum.

En ce qui concerne la *variation en % de la moyenne* de la production on remarque que celle de Nižne-Serginsk pour 1791-1795 (par rapport aux cinq années précédentes) est synchronique à une hausse de la moyenne de variation de la production totale, hausse qui provient également de la mise en activité du haut fourneau de Verhne-Serginsk (voir tableau 4).



La nouvelle baisse de la moyenne à Nižne-Serginsk, pour la période quinquennale suivante (1796-1800), est synchronique à une hausse de la moyenne pour cette même période à Verhne-Serginsk.

En revanche, la baisse de la moyenne de variation à Verhne-Serginsk, pour la période 1801-1806, correspond à une hausse notable de celles de Nižne-Serginsk et de la production totale.

L'effondrement de 1807 à Nižne-Serginsk, par rapport à l'année précédente, ainsi que par rapport à la moyenne des cinq années précédentes, est synchronique à une hausse à Verhne-Serginsk dont la production atteint son niveau le plus élevé en seize ans (c'est-à-dire depuis que le haut fourneau fonctionne), soit 81 036 pouds de fonte (voir table 2 et diagramme 1). Quant à la moyenne de variation elle est de l'ordre de + 32,9 % par rapport à l'année précédente (voir tableau 3) et de l'ordre de + 25,8 par rapport à la moyenne de la période 1801-1806 (voir tableau 4).

La situation qui se présente en 1822 appelle les remarques suivantes. La production de Nižne-Serginsk accuse une légère hausse par rapport à 1807 qui, pour elle, est une « mauvaise année » ; la même remarque est valable pour la production totale, tandis qu'à Verhne-Serginsk on relève une légère baisse par rapport à 1807 qui, pour elle, est une année de pointe vers le haut (voir tableau 2 et diagramme 1). En définitive la situation reste relativement stationnaire (variations par rapport à 1807 de l'ordre de + 6,6 % pour Nižne-Serginsk, — 4,8 % pour Verhne-Serginsk, + 1,5 % pour la production totale ; voir tableau 3 et diagramme 2). Cela indique un maintien, mais d'une production plutôt déprimée. Les causes

semblent provenir des mêmes conditions générales qui suscitérent l'élaboration du nouveau tarif douanier de 1822, portant une empreinte fortement protectionniste. La mort de Mihajl Gubin (survenue entre le 12 juin 1821 et le 24 mars 1822) suscita un flottement dans la direction des usines, qui sans doute n'est pas étranger à cette situation.

La baisse de 1837 provient vraisemblablement de causes inhérentes à la direction des usines ou à leur équipement. Il se peut que ces mêmes causes aient été à l'origine de la décision gouvernementale de mettre ces usines sous la tutelle du Ministère des Finances et de l'Administration des Mines. Sur ce dernier point on ne saurait être catégorique puisqu'on remarque que pour cette même année, les cinq usines du groupe accusent une forte hausse de la fabrication du fer (voir tableau 6).

Les incidences, qui ont pu être à l'origine des hausses notables (1791-1795 ; 1801-1806), proviennent principalement des commandes de l'État (ou indirectement d'une demande accrue sur le marché national et d'une raréfaction des produits d'usage courant par suite de la production de guerre d'une partie des usines). Ces commandes ont été suscitées par la guerre de Turquie de 1787-1792, la guerre de Suède (1788-1790), les préparatifs militaires en vue du « règlement de la question polonaise » (1793, 1795) et enfin, les guerres des coalitions (1799-1801 ; 1805-1807), les débuts de la guerre de Perse (1804-1813) et de celle de Turquie (1806-1812).

La baisse de 1807 qui suit ces deux périodes de hausse (1791-1795 ; 1801-1806) pourrait sembler étrange dans un tel contexte historique. L'explication en a été esquissée plus haut ; on se bornera à ajouter ici que, sur la base de cette seule année et sans connaître le volume de la production des années suivantes (données qu'on ne possède pas actuellement), on ne saurait présumer aucune conclusion nette dans quelque sens que ce soit. (Cf. p. 292.)

Il serait intéressant de relever les incidences de la fabrication du fer sur l'orientation de l'activité des usines. Malheureusement les données qu'on possède sont trop partielles pour qu'on puisse émettre des observations valables à ce sujet.

On se bornera à noter que la baisse de la production de la fonte en 1780 à Nižne-Serginsk est synchronique à une hausse de la production du fer (à cette même usine qui est la seule en activité à ce moment). De même, comme on l'a noté plus haut, la baisse de la production totale de fonte, en 1837, a lieu en même temps qu'une montée en flèche de la production totale de fer (voir diagramme 3).

Quant à la fabrication du fer, considérée en elle-même, il serait prématuré de vouloir déduire des conclusions définitives car les chiffres qu'on possède donnent le volume de la production de

TABLEAU 4

*Production de fonte à Nižne et Verhne-Serginsk.**Moyennes annuelles et variation en %.**1781-1806 ; 1807, 1822, 1837, 1851.*

Années	Moyennes annuelles			Variation en %		
	Nižne-S.	Verhne-S.	Total	Nižne-S.	Verhne-S.	Total
1781-1785*	223 655		223 655	26,7		26,7
1786-1790 ..	192 608		192 608	— 13,9		— 13,9
1791 1795 ..	158 555	49 790	208 345	— 17,6		8,1
1796-1800 ..	133 820	61 659	195 479	— 15,6	23,9	— 1,3
1801-1806 ..	155 004	64 374	219 378	15,8	11,7	12,7
1807**	101 768	81 036	182 804	— 37,5	25,8	— 20,0
1822	107 935	77 729	185 664	6,6	— 4,8	1,5
1837	100 759	73 103	173 862	— 6,4	— 5,9	— 6,3
1851	267 565	153 443	421 008	165,5	109,8	142,1

* La variation est calculée par rapport à 1777-1780 (moyenne : 176 473 pouds).

** Les chiffres pour 1807, 1822, 1837 et 1851 ne représentent pas des moyennes mais le volume de production de chacune de ces années. L'indice de variation de 1807 est calculé par rapport à la période quinquennale précédente.

chaque dixième année pour la période de 1750 à 1800 et de chaque quinzième année pour celle de 1807 à 1851. Sans pouvoir juger si, en l'occurrence, il s'agit dans chaque cas d'un chiffre minimum, maximum ou moyen par rapport aux années intercalaires qui font défaut, les données qu'on possède sont forcément d'une valeur limitée⁷⁴.

Il semble possible, néanmoins, de noter les observations suivantes :

1° L'augmentation du nombre d'ateliers à marteaux (création de nouvelles usines : Atigsk, Kozino, Mihajlov), entreprise pour élever la quantité de fer fabriqué, n'a pas enrayé la baisse constante que l'on remarque entre 1790 et 1822.

2° La baisse de 1822, simultanée dans toutes les usines du groupe, semble provenir de causes générales, communes à toutes ces usines.

3° Il en est de même en ce qui concerne la montée en flèche de la

⁷⁴ Cette remarque nous semble particulièrement nécessaire pour le diagramme 3, qui l'illustre de façon évidente. Une simple comparaison entre la courbe de la production de fonte qui y figure (pour chaque dixième année entre 1750 et 1800 ; pour chaque quinzième entre 1807 et 1851) et celle des moyennes annuelles par périodes quinquennales en montre très clairement la différence.

fabrication du fer après 1822, montée dont la persistance est évidente et dont on aimerait connaître également les fluctuations qui ont accompagné sans doute la tendance générale. Enfin, il ressort que la fabrication du fer s'est ressentie, dans une mesure plus grande que celle de la fonte, de l'application du tarif douanier protectionniste de 1822. (Cf. pp. 294-295.)

* * *

Il ressort en conclusion que les usines du groupe de la Serga constituaient une unité de production compacte, d'abord par les liens étroits de dépendance technique qui existaient entre elles, ensuite par la manière dont leurs dirigeants (propriétaire ou intendants) concevaient leur fonctionnement.

Le volume total de la production de toutes les usines prises ensemble, comparé au niveau de production de chacune d'elles, indique également que ces usines produisaient dans une interdépendance étroite et ne formaient qu'une seule unité de production.

Les variations du nombre d'usines en activité ou les modifications introduites dans leur outillage influent principalement sur le niveau de production de chacune des usines affectée directement par le changement, tandis que le volume total de la production ou le sens de sa tendance se maintiennent sans subir les effets de *telles modifications*.

Exception faite de l'effondrement de la fabrication du fer entre 1790 et 1822 qui exige un supplément d'information et qui pourrait se trouver plus nuancée, il ne semble pas qu'il y ait une dégradation persistante de la production qui proviendrait d'un nombre limité de causes permanentes, structurelles ou autres. Les hausses et les baisses se succèdent sans s'écarter notablement des tendances normales.

La montée en flèche de la production de fonte et d'acier à partir de 1837 et qui se poursuit après 1851 indique une reprise soutenue qui ne suscite aucune espèce de doute.

III. — LE CADRE SOCIAL

I. *Le statut des usines et des travailleurs.*

Les entreprises ouraliennes de Gubin se rattachent par leur statut juridique à la catégorie des usines de possession.

Les origines de cette catégorie juridique remontent à Pierre I^{er} ⁷⁵ qui, par un ukaz du 18 janvier 1721, accorda aux marchands le droit

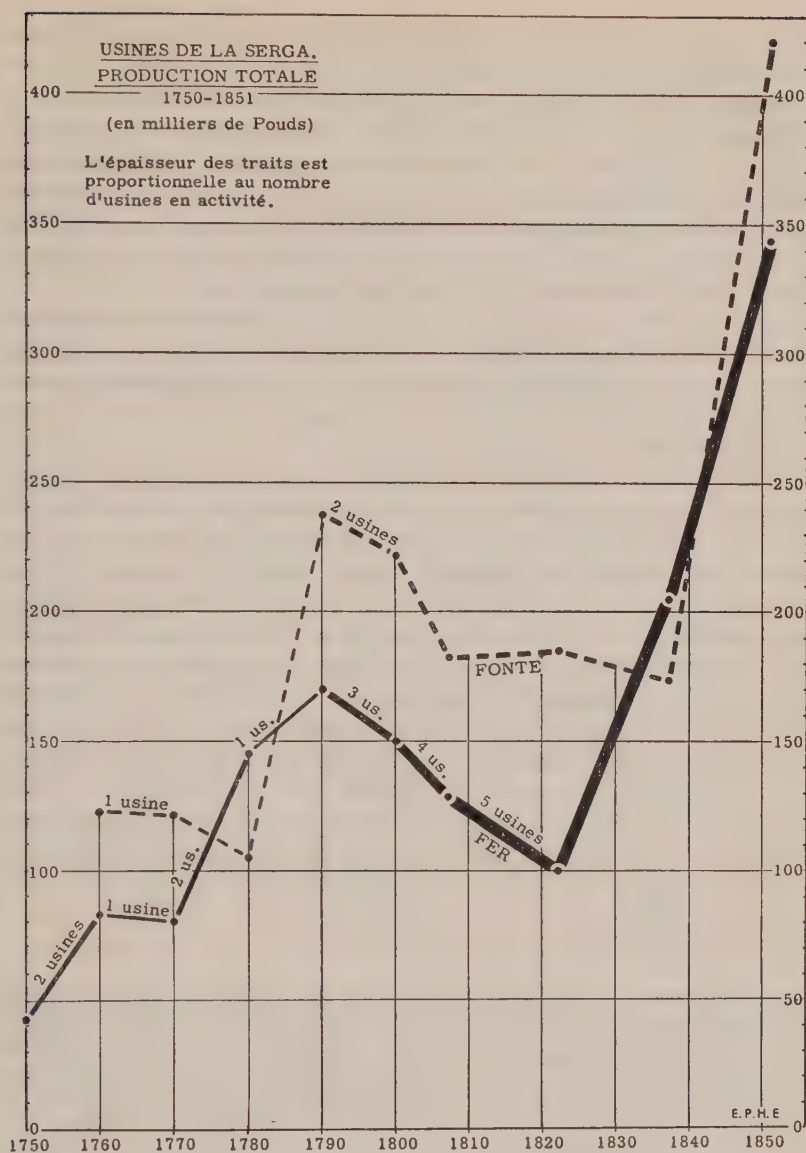
⁷⁵ Pour plus de détails sur les différentes catégories d'ouvriers et de paysans travaillant aux usines métallurgiques, voir plus loin notes 3 et 8 du commentaire des textes.

TABLEAUX 5 et 6

Production de fer et de fonte des usines du groupe de la Serga.
1750-1851*.

Usine	1750		1760		1770		1780		1790	
	Fonte	Fer	Fonte	Fer	Fonte	Fer	Fonte	Fer	Fonte	Fer
Nižne-Serginsk			123 300	82 700	122 200	81 400	105 700	88 700	237 900	171 300
Verhne-Serginsk		42 000						56 100		
Usine	1800		1807		1822		1837		1851	
	Fonte	Fer	Fonte	Fer	Fonte	Fer	Fonte	Fer	Fonte	Fer
Nižne-Serginsk	152 600	78 700	101 768	78 870	107 935	47 251	100 759	87 270	267 565	154 608
Verhne-Serginsk	70 400	53 600	81 036	19 714	77 729	13 872	73 103	48 420	153 443	84 113
Atigsk		19 000		14 382		12 793		25 130		53 107
Kozino				15 010		11 788		14 826		25 369
Mihajlov						13 803		31 154		25 155
TOTAUX	223 000	151 300	182 804	127 976	185 665	99 507	173 862	206 800	421 008	342 952

* 1750-1850 : d'après S. G. Strumilin, *loc. cit.* ; 1807-1851 : « Vedomost' ... 1853 », *loc. cit.*



d'acheter des villages et d'en faire travailler les paysans aux usines. Ainsi se trouvait résolu, pour un temps, le problème de la main-d'œuvre dans les entreprises des industriels non nobles.

La noblesse considéra l'ukaz de 1721 comme une atteinte à ses privilèges et comme un précédent dangereux susceptible de s'étendre à d'autres domaines, de léser ses intérêts économiques et d'ébranler son statut social. Elle mena une lutte opiniâtre, tantôt voilée,

tantôt déclarée pour le faire révoquer. Elle y réussit une première fois, partiellement, en 1736⁷⁶, puis une seconde — avec l'introduction de l'article 12 dans le Règlement du Directoire des Mines de 1739⁷⁷, établissant des restrictions quant à l'achat de serfs par des marchands.

L'ukaz du 29 mars 1762⁷⁸ interdisait expressément aux marchands l'achat de paysans destinés à être rattachés aux usines. L'interdiction portait indifféremment sur des achats avec ou sans acquisition de terre. Enfin, un ukaz de 1790 vint confirmer, de la manière la plus explicite, cette série de dispositions législatives⁷⁹.

Sous Paul I^{er}, en 1796, puis en 1798, les marchands obtinrent à nouveau les droits qui leur avaient été graduellement enlevés. Ils n'en jouirent toutefois que pendant un temps relativement court. Cette fois aussi leurs droits furent successivement restreints pour être définitivement supprimés en 1816.

Il est vrai qu'à ce moment le problème de la main-d'œuvre ne se posait déjà plus dans les mêmes termes qu'au XVIII^e siècle. L'extension du travail libre et salarié diminuait, dans une certaine mesure, les besoins des industriels non nobles de recourir à des paysans asservis à leur personne ou à l'usine. Lentement le travail servile perdait les avantages qu'il paraissait avoir lorsqu'il jouissait d'un monopole de fait sur le marché. Les contemporains prenaient conscience de la supériorité économique du travail libre par rapport au travail servile et du même coup abandonnaient une à une certaines de leurs idées : celle des avantages sociaux du travail servile, celle des tares morales du travail salarié.

Mais cette évolution, tant économique que psychologique, ne se faisait que très lentement⁸⁰. Durant les dix-quinze années qui sui-

⁷⁶ P.S.Z., I, 6858.

⁷⁷ P.S.Z., I, 7766.

⁷⁸ P.S.Z., I, 11490.

⁷⁹ P.S.Z., I, 16924.

⁸⁰ Cette évolution a été particulièrement lente dans l'Oural, ce qui lui a valu d'être appelé par de nombreux historiens « fief du travail servile ». On peut obtenir une indication de ce qu'était cette tendance par un rapprochement de quelques chiffres relatifs aux usines des Gubin.

Travailleurs employés dans sept usines métallurgiques de Gubin à la fin du XVIII^e siècle (d'après le cinquième recensement — 1794-1796) :

Maîtres-ouvriers et manœuvres :

paysans d'État et fixés à perpétuité	344	hommes
ouvriers appartenant à Gubin	3 075	—
	3 419	—
de ce nombre — employés aux travaux		
d'usine	2 037	—
ouvriers libres	209	—

(D'après S. G. Strumilin, *op. cit.*, p. 358.)

Toutefois le nombre d'usines indiqué (sept) n'est pas sans soulever d'objection : en 1794-1796, Gubin ne possédait que cinq usines métallurgiques ainsi

virent l'interdiction de 1816 les industriels non nobles connurent encore des difficultés à se pourvoir en main-d'œuvre. Jusqu'à ce que la solution du problème vienne de l'implantation du salariat dans le marché national du travail, c'est principalement à une autre solution qu'ils eurent recours, celle du système des travailleurs de possession. Solution imparfaite mais nullement négligeable de leur point de vue, c'était d'ailleurs la seule qui leur était offerte par le Gouvernement.

Il est vrai qu'en contrepartie les propriétaires d'usines devaient consentir à admettre l'intervention de l'État dans la marche et l'organisation des entreprises. Cette concession était désagréable, mais en définitive, si on considère la mentalité sociale et les conditions historiques de l'époque et du pays, elle était relativement mineure.

En Russie, l'intervention de l'État, de droit ou de fait, ne s'exerçait pas envers cette seule catégorie sociale et n'était pas particulière à la période en question. La mentalité des contemporains semble avoir été préparée, sinon à s'en féliciter, du moins à s'en accommoder avec beaucoup de compréhension. Cette intervention fut même recherchée, sinon de façon générale et systématique comme on l'a affirmé⁸¹, du moins dans une très large mesure, et cela afin de pouvoir en tirer profit dans certaines situations ou bien pour créer, à l'avance, la contrepartie d'avantages réels ou imaginaires qu'on escomptait obtenir de l'État. Il se pourrait aussi que ce soit là une curieuse manifestation de l'idée de « service » à l'État qui façonnait les esprits depuis plus de cent ans.

De toute manière cet état de choses ne semble avoir engendré, à cette époque, ni les tensions sociales, ni les complexes psychologiques qu'on est parfois porté à y découvrir aujourd'hui.

Les dispositions de 1816 avaient pour but de consacrer une fois

que nous l'avons montré au début de notre étude. Pour une période ultérieure, un journal local mentionne qu'en 1854, aux huit usines des Gubin (groupes de la Serga et l'Ufalej) « ... on emploie des ouvriers salariés seulement aux caravanes du transport fluvial [...] et leur nombre est de 700 à 900 hommes ». *Permskie gubernskie vedomosti* (*Bulletin du gouvernement de Perm*), n° 28, 29 juin 1861 ; cité d'après F. S. Gorovoj, « O vol'nonaemnom trude na Urale vo vtoroj červerti XIX v » (*Le travail salarié dans l'Oural dans le second quart du XIX^e siècle*), *Voprosy Istorii* (*Problèmes d'Histoire*), 1953, n° 3, p. 76. On remarquera que le nombre de 209 ouvriers libres pour 1794-1796 est celui d'ouvriers employés aux travaux d'usine, tandis que celui qui se rapporte à 1854 (700 à 900) semble concerner principalement les ouvriers de transport. On pourrait en déduire que le nombre d'ouvriers libres travaillant effectivement dans ces usines n'a pas augmenté. — Il existe sur ce problème de nombreuses recherches et les opinions des auteurs sont fort partagées.

⁸¹ P. Berlin par exemple, cf. « Političeskoe prošloe russkoj buržuazii », *Vestnik Evropy*, 1914, vol. 8, pp. 313-326 ; ainsi que « Pravitel'stvo u častnyja bogatstva v Rossii », *Vestnik Evropy*, 1912, vol. 3, *passim*.

de plus la propriété seigneuriale sur la terre et sur les « âmes », de confirmer le caractère intangible des droits et privilèges de la noblesse, de lier, enfin, ces droits et privilèges, sans l'ombre d'une équivoque, à un groupe social nettement délimité et juridiquement défini. Ces intentions s'exprimaient par des démarches en vue de consolider le *statu quo* social, ainsi que par les essais conscients d'éluder certaines tendances qu'on appréhendait et qui, tout en étant faibles encore, se manifestaient déjà assez clairement. Il semble cependant que l'effet obtenu fut diamétralement opposé aux desseins poursuivis et qu'on contribua plutôt à accélérer ces tendances qu'on désirait enrayer. Les difficultés créées à la classe marchande furent, sans aucun doute, un des facteurs qui contribuèrent à ce résultat.

Le statut légal de cette classe devenait de moins en moins équivoque. L'accès aux titres de noblesse tendait à devenir de plus en plus difficile. La possession des serfs interdite ou rigoureusement restreinte, il ne restait plus aux industriels non nobles qu'à se contenter du système limitatif qui était celui des travailleurs de possession ou bien d'encourager le travail salarié.

Ils optèrent pour les deux à la fois. Le choix qu'ils firent de rechercher activement le travail salarié, marque une étape importante dans l'histoire économique de la Russie. Cette option n'allait pas de soi pour les contemporains. Naguère encore les efforts de l'« ordre » marchand étaient dirigés vers l'acquisition du droit de posséder des serfs et non pas vers l'abolition du régime servile. Les années qui suivirent 1816 marquent, à cet égard, un tournant important. Les tendances sociales et économiques nouvelles trouvent graduellement des porte-paroles issus de la noblesse libérale d'abord, de la classe marchande ensuite.

* * *

Afin de montrer que l'acquisition de paysans par les industriels non nobles ne portait pas atteinte au privilège de la noblesse et que cette acquisition différerait par sa nature de la propriété seigneuriale, un ukaz de Paul I^{er}, du 11 août 1797, avait introduit une nouvelle notion *juridique* — « la possession » (*possessiĭa*). La dénomination « paysans de possession », qui n'était pas nouvelle, reçut elle aussi une consécration légale. Sous le règne d'Alexandre I^{er} ces deux termes furent dès lors clairement définis et désignèrent l'un — un type de propriété, l'autre — une catégorie sociale aux caractéristiques particulières.

En 1811 le Ministère des Finances, nouvellement créé, établit, dans le cadre des réformes qu'il inaugurerait, une distinction fonda-

mentale dans la définition du statut légal des usines⁸² qu'il classa en deux catégories :

1° Les usines dites de propriété ;

2° Les usines dites de possession.

A la première catégorie appartenaient les usines que leur propriétaire détenait (du point de vue juridique) en raison de titres de noblesse et qui ne recevaient, sous aucune forme, des fournitures de l'État. Les paysans qui y travaillaient étaient, de droit et de fait, des serfs et appartenaient au propriétaire en vertu du « droit seigneurial » (*na polnom vladel'českom prave*).

A la seconde catégorie étaient rattachées les usines dont les propriétaires recevaient du Trésor soit des paysans, soit des terres, des forêts, des mines, etc., et aussi celles des propriétaires qui, tout en n'ayant pas des titres de noblesse, avaient obtenu l'autorisation de posséder des usines où des serfs étaient fixés.

Les usines du groupe de la Serga appartenaient à la catégorie des usines de possession. Les terres étaient bien la propriété des Gubin, mais à partir de 1816 la main-d'œuvre déficitaire leur était fournie par le Trésor. Les paysans, ainsi rattachés à ces usines, étaient donc des paysans de possession. Ils se distinguaient des serfs du fait qu'ils n'appartenaient pas à la personne du propriétaire de l'usine, mais qu'ils étaient liés à l'usine même et fixés à elle. Il en découlait que les droits du propriétaire à leur égard étaient limités par plusieurs restrictions ; parallèlement, les droits des paysans s'en trouvaient élargis dans une certaine mesure ; enfin, les prérogatives de l'État d'intervenir dans la marche des usines étaient légalement établies.

Cette situation était concrétisée dans les dispositions suivantes :

1° Les paysans de possession ne pouvaient être aliénés séparément de l'usine à laquelle ils étaient fixés : ils ne devaient être vendus, loués, affranchis ni même transférés d'une usine à une autre.

2° Les industriels non nobles qui simulaient la création d'usines afin d'acheter des domaines et d'acquérir des paysans de possession étaient passibles de la confiscation de ces domaines qui revenaient alors au Trésor.

3° Un maximum était fixé quant au nombre de paysans de possession qu'un propriétaire pouvait avoir dans chacune de ses usines.

4° La part du nombre total des paysans de possession qui pouvait être employée aux travaux de l'usine était expressément déterminée.

⁸² Sur les détails de cette réorganisation, concernant plus directement l'industrie ouralienne et l'Administration des Mines, voir *infra*, note 11 (*in fine*) du commentaire des textes.

5° Il était interdit de charger ces paysans d'exécuter des travaux, hors de l'usine, au profit du propriétaire.

6° Les paysans de possession avaient droit de porter plainte contre le propriétaire de l'usine à laquelle ils étaient fixés (tandis que ce droit était refusé aux serfs des domaines et usines privées et de « droit seigneurial »).

7° Il était formellement interdit de faire recruter pour l'armée des paysans de possession à la place de serfs.

8° Les filles et les veuves de paysans de possession étaient libres de se marier avec des hommes qui ne dépendaient pas du propriétaire de l'usine, et n'avaient pas à obtenir son autorisation.

Les travailleurs de possession, auxquels s'appliquaient ces dispositions générales, étaient, à leur tour, subdivisés en deux catégories, selon le mode dont le propriétaire les avait obtenus :

a) les travailleurs fournis par le Trésor et dénommés pour cette raison « hommes du Trésor » (*kazennye ljudi*) ;

b) ceux qui étaient asservis antérieurement à l'usine ou avaient été acquis avec elle en vertu du « droit d'usine » (*zavodskoe pravo*) lorsque celle-ci avait été achetée après l'entrée en vigueur des présentes dispositions.

Outre les dispositions qui s'appliquaient uniformément aux deux catégories, il existait aussi des règlements particuliers pour chacune d'elles. Parmi les différences qui en découlaient, certaines étaient minimales, d'autres assez importantes.

La catégorie des « hommes du Trésor » ne se rencontrait guère que dans les grandes usines privées de l'Oural, telles les usines de Gubin, Jakovlev, Solomirskij, Turčaninov et Tatarinov. D'après le dixième recensement (1857-1859) de la population de l'Empire 26 754 hommes étaient dénombrés dans cette catégorie.

Aux usines du groupe de la Serga, la majorité des paysans appartenaient à la catégorie des « hommes du Trésor » au nombre desquels figuraient presque tous les ouvriers des meules et ceux qui travaillaient avec un cheval. Il restait une minorité comprenant les ouvriers acquis avec l'achat des usines, les paysans achetés, avant la loi de 1816, dans différentes régions de la Russie et transférés à ces usines et enfin les travailleurs libres.

Les « hommes du Trésor » des usines de Gubin, comme ceux qui étaient rattachés aux autres usines privées, devaient être traités, théoriquement, dans les mêmes conditions que les paysans travaillant aux usines de l'État. Le montant des salaires qu'ils recevaient était établi selon les tarifs de l'État et ne devait pas être inférieur à celui qu'on payait aux ouvriers employés aux usines de l'État. Ils avaient droit également à l'alimentation gratuite et devaient recevoir au moins deux dessiatines de prairies.

Les paysans, acquis en vertu du « droit d'usine » (*zavodskoe pravo*), étaient « asservis à l'usine » (*kreпки zavodu*) et non au propriétaire de l'usine ; juridiquement ils faisaient partie de l'usine même et, théoriquement, ils ne pouvaient en être séparés d'aucune manière ni sous aucun prétexte. D'après le dixième recensement leur nombre s'élevait à 119 610 hommes.

Ces ouvriers devaient être employés seulement aux travaux de l'usine ; le montant de leurs salaires était fixé par le propriétaire de l'usine qui, d'autre part, n'était pas tenu à leur fournir l'alimentation. Les impôts qu'ils devaient à l'État étaient versés, comme pour les « hommes du Trésor », par le propriétaire de l'usine.

Les possesseurs d'usines de toutes catégories étaient obligés d'aménager des magasins à grains et de disposer de réserves alimentaires, en cas de disette, pour toutes les catégories d'ouvriers et de paysans employés à leurs usines ; ils devaient entretenir des hospices pour les vieillards et les pauvres, des hôpitaux et des écoles, enfin mettre à la disposition de la collectivité paysanne (du *mir* lorsqu'il en existait un) des prés et des prairies.

Il est vrai que, dans la pratique, le montant des salaires, la longueur de la journée de travail, la grandeur des tâches, etc., étaient déterminés par le propriétaire pour *toutes* les catégories de travailleurs. De même, les obligations prescrites par les textes législatifs n'étaient pas généralement ni intégralement observées. Cependant, l'État pouvait intervenir dans l'organisation interne des usines, modifier leurs règlements ou en introduire de nouveaux, déterminer les conditions de travail et de rémunération, donner suite aux requêtes des paysans et ouvriers et avoir un rôle (qui n'était pas toujours partiel unilatéralement) dans l'élaboration des rapports entre les travailleurs et le propriétaire.

En cas d'emploi irrégulier de la main-d'œuvre par la direction de l'usine, l'État pouvait mettre cette dernière sous la tutelle du Ministère des Finances et de l'Administration des Mines ; en cas d'infractions graves et répétées, l'usine pouvait être confisquée au profit du Trésor. Loin d'être de vaines menaces, ces mesures faisaient partie de celles que l'État entendait appliquer, non seulement pour affirmer son autorité, mais également parce que le Trésor n'y perdait rien. Les exemples de cette politique ne manquent pas au cours du XIX^e siècle⁸³.

⁸³ Nombreux cas de prise sous tutelle : usines des héritiers de Gubin, de Batašev, de Gusev, de Jakovlev, etc., souvent en vertu de la loi qui prescrivait la tutelle si les héritiers n'arrivaient pas à s'entendre sur les modalités de partage dans un délai de deux ans après la mort du propriétaire (*P.S.Z.*, I, 16327). Les cas d'usines confisquées sont moins nombreux mais ils existent néanmoins : celles de Porecki (1764), de Turčaninov (1822), etc. Cf. Sigov, *op. cit.*, pp. 194-195.

En conclusion, il ressort clairement que le Gouvernement ne considérait pas les paysans de possession comme des serfs mais plutôt comme une catégorie intermédiaire entre ces derniers et les paysans de l'État. Il n'entendait pas renoncer à son droit de participer à la direction de leur travail et à l'élaboration de leurs conditions de vie. Ces caractéristiques sont plus prononcées pour les « hommes du Trésor », moins pour les ouvriers acquis en vertu du « droit d'usine ». De même, l'État maintenait son droit de regard dans les affaires intérieures des usines privées. Il appartenait au Ministère des Finances de veiller à la réalisation de ce droit, dont l'application effective dans l'Oural était confiée à la Direction des Mines qui relevait de ce Ministère⁸⁴.

2. *Les revendications des ouvriers et des paysans.*

Les revendications des ouvriers et des paysans travaillant dans l'industrie métallurgique se présentent, au cours de la première moitié du XIX^e siècle, sous différentes formes : pétitions et requêtes, envois de délégations, arrêts de travail, grèves perlées avant la lettre, émeutes. Les pétitions sont adressées, en premier lieu, à la direction de l'usine, mais aussi, très souvent, au représentant le plus proche de la Direction des Mines — à Perm ou à Ekaterinbourg. Il arrive assez fréquemment qu'un ou plusieurs paysans se mettent en route pour Saint-Petersbourg dans l'espoir de remettre à l'Empereur leurs doléances laborieusement rédigées. Mais ces cas sont plus rares qu'au XVIII^e siècle et la mentalité qui les inspire semble être déjà légèrement différente. On est encore très loin de la journée du samedi 22 janvier 1905 qui sera l'épilogue de cette évolution psychologique des ouvriers et paysans russes, mais un changement est déjà amorcé.

Les paysans usent fréquemment du droit de porter plainte contre le propriétaire et se rendent compte que l'instance à laquelle il est utile de s'adresser est la Direction des Mines. Cette opinion est renforcée chez eux par des faits observés dans la vie courante, car l'intervention de la Direction des Mines et de ses fonctionnaires a souvent pour but de brimer les propriétaires des usines et parfois pour résultat d'améliorer la situation des paysans.

Les causes des nombreuses réclamations paysannes et ouvrières sont à première vue très variées. A la revendication constituant le fond de chaque requête viennent se greffer des éléments purement fortuits et la relation d'incidents qui, normalement, ne font pas partie des objets de litiges sociaux entre patrons et ouvriers. Parfois

⁸⁴ Cf. *infra*, note 14 du commentaire des textes.

les paysans introduisent, dans leurs requêtes, des observations ou des protestations à propos de faits qui ne les concernent que de très loin et on voit difficilement leurs mobiles ou les buts qu'ils poursuivent. En fait, le plus souvent, ces faits n'ont rapport ni au contentieux spécifique ni à la sphère des problèmes d'intérêt commun à l'administration et aux travailleurs.

Il semble, ce n'est là qu'une impression, que le paternalisme des propriétaires avait son pendant chez les paysans et qu'il s'exprimait, précisément, dans cette façon de voir. Adoptant eux aussi les règles de l'action paternaliste qui s'immisçait dans chaque détail de leur vie, les paysans jugeaient bon, avec quelque naïveté, d'exprimer leur souci pour la bonne marche technique et administrative de l'usine ou de commenter la vie privée des fonctionnaires et même du propriétaire. D'ailleurs, ces derniers n'en étaient nullement surpris, semble-t-il, pas plus que les fonctionnaires de l'Administration des Mines qui recevaient les doléances.

En dépit de cette diversité, il est possible de classer ces revendications en quelques catégories principales, d'après leur contenu essentiel. En examinant les seuls cas qui se sont produits aux usines des Gubin entre 1800 et 1830 on obtiendrait des exemples représentatifs des principales d'entre elles.

En 1803, les paysans de l'usine d'Ufalejsk envoient une lettre de doléances à Élisabeth Alekseevna, épouse d'Alexandre I^{er}. Ils se plaignent des mauvais traitements qui leur sont infligés par la direction de l'usine.

En 1803 également, cent soixante-sept paysans inscrits à cette même usine protestent contre l'ordre qui leur est intimé de se transférer aux usines d'Avzjano-Petrovsk. Ils exposent leurs griefs dans une nouvelle requête adressée à Élisabeth Alekseevna et demandent qu'il leur soit permis de retourner dans leur village (ils écrivent : « dans notre pays » — « *otečestvo* ») et d'y obtenir le statut de paysans de l'État.

Il faut dire que ce transfert à Avzjano-Petrovsk devait être, pour ces paysans, le second de ce genre en moins de cinq ans. En effet, achetés par Gubin en 1795 dans la région de Nižnij-Novgorod⁸⁵, ils

⁸⁵ « Requête des paysans du gouvernement de Nižnij-Novgorod, transférés par Mihajl Gubin à l'usine d'Ufalejsk, adressée à l'impératrice Élisabeth Alekseevna. Mars 1803 », dans *Rabočee dviženie*, I, 1^{re} partie, doc. 19, pp. 160-168. Dans ce curieux document les paysans relatent un épisode qui jette quelque lumière sur Mihajl Gubin. Ces paysans vivaient dans le village d'Uspenskoe (le même où était située la fabrique de poudre de Gubin), dans le district de Semenov, gouvernement de Nižnij-Novgorod. Serfs appartenant à Maria Izmajlova (au nombre de 8 240 hommes et 976 femmes) ils furent vendus en 1795 à Mihajl Gubin pour la somme de 75 000 roubles. Gubin devait recevoir également une part du domaine qu'ils cultivaient. Comme il ne pouvait légalement devenir possesseur ni du domaine, ni des

sont contraints, quatre ans plus tard, de quitter définitivement leurs foyers pour s'installer à l'usine d'Ufalejsk située à quelque 1 500 verstes de leur village d'origine. A la suite de cette migration ils perdent la presque totalité de leurs biens. Arrivés à Ufalejsk après une longue marche, ils réussissent à s'installer, construire leur maison, acquièrent quelque bétail⁸⁶. Le départ pour un nouveau gîte, près d'une usine située dans le gouvernement éloigné d'Orenbourg, aurait ruiné ces paysans et les aurait obligés à endurer une seconde fois les difficultés d'une installation⁸⁷.

Une situation analogue se produit, entre 1805 et 1807, parmi les paysans tatares et mares du district de Krasno-Ufimsk qui sont dirigés sur les usines de Serginsk en qualité de paysans inscrits d'abord, en tant que paysans définitivement fixés ensuite. La raison de ces troubles est, comme dans le cas précédent, le refus des paysans

paysans, il chercha un homme de paille pour effectuer la transaction. Le colonel Ivan Polibyn se laissa persuader et l'achat se fit à son nom après quoi Gubin ordonna de transférer les paysans à ses usines de l'Oural. C'est à ce moment qu'ils présentèrent une première requête à l'impératrice Ekaterina Alekseevna. Le 25 janvier 1798 Paul I^{er} approuva les résultats de l'enquête effectuée par le Deuxième Département du Sénat et ordre fut donné de confisquer la propriété en question et de la rattacher aux domaines de l'État. En raison de cet achat illégal, Gubin se voyait infliger, outre la confiscation de la propriété, une amende du montant de la somme stipulée dans les actes de transaction. Cependant, ces décisions furent cassées par le Procureur Général. Peu après fut promulgué l'ukaz annulant les interdictions qui frappaient les marchands et leur permettant d'acheter des paysans avec ou sans terre, pour leurs usines et fabriques. Cet ukaz a été arrêté « pour complaire à Gubin », affirment naïvement les paysans. Par un côté ils touchaient de près à la vérité, puisque les bénéficiaires de cet ukaz étaient bien les confrères de Gubin, de l'ordre des marchands.

⁸⁶ Cf. « Rapport du Ministre des Finances A. I. Vassilev à Alexandre I^{er}, 16 décembre 1803 », dans *Rabočee dviženie*, I, 1^{re} partie, doc. 20, pp. 169-170 ; « Rapport de la Direction des Mines d'Ekaterinbourg au Collège des Mines, 24 avril 1805 », *ibid.*, doc. 21, pp. 170-175 (et plus spécialement pp. 171, 174).

⁸⁷ Les détails de cette histoire sont relatés dans les documents suivants : « Rapports du Gouverneur Général de Perm et Vjatka, K. F. Moderach au Ministre de l'Intérieur V. P. Kočubej, 17 août 1805 », *Rabočee dviženie*, I, 1^{re} partie, doc. 22, pp. 175-176 ; Rapport du 29 août 1805, *ibid.*, doc. 23, pp. 176-178. « Rapport du Directeur des Mines d'Ekaterinbourg au Collège des Mines, 18 juin 1806 », *ibid.*, doc. 24, pp. 178-182. « Verdict de la Chambre criminelle du Tribunal d'Orenbourg, 27 mars 1807 », *ibid.*, doc. 25, pp. 183-186. Ce verdict vient clore l'affaire dite des « transférés ». Il fixe à Ufalej la résidence définitive de 145 paysans et de leurs familles et leur interdit de retourner à leur village. Vingt-deux paysans et leurs familles doivent subir un second transfert d'Ufalej aux usines d'Avzjano-Petrovsk. Des punitions corporelles sévères sont prescrites pour les paysans qui feraient preuve d'insoumission. Le paragraphe 5 du verdict stipule : « Faire payer par le propriétaire de l'usine Gubin tous les frais causés au Trésor, quel que soit leur montant, par l'envoi du détachement militaire destiné à réprimer les paysans insoumis, étant donné que lui, Gubin, et son intendant Naumov, ont perpétré nombre d'actes qui furent parmi les causes de la débauche des paysans », *ibid.*, p. 184.

de se livrer à des déplacements constants du village à l'usine, et d'usine à usine.

En 1810, cent cinquante paysans recrutés et envoyés aux usines d'Avzjanov-Petrovsk protestent contre les conditions de travail trop dures et les retards apportés au versement de leurs salaires.

En juin 1821, les paysans de ces mêmes usines se plaignent, devant le tribunal de Sterlitamak, de la diminution de leurs salaires et des vexations qu'ils subissent de la part de l'intendant et du directeur de l'usine⁸⁸.

1818-1821 : les maîtres ouvriers de Nižne et Verhne-Serginsk présentent des pétitions à l'Inspecteur des Mines de Perm où ils se plaignent des travaux excessivement durs dont les charge la direction de l'usine ainsi que des brutalités des contremaîtres.

Le 4 juin 1822, les maîtres ouvriers de Nižne et Verhne-Serginsk remettent à l'Inspecteur des Mines de Perm une pétition dans laquelle ils indiquent que la nourriture qui leur est distribuée est insuffisante et que leurs salaires sont trop bas. C'est à la suite de ces protestations répétées que la Direction des Mines de l'Oural prend la décision d'appliquer aux usines de Serginsk les Statuts de l'État de Goroblagodat' concernant les conditions de travail, l'entretien et la rémunération des paysans⁸⁹.

Du 15 avril 1823 jusqu'à la fin du mois de juin, divers incidents ont lieu à Nižne et Verhne-Serginsk où cent trente-sept ouvriers définitivement fixés revendiquent la diminution des tâches imposées à l'abattage des arbres⁹⁰.

Du 23 au 29 août 1829 (textes inclus plus loin), des maîtres ouvriers et des paysans de Nižne et Verhne-Serginsk s'agitent et exigent que soient appliqués les statuts de l'État de Goroblagodat' qui auraient dû l'être depuis 1822. Cette revendication est un peu particulière dans la liste des requêtes et doléances. Ce qui la distingue des autres c'est précisément son côté positif, c'est-à-dire la réclamation des Statuts de l'État. Quant à son côté négatif, il n'est pas très différent des cas cités précédemment : bas salaires, nourriture insuffisante, conditions pénibles de travail, mécontentement diffus, exprimé précisément par l'exigence que soient appliqués les Statuts de l'État de Goroblagodat'. La doléance concernant la rémunération des ouvriers aux meules et de ceux travaillant avec un cheval, est mieux définie ainsi que la grandeur des tâches qu'ils

⁸⁸ Cf. documents 159, 160 et 161, *Rabočee dviženie*, I, 1^{re} partie, pp. 594-615.

⁸⁹ Sur le district minier et industriel de Goroblagodat' ainsi que sur les Statuts de l'État qui y étaient appliqués, voir *infra*, note 5 du commentaires des textes ; ainsi que les extraits du *P.S.Z.*, IV, 2889, et les notes qui s'y rapportent.

⁹⁰ Voir *Rabočee dviženie*, I, 1^{re} partie, documents 183, 184 et 185, pp. 708-713.

étaient tenus d'accomplir. Un épisode relatif au comportement de ce groupe d'ouvriers fait l'objet du second texte publié plus loin.

Un document ultérieur relate qu'à la suite de ce mouvement à Nižne et Verhne-Serginsk, le Deuxième Département de la Direction des Mines décida d'y appliquer effectivement les Statuts de l'État de Goroblagodat' qui, d'autre part, devaient être étendus aux ouvriers définitivement fixés de toutes les usines du groupe de la Serga⁹¹.

Entre 1800 et 1830 on relève donc onze cas de troubles⁹² dans trois groupes d'usines⁹³ de l'Oural appartenant aux Gubin, dont quatre cas pour le seul groupe de la Serga⁹⁴.

Le mouvement du mois d'août 1829 des maîtres ouvriers et des paysans de Nižne et Verhne-Serginsk, qui fait l'objet des textes que nous présentons, est précédé de mouvements semblables dans d'autres usines⁹⁵, mais rien n'indique qu'il existe un lien quelconque entre eux.

Michaël CONFINO.

(de l'Université de Jérusalem).

Paris, juillet 1959.

⁹¹ « Rapport du Directeur Général des Mines de l'Oural P. I. Porozov au Ministre des Finances E. F. Kankrin, 24 avril 1841 », *Rabočee dvizhenie*, I, 2^e partie, p. 267.

⁹² 1800 : Ufalejsk ; 1803 : Ufalejsk ; décembre-mars 1806 : Ufalejsk et Avzjano-Petrovsk ; 1806 (pas plus tard que le 1^{er} juillet) : Avzjano-Petrovsk ; mars 1810 : Avzjano-Petrovsk ; 1818-1821 : Nižne et Verhne-Serginsk ; 28 mai-12 juin 1821 : Avzjano-Petrovsk ; 4 juin 1822 : Nižne et Verhne-Serginsk ; 1822 : Avzjano-Petrovsk ; avril-15 juin 1823 : Nižne et Verhne-Serginsk ; 23-29 août 1829 : Nižne et Verhne-Serginsk.

⁹³ 8 usines de 1800 à 1808 ; 9 de 1808 à 1818 ; 10 de 1818 à 1826 ; 8 de 1826 à 1830.

⁹⁴ Un cinquième cas aux usines de Nižne et Verhne-Serginsk est signalé en mai 1833 (plaintes sur les conditions de travail trop dures) ; puis un autre en juin 1841 (protestations contre versement irrégulier des salaires).

⁹⁵ Trois cas dans la première moitié de l'année 1828 dans les industries textiles du centre de la Russie ; un cas dans l'Oural : parmi les paysans de l'usine de Jurezan-Ivanovsk (gouvernement d'Orenbourg), appartenant à la princesse Beloselskaja-Belozerskaja (sept. 1828-août 1829).

L'ART RUSSE VU PAR LA CRITIQUE FRANÇAISE

Voici bientôt cent ans que parut en France la première étude sur l'art russe faite par un étranger. Le livre de Viollet-le-Duc : *L'Art russe, ses origines, ses éléments, son apogée, son avenir*¹, ne fut point le fruit d'un caprice passager. Il répondait à la vaste curiosité que ce connaisseur de l'architecture portait au domaine général des arts et à son désir d'évaluer la contribution des différents pays à l'évolution artistique du Moyen Age. Il est vrai que Viollet-le-Duc n'a jamais fait de séjour en Russie et qu'il n'a donc pu ni voir ni étudier personnellement les monuments de l'architecture russe. Nombreuses furent, par conséquent, parmi ses interprétations celles que les auteurs russes discutèrent et réfutèrent dès qu'une traduction russe leur eut fait connaître l'ouvrage. Néanmoins, le livre continue à constituer le précieux témoignage d'un intérêt vis-à-vis de l'art russe qui se manifesta en France à une époque où l'Europe occidentale ignorait à peu près tout de la question.

¹ E. Viollet-le-Duc, *L'art russe, ses origines, ses éléments, son apogée, son avenir*, Paris, 1877. Traduction russe, Moscou, 1879.

La connaissance que l'Occident a de l'art russe est encore sommaire. On doit souhaiter très vivement que des publications mettent à la portée des chercheurs un matériel d'information difficilement accessible, que les travaux critiques des historiens d'art russes fassent l'objet d'une meilleure diffusion et, bien entendu, plus encore que, dans la mesure du possible, des expositions présentent au public les œuvres les plus remarquables de la peinture, de la sculpture et de l'art populaire russes. Une exposition de l'art russe est justement prévue pour une date prochaine à Paris et il nous a paru intéressant de demander au professeur Michel Alpatov, de l'Académie des Sciences de Moscou, un article sur la manière dont se pose actuellement, du côté russe, le problème de l'appréciation par l'Occident des œuvres de l'art de son pays. Ce texte permet de mieux comprendre l'étendue et l'intérêt de l'effort de rapprochement qui s'impose de part et d'autre en vue d'une intégration nécessaire pour l'histoire de l'art universel d'un domaine jusqu'ici trop négligé. On souhaite vivement que ces Cahiers puissent servir de cadre à l'échange de vues qu'appellent ces initiatives. (N.D.L.R.)

A l'heure actuelle, tout Français désireux de faire connaissance avec l'art russe a la possibilité de trouver une très riche source d'information dans les deux volumes de Louis Réau, parus, sous le titre de *L'Art russe*, il y a une quarantaine d'années². Contrairement à Viollet-le-Duc, Réau fonda son ouvrage sur des impressions personnelles. Il avait vécu en Russie, connaissait bien la langue de ce pays et il chercha à s'appuyer non plus seulement sur les auteurs français qui l'ont précédé (en dehors de Viollet-le-Duc, il y eut dans la *Gazette des Beaux-Arts*³, quelques articles de Denis Roche sur des peintres russes et un livre de L. Hauteceœur sur l'architecture russe du XVIII^e siècle⁴), mais aussi sur des ouvrages russes qui sont ainsi entrés dans sa vaste bibliographie.

La publication du livre de Louis Réau attira l'attention du public russe lui-même. Car, même en russe, il n'existait pas jusqu'alors de pareil ouvrage d'ensemble comprenant aussi bien l'art ancien que celui des temps modernes et allant jusqu'à l'année 1917. Il va de soi que ce livre intéressa surtout le lecteur russe parce qu'il lui permit de connaître l'opinion d'un auteur français sur son art national et de surprendre l'état d'esprit d'un homme qui, contemplant cet art du point de vue occidental, avait pour premier objectif de rendre compte à ses propres compatriotes de l'originalité des créations artistiques du peuple russe. Le livre de Louis Réau séduit autant par la clarté de sa construction et la largeur de ses vues que par son aspiration à embrasser non seulement les phénomènes du premier ordre mais aussi les faits de série.

En effet, l'auteur français ne se borna pas à étudier le « grand art », mais il s'appliqua à présenter également l'art appliqué des paysans qui était alors déjà connu en Occident et y suscitait un vif intérêt⁵. Il est vrai qu'il limita essentiellement sa science à des manifestations populaires tardives et qu'il semble avoir ignoré celles des temps plus reculés. Mais, en tout cas, il a bien vu que la production des maîtres populaires porte le sceau d'une très haute qualité et que, bien plus qu'en Occident, elle a gardé la pureté d'un style original. On peut citer en exemple, pour ce qui concerne, disons, la ferronnerie, les torchères qui servaient à éclairer les *isbas* russes, et dont les formes sont simples, sobres et solides tout en étant belles par le rythme et

² Louis Réau, *L'art russe*. Vol. I : *Des origines à Pierre le Grand* ; vol. II : *De Pierre le Grand à nos jours*, Paris, 1921-1922.

³ D. Roche, « Un peintre petit russe à la fin du XVIII^e siècle : Borovikovski », *Gazette des Beaux-Arts*, 1906, II, pp. 367, 485 ; « Un portraitiste petit russe au temps de Catherine : Levitski », *Gazette des Beaux-Arts*, 1907, I, p. 494, II, p. 318.

⁴ L. Hauteceœur, *L'architecture classique à Saint-Petersbourg à la fin du XVIII^e siècle*, Paris, 1912.

⁵ L. Réau, *op. cit.*, II, p. 246.

le dessin. L'artisanat populaire russe — sculpture, broderie, ornementation — et l'art de l'ustensile présentent des qualités artistiques qui ne peuvent être négligées par l'histoire de l'art russe.

Il n'y a rien d'étonnant à ce que le livre de Louis Réau se trouve, de nos jours, dépassé dans beaucoup de ses aspects. La plupart des thèses erronées de l'auteur s'expliquent par le fait qu'il s'appuyait lui-même sur certaines hypothèses de la science russe qui furent renversées plus tard. Tout l'art ancien des ^{XI^e} et ^{XII^e} siècles russes, par exemple, est envisagé ici comme byzantin par sa substance et la création des maîtres locaux qui, à cette époque déjà, s'éloignaient sensiblement des canons byzantins est totalement ignorée. Réau n'a point connu les plus anciens monuments de l'art des icônes qui remontent au ^{XII^e}-^{XIV^e} siècle et dont la plupart ne furent retrouvés qu'après la publication de son ouvrage. Il ne connaissait pas davantage les œuvres de Théophane le Grec. Les maîtres moscovites, tels qu'André Roublev et Dionisios sont traités par lui en tant que représentants de l'école de Novgorod, en accord du reste avec une opinion fort répandue chez les historiens. Dans son exposé historique de l'architecture russe du ^{XVIII^e} et du ^{XIX^e} siècles, Réau limite son investigation à Moscou et à Saint-Pétersbourg, passant totalement sous silence la province, bien que la contribution de cette dernière ait compté beaucoup de réalisations remarquables.

Il serait injuste, après tant d'années, de reprocher à l'auteur l'ignorance de documents et de données objectives qui, à l'époque, n'étaient point entrés dans le domaine des connaissances générales. Cependant, l'œuvre de Réau porte la trace de défauts qui ne résultent pas uniquement d'une absence d'information mais qui sont la conséquence de l'idée générale que l'auteur se fait de l'art russe, et comme certaines de ses thèses ont pris solidement racine en France et qu'elles y constituent encore aujourd'hui un obstacle à une juste appréciation de l'art russe, il y a lieu de s'arrêter sur elles avec une attention particulière.

En rendant compte à ses compatriotes des particularités de l'art russe, Réau donna le plus d'importance aux faits qui sont proches de ceux qu'il avait l'habitude de trouver dans l'art national de son propre pays. La spécificité de l'art russe ne l'intéresse que secondairement et il y voit essentiellement une déviation par rapport à la norme esthétique qui lui sert de critère pour juger l'art français. Dans la plupart des cas, par conséquent, cette déviation lui apparaît comme un élément négatif. D'autre part, bien que notre auteur ait invoqué dans son ouvrage certains faits de l'histoire générale de la Russie, il n'a jamais tenté d'établir une liaison entre la spécificité de l'art russe et le destin historique du pays et du peuple russe. C'est ainsi que, tout à fait arbitrairement et en dehors de toute considéra-

tion de la vie sociale et culturelle de ce pays, il a posé en principe que la date de 1840 constitue un tournant décisif pour l'art russe. Jusqu'à cette date, d'après lui, l'art moderne russe aurait conservé des liens de dépendance vis-à-vis de l'Occident, tandis qu'après elle il s'en serait entièrement libéré. En réalité, cette dépendance à l'égard de l'Occident n'excluait nullement une certaine autonomie de l'art russe même avant 1840 et, d'autre part, même après cette date, il y eut encore des artistes russes, qui en dépit de l'émancipation générale de l'art national, continuèrent à s'appuyer sur l'expérience des écoles occidentales.

La partie introductive du livre de Louis Réau, qui apporte une appréciation générale de l'art russe, est des plus contestables. Partant du fait, universellement reconnu, que la réforme de Pierre le Grand imposa un brusque changement d'orientation à toute la culture russe, l'auteur français nie l'existence en Russie d'une tradition artistique permanente, bien que cette tradition s'y soit manifestée à un degré non moindre qu'en France ou en Allemagne où l'on constate autant qu'en Russie, à la limite du Moyen Âge⁶ et des temps modernes, au moment de l'engouement pour l'Antiquité, un brusque bouleversement. Réau n'admet comme caractéristique de l'art russe que le décalage dans le temps qui a existé habituellement entre cet art et tous les styles et courants artistiques de l'Europe, en un mot, que le retard sur la mode. Ce disant, Réau ne s'aperçoit nullement que, souvent, les artistes russes se refusaient simplement à adopter d'emblée certaines tendances de l'art occidental ou bien qu'ils anticipaient parfois sur l'Occident, ou enfin, que l'évolution de l'art russe présentait déjà par sa marche particulière une spécificité. Lorsque Réau ne retrouve pas dans l'art russe de goût français, il a tendance à proclamer l'absence de toute espèce de goût chez les maîtres russes⁷. Il ne leur accorde même pas ce zèle persévérant qui d'après lui constitue un des grands mérites des artistes allemands (tout en oubliant, si étrange que cela puisse paraître, l'effort surhumain d'un Alexandre Ivanov qui mit vingt ans à créer un seul tableau pour lequel il exécuta six cents études, ce qui, pour l'époque, peut compter comme un modèle de rigueur exigeante).

⁶ Il ne faut pas perdre de vue que pour un Russe, la notion de Moyen Âge comprend tout le ^{xvii}e siècle et parfois la première moitié du ^{xviii}e. La Russie, d'ailleurs, ne connaît pour sa propre histoire que deux époques distinctes : l'ancienne Russie jusqu'à Pierre le Grand, et la Russie moderne, depuis Pierre jusqu'à nos jours. (*Note du trad.*)

⁷ C. Danilowicz, dans son article « L'exposition russe », *L'Art et les Artistes*, IV, octobre 1906-mars 1907, p. 320, a devancé L. Réau, en insistant sur le « manque de sens esthétique, manque de culture esthétique » dans l'art russe.

La partialité de l'auteur s'exprime également dans l'appréciation des réalisations les plus saillantes de l'art russe. Tout le monde sait que, même de nos jours, les hôtes de passage considèrent Léninegrad comme une des plus belles villes des temps modernes, remarquable en particulier par ses grands ensembles architecturaux du XVIII^e et du début du XIX^e siècles. Réau, cependant, trouve que l'architecture classique de Saint-Pétersbourg cadre mal avec le site naturel de cette ville⁸. Il s'appuie dans sa critique sur l'opinion du marquis de Custine, bien que ce brillant polémiste n'ait point fait autorité dans le domaine de l'art. On voudrait attirer ici l'attention ne fût-ce que sur le spectacle qu'offrent la colonne d'Alexandre et le Palais d'Hiver vus à travers l'Arc de l'État-Major. Il est impossible de trouver dans d'autres capitales de l'Europe un modèle à ce paysage architectural de Saint-Pétersbourg. Il fonde harmonieusement en une unité organique deux styles différents ; la solennelle pompe officielle de la place ne contredit point le tracé fonctionnel du plan. Le passant est d'abord frappé par la présence dans l'architecture de Léninegrad de tous les styles variés du XVIII^e et du XIX^e siècle, mais un spectateur averti par une connaissance plus profonde et plus prolongée de la ville y saisira un *style spécifique*, un visage architectural inimitable.

Il va de soi qu'un observateur étranger peut difficilement comprendre et apprécier les particularités artistiques d'un pays autre que le sien. Nous savons très bien qu'un grand nombre d'auteurs qui ont essayé de définir « l'âme » de tel ou tel autre peuple, sont souvent tombés dans l'erreur. Réau a évité cet écueil mais il a néanmoins singulièrement appauvri l'image de l'art russe en lui refusant ses fondements nationaux.

Toute autre a été la position en face de l'art russe d'Henri Focillon dont le livre est consacré à la peinture du XIX^e siècle en général. Il est vrai qu'il n'a réservé aux peintres russes qu'une place très modeste. Mais il a très justement décelé dans Alexandre Ivanov un grand maître qui, d'après sa propre expression, était « sorti du cœur même de la vieille Russie ». Il fut frappé par l'aspect novateur des « esquisses bibliques » d'Alexandre Ivanov et il a noté dans ses paysages des recherches sur le plein air, qui, ajoutons-le de notre part, ont anticipé sur les réalisations postérieures de Claude Monet et de ses contemporains. En ce qui concerne Venezianov, Focillon souligne, sans nécessité nous semble-t-il, que celui-ci fut un contemporain d'Isabey, mais il trace, par ailleurs, très justement, un parallèle entre les tableaux poétiques de la vie paysanne faits par le

⁸ L. Réau, *op. cit.*, II, p. 106. Le goût classique qui a sa racine en Russie dans la tradition de plusieurs siècles, fut expliqué par l'auteur par le tzarisme, qui aurait introduit par force des colonnades classiques.

peintre russe et les remarquables réalisations du même genre de Louis Le Nain⁹.

Somme toute, les travaux de Réau et les chapitres de Focillon épuisent ce qui a été écrit, en France, de nos jours, sur l'art russe¹⁰. Dans un livre plus récent et dans des chapitres consacrés à l'art russe de l'*Histoire de l'Art* d'André Michel, Réau s'est contenté de donner des abrégés de son premier ouvrage en deux volumes¹¹. Il faut noter qu'entre-temps d'autres travaux sur l'art russe sont parus dans d'autres pays de l'Europe occidentale, en Allemagne¹², en Angleterre¹³, en Italie¹⁴ et en Amérique¹⁵. En France, en revanche, après Louis Réau, personne n'affronta plus la charge de faire un ouvrage d'ensemble. Il ne parut plus que des publications monographiques sur certains monuments de l'art russe¹⁶. C'est ainsi qu'il y eut, en France, une publication des fresques de l'église novgorodienne de Nereditza, de 1119 (que l'on qualifia de byzantines bien que ces travaux, qui ont été détruits pendant la dernière guerre, aient été exécutés par des maîtres de Novgorod)¹⁷. Enfin, tout récemment, parut en français un album¹⁸ de l'Unesco, sous le titre *Les icônes anciennes russes*, édition officielle et luxueuse dans laquelle, malheureusement, les coloris luisants sont déformés et le choix des pièces fait quelque peu au hasard¹⁹. Certes, pour ce qui est des notions générales sur l'histoire de l'art russe, le lecteur français peut en trouver dans les ouvrages d'ensemble qui traitent

⁹ H. Focillon, *La peinture au XIX^e siècle*, Paris, 1927, pp. 422-423. Par contre Danilowicz, *op. cit.*, p. 318, prétend que Venezianov, le peintre le plus russe parmi ses contemporains, est « éloigné de sa patrie ».

¹⁰ On peut signaler toutefois que, dans un récent ouvrage d'ensemble sur l'Architecture (aux éditions Mazenod, sous la direction de Pierre Francastel, Paris, 1959), une étude originale, demandée à Victor Lazarev, professeur à l'Université de Moscou, consacrée à l'architecture de l'ancienne Russie jusqu'au XVIII^e siècle, a mis clairement en valeur la position de l'architecture russe par rapport aux courants généraux de l'histoire. (*N.D.L.R.*)

¹¹ L. Réau dans *L'Histoire de l'art*, sous la direction de A. Michel, VIII, p. 27, opère par des définitions très simplistes : p. 279, « Ce qu'on appelle en Russie le style alexandrin n'est au fond que le style napoléonien » et p. 290, la sculpture russe est un « simple prolongement de l'école française ».

¹² O. Wulff, *Die neurussische Kunst im Rahmen der Kulturentwicklung Russlands*, I-II, Augsburg.

¹³ T. Rice, *Russian art*, London, 1949.

¹⁴ G. Krascennnikova, *Storia dell'arte russa*, 1935, I-II.

¹⁵ G. H. Hamilton, *The Art and Architecture of Russia* (The Pelican History of Art).

¹⁶ A. Salmon, *L'art russe moderne*, Paris, 1928.

¹⁷ W. Miassoedov, *Les fresques byzantines de Nereditza*, Paris, 1928.

¹⁸ L'album a été présenté en liaison avec la délégation russe de l'Unesco. (*N.D.L.R.*)

¹⁹ U.R.S.S. *Les icônes anciennes russes*. Série Unesco : « L'art mondial », 1958. Il est à noter que l'icône de la Transfiguration de la planche XXV qui est définie comme une œuvre de l'école de Roublev et de 1425 appartient en réalité au commencement du XVI^e siècle.

de l'histoire générale de l'art²⁰. Mais ces travaux ne comportent normalement que des notions d'ordre général et ont un caractère uniquement documentaire²¹. Encore comptent-ils, très souvent, un grand nombre d'erreurs de fait²². Il n'est, en tout cas, jamais question de poser dans ces livres les problèmes fondamentaux de l'art russe. On en arrive, ainsi, à cette triste conclusion que l'art russe, en tant que tel, a cessé, depuis quelque temps, d'intéresser les Français. Il est évident qu'il n'occupe même plus une place, si modeste soit-elle, dans leur univers artistique et intellectuel. C'est à croire que, cessant d'exister pour eux, il attend d'être redécouvert.

²⁰ Une exposition de l'art russe fut organisée en 1930 à Bruxelles. Mais par manque des œuvres provenant des musées de l'U.R.S.S. elle n'a pas pu donner une idée complète du développement de l'art russe. *Souvenirs de l'Exposition de l'art russe. Palais des Beaux-Arts de Bruxelles*, Bruxelles, 1930.

²¹ *L'art des origines à nos jours*, sous la direction de L. Deshair, I-II, Paris, 1932. *Histoire de l'art*, sous la rédaction de G. Huismann, I-IV, Paris, 1939.

²² C'est à peine un hasard si, dans les publications récentes sur l'histoire générale de l'art, si riches en idées et en informations, les données sur l'art russe sont très pauvres et souvent fausses. Par exemple Ch. Terrasse, *Histoire de l'art*, Paris, 1946, III, p. 134, église Saint-Isidore Stratilate (au lieu de Saint-Théodore), 1470 (au lieu de 1370), « Deisis ou Jugement dernier » (sujets tout à fait différents), Monastère de Therapon non loin de Novgorod (la distance est en réalité de 500 kilomètres) ; p. 135, De la Motte, auteur du théâtre de l'Ermitage (l'auteur est Quarenghi), l'Écossais Esmeron (il faut dire Cameron), Palais de Pavlovsk à Tzarskoe-selo (Pavlovsk et Tzarskoe-selo sont deux différentes résidences impériales), le petit théâtre de l'Ermitage de Cameron (L'Ermitage à Tzarskoe-selo n'est pas un théâtre, cet édifice a été toujours attribué à Rastrelli, maintenant il l'est à Kvasov et Cevakinsky et ne l'a jamais été à Cameron) ; p. 178, l'appréciation de l'architecture russe par Ch. Terrasse est empruntée à L. Réau : « en architecture la Russie demeure à l'école de la France », « uniformité — conséquence de l'absolutisme tsariste », « désaccords avec la nature et le climat » ; p. 178, l'opinion de l'auteur, suivant laquelle l'art russe évolue vers le nationalisme sous l'influence d'un peintre français, J.-B. Leprince, est basée sur un malentendu formidable. Leprince a voyagé en Russie au XVIII^e siècle, fait quelques beaux tableaux de genre et des dessins sans laisser aucune trace dans l'art russe. — G. Bazin, *Histoire de l'art*, Paris, 1953. Il est à regretter que l'art russe y soit mentionné dans le chapitre « Premières formes de l'art chrétien ». *La Trinité*, de Roublev, est datée de 1440, tandis que le maître est mort en 1430. — L. Hauteceur, *Histoire de l'art*, I, Paris, 1959 est plus riche d'informations sur l'art russe, mais l'art de l'ancienne Russie est aussi considéré dans le chapitre « Expansion de l'art byzantin » ; p. 419, l'auteur se demande si les fresques de Nereditza, dont l'origine novgorodienne est bien connue, ne sont pas « l'œuvre d'artistes grecs » ; p. 420, les portes de Souzdal et d'Alexandrovo (qui sont de l'an 1336 et non de 1330) sortent, selon l'auteur, des ateliers de Constantinople tandis qu'il n'y a aucun doute qu'elles ont été faites à Souzdal et Novgorod par des artistes russes. — *L'Art et l'Homme*, sous la direction de R. Huyghe, vol. II, p. 167, l'art de l'ancienne Russie est aussi dans le chapitre « Expansion de l'art byzantin ». Maxime le Grec, indiqué comme auteur des fresques de l'église de la Transfiguration à Novgorod (il s'agit évidemment de Théophane le Grec). École de Moscou « dès le XIII^e siècle » (tandis que les historiens de l'art russe ne trouvent ses traces qu'au XIV^e siècle). A. Roublev est caractérisé comme peintre du *sfumato*, tandis que son style est plutôt linéaire. Maître Denis (plutôt Dionisios), auteur des *Épisodes de la vie de la Vierge*, au monastère de Therapon, or ce n'est pas la vie de la Vierge, mais le chant, acathistos, en l'honneur de la Vierge.

Comment pourrait-on expliquer une pareille situation ? Comment se fait-il que le peuple français qui, durant plusieurs siècles, avait entretenu des relations artistiques suivies avec le peuple russe, soit devenu à ce point indifférent et sourd à tout ce que les Russes ont exprimé par le truchement de leur art ?

Les raisons en sont multiples. Et il faut placer à leur tête l'absence en France (comme d'ailleurs dans les autres pays européens, sans exclure la Pologne) d'œuvres d'art russes de quelque importance. Louis Réau affirme dans son livre que le Louvre ne possède aucun exemplaire de la production artistique russe. Ceci se passait en 1922. Aujourd'hui, quelques icônes anciennes sont exposées dans ce Musée. Ce ne sont pourtant que des pièces peu représentatives, prises au hasard. Il est impossible de se faire d'après ces échantillons une idée d'ensemble sur l'art russe en général.

Voilà déjà presque un demi-siècle qu'il n'y a plus eu en France d'exposition rétrospective d'art russe (en Allemagne, en Belgique, en Angleterre, il y eut des expositions d'icônes, de fresques et de tableaux du XVIII^e et du XIX^e siècle). L'exposition de 1906 fut organisée par Diaghilev qui, par la suite, occupa une place importante dans la vie artistique française. Grâce à ses soins, secondés par un goût sans défaillance, les Français firent, pour la première fois, connaissance avec toute une série d'excellentes œuvres russes. L'exposition de Diaghilev trouva un écho dans la presse. Melchior de Vogüé qui, grâce à son livre sur le roman russe, était considéré comme le grand connaisseur de la Russie, en fit un compte rendu dans *Le Figaro*. Un critique aussi compétent que Paul Jamot en fit une description dans les pages de la *Gazette des Beaux-Arts*²³. Et bien que Diaghilev, disposant de moyens très limités, n'ait pu montrer ni un nombre suffisant d'icônes ni la production d'Alexandre Ivanov, l'exposition provoqua, telle quelle, un vif intérêt et l'on peut dire que dans une certaine mesure le livre de Réau en constitua un écho tardif. Les comptes rendus critiques de l'époque et certaines appréciations des Français conservent encore aujourd'hui un intérêt dû sans doute à la spontanéité des impressions qui les ont dictés. Ce furent, en effet, les premières réactions de spectateurs s'efforçant de s'orienter dans un monde artistique nouveau qui s'ouvrait devant eux. Il leur était cependant difficile de rattacher les impressions visuelles produites par les tableaux et les statues à tout ce qu'ils savaient de la culture russe en général et de la création russe dans le domaine littéraire et musical en particulier. Par la suite, les spectateurs français et les historiens de l'art français furent, peut-on dire, totalement privés de la possibilité de voir des

²³ P. Jamot, « Le Salon d'automne. L'exposition de l'art russe », *Gazette des Beaux-Arts*, 1907, I, p. 47 ; Danilowicz, *op. cit.*, p. 313.

œuvres d'art russes et d'approfondir leur connaissance dans ce domaine. Ceux qui étaient appelés à écrire les chapitres des travaux collectifs généraux n'en jugeaient que de seconde main et se fondaient sur la connaissance des œuvres les plus célèbres mais pas nécessairement les plus significatives. Ils n'ont pas pris part, personnellement, à l'étude de l'art russe, à sa révision, à sa réévaluation en fonction de la sélection des éléments qui correspondent au goût contemporain et à l'idéal artistique de notre temps. Le résultat en fut que la représentation que l'on se fit en France de l'art russe s'immobilisa et se réduisit à quelques formules simplistes. La majorité des auteurs français se trouva dans la dépendance d'un parti pris qui les empêcha de regarder les faits en face.

Lorsque les œuvres d'art russe firent leur première apparition à Paris, les auteurs qui les étudièrent se mirent à leur chercher des analogies soit dans l'art français, soit dans l'art des pays qui leur étaient plus familiers que la Russie. De même que les critiques littéraires comparaient le *Dit du Prince Igor* avec la *Chanson de Roland*, les critiques d'art rapprochaient Roublev de Simone Martini, Martos de Canova, Briullov d'Ingres, Fedotov de Hogarth, Serov de Zorn, etc. Ils le faisaient essentiellement pour aider le spectateur occidental à situer les maîtres russes dans l'histoire de l'art universel, et il est hors de doute, en effet, que cette méthode contient en elle un germe de classification scientifique, d'une mise en place et même d'un jugement valable, surtout lorsque les auteurs insistent sur le fait que les artistes russes non seulement ressemblent à tel ou tel maître de l'Occident mais qu'ils en sont les émules.

Cependant, cette manière d'étudier et de juger qui prend pour seul critère celui de l'analogie, comportait un danger sérieux. Au lieu de voir dans les peintres russes un phénomène original et inimitable, les auteurs se persuadaient eux-mêmes et inculquaient à leurs lecteurs cette notion que, somme toute, l'art russe n'a rien créé de nouveau et n'a fait que répéter ce que les artistes de Byzance, d'abord, et les artistes de l'Occident, ensuite, leur proposaient comme modèles. Pour mieux étayer cette thèse, certains auteurs n'hésitaient pas à forcer la note. Si certaines analogies peuvent avoir quelque fondement, il y en a auxquelles il est impossible de souscrire : on ne peut nullement admettre qu'Alexandre Ivanov ait été un « nazaréen russe », ou du moins qu'il le soit resté jusqu'à la fin de ses jours. A partir d'une pareille définition, il est évidemment très facile de classer notre peintre, mais elle est trompeuse, car cet artiste, si foncièrement russe dans sa nature, s'éloigna sensiblement, dans ses œuvres de maturité, d'un Overbeck ou d'un Cornélius, rompant tout lien avec eux. Focillon l'a très bien saisi. Plus absurde encore se présente la comparaison de Vroubel avec le peintre belge

Wiertz, fondée uniquement sur le fait que les deux peintres — si radicalement différents pourtant aussi bien par le contenu que par la forme picturale — travaillent sur des sujets fantastiques ou légendaires. Des rapprochements de ce genre ne contribuent point à faire comprendre le fond des choses, mais favorisent, au contraire, les idées les plus fausses, telle cette affirmation de certains critiques qui présentent le héros de Gogol, Akakii Akakievitch (*La Capote*) comme frère jumeau de Bouvard et Pécuchet, et son Tchitchikov comme un Gil Blas russe²⁴. En abusant d'un droit — incontestable — de comparaison, il est facile de conclure que les peintres russes ne firent qu'imiter les étrangers, que la plupart d'entre eux leur étaient inférieurs, que le *Dit du Prince Igor* ne valait pas la *Chanson de Roland*²⁵, que l'architecture de Saint-Pétersbourg n'était qu'un pastiche de celles de Paris et de Rome. Tout un vaste champ s'ouvre dès lors devant des partis pris qui empêchent de voir les qualités là où elles existent et d'apprécier à leur juste valeur les réalisations des maîtres et des pays particuliers.

C'est ainsi qu'une juste appréciation de l'art russe en Occident, et dans une certaine mesure en France elle-même, a souvent été gênée par l'opinion très répandue suivant laquelle cet art n'a jamais été autonome et s'est toujours trouvé sous l'influence de quelque autre pays. En nous opposant à cette thèse, nous ne voulons point affirmer que les influences étrangères ne jouèrent aucun rôle dans l'évolution de l'art russe. Il est bien reconnu que le premier choc qui provoqua l'essor de l'art monumental dans l'ancienne Russie est venu de Byzance, au x^e et xi^e siècle, et qu'au xviii^e siècle, après la réforme de Pierre le Grand, les écoles occidentales eurent en Russie un grand ascendant. Les influences ont donc existé et elles ont joué leur rôle en Russie (comme d'ailleurs dans tous les autres pays). Mais elles n'excluent pas nécessairement l'indépendance de toutes les écoles artistiques russes et, seuls, le manque d'acuité des historiens de l'art et leur manière superficielle d'analyser les œuvres elles-mêmes, peuvent expliquer ce penchant qui leur est commun à ne noter que la parenté entre Roublev et les Byzantins tout en passant outre à la véritable différence de nature qui existe entre eux ; à ignorer, en un mot, l'autonomie et l'authenticité de l'art russe, à sous-estimer le contenu nouveau introduit par les peintres russes dans les iconographies traditionnelles. Il faut bien le dire, avec toute la franchise nécessaire : cette exagération du rôle des influences, venait du désir assez maladroit chez les auteurs français de valoriser

²⁴ J. Lemaître, « De l'influence récente de la littérature du Nord », *Revue des Deux Mondes*, 1894, 15 décembre, pp. 845-872.

²⁵ A. Fouillé, *Esquisse psychologique des peuples d'Europe*, Paris, 1902, p. 430, « Chanson d'Igor est une sorte de chanson de Roland, bien inférieure ».

les mérites historiques du style national. Une partialité analogue, faussant les perspectives historiques, apparaît également dans un autre travail de Louis Réau, *l'Histoire de l'expansion de l'art français moderne dans le monde slave*, paru en 1924. Et malheureusement, la seule recherche systématique des reflets que la Russie recevait de Paris fut souvent, et est encore aujourd'hui, la base des jugements que beaucoup d'auteurs portent sur l'art russe dans son ensemble.

Éclairons nos objections de quelques exemples. Si même on renonce à chercher partout au même moment l'influence d'une seule école, si l'on se sert malgré tout d'une classification, universellement adoptée, d'après les styles, il faudra, dès lors, reporter la célèbre église de l'*Intercession* sur la Nerl, qui est du ^{xiii}^e siècle, au style roman. Certains auteurs voient, en effet, dans l'art de la principauté de Souzdal-Vladimir, un « style roman russe »²⁶. Ils cherchent une confirmation à leur thèse dans les chroniques qui nous apprennent que des « maîtres venus de tous les pays » travaillèrent dans cette principauté. On peut, d'ailleurs, chercher une autre confirmation à cette thèse dans les monuments de Souzdal-Vladimir. Il est certain que les absides de l'église sur la Nerl, ornées, comme elles le sont, d'une ceinture de colonnes, rappellent les églises rhénanes du ^{xii}^e siècle. Et, pourtant, l'architecture de la Nerl est, dans son fond, très éloignée du style roman. Ses formes, fermées et couronnées d'une coupole, n'ont rien de commun avec le type de l'église romane à tours multiples. L'église russe présente une toute autre construction, un tout autre rythme ; elle est plus pimpante, plus arrondie. Elle importe d'autant plus à l'histoire de l'art russe qu'elle comporte les bases d'une orientation architecturale qui restera prédominante en Russie jusqu'au ^{xvii}^e siècle. Découvrir en quoi consiste cette inimitable originalité de l'architecture russe, voilà le premier devoir d'un historien de l'art russe.

Cela concerne non seulement l'art ancien, mais aussi l'art des temps modernes, celui, pourrait-on dire, de presque tous les grands artistes russes²⁷. Louis Réau proclame que la vision qu'a eue Vénéizianov d'un tableau de Granet à une exposition à Saint-Pétersbourg, fut décisive pour sa formation. Réau ne le dit pas à la légère. Le peintre russe lui-même écrit dans une de ses lettres que la manière de Granet peignant l'appentis d'un couvent de Capucins lui donna

²⁶ F. Halle, *Die Bauplastik von Wladimir-Suzdal*, Berlin, 1928.

²⁷ L. Réau, *op. cit.*, II, p. 172 ; Danilowicz, *op. cit.*, p. 313, prétend que Levicki fut « entièrement sous l'influence française » et p. 317, que Kiprenski « ramène de Rome un sentiment plus profond », tandis que tous les biographes de ce dernier s'accordent à dire qu'il a perdu son sentiment profond pendant son séjour en Italie.

l'idée de rechercher une précision perspective parfaite dans la représentation d'une grange russe. Mais peut-on prendre ainsi à la lettre tout ce qu'un peintre dit à propos de son art et est-il concevable que ce soit l'exemple de Granet qui ait fait de Venezianov un artiste ? Aujourd'hui le tableau de Granet est exposé à l'Ermitage. Il suffit d'un regard pour se convaincre que, dans le fond, Venezianov n'a que très peu de rapport avec son auteur. Bien sûr, Venezianov doit beaucoup aux grands maîtres de l'Europe occidentale qu'il a pu voir à l'Ermitage. Mais si l'on considère les choses en profondeur, sa peinture reste aussi purement russe par l'esprit que le sont la poésie de Pouchkine ou la musique de Glinka.

Il existe une autre prévention par rapport à l'art russe qui, en France (et dans quelques autres pays également), constitue un obstacle à une appréciation équitable de notre art. On peut la formuler comme suit : il est bien entendu que les Russes ont créé de grandes valeurs dans le domaine littéraire, musical et théâtral, mais le peuple russe est, par sa nature même, incapable de créer dans le domaine des arts plastiques. « L'âme slave » — suivant l'expression de certains auteurs — ne peut pas trouver son expression dans la peinture ou la sculpture (de même que les Français — d'après l'opinion d'autres auteurs encore — sont incapables de s'exprimer en musique). Cette prévention s'est profondément enracinée dans l'esprit d'un grand nombre de critiques, bien qu'elle n'ait jamais été fondée sur des arguments tant soit peu concrets. Il est vrai qu'elle ne se prête point à une argumentation scientifique. Toutefois, s'il est certain que, dans un pays, une des branches de l'art prend parfois le pas sur les autres, cela n'exclut pas, *a priori*, la possibilité pour ce pays de s'exprimer, un jour, dans une autre domaine de l'art. Les Anglais ont produit, pendant des siècles, plus de valeurs en poésie que dans les arts figuratifs, mais cela n'a point empêché un Constable de devenir un des plus remarquables paysagistes de son temps et un peintre d'importance mondiale.

Quelles peuvent être les raisons qui ont suscité cette prévention relative à l'art plastique russe ? En premier lieu, l'essor incomparable de la littérature et de la musique dans la Russie du XIX^e siècle, essor qui, effectivement, éclipse tout ce qui s'est produit chez nous dans d'autres domaines de l'art. En second lieu, le fait qu'en Russie la population va avant tout à l'art issu du style des « Itinérants »²⁸ qui comporte un élément narratif et un contenu littéraire très

²⁸ Ce terme d'*Itinérant* a été appliqué en Russie depuis le début du XX^e siècle, à un style figuratif, vériste et national, représentatif de la doctrine d'un groupe inspiré par Répine qui organisait un Salon se transportant chaque année à travers la province. (*Note du trad.*)

accentué. Ce goût a toujours fortement frappé les étrangers. Cependant, la vaste audience accordée à ce genre d'art — qui s'explique par sa liaison étroite avec le mouvement révolutionnaire et démocratique — n'exclut pas l'estime où sont tenus également des artistes qui s'expriment dans le langage plastique. (Notons à ce propos que les étrangers sont toujours étonnés de constater que le poète le plus populaire en France soit Victor Hugo, mais cela ne veut pas dire que les Français soient insensibles à la « poésie pure » dénuée de toute rhétorique.) En ce qui concerne les Russes, il ne faut pas oublier que ce sont eux qui ont créé l'art des icônes du Moyen Age avec son immense richesse de formes d'expression plastique. Il n'est pas, non plus, sans intérêt de constater qu'au xx^e siècle, ce sont les peintres russes (comme Kandinski, Malevitch et d'autres) qui ont été les premiers à s'opposer au caractère littéraire de la peinture du siècle précédent. Il semblerait que ce soient là des preuves suffisantes pour réduire à néant la théorie de l'incapacité foncière des Russes à créer dans le domaine des arts plastiques ! Cette théorie cependant est toujours vivace.

Mais plus essentiellement encore, cette théorie ne résiste pas au témoignage de nombreuses œuvres de la peinture russe. Dans son *Portrait de Jeune Paysanne*, Venezianov fait preuve d'une grande sensibilité vis-à-vis des gens du peuple. Il y a peu d'exemples dans la peinture occidentale contemporaine d'une analyse aussi pénétrante d'un caractère féminin fort. En contemplant ce portrait, on songe aux héroïnes de Pouchkine, de Tourguéniev et des autres auteurs russes. Mais l'importance de Venezianov ne se borne pas à ses qualités de psychologue : dans la structure de son portrait, dans l'arabesque de l'étoffe bigarrée — c'est-à-dire dans tout ce qui relève de l'expression purement plastique — on sent la même tension qui s'exprime dans le regard de la jeune fille aux yeux largement ouverts. On ne peut décrire en paroles un tel portrait. Pour l'estimer à sa juste valeur, il faut le voir.

Un tableau de Serge Ivanov (qu'il ne faut pas confondre avec Alexandre Ivanov) immortalise un épisode de la révolution de 1905 : la police tire sur le peuple insurgé. Cette esquisse traduit au moyen du seul rapport des valeurs plastiques clairement indiquées — le corps du tué, la place, les maisons — l'effrayante sensation de vide et le silence mortel d'une pause qui doit être suivie d'une nouvelle salve.

En s'adressant aux historiens de l'art français, l'auteur désirerait attirer leur attention sur les impératifs qui devraient présider à l'étude et à l'interprétation de l'art russe. Dans le cadre d'un article, il est évidemment impossible de résumer toute la somme de faits qui appellent des études, ni même d'énumérer tous les problèmes fon-

damentaux qui se posent à leur propos. On voudrait seulement dire qu'au cours des dernières dizaines d'années, les savants soviétiques ont pu élaborer un grand nombre de nouveaux chapitres de l'histoire de l'art russe. Les nouvelles conclusions auxquelles ils sont arrivés méritent apparemment l'attention. On a découvert et restauré dans leur aspect primitif une infinité d'excellentes œuvres — en particulier, des fresques et des icônes de l'ancienne Russie. Durant les dernières années, on a organisé une grande quantité d'expositions d'artistes du XVIII^e au XX^e siècle : celle du sculpteur Choubin, des peintres Venezianov, Fedotov, Kiprenski, Alexandre Ivanov, Briullov, Répine, Sourikov, Serov, Vroubel et autres. A Moscou on a créé un *Musée Roublev* dont la destination n'est pas tant de réunir les œuvres du grand maître russe, qu'il ne s'agit pas de soustraire aux autres musées de Russie, que de recueillir tous les matériaux — y compris les copies et les reproductions — qui peuvent aider à comprendre l'esprit de son art. Ce « musée didactique » — comme on le nomme — permet aux hôtes étrangers d'étudier et de faire connaître autour d'eux l'art de l'ancienne Russie. Et l'on prend soin, par ailleurs, de familiariser les visiteurs avec les données les plus récentes de l'histoire de l'art. En dehors de ces recherches spécialisées, on publie des travaux généraux qui ont un caractère de compilation comme par exemple la grande *Histoire de l'Art russe* de l'Académie des Sciences²⁹, le manuel en deux volumes sous le titre également de *Histoire de l'Art russe* de l'Académie des Arts³⁰ et le résumé synthétique mais riche en références de *Histoire de l'Architecture russe* fait par les soins de l'Académie de l'Architecture³¹.

Il est, bien entendu, impossible de dresser ici en quelques mots le bilan des recherches de ces dernières années. Il faut seulement noter que les historiens de l'art soviétiques se soucient, avant toute chose, de reconstituer l'évolution de l'art russe en étroite liaison avec la marche de l'histoire : avec la lutte pour l'indépendance du peuple russe à l'aube de cette histoire et au moment où il allait former un État centralisé ; avec les efforts faits par les Russes pour assimiler la culture de l'Occident dans la période de l'eupéanisation de la Russie ; avec le mouvement révolutionnaire précédant le renversement de l'autocratie. Les historiens soviétiques sont surtout attirés par les œuvres les plus importantes et les plus significatives dans le sens artistique, par des maîtres qui peuvent être rangés sur le même plan que ceux de nos écrivains qui, depuis longtemps déjà,

²⁹ *Histoire de l'art russe*, Académie des Sciences de l'U.R.S.S., Moscou, vol. I-IV, 1953-1959.

³⁰ *Histoire de l'art russe*, Académie des Beaux-Arts, Moscou, vol. I, 1957.

³¹ *Histoire de l'architecture russe*, Académie de l'Architecture, Moscou, 1951.

ont reçu la consécration universelle. Voilà pourquoi le critère historique de leur jugement est indissolublement lié au critère esthétique.

Nous voudrions seulement attirer l'attention sur les faits les plus représentatifs. A l'exposition de 1906, le portrait russe du XVIII^e siècle se classa dans un très bon rang. Mais Paul Jamot et plus tard Louis Réau proclamèrent que par leur art nos portraitistes étaient des Français, tout comme l'étaient Liotard et Jean-Jacques Rousseau bien que nés à Genève³². Il est impossible de souscrire à cette opinion. Il est vrai que l'on peut, à la rigueur, rapprocher Rokotov de Gainsborough (bien plus que des portraitistes français) car son œuvre porte cette empreinte de mondanité si universellement répandue dans toute l'Europe du XVIII^e siècle. Mais sa manière de caractériser sa *Novosiltzeva* comporte une cordialité et une simplicité particulières, étrangères aux autres écoles, mais que l'on retrouve, en revanche, dans la littérature classique russe. Toutes ces femmes qui figurent dans les portraits des XVIII^e et XIX^e siècles semblent être des sœurs de Tatiana, l'héroïne d'*Eugène Onéguine* de Pouchkine. On aimerait voir les auteurs étrangers méditer sur ce rapprochement. Leurs conclusions seraient peut-être alors moins hâtives.

Kozlovski fut l'élève de l'Académie. Cet artiste doit beaucoup à son maître français, Gillet. Il est habituellement considéré comme le représentant du classicisme dans la sculpture russe. Mais, en Italie, Kozlovski admirait, contre la mode, Michel-Ange. L'homme russe qui était en lui se laissait séduire par le sens de l'héroïsme et par la force du grand Florentin. Comparée à Thorwaldsen, son ébauche de *La Veillée d'Alexandre* paraît d'exécution fruste. Mais, fait inouï au XVIII^e siècle, son nu porte quelque chose de la force spirituelle et grandiose des tombeaux de la chapelle des Médicis !

Encore quelques exemples. On définit Fedotov comme un Hogarth russe. On sait qu'il a beaucoup étudié les petits maîtres hollandais, Terborch et Metsu. Tout cela a trouvé son reflet dans ses tableaux les plus connus comme *Les Accordailles du Major*, par exemple. Mais pour retrouver dans l'art de ce maître, les germes de quelque chose de plus, il ne faut pas oublier ses dessins. Dans une étude pour *Les Joueurs de Cartes* de Kiev, ce peintre autodidacte, qui rêvait de l'Académie des Beaux-Arts comme d'un paradis, trouva son propre langage graphique, sa propre conception du clair-obscur, bref, des moyens artistiques d'une grande portée auxquels on ne peut trouver d'analogie lointaine que dans quelques travaux

³² P. Jamot, *op. cit.*

de Goya. Un simple sujet de genre acquiert chez Fedotov une force effrayante de mystère. Quelques mots enfin à propos de Vroubel. Le grand public connaît surtout de lui les tableaux bâtis sur des thèmes fantastiques ou légendaires, comme *Le Démon* ou *La Princesse-Cygne*. On estime surtout en lui ses dons d'illustrateur. Les auteurs français, non plus, ne voient pas au-delà. Et pourtant, Vroubel fut un grand peintre et un excellent dessinateur. Dans des dessins faits d'après nature dans un hôpital psychiatrique, il y a une précision parfaite, qui le met sur le même rang que tous les grands réalistes russes, jointe à une inimitable acuité d'expression graphique originale et à une pureté des formes qui fait penser aux novateurs de la fin du XIX^e et du début du XX^e siècle. Ses recherches graphiques apparaissent également dans les dessins qui servirent de préparation à l'illustration du *Démon* de Lermontov. Et bien qu'ils aient été exécutés dans les dernières années du XIX^e siècle, leur recherche constructive dépasse les expériences les plus hardies des artistes du XX^e.

Il n'y a rien d'étonnant dans le fait que, de tous les problèmes de l'histoire de l'art russe, celui de son caractère national préoccupe le plus les savants russes. En cherchant à le déterminer nous cherchons à connaître nos traditions du passé et notre vocation dans l'avenir. Mais cette détermination devrait importer également aux historiens de l'art étrangers, car, en lui accordant une part de leur attention, ils trouveraient plus facilement un langage qui nous soit commun à tous. Presque tous les travaux consacrés chez nous à l'art russe traitent de cette question d'autonomie, d'authenticité, de tradition nationale, mais jusqu'à présent nous ne faisons encore que la sentir, la deviner, la palper. Nous commençons seulement à la soumettre à une analyse exhaustive, nous ne l'avons pas encore mise à l'épreuve d'un examen historique³³. Il serait inutile de vouloir cacher que nous pouvons rencontrer de grandes difficultés dans ce domaine. Il est si facile de prendre ses désirs pour la réalité, de mettre dans des représentations muettes tout ce que l'on croit y voir.

Mais quelles que puissent être ces difficultés, il ne faut pas passer outre. Pour comprendre l'art russe, il est indispensable d'avoir présent à l'esprit qu'un art n'est pas une simple somme d'œuvres ni de maîtres, qu'il est une entité même quand ses parties paraissent hétérodoxes, même quand elles sont contradictoires, parce que, même ainsi, elles constituent un héritage continu qui lie chaque nouvelle génération à celle qui la précède.

On a souvent eu recours à la psychologie sociale, lorsque l'on a

³³ M. Alpatov, *Russian Impact on Art*, New York, 1950.

voulu chercher des explications à la manière dont s'est constituée une tradition nationale. Il y a plus d'un demi-siècle, Fouillé donna un essai psychologique du peuple russe qui n'est pas dénué d'intérêt³⁴. Certains petits traits du caractère national russe, ses vues, ses traditions, ses mœurs, ont été fidèlement notés par cet auteur. Mais il a souvent commis le péché d'arbitraire et nombre des thèses de sa psychologie sociale apparaissent comme le fruit d'une fantaisie sans fondement, ce qui les rend impropres à être utilisées de confiance pour un historien de l'art. C'est pourquoi la source principale qui doit servir à déterminer notre tradition artistique nationale ne peut être recherchée que dans l'art lui-même.

L'art russe comporte deux périodes distinctes : celle qui correspond à ce qu'on appelle l'ancienne Russie et celle qui se situe après les réformes de Pierre le Grand. La différence entre ces deux époques est d'une telle envergure qu'à première vue on pourrait penser que le bouleversement du début du XVIII^e siècle a complètement coupé le fil de la tradition. En effet, quel rapport entre Roublev, peintre de l'Ancienne Russie et Répine, le plus populaire des peintres de la Russie nouvelle (dont il faut dire, à cette occasion, qu'il n'apprit l'existence de Roublev que peu de temps avant sa mort) ? A première vue toujours, on pourrait penser que seuls les peintres d'icônes de la bourgade de Paleh, dans la province de Vladimir, ont conservé la tradition ancienne en recouvrant, du temps des Soviets encore, des boîtes de laque avec des sujets légendaires compliqués et en imitant, comme le faisait aussi Stellecki, la manière des anciens maîtres. Cependant, toutes ces tentatives de stylisation plus ou moins réussies n'ont rien de commun avec le développement créateur de la véritable tradition.

Pour savoir ce que fut réellement cette tradition, il faut comparer les icônes de Novgorod du XV^e siècle avec l'œuvre historique de Sourikov présentée au Musée russe. Sourikov n'imité pas la manière des anciens peintres d'icônes, il fait ses études d'après nature. Mais il s'efforce dans ses tableaux d'incarner l'esprit de son peuple, son caractère national, sa force morale, tous les traits, en somme, qui composent le portrait spirituel et mental de l'homme russe. De là découle également la fruste simplicité d'une forme que l'on pourrait croire taillée à la hache. Une étude attentive de ces deux œuvres fera saisir la parenté intime qui unit le soldat de la garde de Souvorov peint par Sourikov et l'image populaire du saint que le maître du XV^e siècle novgorodien traça avec des moyens simples mais forts. Et si nous nous attachons à dégager ces traits, nous ne pourrions pas laisser passer inaperçu ce « quelque chose » de

³⁴ A. Fouillé, *op. cit.*

russe qui transparaît dans le portrait du peintre Litovcenko par Kramski.

On peut trouver des liens entre l'ancienne Russie et la Russie moderne chez d'autres maîtres également. Dans l'architecture, par exemple, où les monuments du XVIII^e et du XIX^e siècle, tout en adoptant la doctrine des ordres classiques, prolongent certains principes de l'esthétique médiévale. Dans ses dessins bibliques, Alexandre Ivanov se dégage de la manière sèche du dessin académique pour arriver à la netteté de la silhouette et à la pureté du rythme qui font penser à la tradition monumentale de l'ancienne peinture russe, bien que le peintre ait passé toute sa vie à Rome et qu'il n'ait eu qu'une idée très vague de ce que pouvait représenter l'art des icônes russes.

Parmi les problèmes les plus importants de l'histoire de l'art russe figure celui de l'interdépendance entre ses différentes branches. Pour les étrangers qui aiment la littérature russe et la musique russe, les arts plastiques de la Russie du XIX^e siècle peuvent revêtir une importance capitale si l'on ne perd pas de vue que ces arts se formèrent exactement au même moment où naissaient en Russie le roman, l'opéra et le ballet. Il est vrai qu'en Russie, comme dans d'autres pays, un déséquilibre entre l'essor des différentes branches de l'art s'est souvent manifesté. En simplifiant, on pourrait dire que dans l'ancienne Russie et au XVIII^e siècle, la peinture et l'architecture prennent le pas sur la production littéraire et qu'en revanche, au XIX^e siècle, ce rapport est inversé : nous n'avons pas eu dans la peinture notre Pouchkine, ni notre Moussorgski, ni notre Tolstoï. Mais même en tenant compte de la différence des degrés de réussite, on ne peut nier que nos écrivains et nos peintres n'aient été inspirés par le désir d'atteindre les mêmes objectifs. Le sérieux de la pensée, la profondeur des sentiments, la pureté morale, le tout inséparable de la notion de la valeur esthétique — voilà les traits essentiels qui caractérisent aussi bien la création des peintres que celle des poètes et des musiciens russes.

Il faut avoir présent à l'esprit que Venezanov, peintre de ravissants portraits paysans et de scènes de genre, était le contemporain de Pouchkine bien que moins doué ; qu'Alexandre Ivanov, peintre de *La Petite Albanaise*, fut le contemporain de Tourguéniev créateur du séduisant personnage de Djemma dans *Les Eaux printanières* ; que Fedotov vit à côté de Gogol, Sourikov à côté de Moussorgski et de Tolstoï ; que Vroubel se rattache à Alexandre Blok dont les rapports avec le grand peintre étaient empreints de la plus grande admiration. Nous ne nous étonnerons plus alors de constater que les ouvrages du sculpteur Troubetzkoï (contrairement à ceux des autres sculpteurs impressionnistes de l'époque, comme Rodin ou

Medardo Rosso) s'enveloppent du même climat de chaleur et de cordialité qui nous charme dans les écrits de Tchékov.

L'art plastique russe n'exerça point sur l'art des autres pays le même rayonnement que notre littérature et notre musique. Et cela vaut non seulement pour l'art moderne mais aussi pour l'art de l'ancienne Russie. Cependant, il ne faut pas confondre deux choses distinctes : l'influence qu'un art exerce au-dehors et ses qualités intrinsèques et intimes. Le fait que l'art russe n'a pas encore, jusqu'à présent, exercé d'ascendant analogue à celui de l'art français ou de l'art italien ne donne pas le droit de l'exclure de l'histoire mondiale de l'art. Il est hors de doute qu'au XIX^e siècle, l'école française depuis David jusqu'à Cézanne a pris une importance énorme dans le développement de l'art universel. Les réalisations d'une remarquable pléiade de maîtres français ont positivement orienté l'art de la planète. Mais, pour bien comprendre le processus de l'évolution de l'art de nos jours, il faut partir d'une notion de l'art universel conçu comme une entité composée d'innombrables écoles nationales parmi lesquelles celle de la Russie doit avoir sa place. Il est indispensable de se rendre compte que nombre de courants ont pris naissance dans d'autres pays en même temps qu'en France. Dans ces cas précis, il faut parler de parallélisme, d'évolution indépendante des pays qui expriment les tendances communes d'une époque. Il ne faut jamais oublier qu'avant la naissance de tel ou tel autre grand mouvement, on trouve chez de nombreux peintres des anticipations et que, parmi eux, il y a des Russes. Il est temps de faire éclater les cadres de notre conception de ce qu'est l'art universel. Ce n'est qu'alors que l'on pourra se débarrasser de cette idée d'hégémonie d'une école qui réduit toute la notion d'évolution de l'art à l'influence que certaines écoles exercent sur les autres pays.

Il y a une autre raison fondamentale pour réviser l'opinion sur la part qu'il convient de faire à l'art russe dans l'art en général. On sait qu'en ce moment même, en Occident, en France en particulier, la production de toute une série de Russes — peintres et producteurs de théâtre et de cinéma — jouit d'un grand prestige. Certains d'entre eux, comme Chagall, Soutine, Diaghilev, ont vécu la plus grande partie de leur vie en France et sont devenus les représentants de l'école française. D'autres comme Stanislavski ou Eisenstein n'ont pas eu de rapport direct avec ce pays. Mais quelle que soit la variété de leurs physionomies créatrices, ils ont tous pris leur course à partir de l'art russe traditionnel, ayant, tous, été formés par la culture russe. Si le critique désire comprendre vraiment le ressort créateur de ces artistes, il faut qu'il se rende compte de tout ce qu'un Chagall doit aux images populaires russes ou aux icônes, de tout ce qu'un

Stanislavski prend aux réalistes russes pour étoffer sa conception du vérisme scénique ; il faut que le critique mesure la part que prit dans la formation d'un Diaghilev la notion de la synthèse des arts familière depuis plusieurs siècles à la Russie ; qu'il décèle dans les scènes de masse du *Potemkine* d'Eisenstein la trace de la peinture historique de Sourikov. Tout cela signifie qu'une interprétation approfondie de l'art contemporain ne peut pas se contenter d'une connaissance superficielle des artistes russes telle que la dispensent les manuels généraux de l'histoire de l'art.

Une question peut alors se poser : comment un historien de l'art ou un critique français pourrait-il, tout en restant chez lui, collaborer à une connaissance approfondie de l'art russe ?

Il faut d'abord attirer l'attention sur le fait du contact direct qui s'établit entre l'art français et l'art russe au XVIII^e et au XIX^e siècle. Dans toute une série de cas, sans la collaboration des historiens français et sans recours aux sources françaises, l'identification de ces contacts serait rendue impossible aux savants russes. Cela concerne plus particulièrement le cas des artistes français qui ont travaillé en Russie, à commencer par l'architecte Leblond et le peintre Caravaque du temps de Pierre le Grand. Cela intéresse aussi les artistes russes qui ont séjourné en France comme Ivan Firsov, auteur du *Jeune Peintre* et Ivan Eremenev qui fit un dessin de *La Prise de la Bastille* et comme beaucoup d'autres peintres du XIX^e et du XX^e siècles dont Marie Bashkirtseff et Pohitonov en particulier. L'œuvre de Moukhina, un des plus grands sculpteurs russes, ne peut s'expliquer sans que l'on rende compte de ce que l'artiste doit à Bourdelle dont elle fut l'élève. On a publié, il y a quelque temps, une interview avec Matisse au moment de son séjour à Moscou³⁵ : il y invite les jeunes peintres français à prendre des modèles dans l'art de la Russie médiévale. Ces paroles jettent une lumière sur la personnalité artistique de Matisse lui-même et son biographe pourrait se poser sérieusement la question de savoir quelles sont les caractéristiques de sa création qui découlent de sa connaissance de la tradition picturale de l'ancienne Russie. Pour répondre à cette question, il ne suffit pas de quelques vagues références à l'art des icônes comme celles qu'apportent habituellement les manuels d'histoire de l'art. Il est indispensable de pénétrer plus à fond dans la connaissance de cette période de l'art russe.

Il y a, depuis longtemps, au Musée russe, un portrait d'un jeune homme que l'on considère comme auto-portrait du peintre Kiprenski. Kiprenski a laissé plusieurs portraits de lui-même et il est douteux, si on les compare, que celui du Musée russe en soit un.

³⁵ T. Griz et N. Kardgiev, « Matisse à Moscou », dans le recueil *Matisse*, Moscou, 1958.

D'autre part, l'utilisation des valeurs dans ce tableau distingue ce portrait des travaux postérieurs de notre peintre. Aussi, suivant l'avis de Paul Ettinger, quelques historiens russes ont-ils émis l'hypothèse qu'il s'agit là d'une œuvre d'un peintre français du début du XIX^e siècle. Mais qui peut-il être ? Parmi les peintres français qui, à notre connaissance, ont travaillé en Russie au début du XIX^e siècle, il n'y en a aucun à qui on puisse l'attribuer. Les historiens français pourraient-ils, peut-être, citer un nom qui nous reste jusqu'à présent inconnu ? Pour résoudre ce problème, il faut la collaboration des historiens russes et des historiens français. Mais il faut aussi que les uns et les autres aient non seulement une bonne connaissance des peintres du début du XIX^e siècle, mais aussi une claire représentation de ce que fut l'école du portrait russe et l'école du portrait français en général et de tout ce qui les rapproche et de tout ce qui les sépare³⁶.

Tout cela nous fait revenir au problème de l'appréciation de l'école russe. A la fin du siècle dernier ce problème fut pour la critique d'art un objet de discussions animées. Quand *Le Roman russe* de Melchior de Vogüé eut fait connaître aux Français les maîtres de la littérature classique russe et soulevé leur enthousiasme pour le monde nouveau qu'ils découvraient, Jules Lemaître protesta vivement contre l'engouement provoqué par les écrivains russes (et aussi par les scandinaves). Il estimait que cet engouement mettait en péril la tradition française authentique. Il trouvait, en particulier, que Tolstoï était « embroussaillé » et insistait sur le fait qu'il ne fallait pas moins de huit jours pour lire *La Guerre et la Paix*³⁷. Pour être tout à fait juste, il faut bien dire que Tolstoï, de son côté, dans un livre *Qu'est-ce qu'est l'Art ?* qui fit beaucoup de bruit, fit preuve d'une incompréhension non moins grande par rapport aux *Poèmes en prose* de Baudelaire et par rapport aux Impressionnistes. De telles querelles apparaissent aux yeux de la postérité comme un irritant malentendu. Cependant, elles ont un sens parce que les critiques ont bataillé, chacun pour sa vision du monde, chacun pour son idéal humain et son goût artistique, en y mettant une conviction sincère et une passion authentique, toutes choses nécessaires à ce qu'il ait une conception profonde de l'art. Néanmoins, nous sommes en droit, de nos jours, d'attendre de la part des historiens une analyse plus sereine et une compréhension plus mûre lorsqu'il s'agit des tendances artistiques de divers pays. Des essais isolés en vue d'une étude comparative des productions française et russe ont déjà eu

³⁶ M. Alpatov, « Le rôle de Kiprenski dans l'histoire du portrait du XIX^e siècle », *Annuaire (Ejegodnik) de l'Institut d'Histoire de l'art de l'Académie des Sciences*, Moscou-Léningrad, 1952.

³⁷ J. Lemaître, *op. cit.*

lieu parfois³⁸. Mais en nombre insuffisant. Une étude scientifique de l'histoire de l'art russe en France devrait apporter sa contribution au développement de l'entente réciproque entre les peuples qui, de nos jours, prend une signification de plus en plus vitale dans les moindres coins de la terre.

Michel ALPATOV.

Moscou, décembre 1959.

³⁸ Exemples d'études comparatives, très fécondes pour la compréhension des différentes écoles : Bertrand, *Les nationalités musicales étudiées dans le drame lyrique*, Paris, 1872 ; Olga Bradač, *Théâtre français et théâtre russe*, in *Revue d'esthétique*, 1952, n° 2.

LUNAČARSKIJ ET LE FUTURISME RUSSE

La figure de Lunačarskij est une de celles qui ont contribué le plus activement à créer l'atmosphère propre des dix années qui, en Russie Soviétique, ont suivi la révolution. Il représente le trait d'union essentiel entre le nouveau pouvoir et les intellectuels. C'est lui qui eut à résoudre dans la pratique la plupart des problèmes, y compris les plus matériels, posés par la situation révolutionnaire. Dans les temps les plus durs certains devaient à Anatole Vasilevič aussi bien le bois pour se chauffer, la pelisse pour se vêtir que le papier pour être imprimé. Si Lunačarskij était servi par une carrière déjà longue de critique et d'homme de lettres la tâche restait difficile et complexe. Son rôle a été diversement apprécié. Il faut bien reconnaître néanmoins que durant les longues années (1917-1929) où Lunačarskij occupa le poste de commissaire du peuple à l'instruction publique, c'est-à-dire à la culture, la vie intellectuelle et artistique de la Russie Soviétique connut un remarquable épanouissement. Il y aurait mauvaise grâce à n'en pas faire revenir une part de mérite à celui qui exerçait sur elle la tutelle temporelle.

Cette fécondité indiscutable du rôle de Lunačarskij s'explique, dans une large mesure, par ses qualités personnelles mais surtout, peut-être, par une certaine ambiguïté de sa pensée qui lui a permis finalement d'être sans contradiction, à la fois le grand serviteur de la révolution et le précieux ami des arts qu'il a été. Il est facile de suivre le cheminement de cette ambiguïté à travers les débats idéologiques auxquels Lunačarskij fut mêlé avant et après 1917 ou bien dans son œuvre dramatique qui n'a conservé aujourd'hui qu'un pittoresque intérêt documentaire. Mais cette complexité de la position de Lunačarskij, dont la clef est peut-être une légère division entre ses goûts et de rigoureuses convictions théoriques (division qu'il essaie de surmonter par d'ingénieuses synthèses) ne

trouve nulle part sans doute une illustration aussi frappante et de plus heureuses incidences que dans l'histoire de ses relations avec le futurisme russe.

*
* * *

Bruyant dernier-né parmi les courants du modernisme, le futurisme apparaît à la veille de la guerre de 1914. Il veut être une réaction radicale contre ses prédécesseurs immédiats et essentiellement contre le symbolisme. Il reste néanmoins fidèle, et obstinément fidèle au postulat esthétique de tout le modernisme : celui de l'art pour l'art, de l'indépendance par rapport aux idéologies et aux morales. Dans un style agressif et excentrique, qui annonce déjà « l'épatage » de notre surréalisme, les futuristes pensent incarner la mutation de sensibilité qui doit, selon eux, se produire dans le monde moderne où règnent les grandes villes et les machines. Pour se mettre à l'unisson ils engagent à renoncer à l'univers mélodieux, rêveur, extatique du symbolisme afin d'échafauder une esthétique lucide, anguleuse et grinçante, tout entière inspirée du cubisme que, lorsqu'ils ne sont pas d'abord peintres, ils entendent transposer en poésie. Ce modèle les incite à l'expérimentation formelle, absolument gratuite, comme le cubisme débouchait sur la peinture abstraite. Pendant longtemps, les futuristes font plus parler de leurs scandales joyeux que de leurs œuvres, si l'on excepte Majakovskij dont *Le Nuage en pantalon* est, dès 1915, vivement apprécié par un public de connaisseurs.

Il n'y avait rien dans le futurisme d'avant 1917 qui pût attirer Lunačarskij. Son engagement marxiste des premières années le plaçait naturellement dans les rangs de ceux qui restaient fidèles à l'idée d'une mission essentiellement éthique et civique de l'art, dans l'esprit des années soixante et qui reprochaient assidûment à la littérature russe d'avoir, depuis le début du siècle, délibérément renoncé à cette vocation. Lunačarskij ne reste pas, pour autant, insensible au charme envoûtant de la littérature moderne. Il manifestera par exemple un très vif intérêt pour Maeterlink¹. Lorsqu'en 1908 il participe à une entreprise de révision philosophique du marxisme² il obéit sans doute dans une large mesure à un souci de conciliation entre la doctrine et les réalités de l'art contemporain au moyen d'un élargissement de certaines positions théoriques. Le

¹ Cf. Maurice Maeterlink, « Opyt literaturnoj harakteristiki » (Maurice Maeterlink : Essai de caractéristique littéraire), in revue *Obrazo vanie*, 1902, n° 5.

² Dans les *Očerki po filosofii marksizma* (Essais sur la philosophie du marxisme), Moscou, 1908.

finalisme biologique dont il prolonge l'analyse marxiste lui sert également à intégrer quelques attitudes spiritualistes qui inspirent par exemple le symbolisme³. Lunačarskij essaie de rétablir une corrélation entre l'harmonie métaphysique recherchée par de nombreux artistes modernistes et l'harmonie sociale à laquelle aspirent les révolutionnaires. C'est ainsi qu'il fera bon accueil au drame d'Andreev, *La Vie de l'homme*, et qu'il témoignera d'une admiration enthousiaste pour le récit de Gorki, *Confession* (1908) dont le thème : « la construction de Dieu », devait si fort irriter Lénine. Si donc Lunačarskij, malgré son hostilité de principe à l'égard de la « décadence », ne refuse pas toute attention au modernisme, on voit que son intérêt se porte essentiellement sur l'aspect symboliste de ce large courant, c'est-à-dire celui où certains motifs classiques de la philosophie avaient la plus grande part. A l'endroit du futurisme qui par ses grimaces, ses déguisements et ses farces piétinait allègrement ces préoccupations et s'enfermait dans un jeu de formes toujours plus désincarnées Lunačarskij partageait sans nul doute la sévérité de ses collègues de la tendance « civique »⁴. Au reste à partir de 1912 il opère un retour total à l'orthodoxie marxiste et se passionne pour l'idée d'une « littérature prolétarienne »⁵. Les futuristes, pour leur part, le comptaient au nombre de leurs plus maudits adversaires, c'est-à-dire de ceux qui donnaient un rôle prépondérant à l'idéologie, qu'elle soit de droite ou de gauche, et par là exerçaient sur l'art une oppression également illégitime⁶.

* * *

Lorsqu'en 1917, Lunačarskij est promu commissaire du peuple aux affaires culturelles pour de longues années, le monde des lettres offre un spectacle à la fois complexe et animé.

D'une part il y avait les représentants de la littérature prérévolutionnaire qui n'avaient pas émigré, dont certains portaient aux événements un intérêt de curiosité plus ou moins sympathique mais dont la majorité envisageait sans bienveillance une orientation démonstrative de l'art. Ils refusaient de poursuivre une fin autre qu'esthétique. De nombreux jeunes écrivains, venus à la littérature

³ Essentiellement dans ses *Osnovy pozitivnoj estetiki* (Fondements d'une esthétique positive), Saint-Petersbourg, 1904.

⁴ Par exemple Lvov'-Rogačevskij, « Simvolisty i nasledniki ih » (Les symbolistes et leurs héritiers), in revue *Sovremennik*, Saint-Petersbourg, 1913, n° 6.

⁵ Cf. ses *Pis'ma o proletarskoj literature* (Lettres sur la littérature prolétarienne), Kiev, 1912.

⁶ « Lettre ouverte à MM. Lunačarskij, Filosofov et Nevedomski », de N. Burljuk in revue *Pervyj Žurnal russkikh futuristov*, Moscou, 1914.

après 1917 et impatientes de donner leur témoignage, revendiquaient la même liberté dans l'interprétation des faits. D'autre part le mouvement dit de la « Culture prolétarienne », composé essentiellement de militants autodidactes, considérait l'art d'une façon théorique et abstraite comme un appendice organique au processus révolutionnaire. L'art de la future société prolétarienne devait être naturellement l'affaire des prolétaires eux-mêmes. Dès maintenant eux seuls, par leurs origines et leurs expériences vécues, pouvaient produire des œuvres correspondant avec la pureté nécessaire aux exigences des temps nouveaux.

Restaient les petits groupes d'avant-garde, ceux qui existaient déjà avant 1917 et ceux qui étaient apparus au cours de la tempête révolutionnaire. Leur non-conformisme esthétique, l'hostilité de l'ancien public bourgeois devaient les conduire à accueillir favorablement le bouleversement politique. Leur approbation de principe avait évidemment un caractère particulier. Ces jeunes gens étaient surtout sensibles au côté pittoresque, tumultueux des événements. L'impression de vacillement de toutes les valeurs flattait leur imagination et leurs espoirs. Ils n'avaient qu'une idée très confuse et très stylisée des réalités politiques. Les uns, tels les imaginistes, ne demandaient qu'un contexte d'anarchie et de chaos convenant à leurs habitudes de bohème et à leurs excentricités. Ils n'entendaient nullement mêler la politique au contenu de leurs écrits. D'autres, les futuristes précisément, avaient opéré une brusque mutation. Renonçant au principe de l'art pour l'art ils avaient mis en relation leur formalisme esthétique, cubiste et urbaniste, avec les perspectives industrielles de la doctrine marxiste. Ils déclaraient impérieusement que leur art était le seul qui exprimât et servît la révolution. Leur ralliement bruyant aux formes fantaisistes et vaticinantes se doublait d'ambitieuses prétentions dictatoriales.

Quelle fut l'attitude de Lunačarskij devant pareille situation ? Elle est le produit de motivations diverses dont certaines sont d'apparence légèrement contradictoire. Lunačarskij n'était pas toujours le même, lorsqu'il jugeait avec sa tête, son cœur ou son goût.

Ses convictions théoriques étaient entièrement acquises, initialement du moins, au « Proletkult », les animateurs du mouvement étant souvent ses anciens compagnons de pensée tel Bogdanov. Lunačarskij prend une part active à la vie de l'organisation, à ses congrès particulièrement, et lui assure une situation matérielle privilégiée. Il partage pleinement l'idée assez messianique d'une relève totale du personnel et de la matière de l'ancienne littérature par une génération issue des milieux prolétariens. Certaines prises de position lui attirent de rudes critiques de la part de Lénine. Ce dernier

reprochait à Lunačarskij de cautionner une conception mécaniste, abstraite et assez naïve de cette relève qui devait se produire par mutation brusque, sans transition et de plus à l'écart des autres formes de la vie sociale⁷. En réalité il s'agissait là d'un engouement, plus ou moins sentimental, pour un schéma d'allure prophétique qui s'explique par le climat exalté des premières années de la révolution et par le tempérament lyrique de Lunačarskij.

Dans la pratique l'homme de grande culture et de culture classique qu'il était se montrait obstinément soucieux de sauvegarder et de recueillir certaines traditions fondamentales même lorsqu'elles s'incarnaient, provisoirement, dans des figures politiquement ou socialement indécisées. On savait la vigilance exemplaire dont il entourait les monuments du passé ou bien sa sollicitude envers les théâtres classiques. Elles irritaient souvent les extrémistes du « Proletkult ». A cet égard Lunačarskij fut toujours un exécutant zélé des principes de Lénine et plus tard de la célèbre résolution du parti bolchevick de 1925.

La ligne de conduite assez complexe de Lunačarskij était encore infléchie par d'autres motifs qui apparaissent de façon particulièrement nette dans ses rapports avec les groupes d'avant-garde et essentiellement le futurisme. Quelque prévention qu'il eût à l'encontre du futurisme d'avant 1917, Lunačarskij ne pouvait oublier que seuls, outre Blok conduit par ses sympathies social-révolutionnaires, et Meyerhold, les futuristes en tant que groupe avaient répondu à son premier appel à collaborer avec le nouveau régime⁸. Séduit par leur juvénile enthousiasme il leur fit une large place dans les nouvelles institutions culturelles : on leur confia la décoration de Moscou pour le premier anniversaire de la révolution en 1918 ; les moyens d'éditer une anthologie préfacée par Lunačarskij leur furent donnés à un moment de crise particulièrement difficile⁹ et la revue officielle du commissariat, *Iskusstvo Kommuny*, leur fut pratiquement livrée. On leur attribua des postes responsables dans les sections littéraires et artistiques du commissariat (« Lito » et « Izo »), la direction des affaires théâtrales revint à Meyerhold que ses audaces radicales rapprochaient du futurisme et qui avait d'ailleurs monté le premier spectacle de Majakovskij, *Mystère-Bouffes*.

⁷ Cf. le projet de résolution que Lénine rédige le 8 octobre 1920 pour marquer son désaccord avec le discours prononcé la veille au Congrès du Proletkult par Lunačarskij. *Œuvres de Lénine*, t. 31, p. 292.

⁸ Il dira : « Les futuristes sont les premiers à être venus en aide à la révolution. C'est chez eux qu'elle a trouvé l'écho le plus direct », in article « Ložka protivodija » dans la revue *Iskusstvo Kommuny*, 1918, n° 4.

⁹ Le recueil *Ržanoe slovo*, « Chrestomathie révolutionnaire du futurisme », Pétrograd, oct. 1918.

Lunačarskij fit de plus personnellement un accueil chaleureux aux premières œuvres révolutionnaires de Majakovskij : *Mystère-Bouffes* et 150 000 000¹⁰. Outre le réalisme qui enjoignait d'avoir recours aux éléments les plus loyaux, l'attitude de Lunačarskij est dictée par la volonté d'assurer la pleine et réelle liberté d'expression à toutes les tendances artistiques et particulièrement à celles qui connurent avant 1917 un certain ostracisme. « Jadis les écrivains révolutionnaires rencontraient sur leur chemin de grandes difficultés et non seulement ceux qui dans leurs œuvres exprimaient des idées révolutionnaires mais aussi ceux qui s'appliquaient à promouvoir une révolution de la forme et s'opposaient à la routine établie... L'État ouvrier et paysan doit se donner pour règle de donner accès auprès du lecteur de masse à tout ce qui est neuf et frais¹¹. » Il dit ailleurs : « Le Commissariat à l'instruction doit être impartial dans ses relations avec les diverses tendances de la vie artistique. Pour ce qui est des questions de formes le goût du commissaire du peuple et des représentants du pouvoir ne doit pas entrer en ligne de compte. Il faut accorder la possibilité d'un libre développement à toutes les personnalités et à tous les groupes artistiques¹². » Lunačarskij s'est toujours déclaré hostile aux méthodes de pression administrative et artificielle : « En tant que Commissaire du peuple je n'ai jamais rien interdit aux futuristes. Je dis que la liberté doit régner dans le domaine de la culture... Nous sommes forcés de ne pas admettre la liberté de la presse parce que la guerre civile fait rage. Mais Keržentsev sait que nous établissons la dictature de l'État pour, le plus tôt possible, envoyer l'État lui-même au diable¹³. » Ce libéralisme contredisait certains principes « ségrégationnistes » et autoritaires du « Proletkult » et exposait souvent Lunačarskij au grief d'« éclectisme anarchique ».

Enfin, personnellement, Lunačarskij était sans doute mieux placé que tout autre pour manifester quelque compréhension à l'égard des complexes recherches formelles des futuristes. Son mouvement d'intérêt pour l'art « moderne » avait laissé des traces. Les drames que ses écrasantes responsabilités ne l'empêchaient pas de composer à cette époque¹⁴ expriment les idées d'affranchissement sous une forme allégorique, mythique, directement héritée du symbolisme. Les accessoires métaphoriques empruntés à l'histoire des religions indisposent certains doctrinaires vétillieux. La naïve sévérité de ces derniers les juge incompatibles avec la fonction

¹⁰ « Majakovskij a écrit la première pièce pleinement révolutionnaire », article « Moim opponentam », in revue *Vestnik teatra*, 1920, n° 76-77.

¹¹ Préface au recueil *Ržanoe slovo*, op. cit.

¹² Lunačarskij, « Ložka protivjadija », in revue *Iskusstvo Kommuny*, 1918, n° 4.

¹³ Lunačarskij, « Commentaires à mes drames », conférence reproduite dans la revue *Vestnik teatra*, 1920, n° 76-77.

¹⁴ *Les Mages* (1918), *Ivan au Paradis* (1919), *Olivier Cromwell*, etc.

de l'auteur qui est l'objet d'attaques assez virulentes¹⁵. On a vu qu'initialement Lunačarskij n'était pas loin de se rallier à l'assimilation de la révolution esthétique et de la révolution politique chère aux futuristes¹⁶.

Il faut dire cependant que la sollicitude de Lunačarskij pour le futurisme avait toujours été nuancée d'une prudente circonspection. Il exprimait les plus nettes réserves sur le caractère des ouvrages des futuristes et relevait indirectement la précarité subjective et décorative du lien qui les unissait à la révolution : « *Ce livre est écrit par les futuristes. Ils sont diversement appréciés et il y a sans doute beaucoup de critiques à leur adresser. Mais ils sont jeunes et la jeunesse est révolutionnaire. Il n'est pas étonnant que leur art mordant, aux vives couleurs baigne malgré sa bizarrerie dans une atmosphère de courage et d'ambitieuse audace qui entretient certaines affinités avec nous*¹⁷. » Il parlera ailleurs de ces « ingrédients » et de cette « enveloppe » futuristes dans l'excentricité nuit à *Mystère-Bouffes*¹⁸. Plus précisément, il a soustrait les théâtres classiques (le Malyj Teatr et le Hudožestvennyj Teatr) à l'autorité de Meyerhold par défiance de l'extrémisme esthétique de ce dernier. « *Je peux confier au camarade Meyerhold la destruction de ce que le passé avait de mauvais et la création d'intéressantes nouveautés mais en aucun cas la conservation de ce que le passé avait de bon*¹⁹. »

Il est vrai que le futurisme ne cessait d'afficher bruyamment des tendances nihilistes à l'égard de toutes traditions et, malgré son ingéniosité parfois spécieuse, n'accordait pas toujours de façon également convaincante la phraséologie révolutionnaire et l'expérimentation esthétique.

Très vite attisé par les prétentions dictatoriales des futuristes, un fort courant d'hostilité se développe à leur égard. Il rassemble les éléments les plus divers. Les académiciens et les conservateurs de musées que Lunačarskij avait introduits à la section artistique du commissariat s'effrayent en interprétant littéralement le mot d'ordre « *fusiller Pouchkine* ». Lénine, fort mal disposé envers les futuristes, juge insensée la publication du poème de Majakovskij, 150 000 000, à 5 000 exemplaires. « *A mon avis il ne faut imprimer des choses pareilles qu'à un, dix, tout au plus 1 500 exemplaires pour les bibliothèques et les amateurs de bizarreries. Et fustiger Lunačarskij pour son futurisme. Ne peut-on trouver de solides antifuturistes*²⁰ ? » De son

¹⁵ Cf. article de P. Keržencev dans la *Pravda* du 20-11-1920.

¹⁶ Cf. Lunačarskij, « *Ložka protivjadija...* ».

¹⁷ Préface au recueil *Ržanoe Slovo*, *op. cit.*

¹⁸ Lunačarskij, « *Moim opponentam* », *op. cit.*

¹⁹ *Ibid.*

²⁰ Texte publié dans le tome LXV de *Literaturnoe Nasledstvo*, Moscou, 1958, p. 205.

côté le public populaire dans son ensemble accueille mal les spectacles futuristes. Peu familier des recherches de l'art moderne il juge incompréhensibles leurs audaces formelles. La décoration de Moscou pour l'anniversaire de la révolution a tout à fait déconcerté les simples gens : maisons badigeonnées de grandes taches de couleur dans le style cubiste, monuments non figuratifs ou fonctionnels dans le goût de la célèbre tour rotative de Tatlin. Les protestations de toutes sortes affluent vers Lunačarskij. Les plus sincères en même temps que les plus indignées viennent des ouvriers. Lunačarskij note : « *La masse des prolétaires a rejeté ce spectacle [Mystère-Bouffes de Majakovskij]... La mise en scène de la pièce Žor' [par Meyerhold] suscite un profond mécontentement dans les masses* »²¹, et plus tard : « *J'en connais beaucoup qui exigeaient la fermeture du théâtre [de Meyerhold] disant qu'il était un énorme scandale* »²². Les dirigeants du « Proletkult », exploitant ces réactions d'une foule non avertie, dénoncent furieusement les futuristes. Ils appliquent à leur endroit leur véritable manie des catégories sociologiques. « *Le futurisme est un produit social de la structure capitaliste, l'idéologie bourgeoise parvenue aux limites de son développement final. C'est l'ultime agitation de l'esprit bourgeois avant la mort, l'affolement devant la catastrophe. D'où ces contorsions sauvages, ce charlatanisme* »²³. Les futuristes étaient définis comme « la bohème petite-bourgeoise déclassée ». Lunačarskij, dans un article très modéré (*Une cuiller de contre-poison*), prend la défense de ses protégés²⁴. Il tente de les disculper du grief de nihilisme. Avouant qu'il « est lui-même troublé », il attribue néanmoins certains mots d'ordre explosifs à des outrances de langage. Il évoque les efforts que, parallèlement, quelques futuristes déploient pour la conservation de certaines valeurs anciennes²⁵. D'autre part, il rappelle aux futuristes qu'ils ne sont nullement fondés à présenter leurs idées comme la ligne officielle de l'État soviétique en matière d'art, soulignant précisément le souci de préservation des meilleures traditions qui anime ce dernier et contredit leurs affirmations radicales. Lunačarskij, enfin, se réfère aux grands mérites des futuristes devant la révolution. Il ne se prononce pas sur l'essence sociale du mouvement.

²¹ Lunačarskij, « Moim opponentam », in revue *Vestnik teatra*, 1920, n°s 76-77.

²² Intervention de Lunačarskij dans le débat « La politique théâtrale du pouvoir soviétique », 2 octobre 1926, publiée dans le tome LXV de *Literaturnoe Nasledstvo*, Moscou, 1958, p. 37.

²³ F. Kalinin, « O futurizme » (Sur le futurisme), in revue *Proletarskaja Kultura*, 1919, n°s 7-8.

²⁴ Lunačarskij, « Ložka protivojadija », in revue *Iskusstvo Kommuny*, 1918, n° 4.

²⁵ Il s'agit des tentatives de Punin pour préserver certains ateliers de peintres d'icônes. L'argument n'est pas tout à fait convaincant car c'est en cubistes que les futuristes s'intéressent à une forme d'art primitif.

Mais la guerre civile se déchaîne. La revue du commissariat cesse de paraître, les futuristes se dispersent non sans avoir l'impression d'avoir été évincés²⁶. Lorsqu'en 1923, Majakovskij et ses amis se regroupent autour de la revue *LEF*, l'attitude de Lunačarskij a nettement évolué. Pendant les plus dures années de lutte, sa mansuétude a connu certains déboires avec les groupes d'avant-garde qui foisonnaient alors au gré des plus exubérantes fantaisies. Les imaginistes, les amis d'Essenin, par exemple, n'ont pas hésité à procéder par abus de confiance pour se procurer du papier²⁷. Lunačarskij s'est entièrement rallié à l'analyse sociologique des théoriciens de la « Littérature prolétarienne » : les groupes d'avant-garde et leur goût pour les audacieuses recherches formelles sont, malgré les professions de foi, des survivances de la culture bourgeoise et ne peuvent en aucun cas être considérés comme de l'art prolétarien. Le futurisme n'échappe pas à cette définition. « *Le camarade Majakovskij et ses amis sont issus de la culture esthétique d'une bourgeoisie blasée qui cherchait de nouvelles fioritures, presque de la prestidigitiation*²⁸. » Et ailleurs : « *Le futurisme est le produit de la décomposition de la culture bourgeoise*²⁹. » Lunačarskij n'hésite pas à reprendre le plus perfide argument du « Proletkult » : la carrière du futurisme dans les cabarets d'avant la révolution³⁰. « *Le gauchisme en art est le produit de l'atmosphère malsaine des boulevards du Paris bourgeois et des cafés du Munich bourgeois*³¹. » Les théories critiques du formalisme étroitement associées au futurisme sont sévèrement condamnées par Lunačarskij³².

Il reproche enfin dans l'engagement révolutionnaire lui-même des futuristes un technicisme étroit, la préférence systématique des formes du journalisme à celles de l'art traditionnel. Les futuristes qui se heurtent à des manifestations croissantes de mauvaise volonté de la part des organismes d'édition et de l'administration des théâtres réagissent de façon très vive à ce revirement de Lunačarskij³³. A

²⁶ Cf. Déclarations de Majakovskij lors du débat qui suivit la conférence de Lunačarskij « Commentaires à mes drames », compte rendu in revue *Vestnik teatra*, 1920, n^{os} 76-77.

²⁷ Cf. Lettre de Lunačarskij au journal les *Izvestija*, du 14-4-1921.

²⁸ Intervention lors du débat « *Pervye kamni novoj kultury* », 9-2-1925, publié dans le tome LXV de *Literaturnoe Nasledstvo*, Moscou, 1958, p. 31.

²⁹ Lunačarskij, « Moim opponentam », *op. cit.*

³⁰ Cf. les articles de L. Sosnovskij, « *Želtaja kofta iz sovetskogo sitca* », in *Pravda*, 24-5-1923.

³¹ Lunačarskij, « Moim opponentam », *op. cit.* Allusion aux foyers de la peinture moderne.

³² Cf. participation de Lunačarskij au « Débat sur la méthode formelle », in revue *Pečat' i revoljucija*, 1924, n^o 5.

³³ La reprise de *Mystère-Bouffes* rencontre d'innombrables difficultés. (Cf. le débat « Faut-il monter *Mystère-Bouffes* », le 30 janvier 1921.) Majakovskij doit intenter un procès pour que le poème 150 000 000 soit imprimé.

l'issue d'un débat extrêmement animé, sur une mise en scène de Meyerhold³⁴, Majakovskij écrit à Lunačarskij une « Lettre ouverte » où il lui rappelle amèremment son approbation initiale, particulièrement celle de sa pièce *Mystère-Bouffes*. « C'était » pour la première fois « quelque chose d'adéquat aux réalités de la vie », dit-il en reprenant les termes de Lunačarskij, « et soudain cela pue comme un cadavre »³⁵.

La position de Lunačarskij néanmoins diffère sensiblement de celle de l'« Association des écrivains prolétariens » qui dans une large mesure apparaît comme l'héritière du « Proletkult ». Exempt du fanatisme sectaire de l'Association qui condamne globalement tout ce qui se rapporte au futurisme, Lunačarskij ne cesse de manifester son admiration et ses encouragements aux grandes figures du mouvement lorsqu'il reconnaît en elles un talent authentique et un sincère attachement à la révolution. Ainsi Meyerhold³⁶ et surtout Majakovskij. Ses critiques sont toujours nuancées d'une chaleureuse sympathie. Enthousiasmé par le difficile poème lyrique *Pro eto* de Majakovskij il adresse à l'auteur la lettre suivante : « *Cher Vladimir Vladimirovič ! Je suis encore sous le charme de votre admirable poème. Mais je dois vous dire que j'ai été désagréablement impressionné par l'affiche annonçant la lecture publique, par la réclame concernant « 1 800 vers incroyables et invraisemblables ». Il me semble qu'avant de réciter une si belle chose il n'est pas nécessaire de marcher sur les mains et d'agiter les pieds en l'air. Ces petites grimaces, qui passaient lorsque vous étiez un jeune poète, ne conviennent plus à votre personnalité tout à fait sérieuse et adulte. Abandonnez-les définitivement à Šercenevič³⁷. Je vous fais ce petit reproche parce que je vous aime beaucoup de manière générale et trois fois plus pour votre dernière œuvre³⁸.* » Lunačarskij invite Majakovskij à s'affranchir des impératifs étroits et abstraits d'une école animée par les hommes démesurément passionnés de système qu'étaient par exemple O. Brik et S. Tret'jakov. « *Pour Majakovskij le futurisme sera une maladie infantile... Il doit définitivement quitter sa « blouse jaune »³⁹. Ne vous souciez pas de ce que diront les théoriciens formalistes dans le genre de Šklovskij ou de Brik et alors, croyez-moi, les normes nouvelles surgiront presque d'elles-mêmes⁴⁰.* » Majakovskij et ses compa-

³⁴ Débat sur la mise en scène de la pièce *Zor*, du 22-11-1920.

³⁵ La lettre a paru dans le *Vestnik teatra*, 1920, n° 75.

³⁶ Cf. Lunačarskij, « *Le Revizor* de Gogol et Meyerhold », in revue *Novyj Mir*, 1927, n° 2.

³⁷ Membre du groupe imaginaire.

³⁸ Lettre publiée dans le journal *Literaturnyj Leningrad*, 14-4-1935.

³⁹ Allusion au costume excentrique de Majakovskij lors des soirées futuristes d'avant la révolution.

⁴⁰ Lunačarskij, « *Moim Opponentam* », *op. cit.*

gnons sont souvent ulcérés de cette bienveillance pédagogique et surtout par ce refus de la qualité d'« artistes prolétariens » à laquelle, dans la phraséologie de l'époque, il était attribué une importance décisive. Majakovskij, pour sa part, ne manque pas la moindre occasion de souligner sa solidarité avec ses amis⁴¹. Il en résulte une longue série de joutes oratoires et publiques entre Lunačarskij et les membres du *LEF*⁴². Mais la virulence des propos n'altère jamais les excellentes relations personnelles.

En réalité à mesure que le tempérament original de Majakovskij prenait tout son relief et s'orientait vers un certain classicisme monumental, des divergences toujours plus nombreuses et plus graves le séparaient de l'orthodoxie futuriste jusqu'à une véritable rupture en 1928. Lunačarskij les relevait avec une obstination malicieuse. Il devait aussi prononcer une oraison funèbre du poète, brillante et émue, lui décernant enfin le titre de « poète prolétarien » que la mesquinerie de ses adversaires lui refusait jusque dans la tombe⁴³. On sait en effet que le nom de « compagnon de route », autre formule-clef de l'époque, avait toujours été ressenti comme une injure par la passion de Majakovskij.

Aujourd'hui certes les jugements portés par Lunačarskij sur le futurisme, ou sur Majakovskij, ne nous satisfont pas entièrement. Cédant à la mode du temps, aux schémas abstraits qui obsédaient les esprits, ils pèchent parfois par excès sociologique, ainsi lorsqu'ils reflètent précisément des débats souvent artificiels sur la pureté « prolétarienne » de telle ou telle forme d'art ou bien lorsqu'ils divisent arbitrairement l'œuvre de Majakovskij entre un élément lyrique tourné entièrement vers le passé et un élément épique qui seul serait en prise sur l'avenir⁴⁴.

Mais dans son ensemble, l'attitude de Lunačarskij à l'égard du futurisme illustre bien la conception largement compréhensive des voies de la culture nouvelle qui était celle du commissaire et du critique. La fermeté des principes, le schématisme même de certaines conclusions ne s'incarnaient jamais en procédés sectaires. Ils étaient tempérés par un sens aigu, et sans préventions, des authentiques valeurs artistiques, par de chaleureuses qualités humaines, par le respect du cheminement particulier nécessaire à chaque créateur dans une complexe période de transition, enfin par un refus délibéré des stériles méthodes d'autorité dans le domaine de la culture. S'il

⁴¹ Cf. l'intervention de Majakovskij au cours du débat « *Pervye kamni novoj kultury* », 9 février 1925, *op. cit.*

⁴² Ainsi les débats « *Pervye kamni novoj kultury* » (9 février 1925), « *Teatral'naja politika sovetskoj vlasti* » (2 octobre 1926), etc.

⁴³ Reproduite dans la *Literaturnaja gazeta* du 21-4-1930.

⁴⁴ Cf. « Majakovskij novateur », discours prononcé à l'Académie communiste le 14 avril 1931.

fut l'un des premiers à envisager une certaine unité de méthode pour la littérature soviétique sous le nom de « réalisme socialiste »⁴⁵, s'il reconnut toujours la légitimité d'une orientation politique de l'art, il devait dire aussi : « *Il vaut mieux se tromper et présenter au peuple quelque chose qui ne peut ni aujourd'hui ni plus tard gagner sa sympathie plutôt que de laisser sous le boisseau (pour la raison qu'elle n'est pas du goût de tel ou tel) une œuvre riche d'avenir*⁴⁶. »

C'est en ce sens que l'on peut rapporter au rôle de Lunačarskij une part notable dans la qualité, la variété et la ferveur de la culture soviétique des années qui suivirent la révolution.

Claude FRIOUX.

Paris, septembre 1959.

⁴⁵ Cf. « Le Réalisme socialiste », exposé fait par Lunačarskij devant le comité d'organisation de l'Union des écrivains en février 1933, publié dans la revue *Sovetskij Tearp*, 1933, n^{os} 2-3.

⁴⁶ Préface au recueil *Ržanoe Slovo*, *op. cit.*

ERRATA

Quelques erreurs se sont glissées dans l'article que nous avons publié dans le précédent numéro. Nous prions le lecteur de nous en excuser et de rectifier de la façon suivante :

P. 109, ligne 1 : de 1918 à 1930.

P. 110, ligne 35 : *Dom iskusstv...*

P. 111, ligne 42 : « Les circonstances de la vie... des petits articles », est une citation de Belyj.

P. 112, ligne 18 : *Naznačenie*,
ligne 26 : *Veselovskij*.

P. 113, ligne 18 : *Vokrug voprosa...*
ligne 19 : *Pečat' i revoliucija...*

P. 117, ligne 37 : *Novyj god...* Nouvelle année, Nouveau LEF.

P. 118, ligne 14 : *Futuristy stroiteli jazyka*.
note : « *K zadače dnja* ».

P. 120, ligne 34 : Citation de Bogdanov, p. 100.
ligne 36 : Lénine.

P. 121, ligne 34 : *Za živogo čeloveka...*

P. 125, ligne 1 : *Œuvres*, t. 33, p. 197.

P. 126, ligne 19 : Citation de Trotskij, p. 154.
ligne 26 : *O politike partii v oblasti hudožestvennoj literatury*.

CONCEPTION ET ORGANISATION DE LA DÉFENSE SELON LE DROIT PÉNAL SOVIÉTIQUE

Le droit de l'accusé à la défense est proclamé par l'article III de la Constitution de l'U.R.S.S. qui est ainsi rédigé : « *Les débats dans tous les tribunaux de l'U.R.S.S. sont publics, sauf exceptions prévues par la loi, et le droit de défense est assuré à l'accusé.* »

Nous nous proposons de rechercher comment ce droit de défense peut être exercé, du moins d'après les textes qui en précisent les modalités — et comment fonctionnent en Union Soviétique les « collègues de défenseurs » habituellement chargés d'assurer la défense des citoyens devant les tribunaux soviétiques.

* * *

Entendu au sens le plus général, *le droit à la défense* de tout inculpé trouve son application dans l'ensemble des mesures destinées à garantir à ce dernier la possibilité de démontrer son innocence.

Ce sont ces mesures que nous allons énumérer dans l'ordre logique que leur fixe le Code de procédure pénale de la R.S.F.S.R. Ce Code, on le sait, a servi de modèle à ceux des autres Républiques de l'U.R.S.S.

Tout d'abord la personne inculpée d'avoir commis une infraction¹ a le droit de savoir sur quoi porte exactement l'inculpation dont elle fait l'objet. Cette inculpation motivée (art. 128 du Code de procédure pénale) est portée à sa connaissance, avant l'interrogatoire, par le fonctionnaire qui effectue l'instruction de l'affaire (art. 135 du Code de procédure pénale).

Les explications de l'inculpé doivent, dans la mesure du possible, être recueillies mot pour mot dans le procès-verbal qui relate son

¹ Nous employons ce terme dans son sens le plus large, qui englobe les notions de crime, de délit ou de contravention, suivant en cela l'exemple qui nous est donné par les meilleurs théoriciens du droit comparé.

audition (art. 138 du Code de procédure pénale) et, à la fin de l'interrogatoire, l'inculpé a le droit de lire ledit procès-verbal en son entier et d'exiger qu'il soit complété et corrigé selon ses indications. L'article 139 du Code de procédure pénale qui renforce ces dispositions, précise même en son paragraphe 2 qu'on doit accorder à l'inculpé, sur sa demande, le droit de rédiger lui-même ses déclarations.

L'inculpé est également en droit de demander à l'instructeur² d'interroger des témoins, de nommer des experts ou de réunir d'autres preuves (art. 112 du Code de procédure pénale) et ce n'est que par une décision *motivée* (et susceptible de recours) que l'instructeur pourra s'y refuser (art. 114 du Code de procédure pénale).

La participation active de l'inculpé à l'expertise est réglementée par l'article 169 du Code de procédure pénale qui prévoit qu'au cas où l'inculpé le demande, l'instructeur peut appeler, outre les experts choisis par lui, un expert désigné par l'inculpé — et, par l'article 171 qui précise que l'inculpé a le droit de présenter par écrit des questions sur lesquelles l'expert devra proposer des conclusions.

On sait que, d'autre part, l'inculpé a le droit de récuser les experts choisis par l'instructeur comme il peut le faire pour le juge, le procureur et même l'interprète (art. 43, 45, 48 et 49 du Code de procédure pénale).

Le Tribunal Suprême de l'U.R.S.S., selon ce qu'écrit M. Petrenko dans son étude : *La garantie du droit de l'inculpé à la défense d'après le droit pénal soviétique*³, veille sévèrement au respect des droits de l'inculpé en cas d'expertise. C'est ainsi que le Tribunal Suprême a infirmé un jugement rendu dans une affaire « P. et autres » parce que les expertises comptables et techniques avaient été menées en violation des droits des inculpés ; non seulement ces derniers n'y avaient pas pris part, mais encore ils n'en avaient été avisés que plusieurs jours après qu'elle eut eu lieu ; il avait pourtant été mentionné sur les actes que ces expertises avaient été effectuées en présence et avec la participation de P.

La sauvegarde des intérêts légaux des inculpés à l'occasion de l'expertise se manifeste encore en ceci que l'instructeur est dans l'obligation d'en communiquer les résultats à l'inculpé — et mention en est faite au procès-verbal. Le fait de ne pas se soumettre à cette

² Nous avons préféré adopter le terme d'instructeur et non celui de « juge d'instruction » pour traduire le mot russe *sledovatel'* en raison du caractère d'*auxiliaire du Parquet* — et non de magistrat — de ce fonctionnaire. Il est d'ailleurs remarquable que les Russes eux-mêmes (dans leur *Dictionnaire juridique* de 1956, t. II, p. 385) traduisent dans leur langue notre terme de « juge d'instruction » non par celui de *sledovatel'* mais par celui de *sledstvennyj sudya*, c'est-à-dire « juge instructeur ».

³ Moscou, 1955, p. 16.

exigence est considéré, dans la pratique des tribunaux, comme une violation grossière des droits de l'inculpé. Petrenko cite encore à cette occasion⁴ une décision du Tribunal Suprême d'U.R.S.S. en date du 25 mars 1953 renvoyant pour supplément d'information une affaire G. pour le motif que des conclusions de l'expert n'avaient pas été portées à la connaissance de l'inculpé.

L'article 174 du Code de procédure pénale prévoit enfin que l'instructeur, s'il estime que l'expertise n'est pas assez claire ou assez complète, peut de sa propre initiative ou sur *requête de l'inculpé*, ordonner par décision motivée une nouvelle expertise.

Nous avons indiqué que les décisions de l'instructeur étaient susceptibles de pourvoi de la part de toutes les parties — et notamment de l'inculpé. Nous devons donc préciser que ce pourvoi est prévu par l'article 212 du Code de procédure pénale qui stipule que c'est le procureur du « rayon » de l'instructeur qui en est saisi, et par l'article 220 qui stipule qu'au cas où la partie en cause ne serait pas d'accord avec la décision du procureur, la cause pourrait être déférée au tribunal du gouvernement⁵.

Pour en finir avec les droits de l'inculpé pendant la période de l'instruction, il nous reste à signaler que l'article 206 du Code de procédure pénale dispose que « *Lorsqu'il a estimé l'enquête préalable terminée et les éléments obtenus suffisants pour justifier des poursuites judiciaires, celui qui mène l'enquête est tenu d'en aviser celui qui en fait l'objet, de lui expliquer son droit d'examiner toute la procédure, de lui en procurer la possibilité et de lui demander s'il désire que l'enquête soit complétée — et de quelle manière exactement. Au cas où celui qui fait l'objet de l'enquête indiquerait des circonstances ayant de l'importance pour l'affaire et sur lesquelles il n'avait pas été précédemment enquêté, celui qui mène l'enquête est tenu de la compléter* ».

* * *

Examinons maintenant comment la loi soviétique assure au prévenu une réelle possibilité de préparer sa défense devant le tribunal.

Tout d'abord le prévenu est en droit de savoir directement sous quel chef d'inculpation il est renvoyé devant ce tribunal. A cette fin, l'article 252 du Code de procédure pénale précise : « *Le prévenu et son défenseur à partir de sa désignation ou de son admission, ont le droit de prendre connaissance du dossier et d'en recopier les éléments d'information qui leur sont nécessaires.* »

⁴ *Op. cit.*, p. 16.

⁵ C'est-à-dire à la juridiction supérieure à celle auprès de laquelle est affecté le procureur qui a rendu la décision attaquée.

D'autre part une copie des conclusions d'inculpation doit être adressée à l'inculpé par les soins de celui qui présidera l'audience, et cela *trois jours au moins* avant celle-ci. Ce délai doit être compté selon les prescriptions de l'article 83 du Code de procédure pénale, c'est-à-dire en jours *francs*, ainsi qu'en témoigne une décision du Tribunal Suprême d'U.R.S.S. en date du 20 avril 1949⁶ annulant une décision d'un tribunal populaire, parce que ce dernier avait examiné le 6 décembre 1947 une affaire dans laquelle les conclusions d'inculpation n'avaient été remises au prévenu que le 3 décembre.

Lors de l'audience, le tribunal est tenu d'interroger les parties — et par conséquent l'inculpé — pour savoir si elles ont des requêtes à présenter concernant la convocation de nouveaux témoins ou experts, en dehors de ceux qui ont déjà été convoqués à l'audience — ou concernant la production d'autres preuves, notamment de preuves qui se trouveraient en possession d'une des parties en cause (art. 272 du Code de procédure pénale).

Le magistrat qui préside l'audience doit en outre avertir le prévenu de son droit de poser des questions aux témoins, aux experts et aux autres prévenus, et de donner des explications aussi bien sur le fond de l'affaire qu'au sujet de certaines circonstances, à n'importe quel moment de l'instruction de l'affaire devant le tribunal (art. 277 du Code de procédure pénale).

Enfin, après avoir porté à la connaissance tant du prévenu que de la victime quels sont exactement leurs droits, le président est tenu de leur faire aussi connaître la composition du tribunal et de leur *expliquer leur droit de récusation* en leur demandant s'ils entendent en user (art. 278 du Code de procédure pénale).

Après avoir lu à l'audience les conclusions d'inculpation, le président doit expliquer au prévenu, dans *des termes compréhensibles pour ce dernier*, la nature de son inculpation (art. 280).

Tout prévenu a le droit de fournir des explications au sujet de la déposition de chaque témoin (art. 282) et d'*interroger lui-même les autres prévenus* (art. 283). Il est le premier à interroger les témoins qui ont été cités sur l'initiative du tribunal (art. 287). La parole doit toujours être donnée en dernier au prévenu ou à son défenseur (art. 307). Enfin, après la dernière plaidoirie, le président déclare clos les débats et offre au prévenu de faire une dernière déclaration, après laquelle le tribunal se retire pour élaborer son jugement. Toutefois aucune question ne peut, à ce moment, être posée au prévenu par le tribunal ou par les autres parties aux débats (art. 309).

⁶ Cité par V. M. Petrenko, *op. cit.*, p. 21.

Postérieurement aux débats, mais avant que le tribunal se retire dans la chambre des délibérations, les parties — et par conséquent le prévenu — ont le droit de soumettre au tribunal, par écrit, une nouvelle formule d'inculpation rédigée en tenant compte des données fournies par l'examen de l'affaire à l'audience. Cette nouvelle formule d'inculpation est alors examinée par le tribunal, mais ne revêt bien entendu aucun caractère obligatoire (art. 310 du Code de procédure pénale).

* * *

Les garanties de la défense sont enfin assurées par la possibilité pour l'inculpé condamné en première instance d'user des voies de recours.

Les pourvois formés par le prévenu peuvent être portés directement devant le tribunal supérieur ou déposés au tribunal dont les accusés contestent le jugement. Cette souplesse formelle de la procédure trouve encore sa confirmation dans le fait qu'au cas où le délai de recours a été dépassé pour une raison valable, celui qui s'est pourvu peut, sur sa requête, obtenir la réouverture des délais (art. 345 du Code de procédure pénale). Le procureur, dont la mission essentielle est de veiller au respect de la légalité sous toutes ses formes est également en droit de se pourvoir contre une décision qui violerait les droits ou les intérêts légaux des parties — et par conséquent du prévenu — même si celles-ci s'étaient abstenues d'exercer aucune voie de recours.

Devant les tribunaux supérieurs, après audition du rapport de l'un des juges, les parties fournissent leurs explications, la parole étant donnée en premier à celle qui a formé le pourvoi. Ensuite, le tribunal supérieur entend les conclusions du procureur, mais laisse toujours la parole en dernier au prévenu ou à son défenseur (art. 410 du Code de procédure pénale).

Au cas où le jugement primitif aurait été annulé pour les motifs indiqués dans le pourvoi du condamné, celui-ci ne pourrait se voir infliger, lors du second examen de l'affaire devant la juridiction de renvoi, une peine plus lourde que celle qui avait été fixée à l'occasion du premier examen de l'affaire (art. 424 du Code de procédure pénale).

Ajoutons enfin, qu'en ce qui concerne l'exécution des jugements, un sursis peut intervenir en cas de maladie du condamné, de grossesse (l'exécution est reportée à deux mois après les couches) ou encore si le fait de purger immédiatement la peine devait entraîner des conséquences particulièrement graves pour le condamné ou pour sa famille (art. 456 du Code de procédure pénale). Toute décision

relative à l'exécution du jugement est tranchée par le tribunal qui l'a rendu, en audience publique, après audition du procureur et du condamné (art. 461 et 462 du Code de procédure pénale).

*
* *

Après avoir rappelé les dispositions essentielles de la procédure pénale soviétique qui établissent les droits de l'inculpé pour assurer sa défense, nous allons étudier maintenant comment, en fait, cette défense est exercée, c'est-à-dire par qui et dans quelles conditions.

L'article 53 du Code de procédure pénale de la R.S.F.S.R. énumère ainsi les personnes autorisées à prendre part à une affaire pénale en tant que défenseurs : les membres des collèges de défenseurs (qui correspondent à nos barreaux), les proches parents de l'inculpé, les représentants mandatés des administrations et entreprises d'État, ainsi que du soviet central panrusse des associations professionnelles, des sociétés de consommateurs et des organisations sociales. D'autre part, le tribunal peut encore autoriser, par décision spéciale, d'autres personnes à exercer les fonctions de défenseur de l'inculpé.

Mais, rappelle fort opportunément P. S. El'kind⁷, dans la pratique ce sont surtout les membres des collèges de défenseurs, c'est-à-dire les avocats, qui assurent la défense des inculpés. L'intervention des parents de ces derniers ne présente habituellement qu'un caractère *complémentaire*. Quant à la défense de l'inculpé par un représentant muni des pleins pouvoirs d'un organisme d'État ou d'une organisation sociale, elle est fort rare et, même dans ce cas, il s'agira aussi d'une défense complémentaire se rapprochant, en fait, de ce qui existe devant nos tribunaux sous la forme de la déposition d'un témoin de moralité.

L'avocat étant, en définitive, le principal sinon le seul défenseur de l'inculpé, examinons donc de quelle façon sa profession est organisée et comment son rôle dans le procès pénal est conçu par les juristes soviétiques.

*
* *

Après une courte période, pendant laquelle l'ordre des avocats, dissous par le décret du 24 novembre 1917, n'était remplacé par aucune autre institution, le décret n° 2 sur la justice du 7 mars 1918 organisa des collèges de « défenseurs du droit » (*pravozastupniki*),

⁷ P. S. El'kind, « La question du droit de l'inculpé à sa défense », *Učenyje zapiski*, 1956, n° 202, p. 240.

élus par les soviets locaux et dont le rôle était double puisqu'ils pouvaient aussi bien soutenir l'accusation qu'assurer la défense des prévenus. Bien qu'à cette époque n'importe quel citoyen, pourvu qu'il n'ait jamais été condamné et qu'il jouît de tous ses droits civiques, pût exercer les fonctions de défenseurs, seuls les membres desdits collèges avaient le droit de percevoir une rémunération pour leurs services.

En 1920, on considéra comme un devoir civique, de la part de ceux qui en étaient capables, d'assurer la défense des inculpés traduits devant les tribunaux. Des listes furent alors dressées par les soviets locaux, les organisations professionnelles, les organisations du parti et l'administration de la justice. Les personnes figurant sur ces listes étaient astreintes à cette sorte de prestation consistant à assurer, au moins six jours par semestre, les fonctions de « défenseur en justice ». Mais ce système aboutit à un échec, en raison tant du peu d'empressement des citoyens désignés que de la mauvaise volonté des organismes au service desquels ils travaillaient.

En 1922, une ordonnance réorganisait l'« *advokatura* » en créant des collèges de défenseurs auprès des tribunaux de gouvernement. Les membres en étaient désignés par les comités exécutifs des différents gouvernements. Ces collèges jouissaient d'une certaine autonomie après élection par leurs membres d'un *praesidium* dirigeant leurs activités et se prononçant sur les admissions ultérieures de nouveaux membres. Mais, en 1924, cette autonomie disparut, les tribunaux devenant alors compétents pour modifier les décisions prises par les *praesidia* des collèges de défenseurs.

De 1922 à 1930 la profession d'avocat s'exerçait à titre individuel (les honoraires étant toutefois taxés) et sous forme de prestations collectives avec consultations gratuites. Quelques années plus tard, en 1930, intervenait une profonde réforme de structure substituant l'activité de groupe à la pratique de la clientèle individuelle. Les avocats étaient organisés en « *Kollektiv* » et les clients demandaient assistance à un *groupe d'avocats*. Les honoraires étaient versés à la caisse du groupe et les membres de ce dernier percevaient une rémunération proportionnelle au nombre et à l'importance des affaires qu'ils avaient traitées.

Aujourd'hui, l'« *advokatura* » est régie par un « Règlement » adopté le 16 août 1939 par le conseil des commissaires du peuple. Ne peuvent être avocats que ceux qui font partie d'un collège d'avocats (sauf autorisation exceptionnelle délivrée par le ministre de la Justice de la république compétente). Les collèges d'avocats sont des associations libres, c'est-à-dire non chargées d'un service public. Il en existe dans toutes les provinces, territoires et républiques autonomes. Ces collèges ont, deux fois par an, une assem-

blée générale qui a qualité pour élire un *praesidium* et qui est habilitée (comme ce dernier) à trancher toutes les questions soulevées par les activités des avocats. L'assemblée générale a également qualité pour approuver les comptes, le budget, le règlement intérieur qui lui sont soumis tant par le *praesidium* que par les « commissions de révision » dont les membres sont élus pour deux ans au scrutin secret (comme ceux du *praesidium*).

Dans les principales villes d'U.R.S.S. le *praesidium* du collège des défenseurs organise des *bureaux de consultations* et si le nombre des avocats qui le composent atteint quinze membres, un directeur est nommé, qui n'exerce plus alors que des fonctions administratives et auquel le *praesidium* verse, à ce titre, une rémunération. Pour appartenir à un collège d'avocats, il faut ou bien avoir reçu une éducation juridique supérieure, ou bien avoir suivi les cours d'une école de droit et justifier d'un stage pratique d'un an, soit à la *prokuratura*, soit dans un tribunal ou auprès des services de l'instruction. Il n'est pas nécessaire de suivre les cours d'une école de droit, si on justifie d'un stage d'au moins trois ans. Bien entendu, tous les candidats avocats doivent jouir de l'intégralité de leurs droits civiques et ils sont soumis à une enquête approfondie de la part du ministère de la Justice compétent. Il est à signaler que la fonction d'avocat est exclusive de toute autre activité — sauf pédagogique ou découlant d'un mandat électif.

Les honoraires des avocats sont taxés selon des instructions fixées par le ministère de la Justice et qui doivent être affichées très visiblement dans tous les bureaux de consultations. Toutefois les tarifs ainsi prévus étant des tarifs maxima, les honoraires effectivement versés par le client seront fixés selon accord intervenu entre ce dernier et son avocat (ou le directeur du bureau de consultations quand, en raison du nombre des membres de ce bureau, il existe un directeur). Ils sont inscrits sur une fiche comptable signée par les intéressés. Le versement desdits honoraires est d'ailleurs effectué à la caisse du collège et porté au compte personnel de l'avocat. Il est prévu une retenue de 30 % sur les honoraires pour couvrir les frais de fonctionnement du bureau de consultations, du *praesidium*, de la préparation des cadres, etc. Aucun honoraire n'est dû pour une simple consultation orale du bureau. Le directeur du bureau peut encore dispenser de tout versement un client dont la situation matérielle est jugée par lui trop difficile — et ce en dehors des cas où la gratuité de l'assistance judiciaire est formellement prévue par l'instruction sur les honoraires.

Les mesures disciplinaires qui peuvent frapper les membres des collèges de défenseurs sont l'observation, la remontrance, le blâme, la suspension (jusqu'à six mois) et l'exclusion définitive ou tempo-

raire. Un recours contre une pareille décision est toujours possible devant le ministère de la Justice compétent.

A l'heure actuelle des campagnes sont activement menées dans les revues juridiques d'U.R.S.S. pour aboutir à la généralisation d'un nouveau système de rémunération des avocats déjà en vigueur dans la région de Rostov. Ce système, qui tient compte à la fois des qualités professionnelles des avocats et du volume des affaires traitées effectivement par eux, permet une répartition de l'ensemble des honoraires versés par tous les clients des membres du collège, ce qui supprime l'existence de différences anormales dans les sommes perçues mensuellement par chaque avocat, élève en conséquence la moyenne des honoraires, accroît le sentiment de responsabilité de chacun en ce qui concerne le travail à accomplir et combat efficacement tout esprit de vénalité⁸.

* * *

C'est précisément sur cet esprit de vénalité et sur l'iniquité d'une procédure qui offrirait, en Occident, ses ressources aux habiletés ou aux manques de scrupule des avocats qu'insistent les auteurs soviétiques.

Dans son ouvrage intitulé *Le Tribunal soviétique*⁹, I. I. Goljakov n'hésite pas à écrire : « *L'avocat soviétique ne freine pas l'activité du tribunal dans l'intérêt d'un prévenu riche, comme cela est habituel de la part d'un avocat bourgeois. Lorsqu'il a reçu des honoraires abusifs, l'avocat bourgeois ne pense guère à la légalité ou même à la moralité de ses actes devant le tribunal. C'est pourquoi il « défend » son client — souvent un criminel dangereux — en dépit des intérêts de la société. Par tous les moyens, il aide son client à se tirer d'affaire vis-à-vis du tribunal, même en usant d'un mensonge ou d'un témoignage sollicité. Si des témoins ont reconnu l'inculpé au moment de son délit, on s'efforcera de saper le crédit qui s'attache à leur déposition.*

» *L'avocat soviétique s'oppose autant à l'avocat bourgeois que le droit soviétique au droit bourgeois.* »

« *La tâche du défenseur soviétique n'est pas d'embarrasser le tribunal et de compliquer le procès, mais bien de concourir à l'exercice de la justice, d'assurer au tribunal la possibilité de comprendre à fond l'affaire et de rendre la justice en toute équité. Sont étrangers au*

⁸ Abramov, Président du présidium du collège des avocats de la région de Rostov, *Sovetskaja Justicija*, 1957, n° 3, p. 24.

⁹ I. I. Goljakov, *Le tribunal soviétique*, Moscou, 1958, p. 89. Voir aussi l'article leader du n° 7 de la revue *Sovetskaja Justicija* de 1957 intitulé « Le haut devoir politique et social du barreau soviétique ».

tribunal soviétique des assauts de rhétorique entre le procureur et l'avocat qui ont pour résultat de rendre l'affaire moins claire devant le tribunal qu'elle ne l'était au début du procès. » Et I. I. Goljakov de citer les paroles de l'un des avocats russes les plus célèbres avant la révolution¹⁰ :

« Après les débats devant les tribunaux, les jurés ont habituellement une idée assez vivante des preuves examinées au tribunal devant eux. Mais voilà que commencent les ultimes débats ; une controverse tout à fait indépendante s'engage dans laquelle la discussion porte sur ce que les témoins ont dit ; des discours sont prononcés dans lesquels les preuves sont exposées dans une toute autre lumière que celle dans laquelle elles étaient apparues devant le tribunal et l'impression vivante des jurés commence à s'effacer. »

C'est bien de l'esprit dans lequel doit travailler l'avocat soviétique qu'il est encore question dans les articles des avocats Goldiner et Uljanova¹¹, ainsi que dans l'exposé magistral du professeur Strogovič¹².

Tous réagissent contre le concept « auxiliaire du tribunal » employé et défendu par le professeur Celsov, qui n'hésite pas à transformer éventuellement le défenseur en second accusateur public, s'il estime, malgré les dénégations de son client, que la culpabilité de ce dernier est suffisamment démontrée.

A ce sujet, l'argumentation de M. Strogovič est particulièrement convaincante : tout d'abord, remarque-t-il¹³, dans un procès pénal, l'existence d'un tel personnage : « auxiliaire du tribunal » n'est mentionnée nulle part dans la procédure ; en second lieu, si l'avocat devait être considéré comme un auxiliaire du tribunal, on ne comprendrait pas pourquoi le choix de cet auxiliaire dépendrait non du tribunal, mais de l'inculpé ; enfin il serait complètement incompréhensible que ce soit le prévenu et non le tribunal qui rémunère ses services.

C'est sur le cas limite d'un désaccord sur le système de défense entre un inculpé qui conteste obstinément les données de l'accusation et son défenseur qui ne partage pas sa conviction qu'insistent les auteurs plus haut cités pour tenter de définir le rôle que doit jouer l'avocat devant le tribunal soviétique.

Pour M. Goldiner, l'avocat, du fait qu'il est le défenseur du prévenu, ne peut en aucun cas, sous prétexte de concourir à la recherche et à la manifestation de la vérité, faciliter son inculpation

¹⁰ L. E. Vladimirov, *L'examen psychologique dans le procès pénal*, Moscou, 1901, pp. 5 et 6.

¹¹ *L'État soviétique et le Droit*, 1957 et 1958.

¹² Celsov, *L'avocat dans la procédure pénale soviétique*, Moscou, 1954, pp. 48-49.

¹³ Strogovič, « La position de l'avocat dans le procès pénal soviétique », in *Socialističeskaja zakonnost'* de mars 1959, pp. 25 et suiv.

ou l'aggravation de celle-ci. Pour lui, tant qu'il existe une possibilité logique de contester l'accusation, en se fondant sur l'obscurité ou la contradiction de certaines charges, le défenseur est tenu de l'utiliser — du moins sous la forme d'un doute et ne serait-ce que pour obtenir des vérifications complémentaires.

Pour M^{me} Uljanova, le rôle indépendant que joue, par rapport à son client, l'avocat dans le procès pénal, doit trouver son illustration dans la possibilité pour l'avocat qui a étudié soigneusement les éléments de la cause d'expliquer clairement son point de vue à son client, alors si ce dernier n'use pas à ce moment de son droit de se choisir un autre défenseur, l'avocat est fondé à assurer la défense qu'il assume devant le tribunal en conformité de la position qu'il a choisie (par exemple en ne plaidant que sur l'existence de circonstances atténuantes).

Ce faisant, dit M^{me} Uljanova, l'avocat se montre bien l'auxiliaire du tribunal en contribuant à projeter un maximum de lumière sur les éléments de la cause qui militent en faveur de son client — un travail semblable, mais en sens inverse, étant effectué par le procureur qui s'attache à souligner les charges de l'accusation.

Mais tous ces auteurs mettent finalement l'accent sur le rôle de représentant des intérêts *légaux* de son client que joue l'avocat. Et c'est bien ce point de vue qu'a également exprimé dans le rapport de la commission des propositions de lois, qu'il présidait, lors de la séance du Soviet suprême de l'U.R.S.S. du 25 décembre 1958, le député D. R. Rassoulov lorsqu'il a précisé : « *Le défenseur est tenu d'utiliser toutes les mesures prévues par la loi pour la défense de l'inculpé, et de lui fournir l'aide juridique nécessaire. Il faut encore souligner que du point de vue de la loi soviétique et des principes de la moralité socialiste, le défenseur ne peut se conduire de telle sorte qu'il cherche à mettre son client hors de cause par n'importe quel moyen ou méthode. L'avocat soviétique doit servir la grande cause humaine de la défense de la société socialiste, de la loi, du droit et de l'équité. C'est précisément cela qui doit déterminer sa ligne de conduite dans la défense de l'inculpé. La défense des intérêts et des droits légaux de l'inculpé — voilà ce qui constitue la tâche du défenseur, et non la défense des prétentions illégales de l'inculpé, défense qui se transformerait inévitablement en défense du délinquant et du délit*¹⁴. »

*
* * *

A cette séance du Soviet suprême du 25 décembre 1958, furent adoptés des textes fondamentaux relatifs à l'organisation judiciaire

¹⁴ *Pravda*, numéro du 26-12-1958.

de l'U.R.S.S., au droit pénal et à la procédure pénale¹⁵. Ces textes ont une portée considérable, puisqu'ils sont valables sur toute l'étendue du territoire de l'Union Soviétique et qu'ils constituent en quelque sorte les cadres dans lesquels viennent s'insérer les dispositions législatives particulières de chaque république fédérée. Ces dispositions ne peuvent d'ailleurs avoir force de loi que dans la mesure où elles ne sont pas en contradiction avec lesdits textes fondamentaux.

Or, ces textes et notamment les « Fondements » de la procédure pénale, ont explicitement affirmé des principes qui constituent autant de garanties — dont certaines sont nouvelles — pour le citoyen soviétique, comme le *principe de légalité* (art. 4), la publicité des débats judiciaires (art. 12), la participation obligatoire du prévenu à ces débats (art. 39), l'égalité des droits de tous les participants aux débats (art. 39), l'interdiction de rejeter la charge de la preuve sur l'inculpé (art. 14, par. 2), l'interdiction d'obtenir des déclarations du prévenu en employant la violence, la menace ou autres moyens illégaux (art. 14, par. 3).

Enfin, le rôle du défenseur est élargi puisqu'il peut, dans tous les cas, intervenir à partir du moment où il a été signalé à l'inculpé que la procédure préalable était terminée (art. 22, par. 1) et qu'en outre, avec la permission de l'instructeur, le défenseur peut être présent lors des interrogatoires de l'inculpé et lorsque d'autres actes d'instruction sont effectués à la requête de l'inculpé ou de son défenseur (art. 23, par. 2 *in fine*).

Enfin, dans les affaires concernant des délinquants mineurs, ainsi que les personnes qui, en raison de leurs déficiences physiques ou mentales, ne peuvent exercer elles-mêmes leur droit de défense, le défenseur est admis à prendre part à l'affaire à partir du moment où l'inculpation est notifiée (art. 22, par. 2).

Il reste à espérer que ce mouvement de libération de la procédure pénale aboutisse à la généralisation sans condition de cette dernière mesure, ainsi que le souhaitent de nombreux pénalistes soviétiques. Ceux-ci soulignent l'importance du stade de l'instruction dans la procédure pénale non seulement parce qu'on y met au point les éléments d'appréciation destinés à être fournis au tribunal, mais en raison des actes mêmes qui y sont ordonnés (perquisitions, saisies, auditions des témoins). De nombreuses imperfections ou irrégularités se révèlent en effet à ce stade de la procédure, comme en témoigne le renvoi de nombreuses affaires pour complément d'information. Beaucoup de fautes qui ont été commises à ce stade (souvent en raison de l'absence du défenseur qui n'eût pas manqué

¹⁵ Cf. leur traduction par l'auteur du présent article dans les *Notes et études documentaires de la Présidence du Conseil*, Paris, avril 1959, n° 2528.

de les signaler) se sont révélées par la suite irréparables (disparition des vestiges et même des témoins), de telle sorte qu'il n'est pas douteux que la présence d'un avocat à l'instruction en relèverait la qualité et contribuerait ainsi au renforcement de la légalité socialiste, à celui de la protection des droits et des intérêts légaux des citoyens — ce qui est bien le but dont la poursuite est proclamée par tous les théoriciens et les praticiens du droit pénal soviétique¹⁶.

Jacques BELLON.

Paris, juillet 1959.

¹⁶ Cf. notamment El'kind, *op. cit.*, pp. 241 et suiv.

DOCUMENTS

GRÈVES DANS L'OURAL AU XIX^e SIÈCLE

I

UNE GRÈVE A NIŽNE-SERGINSK

*11 septembre 1829. Rapport de K. Ja. Tju-fjaev, Gouverneur de Perm, à Nicolas I^{er}, au sujet de l'interruption du travail des paysans aux usines de Nižne-Serginsk qui réclament à leur bénéfice l'application du règlement des usines d'État de Goroblagodat*¹.

Le 31 août dernier l'Inspecteur des mines de Perm, exerçant les fonctions de Directeur Général des industries minières de l'Oural², m'a informé que sur les plaintes de maîtres ouvriers et de travailleurs³

¹ Dans *Rabočee dvižie v Rossii v XIX veke* (Le mouvement ouvrier en Russie au XIX^e siècle), t. I, 1800-1860 ; 2^e partie, 1826-1860. Deuxième édition, Moscou, 1955. Document n° 14, pp. 62-64.

² La fonction d'Inspecteur des Mines (*Berg-Inspektor*) a été créée en 1806 lorsque furent établies deux Directions des Mines, l'une à Moscou, l'autre à Perm. Les Inspecteurs des Mines, au nombre de deux, étaient chargés, respectivement, de la présidence de chacune des deux Directions des Mines. Leurs fonctions comprenaient plus spécialement la surveillance des industries privées situées dans la région relevant de leur compétence. Étaient du ressort de l'Inspecteur des Mines résidant à Moscou les usines métallurgiques privées de la région du centre de la Russie ; de celle de Perm (dénommée plus tard « de l'Oural », lors du transfert de la Direction à Ekaterinbourg en 1830), celles des gouvernements de Perm, Orenbourg, Vjatka et Kazan'.

En 1826, à la suite de la création d'un nouveau grade hiérarchique qui correspondait aussi à une nouvelle fonction, celle de Directeur Général des Industries Minières de l'Oural ayant son siège à Perm, l'Inspecteur des Mines qui résidait dans cette ville devint son adjoint et remplit les fonctions de sous-directeur à la Direction.

³ La dénomination « maîtres ouvriers et travailleurs » (*masterovye i rabotnye ljudi*) désigne en premier lieu la place occupée par ce groupe dans la production industrielle. Cependant, avec le temps, l'origine commune des hommes qui étaient incorporés dans ce groupe ainsi que leurs conditions de vie, différentes de celles des autres groupes d'ouvriers, finirent par imprimer au terme une certaine notion de statut juridique et social.

Durant tout le XVIII^e siècle les maîtres ouvriers étaient prélevés, par voie

de recrutement, dans toutes les catégories de paysans. Leurs conditions de vie et de travail étaient sévèrement réglementées par les organes de l'État, militaires ou civils. Ainsi, au temps de Pierre I^{er}, l'Amirauté, qui dirigeait la marine militaire et les chantiers navals, établit un règlement sévère (5 avril 1722) fixant d'une façon strictement militaire les conditions de vie et l'organisation du travail des maîtres ouvriers qui travaillaient aux entreprises de ce département. Au temps de Pierre I^{er} et de ses successeurs ce régime de caserne fut introduit également dans les mines et les usines de l'État dans l'Oural et en Sibérie.

Les maîtres ouvriers dans les usines de l'État étaient recrutés, dans une large mesure, parmi les enfants de soldats et de maîtres ouvriers, les enfants illégitimes ou restés sans famille, les paysans fugitifs, les artisans, enfin et surtout, les condamnés au bagne, à la déportation et même parmi ceux qui, sans avoir encouru de condamnation, étaient envoyés aux usines sur simple décision administrative.

Par la suite, les paysans ainsi recrutés constituèrent un groupe juridique distinct, celui des ouvriers « fixés à perpétuité » (*večnootdannye*) dont la situation était, à peu de chose près, équivalente à celle des serfs.

Les « travailleurs » (*rabotnye ljudi*) ne se distinguaient pas sensiblement des maîtres ouvriers quant à leur mode de recrutement. Ainsi, par exemple, l'ukaz de 1787, qui vise expressément cette catégorie, y inclut les personnes qui ont encouru des condamnations allant jusqu'à la punition publique, subie non seulement dans les deux capitales mais aussi dans les sièges de gouvernement, et prend des dispositions relatives à leur déportation, lieu d'internement et obligations de travail. Ce second groupe de travailleurs se distingue de celui des maîtres ouvriers d'abord, par la nature des travaux, le degré de spécialisation professionnelle, etc., ensuite, par les différences de statut et du taux des salaires.

Les maîtres ouvriers et les travailleurs employés dans les usines privées y parvenaient par deux voies : la première, lorsqu'une usine de l'État était vendue à un propriétaire privé. Dans ce cas celui-ci recevait, en règle générale, les maîtres ouvriers et travailleurs qui y étaient fixés. Néanmoins, ces derniers ne cessaient pas d'être considérés comme appartenant à l'État et leur situation était alors assimilée à celle des paysans de possession. La seconde voie consistait plus simplement à remettre (parfois provisoirement) des maîtres ouvriers à un propriétaire d'usine et cela avait lieu souvent lors de la création d'une nouvelle usine ; les maîtres ouvriers distribués à ce titre étaient généralement des spécialistes de travaux importants pour la marche de l'usine.

Les maîtres ouvriers des usines de l'État habitaient dans des baraquements spéciaux ; ils étaient répartis en escouades de type militaire, commandées par un sous-officier ; leur entretien était fixé en vertu des règlements militaires et ils étaient jugés par des tribunaux militaires. En règle générale les maîtres ouvriers n'avaient pas de lots de terre et ne s'occupaient pas d'agriculture. Des lopins de terre étaient parfois accordés à ceux qui avaient une famille et habitaient avec elle hors des baraquements.

Les maîtres ouvriers représentaient un groupe de production fondamental dans les usines métallurgiques ; les travailleurs, pour la plupart, étaient occupés aux travaux d'appoint. Au début du xix^e siècle leur journée de travail dans les usines de l'Oural était de douze heures, la permanence auprès des hauts fournaux étant assurée par deux équipes. Durant l'été, du 1^{er} juillet au 1^{er} septembre, les usines arrêtaient la fabrication et des travaux d'entretien et de réparations y étaient effectués. Pendant cette période les maîtres ouvriers et travailleurs étaient congédiés ; ils continuaient à percevoir leurs salaires, mais la distribution de nourriture aux familles de ceux qui en avaient une était interrompue. Au bout de quarante années de travail les maîtres ouvriers devaient être libérés et avaient droit à une pension de 12 roubles par an.

Les maîtres ouvriers des usines de l'État étaient dispensés des impôts et redevances dus à l'État et ne devaient pas le service militaire. Toutefois,

appartenant aux usines des marchands⁴ Gubin, il fut prescrit à ces propriétaires, en 1822, d'introduire les règlements qui étaient jusqu'alors en vigueur aux usines de l'État de Goroblagodat'⁵.

la direction d'usine pouvait faire recruter un maître ouvrier à la moindre de ses fautes. Quant à ceux qui travaillaient dans les usines privées, c'est le propriétaire de l'usine qui devait acquitter pour eux impôts et redevances.

D'après le Règlement des Mines confirmé le 13 juillet 1806, le commandement local des mines (voir note 12) avait des pouvoirs étendus sur les maîtres ouvriers et travailleurs. Il pouvait diminuer leurs salaires, infliger des châtimens corporels, etc.

⁴ Il y a lieu de distinguer entre les aspects juridiques, sociaux et économiques de la définition du « marchand ».

Juridiquement, le marchand est une personne libre, inscrite à l'une des trois guildes ou « corporations » de marchands. Ces guildes sont instituées par Pierre I^{er}, à l'imitation de la Hollande, pour favoriser le développement du commerce et de l'industrie dans l'Empire russe. Cette institution est reprise par Catherine II lors de la réorganisation municipale de 1785 (« Gramota na prava i vygody gorodam Rossijskoj imperii », *P.S.Z.*, XXII, 16188).

Le système des guildes consacre, à l'origine, une différenciation économique et l'inscription à l'une d'elles se fait en considération des capitaux déclarés par chaque marchand. De son côté, ce système finit par établir une différenciation de statut social entre les marchands.

Ces derniers, ainsi classés, bénéficient d'un certain nombre de privilèges dont les plus importants sont : l'exemption du paiement de la capitation, l'exemption du recrutement et des punitions corporelles. Quant au droit de posséder des terres et des serfs, il est graduellement restreint au cours du XVIII^e siècle et finit par être supprimé au début du XIX^e siècle (cf. *supra*, pp. 51-52).

Les marchands sont principalement des habitants des villes et se trouvent soumis, de ce fait, à la législation urbaine. Ils forment avec les *meščane* la partie essentielle des habitants des villes.

Du point de vue économique les droits des marchands varient selon leur rang, autrement dit selon leur capital déclaré : les marchands de la première gilde peuvent fonder des banques, des compagnies d'assurance, des compagnies d'armement et — comme ceux de la deuxième gilde — des usines. Ils détiennent en fait, avec l'État, un quasi-monopole sur le commerce extérieur. Les marchands de la troisième gilde n'ont le droit de se livrer qu'au commerce de détail.

Le terme « marchand » ne signifie pas commerçant dans le sens strict, il peut s'appliquer également à un industriel et à un entrepreneur aux activités économiques fort variées.

Les marchands ont toujours essayé d'obtenir le monopole de leurs fonctions économiques au détriment des autres états. Ils n'y sont jamais parvenus. En fait, des nobles et surtout des paysans — libres ou serfs — se livrent aussi au commerce et à l'industrie, les serfs agissant au nom de leur seigneur. Juridiquement et socialement ces derniers demeuraient des serfs, économiquement ils étaient des commerçants et non des agriculteurs. Plus d'une « dynastie » de marchands russes est d'origine paysanne et servile.

Après la réforme de 1861 ces distinctions subsistent en s'amenuisant graduellement.

⁵ Une première décision d'introduire aux usines de Nižne et Verhne-Serginsk les règlements en vigueur à Goroblagodat' semble en effet avoir été prise par l'Administration des Mines en 1822, à la suite des plaintes fréquentes des ouvriers et paysans de Serginsk. A cette époque il s'était agi des règlements adoptés à la suite de l'enquête effectuée à Goroblagodat' en 1819 par une Commission envoyée par le Ministère des Finances (voir *infra*, extraits du Règlement des usines de l'État de Goroblagodat', *P.S.Z.*, IV, n° 2889, paragraphe II, points 2 et 3). A ce moment, aussi, les conditions des travail-

Dernièrement, par ordre du Directeur Général des usines [de l'Oural], on envoya sur les lieux un fonctionnaire, l'*oberhüttenverwalter*⁶ Maksimov, spécialement chargé d'introduire lesdits règlements ; [mais] en ce qui concerne l'entretien des travailleurs avec un cheval l'administration de l'usine lui répondit qu'elle n'avait pas d'argent pour l'achat de [leurs] chevaux⁷. C'est pourquoi le Directeur s'adressa au Gouverneur Général militaire de Moscou lui demandant d'obliger les Gubin à envoyer des fonds à l'usine. Peu après les Gubin présentaient une requête demandant le maintien des conditions antérieures pour les ouvriers aux meules et, d'une façon générale, pour ceux qui travaillent avec des chevaux ; ils indiquaient que leurs paysans recevaient plus que les ouvriers définitivement fixés⁸ des usines de l'État. Cependant, en raison du fait

paragraphe II, points 2 et 3). A ce moment, aussi, les conditions des travailleurs de Goroblagodat' avaient fait l'objet d'allègements spéciaux.

Dans le cas présent, il s'agit déjà des Règlements confirmés peu auparavant, le 25 mai 1829. Ils sont appliqués aux usines de Nižne et Verhne-Serginsk par le Directeur Général des Usines, en vertu du précédent créé en 1822.

⁶ Fonctionnaire de la huitième classe d'après la Table des Rangs. Directeur des usines et plus particulièrement chargé d'y diriger les affaires économiques.

⁷ Les Statuts et Règlements des usines de Goroblagodat' stipulaient que les Directions des usines devaient fournir, à leurs frais, les deux chevaux nécessaires pour les travaux, à chaque ouvrier qui était tenu d'en avoir en vertu de la nature du travail dont il était chargé. (Voir *infra*, Règlement des usines de Goroblagodat', paragraphe II, point 2.)

⁸ La catégorie des ouvriers définitivement fixés à l'usine (*nepremennye rabotniki*) vint remplacer celle des paysans inscrits, qui avait été maintenue tout au long du XVIII^e siècle.

En 1800 le Directeur du Collège des Mines Sojmonov proposa au Gouvernement de libérer les paysans inscrits de l'obligation d'effectuer des travaux à l'usine pendant une partie de l'année. Il proposa également de les remplacer par une catégorie spéciale de travailleurs fixés aux usines et domiciliés auprès d'elles avec leurs familles. Le but d'une telle réorganisation était de supprimer l'inscription massive de paysans qui ne travaillaient aux usines que quelques mois par an et perdaient le plus clair de leur temps en marches harrassantes et inutiles entre leur village et l'usine éloignés parfois l'un de l'autre de 300 verstes et plus. Il s'agissait de les remplacer par une catégorie d'ouvriers moins nombreux, détachés de l'agriculture, habitant auprès des usines, travaillant en permanence dans l'industrie et pouvant acquérir, ainsi, la routine indispensable.

L'ukaz du 15 mars 1807 mit en vigueur la réorganisation proposée. Il stipulait qu'à partir du 1^{er} mai 1813, tous les paysans inscrits aux usines de l'État seraient définitivement libérés des travaux qu'ils y effectuaient. Ceux inscrits aux usines privées devaient l'être à partir du 1^{er} mai 1814.

Les dispositions prises pour assurer la continuité du travail et pour garantir le remplacement de la main-d'œuvre ainsi libérée étaient les suivantes : les usines de l'État, conformément à leurs besoins en main-d'œuvre, prélevaient le nombre nécessaire d'ouvriers définitivement fixés sur celui des paysans inscrits, en instance de libération ; quant aux usines privées, elles recevaient 58 ouvriers fixés pour 1 000 paysans inscrits employés précédemment. Les ouvriers définitivement fixés aux deux catégories d'usines ne devaient pas dépasser l'âge de quarante ans. L'ukaz précisait qu'en vertu de ces principes, 217 115 paysans inscrits des gouvernements de Perm, Tobolsk, Vjatka, Kazan' et Orenbourg devaient fournir 17 850 ouvriers définitivement fixés

que d'après le rapport du fonctionnaire Maksimov, il ne s'avérait nullement que les paysans, selon leurs propres affirmations, fussent d'accord à être maintenus dans le statut antérieur, et comme, au contraire, ils demandaient une amélioration de leur situation, le Directeur Général des mines, ne pouvant pas contrevenir à l'ordonnance précédente, décida d'intimer à nouveau [l'ordre] à l'administration de l'usine d'observer strictement, en ce qui concerne les travaux de carbonisation dont elle chargeait les paysans et l'entretien de ces derniers, les Statuts des usines d'État de Goroblagodat' qui lui furent prescrits pour exécution avec la confirmation du Ministre des Finances.

Le 22 août le fonctionnaire Maksimov lut et expliqua aux ouvriers

aux usines de l'Oural, seule région visée par l'ukaz en question (*P.S.Z.*, I, n° 22498). En fait ces usines en obtinrent 18 626. Cet ukaz fut suivi de dispositions analogues concernant les usines de Lugansk (1821) et de Nerčinsk (1851), tandis que les paysans inscrits aux usines d'Olonec et de l'Altai furent maintenus dans cet état jusqu'à la réforme de 1861.

Les paysans inscrits, libérés par l'ukaz de 1807, devaient verser au Trésor une somme importante destinée à procurer aux ouvriers définitivement fixés, les chevaux de travail, l'habitation et l'argent nécessaires à leur installation.

Les ouvriers définitivement fixés ne représentaient pas un ordre (*soslovie*) particulier. Être définitivement fixé à l'usine ne signifiait pas, nécessairement, pour chacun d'eux qu'il devenait un ouvrier permanent dans l'usine même. La plupart d'entre eux étaient chargés des mêmes travaux d'appoint qu'effectuaient auparavant les paysans inscrits. Néanmoins, plusieurs différences importantes existaient entre ces deux catégories : les paysans inscrits travaillaient à l'usine durant une saison de l'année et restaient étroitement liés à l'agriculture ; les ouvriers fixés devaient à l'usine leur année de travail, c'est-à-dire 180 à 250 journées ; ils étaient pratiquement privés du droit de se livrer aux travaux agricoles, dans le meilleur des cas ils ne pouvaient le faire qu'accessoirement et dans une mesure très limitée. Ils étaient, selon les termes du législateur, « fixés à perpétuité aux usines » (*večno otdannye k zavodam*, *P.S.Z.*, I, n° 22498). Enfin, détail très important pour la production, ils pouvaient être employés, indistinctement, à des travaux dans l'usine même aussi bien qu'à des besognes auxiliaires hors d'elle. La direction de chaque usine était libre d'en faire des maîtres ouvriers ou de les laisser aux travaux d'appoint. Ils étaient dispensés du paiement d'impôts et de redevances à l'État et le versement de la capitation (*podušnaja podat'*) incombait au propriétaire de l'usine.

Dans l'esprit du législateur, la condition des ouvriers définitivement fixés ne devait pas être sensiblement différente, du point de vue social, des diverses catégories d'ouvriers et de paysans de l'État connues, jusqu'alors, aux usines. La définition qu'il en donne est la suivante : « Les ouvriers [définitivement] fixés aux usines privées ou de l'État, ne représentent, en aucune manière, un ordre distinct (*osoboe sostojanie*), mais sont strictement analogues aux maîtres ouvriers et travailleurs, au même titre que les autres servants (*služaščie*) [appartenant] à l'État et travaillant dans ses usines et que ceux fixés à perpétuité (*večno otdannye*) aux usines privées. Ils sont astreints aux mêmes charges qu'eux et jouissent des mêmes droits que ceux accordés aux maîtres ouvriers et travailleurs sus-nommés » (*P.S.Z.*, I, n° 22498).

En vertu de l'ukaz de 1807 les ouvriers définitivement fixés étaient obligés de servir pendant trente ans, leurs enfants pendant quarante, après quoi ils devaient être affranchis et avaient le droit à une pension. En fait ils ne furent libérés qu'en 1861.

qui se trouvaient à Nižne-Serginsk tous les ukaz émis par la Direction des mines, toutes les lois et dispositions déterminant leur situation. A cela, les paysans des usines de Nižne-Serginsk et d'Atigsk, affectés aux meules pour la préparation du charbon, répondirent qu'ils désiraient être soumis aux statuts de l'État, et réclamèrent qu'une requête soit présentée au Gouvernement, demandant l'application des statuts nouvellement établis pour les usines de Goroblagodat'. Le fonctionnaire Maksimov se proposait de présenter sans délai leur requête à l'attention de la Direction des Mines, mais dès le lendemain (23 août), les paysans, rassemblés en grand nombre dans les bureaux, se mirent à clamer que tous les ukaz qui leur avaient été lus étaient anciens et exigèrent la lecture des Statuts institués dernièrement aux usines de Goroblagodat' et qui sont revêtus de la signature de votre majesté impériale (*sic*). Lorsque Maksimov eut dit qu'il ne possédait pas de nouveaux statuts, ils répliquèrent avec insolence qu'ils n'écouteraient pas de vieux ukaz et règlements et qu'ils ne se rendraient pas à leur travail. Peu après, au signal donné par leur Dehterev, leur chef, ils partirent bruyamment du bureau et à deux heures de l'après-midi ils avaient déjà quitté l'usine.

Le chef de la police d'usine⁹ se présenta au Directeur Général des Mines le 24 avec un rapport au sujet de cette affaire, et expliqua qu'environ cent cinquante personnes se rendaient à Ekaterinbourg¹⁰

⁹ Le chef de la police d'usine (*zavodskij ispravnik*) est hiérarchiquement subordonné au chef de la police des mines (*gornyj ispravnik*). Ce dernier est le commandant de la police des mines et usines d'une région.

La police des mines et usines et ses chefs aux divers échelons recevaient leur paye de l'Administration des Mines et lui étaient subordonnés. Ils étaient les seuls représentants des forces de police dans les districts soumis à leur surveillance. Ils avaient en charge toutes les affaires relevant couramment de ce genre de services pour maintenir l'ordre public et plus particulièrement pour observer les ouvriers et enrayer éventuellement leurs mouvements revendicatifs.

¹⁰ Au moment de l'événement, septembre 1829, Ekaterinbourg est le siège de l'une des deux Directions des Mines dans l'Oural, la seconde se trouvant à Perm. L'année suivante ces deux Directions fusionnent en une seule qui siège à Ekaterinbourg. L'histoire de l'Administration des Mines est fort mouvementée. Les organes centraux connurent de nombreuses tribulations ; l'administration locale en subit les répercussions en plus des changements qui lui étaient propres. Parfois cette dernière faisait partie des organes de l'administration régionale, parfois elle s'en séparait. Néanmoins, en définitive, l'administration locale, dans le cas présent — la Direction des Mines sise dans l'Oural, — accuse une stabilité et une continuité plus grandes que celles de l'administration centrale. Un aperçu même sommaire de l'évolution de cette institution illustre bien ce fait.

Les débuts de l'administration centralisée des mines et usines datent de 1700. Un ukaz de Pierre I^{er} (24 août 1700) institue à Moscou le Prikaz des Affaires Minières, chargé de diriger toutes les activités du pays dans ce domaine.

En 1711 le Prikaz des Affaires Minières est supprimé et ses fonctions transférées aux autorités locales des gouvernements dans les limites desquels

en foule et que malgré tous ses efforts de les persuader à retourner aux usines, ils refusaient d'écouter ses exhortations. A la réception

se trouvent des mines et des usines. En 1715 le Prikaz est reconstitué, cette fois à Saint-Petersbourg.

Par le Privilège des Mines (*Berg-privilegija*), du 10 décembre 1719, est fondé le Collège des Mines (*Berg-kollegija*) qui devient l'organisme central des activités minières et industrielles. Jusqu'en 1722 ce dernier est attaché au Collège des Manufactures avec lequel il ne forme qu'un service. En 1722, les deux Collèges sont disjoints et deviennent complètement indépendants l'un de l'autre (*P.S.Z.*, n° 3464).

Sont subordonnés au Collège des Mines : d'abord, le Bureau des Mines (*Berg-kontora*) à Moscou, institué en 1722 et dont le sort, à l'avenir, sera toujours lié à celui du Collège ; ensuite, la Direction des Mines de Tobolsk, créée en 1723 et chargée d'assumer la direction des usines sibériennes ; enfin, la Direction Supérieure de la Métallurgie Ouralienne (*Sibirskoe vyššee gornoe načal'stvo*) installée à l'usine d'Uktusk, à 7 verstes de l'emplacement futur d'Ekaterinbourg. Peu après la fondation de cette ville (1723), la Direction de Tobolsk et celle installée à Uktusk y sont transférées et intégrées en un Conseil Supérieur des Mines de Sibérie (*Sibirskij Oberbergamt*).

Toutefois, en raison de l'étendue du territoire relevant de la compétence du Conseil Supérieur d'Ekaterinbourg, un Bureau des Mines est établi à Nerčinsk (*Nerčinskij Bergamt*) en 1725. Ce Bureau est hiérarchiquement subordonné au Conseil Supérieur et doit diriger les usines de la Sibérie.

L'Administration des Mines de l'Oural et de la Sibérie ainsi constituée comprend pratiquement la presque totalité des usines métallurgiques en Russie. Sa structure conserve, par la suite, une assez grande stabilité. Le seul changement qui aura lieu dans l'avenir immédiat est un changement de nom ; en 1735, l'appellation « Oberbergamt » est remplacée par celle de « Direction Générale des Industries Minières » (*Glavnoe pravlenie gornykh zavodov*) dont le siège continue à être à Ekaterinbourg et où il restera jusqu'en 1784.

En revanche, dans l'administration centrale, la ronde des ordres et contre-ordres se poursuit à une cadence régulière provoquant des modifications internes et des déplacements de résidence.

Ainsi, après la mort de Pierre I^{er}, les changements qui affectèrent une bonne partie de ses établissements n'épargnèrent pas le Collège des Mines. Sous Pierre II, le Collège est transféré de Saint-Petersbourg à Moscou, tandis que le Bureau qui se trouvait jusqu'alors à Moscou est installé à Saint-Petersbourg. Au temps de Anna Ivanovna, afin de réduire les frais d'administration et de diminuer la paperasserie, on supprime d'abord le Bureau de Saint-Petersbourg, puis le Collège des Mines lui-même (1731). Les affaires qui relevaient de leur ressort sont versées au Collège du Commerce, auquel sont subordonnées toutes les usines, aussi bien celles de l'État que les usines privées, dirigées par l'intermédiaire d'une Direction Générale des mines et usines.

Par l'ukaz du Sénat du 4 septembre 1736, la compétence des industries minières est à nouveau détachée du Collège du Commerce pour être confiée à une institution nouvellement créée — le Directoire des Mines (*General Berg-Direktorium* ; *P.S.Z.*, IX, n° 7047). Par sa structure et ses prérogatives ce dernier ne se distingue pratiquement en rien du Collège des Mines qui avait été supprimé. A la tête du Directoire des Mines, Biron (Bühren) nomma Schomberg dont les fonctions sont quelque peu plus larges que celles de l'ancien président du Collège des Mines.

Avec la fin du « règne des Allemands » et le changement de politique à l'égard des entreprises de l'État, le « General Berg-Direktorium » est supprimé et Elisabeth renouvelle en 1742 l'existence du Collège des Mines. Cette fois-ci il a son siège à Moscou et le Bureau qui lui est subordonné se trouve à Saint-Petersbourg.

En 1760, à la suite du rapport de Schlatter, le Collège des Mines est

transféré à Saint-Pétersbourg, tandis que le Bureau prend sa place à Moscou.

Sous le règne de Catherine II, les défauts d'une telle instabilité sont devenus évidents et la situation des mines et des usines de l'État assez précaire pour qu'un effort soit tenté en vue d'assainir radicalement cet état de choses.

Catherine II essaye d'abord de remédier à cette carence par un procédé classique : l'augmentation du personnel. En 1763, l'administration centrale des mines compte déjà un nombre de fonctionnaires jamais atteint jusqu'alors ; trente-sept au Collège et dix-huit au Bureau. Cette première mesure s'étant révélée inefficace on renonce à en entreprendre d'autres dans le même sens et un changement structurel est décidé. L'ukaz du 27 janvier 1783 décrète que le Collège des Mines cesse d'exister à partir du 1^{er} mai 1784. Les affaires qui relèvent de sa compétence doivent être réparties entre les différents services administratifs régionaux : les affaires économiques sont confiées aux Chambres du Fisc (*kazennye palaty*) ; les litiges relatifs à la propriété des usines aux Tribunaux Civils (*graždanskije palaty*) ; la procédure judiciaire pour malversations de fonctionnaires aux Chambres criminelles (*ugolovnye palaty*) ; les fonctions de police aux autorités de l'ordre public des lieutenances (*namestničestva*) ; enfin, le contrôle des revenus du Trésor provenant des mines et des usines incombe à une Section des Affaires Minières (*ekspedicija dlja gornyh del*), nouvellement créée en 1783. La surveillance directe des usines est confiée à des bureaux spéciaux institués auprès de chaque Chambre du Fisc de chef-lieu de région. C'est à la suite de cette réorganisation que les affaires des mines et usines de l'Oural sont transférées de Ekaterinbourg à Perm, chef-lieu de la région du même nom et centralisées auprès de la Chambre du Fisc dans cette ville.

Paul I^{er}, qui avait pris le parti de modifier le plus possible de ce qui portait l'empreinte des activités législatives et administratives de sa mère, ne laissa pas intactes les mesures qu'elle avait prises pour l'organisation des mines et des usines. Le système établi du temps de Catherine est supprimé. Le Collège des Mines est rétabli le 14 décembre 1796 ; puis, le 16 avril 1797, c'est au tour du Bureau. L'un et l'autre sont dotés de tous les droits et privilèges qu'ils détenaient jusqu'au début de leur éclipse en 1775.

De même, Paul I^{er} modifie le système de l'administration régionale. Il remplace les lieutenances par des gouvernements (*gubernii*). A cette même occasion est créée à Ekaterinbourg une Chancellerie de la Direction Générale des Mines (*Kanceljarija glavnogo pravlenija zavodov*).

En 1802, sous Alexandre I^{er}, la Chancellerie est constituée en Direction des Mines. Elle jouit d'autonomie complète à l'égard des administrations régionales et de la Direction sise à Perm. Elle est directement subordonnée au Collège des Mines de Saint-Pétersbourg et a pour chef un Directeur Général.

Le Règlement des Mines de 1806 divise l'Empire en cinq régions qui, théoriquement, doivent avoir leur propre administration des mines. En fait, deux régions seulement sont dotées d'institutions qui fonctionnent régulièrement, celles de Perm et de Moscou. Ces institutions relèvent directement de l'administration centrale des mines, elles ont à leur tête, deux Inspecteurs des Mines munis de larges pouvoirs, résidant l'un à Moscou, le second à Perm.

En 1830 la Direction Générale pour toutes les usines de l'État dans l'Oural est centralisée à Ekaterinbourg avec, comme chef, un Directeur Général aux pouvoirs militaires et juridiques très étendus.

L'administration centrale, quant à elle, devait subir encore quelques modifications. Les réformes du Gouvernement central et de ses organes exécutifs en particulier, entreprises en 1807, affectent une fois de plus la structure de l'Administration des Mines et usines. A la suite de la création du système des ministères, le Collège des Mines est définitivement supprimé. Il est remplacé par un Département des Mines, créé en 1807, subordonné au début au Ministère du Commerce, puis, après l'abolition de ce ministère en 1810, il est intégré au Ministère des Finances.

Ce Département comprend alors :

de ce rapport le Directeur Général envoya le berg-hauptmann¹¹ Tetjuev à la rencontre de ces gens afin de ne pas les laisser parvenir jusqu'à la ville et pour tâcher de les convaincre de retourner aux usines ; pour leur expliquer qu'ils ne doivent rien demander en foule, que s'ils sont mécontents de leur entretien actuel ils peuvent, dans ce cas, désigner un ou deux mandataires, que de toute façon leur requête sera examinée et que la décision du Gouvernement leur sera annoncée ; [il fut chargé] en particulier de leur expliquer toute la sévérité des lois qui ont trait à l'insoumission et à la violence.

De ceux qui avaient quitté l'usine, le berg-hauptmann Tetjuev trouva quatre-vingt-six hommes dans le village de Rešetsk, à 23 verstes d'Ekaterinbourg, où il réussit à les arrêter. Ces paysans acceptèrent de retourner à l'usine mais à la condition que l'Inspecteur des Mines leur envoie encore un fonctionnaire pour leur expliquer les Statuts qui avaient été lus par Maksimov. Après quoi l'oberhüttenverwalter Mundt fut délégué à l'usine de Nižne-Serginsk pour amener les paysans à l'obéissance envers l'autorité locale ainsi que pour enquêter sur leur désertion. Mais ce dernier n'avait pas encore réussi à quitter Ekaterinbourg que le chef de police de l'usine, envoyé pour ramener les paysans, informa l'Inspecteur des Mines que les paysans avaient décidé de quitter le village de Rešetsk et de se rendre à tout prix à Ekaterinbourg.

L'Inspecteur des Mines, se rendant compte que les explications des fonctionnaires et les persuasions par la douceur n'avaient eu aucun effet, ordonna au Commandant des Mines¹² de réunir immédiatement une centaine d'hommes du bataillon des mines et, d'abord, de cerner les paysans avant leur entrée dans la ville,

1° Un Bureau des Mines, organe exécutif chargé en même temps des questions économiques (*gornaja ekspedicija*).

2° Un Conseil des Mines (*gornyj sovet*), chargé des affaires techniques, législatives, scientifiques, etc.

En 1811, à la suite d'une nouvelle réorganisation des ministères, le Département des Mines est remplacé par le Département des Mines et Salines (*Departament gornyh i soljanyh del ; P.S.Z., n° 24927*). Comme conséquence de cette même réorganisation, le Conseil des Mines perd son autonomie et devient un organe consultatif auprès du Directeur du Département. Ainsi constitué, le Département fonctionnera sans changement notable jusqu'en 1863.

L'Administration des Mines, outre ses fonctions spécifiques, était chargée d'organiser le travail d'une masse importante de la population dans les usines de l'État et de réglementer les rapports entre les propriétaires privés et leurs ouvriers. De même, elle devait exécuter de nombreuses tâches d'administration générale : police, juridiction, écoles, hôpitaux, etc.

¹¹ Fonctionnaire de l'Administration des Mines ; grade correspondant à la sixième classe de la Table des Rangs.

¹² Le Commandant des Mines (*gornyj načal'nik*) est le chef des détachements militaires qui se trouvent dans les limites des districts miniers.

ensuite de séparer de la bande les principaux meneurs, enfin de les incarcérer tous ; ce qui fut fait le 29 au matin, lorsqu'ils arrivèrent à Ekaterinbourg. Afin d'enquêter sur leur insoumission l'Inspecteur des Mines désigna une commission composée de fonctionnaires des mines qui avait en particulier pour tâche de rechercher si quelqu'instigateur n'était pas à l'origine de leur conduite. Aussitôt que l'enquête serait terminée l'Inspecteur entendait donner des ordres en ce qui concerne les salaires futurs et le retour au travail.

Étant donné que cet incident a été provoqué par des gens dépendant de l'Administration des Mines sur lesquels ne s'étend pas le pouvoir des autorités du Gouvernement¹³, je me suis borné, en conséquence, à suggérer à l'Inspecteur des Mines de traiter les insoumis en appliquant dans toute sa rigueur l'ordonnance du Comité des Ministres confirmée par sa majesté le 20 juillet 1826.

Le Gouverneur Civil : /s/ Tjufjaev.

II

NOUVEAUX INCIDENTS A NIŽNE-SERGINSK

29 octobre 1829. Extrait du rapport du Gouverneur K. Ja. Tjufjaev au Ministre de l'Intérieur A. A. Zakrevskij au sujet de la nouvelle insoumission des paysans à la direction de l'usine de Nižne-Serginsk et du transfert aux usines de l'État de ceux qui ont participé aux troubles¹⁴.

... Cependant, on leur demanda quelques précisions sur la plainte qu'ils avaient déposée à Ekaterinbourg au sujet du mode d'éta-

¹³ Les usines des Gubin, en tant qu'usines de possession, relèvent, du point de vue administratif, de la compétence du Ministère des Finances. Elles ne dépendent pas des autorités régionales de gouvernement, mais sont soumises au contrôle de la Direction des Mines représentant le Ministère des Finances à l'échelon régional pour la surveillance des usines privées.

¹⁴ Le rapport entier se trouve dans *Rabočee dviženie...*, op. cit., n° 16, pp. 65-66.

blissement de leur salaire pour le transport du charbon à partir des meules. Toutes les indications furent notées noir sur blanc et portées à la connaissance de tous les paysans des usines de Nižne-Serginsk et d'Atigsk et, bien que confirmées par eux, sans changement ni addition, ils refusèrent d'y apposer leur signature en dépit de toutes les exhortations. Autant que l'obstination, la raison d'une telle attitude était la crainte incompréhensible qu'une signature leur vaudrait une punition du Gouvernement et l'obligation de travailler pour toujours d'après les anciens règlements. Au même moment, quelques-uns d'entre eux étant tombés malades, le médecin militaire fut convoqué pour les examiner. Dans cette affaire leur obstination et leur étrange incrédulité furent telles qu'ils s'interdirent l'un l'autre de se laisser prendre le pouls, car ils supposaient que le médecin avait été appelé pour leur faire signer par ruse leurs déclarations, plutôt que pour examiner les malades. N'ayant pas obtenu un succès complet dans le premier comme dans le second cas, les fonctionnaires furent renforcés dans leur intention d'envoyer les paysans aux meules sans délai et sous bonne garde ; ils verraient là-bas si les paysans restaient au moins tranquilles, et se rendraient compte de leur assiduité au travail. Après la répartition des paysans en équipes suivant les besoins, la première d'entre elles, composée de trente-sept hommes, sortit bien tranquillement des baraquements, mais interrompit sa marche alors qu'elle n'était même pas arrivée près de l'église et les paysans déclarèrent que s'ils ne recevaient pas des chaussures et des vêtements ils ne comptaient pas quitter l'usine. Toutes les explications et toutes les tentatives de persuasion rendues nécessaires par une prétention si étrange et par ce nouveau témoignage d'insoumission restèrent vaines. Après cela les fonctionnaires ordonnèrent de lier les mains des paysans et de les mener ainsi aux meules. Cette mesure les fit revenir à l'obéissance ; cependant, à leur arrivée auprès des meules ils se mirent au travail comme bon leur semblait et non d'après les règlements établis : au lieu d'un homme à chaque tas [de bois en vrac] ils s'y mirent à dix ; quant au bois, ils l'entassèrent en trains de 10 sagènes au lieu de 20. Les deux autres équipes, réparties à deux meules spéciales, commencèrent à exécuter leur travail exactement de la même façon. Cependant, en cours de route, elles furent plus calmes que la première.

III

RÈGLEMENT POUR LES USINES DU GOROBLAGODAT'

« P.S.Z., IV, n° 2889. 25 mai 1829. Règlement relatif aux usines de Goroblagodat' confirmé par sa majesté¹⁵.

.....

Mémoire du Ministre des Finances.

Le Comité pour l'organisation des usines de l'État institué auprès du Département des Mines et Salines a présenté au Ministre des Finances un rapport sur les statuts et règlements qu'il convenait

¹⁵ Le Goroblagodat' était un district minier et industriel de l'État dans le gouvernement de Perm. Il s'étend, sur 10 344 verstes carrées, dans les districts de Verhoturie, Kungur et Perm.

C'est en 1730 que deux Vogouls de la région découvrent les premiers indices des riches gisements miniers de la Montagne du Blagodat'. Cinq ans plus tard la première usine pour la production de la fonte, celle de Kušvinsk, est construite par Tatiščev. Après elle la création de nouvelles usines se poursuit à un rythme lent mais régulier. Ainsi, en 1739 est mise en activité l'usine de Turinsk pour la production de la fonte, puis en 1747, celle de Barančinsk pour la fonte également.

La direction administrative du district est d'abord confiée au Collège des Mines (1735-1736). En 1736, le Collège ayant été supprimé, le district se trouve placé sous la tutelle du Directoire des Mines (*General Berg-Direktorium*) nouvellement créé (cf. *supra*, note 10). Le Directoire, parmi ses autres activités, remet l'exploitation des mines et usines du district à son propre président, Schomberg.

En 1742 les entreprises du district sont reprises par le Trésor et le Collège des Mines, restauré, est à nouveau chargé de leur administration.

En 1754, les usines du district sont données, pour la seconde fois, à un particulier, cette fois-ci au général Petr Ivanovič Šuvalov. Dix ans plus tard, elles devaient être reprises par le Trésor dans un état des plus lamentables.

En 1764 est créée l'usine de Serebrjansk pour la production du fer, de même que celle de Nižne-Turinsk construite deux ans plus tard.

Suit une période de relative prospérité après quoi de nouveaux changements se produisent. En 1782, à l'occasion de la réforme administrative régionale entreprise par Catherine II, la direction des mines et usines d'État de Goroblagodat' échoit à la Chambre du Fisc (*kazennaja palata*) de Perm. Cette dernière les conduisit, en fait, à un degré de déchéance et de désorganisation qu'elles n'avaient jamais connu jusqu'alors.

En 1796, le district est à nouveau placé sous la direction du Collège des Mines, restauré cette même année. Ce dernier en confia l'administration à la Chancellerie de la Direction Générale des Usines (*Kanceljarija glavnogo zavodov pravlenija*), établie à Ekaterinbourg. Le système fonctionna jusqu'en 1801, date à laquelle la Chancellerie fut supprimée et la direction du

d'introduire aux usines qui constituent la région minière de Goroblagodat', notamment : Kušvinsk, Serebrjansk, les deux usines de Turinsk et les deux usines de Barančinsk.

Ayant pris connaissance dudit rapport, le Ministre des Finances a constaté qu'il repose sur des principes fondamentaux identiques à ceux adoptés par le Comité des Ministres pour l'élaboration des Statuts et Règlements des usines de Perm et de Kamskovotkinsk. En conséquence de quoi, il y a lieu de ne soulever dans le présent mémoire que les points spécifiques aux usines de Goroblagodat', notamment : 1^o la nature des travaux qui y sont effectués et le volume de la production ; 2^o les dispositions particulières qu'il est nécessaire d'autoriser en considération des conditions locales particulières à cette région ; 3^o les avantages présumés de l'application des nouveaux Statuts et Règlements¹⁶.

district de Goroblagodat' confiée à un commandant spécial subordonné directement au Collège des Mines.

En 1806 une nouvelle usine est créée pour la production du fer, celle de Barančinsk, portant ainsi à six le nombre total des usines en activité dans le district.

La réorganisation administrative entreprise sous Alexandre I^{er} marque le début d'une période de stabilité. Les usines de l'État sont administrées, dès 1807, par le Ministère des Finances et, à partir de 1811, par le Département des Mines et Salines créé au sein de ce même Ministère (cf. *supra*, note 10). Les entreprises de Goroblagodat' relèvent dès lors de ces services par l'intermédiaire de la Direction des Mines de Perm qui en est le prolongement à l'échelon régional.

¹⁶ La première partie du mémoire qui fait suite à cette introduction est titrée « Nature de l'activité des usines de Goroblagodat' et volume de leur production ». Sous cette rubrique il est indiqué que la production de ces usines comprend : la fonte du minerai, la fabrication d'obus pour l'artillerie, la préparation de différentes sortes de fer, des ancras et de l'acier de cimentation. La plus grande partie de ces produits est destinée à l'artillerie et à la marine de guerre.

L'extraction de l'or et du platine ne représente pas une occupation importante dans cette région du fait que « des gisements suffisamment riches de ces métaux n'ont pas encore été découverts ». En outre, poursuit le mémoire, les usines de Goroblagodat' disposent d'un nombre tellement restreint de travailleurs qu'il en manque même pour achever d'exécuter les commandes de produits en fonte et en acier.

Cette première partie du mémoire se termine par un plan de prévision détaillé, par produits et pour chaque usine, établi en tenant compte : des commandes de l'armée pendant les cinq années précédentes, de l'équipement disponible, des produits non achevés que les usines de Goroblagodat' devront fournir à d'autres usines, etc.

Le point de départ de ces évaluations n'est pas la quantité de main-d'œuvre effectivement disponible à Goroblagodat' au moment de la rédaction du mémoire ; c'est, inversement, le volume de la production à atteindre qui est fixé d'abord. Le nombre d'ouvriers nécessaires est calculé sur cette base et, comme on pourra s'en rendre compte par la suite du mémoire, il est sensiblement supérieur à celui qui se trouve à ce moment aux usines de Goroblagodat'. Suit le deuxième paragraphe du mémoire.

II. — *Dispositions particulières aux usines de Goroblagodat' rendues nécessaires par les conditions locales de cette région.*

1^o Le climat rigoureux, la cherté des produits de première nécessité et la difficulté des travaux dans le district (*okrug*) des usines de Goroblagodat' rendent indispensable d'augmenter les rémunérations des diverses [catégories d'employés et d'ouvriers]. En vertu de quoi, les statuts proposés établissent une élévation d'un sixième du taux des rémunérations par rapport aux usines situées en des régions plus peuplées et plus fertiles. Cette augmentation concerne les appointements des employés aussi bien que les salaires des maîtres ouvriers.

2^o La Commission, envoyée en 1819 aux usines de Goroblagodat' afin d'y examiner les différents problèmes d'administration locale, rapporta, entre autres, que dans cette région les épidémies et le nombre exceptionnellement élevé de morts qu'elles faisaient parmi les ouvriers, avaient pour principale cause la sous-alimentation. D'une manière générale, celle-ci provenait de la pauvreté des habitants, et plus particulièrement de celle des ouvriers définitivement fixés travaillant avec un cheval. Afin d'améliorer la situation de ces derniers, outre les avantages que la Commission proposait [pour les autres catégories d'ouvriers], elle suggéra également, conformément à l'article 38 des « Statuts des ouvriers définitivement fixés », de fournir aux ouvriers de cette catégorie, ainsi qu'à leurs familles, des rations complètes de nourriture, sans aucun prélèvement [sur leur salaire]¹⁷.

Le bien-fondé des propositions de ladite Commission ayant été établi il en résulta que depuis 1822 jusqu'à ce jour les ouvriers définitivement fixés travaillant avec un cheval ont bénéficié, quant à leur nourriture, d'une disposition analogue à celle qui avait été préconisée par la Commission. En outre, il leur a été accordé 20 jours de congé prélevés sur les 240 journées de travail qui sont stipulées dans le « Statut des ouvriers définitivement fixés ». A la suite de ces dispositions, la situation des ouvriers travail-

¹⁷ Le « Statut des ouvriers définitivement fixés » (*Polozenie o nepremennykh rabotnikakh*) était arrêté par le Ministre des Finances, et prescrivait à toutes les usines privées, en septembre 1810. L'article 38 imposait aux propriétaires d'usine de fournir la nourriture aux ouvriers définitivement fixés qu'ils employaient. Le texte de l'article était équivoque et donnait souvent lieu à des interprétations contradictoires sur la question de savoir si la famille des ouvriers avait le droit de recevoir des produits alimentaires au même titre que les chefs de famille. Le texte ne mentionnait pas, de manière explicite, les enfants des ouvriers comme ayant droit à cette pension. Ce second point soulevait le plus de controverses et suscitait particulièrement le mécontentement des ouvriers. Dans le cas présent, les membres de la Commission et les auteurs du mémoire ont interprété l'article 38 dans un sens large et ont conclu par l'affirmative pour les deux questions qu'il posait.

lant avec un cheval aux usines de Goroblagodat' commença à s'améliorer. Cependant, compte tenu des conditions naturelles de la région dans laquelle sont situées ces usines, il est vain de compter sur des réussites de l'agriculture, car même la récolte des foin n'est pas toujours bonne, sauf celle qu'on obtient des terres qui ont été dûment fumées. Enfin, dans ce district la vente des produits de l'artisanat est absolument insignifiante. Il s'ensuit que l'ouvrier ne peut tirer aucun profit du temps libre mis intentionnellement à sa disposition, ni l'utiliser pour améliorer sa situation.

Les Nouveaux Statuts des ouvriers travaillant avec un cheval stipulent un seul et unique allègement pour les ouvriers de cette catégorie [...], à savoir¹⁸ : que le nombre annuel de journées de travail est de 180, et tout au plus de 200, au lieu de 240, alors que leurs salaires et les autres dispositions relatives à leur entretien sont les mêmes qu'auparavant, exception faite de quelques allocations accordées pour l'entretien des chevaux. Néanmoins, en ce qui concerne les ouvriers définitivement fixés de Goroblagodat', en raison des conditions exposées plus haut, il a été ordonné de continuer à leur fournir les denrées alimentaires ainsi qu'à leurs familles ; en revanche, pour ce qui est du nombre de journées de travail ils devaient en effectuer annuellement non pas 180 ou 200 au maximum, mais 250 comme les maîtres ouvriers, étant entendu que dans ce nombre sont incluses les 20 journées nécessaires à la préparation des fourrages pour les deux chevaux de l'État qui, jusqu'à ce jour, sont fournis à chaque [ouvrier de cette catégorie].

D'autre part, si certains d'entre eux se montraient dignes de confiance et faisaient preuve d'une bonne conduite, ils pourraient être autorisés à se livrer à des travaux agricoles ou artisanaux après [que leur cas] aura été examiné par la Direction et approuvé par la communauté (*obščestvo*), cela malgré ladite stipulation et conformément à la règle établie pour les autres usines.

3^o Afin d'améliorer plus encore la situation de ces hommes, il a été proposé également d'appliquer à leurs salaires et aux allocations perçues pour l'entretien des chevaux de l'État, la même disposition que celle adoptée pour les salaires des maîtres ouvriers, c'est-à-dire, d'augmenter leur taux d'un sixième par rapport aux autres usines et de fixer leurs salaires à 23 roubles 75 kopeks au lieu de 20 roubles, et l'allocation pour l'entretien des chevaux — à 47 roubles au lieu de 40.

¹⁸ Le texte continue (à l'endroit indiqué par les points de suspension) : « employés aux usines autres [que celles de Goroblagodat'] ». Toutefois, à la lumière de la phrase suivante : (« Néanmoins... » etc.), il devient évident que, à l'origine, les « Nouveaux Statuts » en question étaient appliqués également aux ouvriers de ladite catégorie de Goroblagodat'. La dérogation à ces Statuts pour les ouvriers de ce district, dérogation dont il est question plus loin, ne fut décidée qu'ultérieurement.

4^o Le manque d'ouvriers aux usines de Goroblagodat' retient également l'attention. Le rapport du Ministre des Finances du 15 mars 1807 avait fixé à 7 118 ouvriers valides la main-d'œuvre nécessaire aux usines de Goroblagodat'. Cette estimation avait été faite en tenant compte des commandes en cours à cette époque et de l'équipement disponible.

A la suite de cela, un nombre considérable d'ouvriers avait été fourni à ces usines grâce au contingent de recrues de sorte qu'en 1818 elles comptaient 6 620 hommes sur place et que, par conséquent, il n'en manquait plus que 498 pour compléter le nombre total fixé.

A cette époque, l'accroissement des besoins de fonte et d'acier provoqua une augmentation des travaux à effectuer et, partant, éleva le nombre d'ouvriers nécessaires à leur exécution. Cependant, les usines ne reçurent plus d'ouvriers nouveaux ; quant à ceux qui s'y trouvaient déjà, la mortalité élevée, causée par les épidémies, les désertions et les défections pour incapacité de travail ne tardèrent pas à réduire leur nombre. Celui-ci s'élève actuellement à 5 408 hommes, dont plus du tiers comprend des vieillards et des mineurs¹⁹ qui ne sont en état d'effectuer que des travaux légers et ceux-ci ne sont pas fort nombreux aux usines de Goroblagodat.

Ainsi, à l'heure actuelle, il manque 1 710 ouvriers pour atteindre le nombre fixé dans le rapport précité, et si on tient compte que deux vieillards (ou deux mineurs) ne valent qu'un seul ouvrier adulte, le déficit serait porté à 2 611 ouvriers. D'autre part, étant donné que les statuts nouvellement introduits²⁰ qui tiennent compte de l'expérience acquise, évaluent les besoins en ouvriers à 5 608 hommes, la différence entre ce nombre et celui des ouvriers disponibles se réduit à 1 251 hommes.

Les usines de Goroblagodat' ne disposent d'aucun moyen pour combler ce déficit de main-d'œuvre. En effet, dans cette région il n'y a ni paysans d'État, ni aucune autre catégorie d'habitants de condition libre que l'on pourrait embaucher moyennant un libre salaire. De ce fait découlent les inconvénients suivants :

Premièrement, les usines ne peuvent pas emmagasiner des réserves suffisantes de matériaux de première importance, tels que

¹⁹ Il est difficile de préciser les limites d'âge exactes que ce terme indique. Souvent il signifie « au-dessous de dix-sept ans », parfois les « mineurs » sont les enfants de moins de dix-douze ans. La diversité des emplois qu'on remarque à ce terme, tend à indiquer qu'il n'avait pas une acceptation généralement admise.

²⁰ *Sic.* Il faut comprendre probablement : ... introduits au Comité des Ministres pour y être examinés et confirmés ; à moins d'admettre l'éventualité que les Statuts aient été appliqués à Goroblagodat' avant d'avoir été approuvés par le Comité.

le bois, le minerai, les fondants, le charbon et la charpenterie pour la construction.

Deuxièmement, elles ne sont pas en mesure d'exécuter les commandes de produits métallurgiques pour l'artillerie et la marine.

Troisièmement, chaque atelier [d'usine] n'étant pas pourvu du nombre complet de maîtres ouvriers, on est obligé d'en transférer d'un atelier à un autre ; par suite de ces fréquents changements de travaux, dont chacun exige des procédés et des routines différents dans l'emploi des instruments, les hommes ne peuvent, dans aucune sorte de travail, acquérir la maîtrise nécessaire.

Quatrièmement, à défaut d'une main-d'œuvre suffisante, les terres appartenant aux usines de Goroblagodat', d'une étendue de plus de 2 000 verstes carrées, ne pourront être prospectées pendant de longues années encore, à la suite de quoi les métaux non encore découverts qui gisent dans ces terres, y demeureront sans aucun profit.

En considération de ce qui vient d'être exposé et sur les instances du Directeur Général des Industries Minières de l'Oural, il a été reconnu comme indispensable de diriger sur les usines de Goroblagodat' autant d'ouvriers qu'il est nécessaire pour compléter le nombre total requis par les besoins de ces usines et fixé dans les nouveaux Statuts et Règlements.

En conséquence, il faut recruter 1 250 hommes pour ces usines, autant que possible dans les localités les plus proches d'elles, en engageant même ceux de petite taille et pourvu qu'ils aient une bonne conduite.

Cinquièmement, la vétusté de l'outillage et le délabrement des bâtiments des usines de Goroblagodat' rendent nécessaires des travaux d'aménagement et de reconstruction qui sont d'autant plus indispensables que dans l'état actuel des choses, l'ancien équipement est devenu complètement inutilisable.

Cependant, tant que les fabriques n'auront pas été reconstruites, la somme habituellement consacrée à l'entretien des bâtiments d'usine, soit 5 % des frais généraux, sera très insuffisante. Il apparaît indispensable d'élever ledit pourcentage de 5 % supplémentaires pendant six ans, soit un montant de 57 728 roubles 82 3/4 kopeks, non inclus le prix du métal qui sera utilisé dans ces travaux de reconstruction et dont les usines ne sont pas débitées, de manière analogue aux dispositions arrêtées dans les Statuts et Règlements des usines de Kamskovotkinsk.

III. — *Avantages découlant de l'introduction des [nouveaux] Statuts et Règlements aux usines de Goroblagodat'.*

[Après avoir procédé à une comparaison entre les frais et les revenus des « dernières années » et les calculs établis pour les années à venir d'après les nouveaux Statuts et Règlements, le mémoire conclut à une augmentation des revenus ainsi qu'à une diminution des frais généraux estimés à 1 212 305 roubles par an, au lieu de 1 384 045 roubles.]

Une telle diminution des frais dans l'activité des usines de Goroblagodat' proviendra principalement :

1^o de la possibilité qui est créée (et qui répond à une nécessité) d'augmenter le volume de la production moyennant l'élévation des tâches²¹ à la fonte du minerai et à la fabrication du fer ;

2^o d'une économie importante de fonte, de combustible et autres matériaux, par suite des essais effectués et grâce à l'amélioration de certains procédés de fabrication ;

3^o de la diminution sensible des frais d'administration, obtenue à la suite du licenciement d'un certain nombre de petits et hauts fonctionnaires et de leur remplacement, dans la mesure du strict nécessaire, sur la base des nouveaux Statuts et Règlements ; enfin, d'une diminution des frais de bureau qui a été effectuée partout où cela était possible²².

Le Ministre des Finances soumet à l'examen du Comité de MM. les Ministres les Statuts et Règlements des usines de Goroblagodat', comme une mesure nécessaire à l'amélioration de leur état général. Il considère qu'il est de son devoir de recommander leur confirmation et leur application pour une période de trois ans, comme cela a déjà été fait dans le cas des usines de Perm et de Kamskovotkinsk²³.

Michaël CONFINO,
(de l'Université de Jérusalem).

Paris, juillet 1959.

²¹ Le terme employé est *urok* ; il s'agit des normes de travail.

²² On aura remarqué que la rédaction du mémoire du Ministre des Finances (le général de l'infanterie comte Kankrin), crée une ambiguïté qui semble provenir de l'emploi du temps des verbes. On ne voit pas toujours très clairement s'il s'agit d'une *proposition* soumise au Comité des Ministres pour examen et décision, ou bien d'un rapport d'activités en cours. Il semble en effet qu'une bonne partie des « propositions » incluses dans le mémoire ait été déjà appliquée avant même que celui-ci ne soit soumis à l'examen du Comité ni, à plus forte raison, approuvé et confirmé par l'Empereur.

²³ Dix ans après la confirmation des Statuts et Règlements de Goroblagodat', un article publié dans le *Journal des Mines (Gornyj Zhurnal, 1839, t. I, pp. 52-106 ; t. II, pp. 444-484 ; t. III, pp. 1-14)* faisait une description détaillée du district de Goroblagodat'. Certains passages de cet article présentent le double intérêt d'illustrer quelques aspects abordés dans le mémoire et celui de permettre une comparaison entre la situation décrite dans le

mémoire et celle qui se présentait dix ans plus tard. Voici quelques données extraites de cet article :

Population du district de Goroblagodat' en 1839 : 25 280 habitants.

Usines situées dans le district et nombre d'habitants auprès de chacune d'elles :

Kušvinsk	7 028
Turinsk	4 408
Barančinsk	3 281
Nižne-Turinsk	4 573
Serebrjansk	5 381
Verhne-Barančinsk	609
Nombre de travailleurs dans toutes les usines	7 029
Nombre d'ouvriers valides	4 692
Nombre de vieillards et d'enfants	2 337
Nombre d'ouvriers requis d'après les statuts	6 159

Mortalité : 1/22.

Proportion entre le nombre des naissances et le nombre des décès : 1 : 19.

« Les enfants des maîtres ouvriers sont chétifs, peut-être à cause du climat, mais il est plus probable que la raison en soit le bas âge à partir duquel ils commencent à être employés aux travaux d'usines. » (G. J., 1839, t. I, p. 86.) (Cf. *supra*, note 19.)

Rites non orthodoxes, sectes et nombre d'adhérents :

Luthériens	44
Catholiques	52
Mahométans	73

Raskolniks :

Vieux-croyants	694 hommes
	743 femmes
Secte du Pomorie	43 hommes
	32 femmes

Mines en activité en 1839 :

8 mines de minerai de fer ;
28 mines de minerai aurifère ;
17 mines d'or et platine (*zolotoplatinnija*).

Surface (très restreinte) occupée par l'agriculture : 800 dessiatines.

Bêtes de trait	5 000
Moutons	5 700
Chevaux	4 200

Le petit commerce est toujours faiblement développé ; le seul marché qui existe pour tout le district se trouve à l'usine de Kušvinsk.

En dehors des travaux d'usine les principaux moyens de subsistance sont les transports et la fenaison.

« ... Cependant, l'augmentation de l'argent disponible [chez les ouvriers] par suite de l'élévation des salaires [en 1829], amena un accroissement de leur dépenses qui, à son tour, provoqua une hausse des prix des produits et aliments qui devinrent de plus en plus chers. Cela est, d'autre part, la cause de l'état de pauvreté dans lequel se trouvent certains des maîtres ouvriers et en particulier ceux qui ont été recrutés depuis 1829. Ceux-ci n'ont pas encore un domicile stable et permanent et changent souvent de travail. Toutefois, on ne peut affirmer que les habitants du district ne sont pas laborieux. Au contraire, il semble que c'est grâce à cela que leur situation s'améliore petit à petit malgré tous les désavantages expliqués plus haut... » (G. J., t. I, p. 94.)

QUESNAY, LEONTIEF ET LA THÉORIE ÉCONOMIQUE EN U.R.S.S.

A l'occasion d'une cérémonie organisée par l'Institut d'Économie en l'honneur du deux centième anniversaire du *Tableau Économique* (déc. 1958), l'académicien Nemčinov a salué en Quesnay un savant qui fait honneur au genre humain et rappelé que les auteurs des premières balances économiques de l'U.R.S.S., dans les années 1925, avaient placé leurs travaux sous le patronage conjugué de Marx et de Quesnay. Après la visite d'une délégation d'économistes français au printemps dernier¹, le professeur W. Leontief s'est rendu à Moscou au moment où son ouvrage sur la structure de l'économie américaine était publié en russe. Si les revues savantes de Moscou continuent de dénoncer la « tendance économétrique » des économistes occidentaux, elles annoncent aussi la fondation en Sibérie d'un institut de recherches économiques, qui se consacrera spécialement à l'élaboration des méthodes d'analyse mathématique pour la solution des problèmes de la planification.

L'évolution qu'on observe dans ce domaine vaut qu'on y prête attention. Dans un système si profondément marqué par le primat des tâches économiques, l'économiste est, en droit, porteur d'une vérité pratique susceptible de provoquer d'importantes conséquences. Même s'il ne joue pas, ou ne joue pas encore, dans la cité soviétique le rôle du philosophe dans la république platonicienne, il traite cependant de questions qui engagent l'État, et dont on ne saurait, ici moins qu'ailleurs, parler avec indifférence ou légèreté. Staline en était pleinement conscient, qui s'efforçait de borner les regards de l'économiste au domaine des lois fondamentales, pour laisser l'homme politique maître de résoudre sans entraves les problèmes de politique économique et de trancher les options concrètes. La barrière ainsi dressée entre l'économie politique et la politique économique était en quelque sorte la muraille de Chine du dogmatisme, auquel elle épargnait les chocs de la réalité en même temps qu'elle le privait des leçons de l'expérience. Désormais mis en face de la « réalité rugueuse à étreindre » l'économiste soviétique va devoir se forger des outils et des méthodes efficaces, qui lui donnent prise sur le réel. C'est ainsi qu'il est amené à s'intéresser de plus près aux méthodes d'analyse et de prévision mises au point au cours des dernières vingt années par les économistes occidentaux.

¹ Dont Basile Kerblay a rendu compte dans le n° 1 des *Cahiers du Monde russe et soviétique*, pp. 174-179.

I. — L'ANALYSE DES RELATIONS INTER-INDUSTRIELLES
PAR LA MÉTHODE INPUT-OUTPUT

C'est la méthode de W. Leontief pour l'analyse des relations inter-industrielles qui devait tout naturellement retenir d'abord l'attention des économistes soviétiques. Élaborée par un homme qui a participé dans sa jeunesse aux premiers travaux du Gosplan et s'est familiarisé très tôt avec le maniement des balances-matières, elle consiste à faire la synthèse de ces bilans sous la forme d'un système d'équations linéaires, susceptible d'une résolution plus élégante et plus rapide que le cheminement empirique le long des « chaînons conducteurs » employés par les planificateurs soviétiques. Ramenée à son principe essentiel, elle constitue un cadre permettant de faire la synthèse des différents « input » consommés par chaque branche de la production nationale et d'évaluer, par des moyens mathématiques relativement aisés à mettre en œuvre, toutes les répercussions qu'une hypothèse donnée de planification entraîne pour l'économie et pour chacun des secteurs qui la composent. Au cours de l'année dernière plusieurs articles ont paru sur cette question, témoignant de l'intérêt croissant que les économistes soviétiques portent à la méthodologie de Leontief et à l'analyse des relations inter-industrielles telle qu'elle est pratiquée à l'Ouest².

On notera d'abord qu'au lieu de se livrer à une dénonciation passionnée et vague de la thèse bourgeoise — comme il eût été de règle il y a quelques années — le critique soviétique use cette fois-ci d'un ton relativement serein ; il expose objectivement, encore que très sommairement, la construction du tableau carré et le système d'équations linéaires qui constitue la matrice des coefficients techniques, de sorte que le lecteur soviétique peut se former une idée, simplifiée mais exacte, de l'objet du débat. C'est cependant la partie critique proprement dite qui est révélatrice d'une attitude nouvelle. Nous l'examinerons en distinguant la critique des hypothèses de travail de celle des postulats eux-mêmes.

Critique des hypothèses de travail.

Le modèle de Leontief repose sur un certain nombre d'hypothèses : les coefficients techniques, c'est-à-dire la structure des dépenses d'exploitation d'une branche déterminée, restent constants au moins pendant la période étudiée, la production d'une branche est supposée homogène quel que soit le niveau d'agrégation adopté, enfin la demande finale fait l'objet d'une détermination autonome, c'est-à-dire qu'elle constitue une variable exogène du système.

² Les principaux des articles examinés sont désignés ci-après par leur numéro d'ordre en chiffres romains. Ce sont :

- (I) « Structure des bilans dans la statistique bourgeoise », par Rjabuškin, in *Vestnik Statistiki*, n° 6, 1956.
- (II) « Concernant une tendance de l'économétrie », par C. Nikitin, in *Mirovaja Ekonomika i Meždunarodnye Otnošenija*, n° 1, 1958, pp. 47 à 57.
- (III) « Relations intersecteurs de la reproduction élargie », par l'académicien Nemčinov, in *Voprosy Ekonomiki*, n° 10, 1958, pp. 20 à 31.
- (IV) « Concernant la tendance économétrique dans l'économie politique bourgeoise », par Bljumin et Chliapentokh, in *Voprosy Ekonomiki*, n° 11, 1958, pp. 79 à 93.

1) *Constance des coefficients techniques.*

C. Nikitin prétend que cette hypothèse est incompatible avec le fonctionnement de l'économie capitaliste, dans laquelle les variations de prix provoquent des substitutions constantes de matières premières ; en outre il estime que l'existence du secret industriel freine la diffusion des connaissances techniques et aboutit de ce fait à une très forte dispersion des coefficients moyens.

Si cette critique est apparemment fondée elle est cependant superficielle dans la mesure où elle paraît perdre de vue que le coefficient technique d'une branche n'est pas un invariant en soi, mais une moyenne dont Leontief estime que les variations sont négligeables en courte période.

Mais la difficulté essentielle, dont ni Nikitin ni Bljumin ne paraissent avoir aperçu toute l'importance, est de prévoir que ce sera l'évolution probable des coefficients techniques dans une période où le progrès technique est rapide, dès que l'horizon de prévision dépasse quelques années. Si la méthode de l'input-output ne permet pas de résoudre ce problème, elle a cependant l'avantage de mettre en pleine lumière une difficulté à laquelle se heurtent aussi, bon gré mal gré, les planificateurs soviétiques.

2) *Homogénéité des produits d'une branche et traitement des productions secondaires.*

Cette seconde hypothèse simplifie brutalement la réalité, comme Nikitin et Bljumin le notent à juste titre. Toutefois ils ne semblent pas voir qu'il s'agit, là encore, d'une difficulté inévitable dès qu'on cherche à représenter l'économie d'une manière simplifiée. Encore suffit-il d'augmenter le nombre des branches considérées pour améliorer la représentativité du modèle.

3) *Détermination autonome de la demande finale.*

C. Nikitin prétend qu'à l'exception du volume des achats par l'État, les autres éléments de la demande finale (solde net des échanges extérieurs, investissements et consommation des ménages) ne peuvent faire l'objet d'aucune prévision sérieuse. Sur ce point Bljumin est plus généreux pour les techniques « bourgeoises ». Il admet en effet implicitement la possibilité de cette prévision, même dans les économies capitalistes. Il reconnaît aussi l'ampleur et la qualité des statistiques bourgeoises (IV, p. 91) et la validité des travaux occidentaux sur les relations entre la demande et le revenu ou le prix, par l'intermédiaire des coefficients d'élasticité (IV, p. 89).

Critique des postulats.

Si la critique des hypothèses de travail présente encore un caractère technique, l'examen des postulats de W. Leontief conduit à des observations plus théoriques.

a) La méthode de l'input-output apparaît tout d'abord comme une application du marginalisme et de la théorie walrassienne de l'équilibre général. Aux yeux des marxistes, cette filiation entraîne *ipso facto* l'invalidité de la méthode elle-même : de prémisses fausses il ne peut sortir de conséquences justes.

D'une manière plus précise, les auteurs soviétiques notent que sous l'influence de l'économie politique « vulgaire », W. Leontief est amené à mettre sur le même plan la production de biens matériels et le produit des secteurs que les marxistes considèrent comme non productifs : marges commerciales, services administratifs et économie domestique. Plus grave encore la confusion volontaire que fait Leontief entre les divers « services du travail » en ne distinguant pas les salaires des travailleurs des profits capitalistes ou de la rente foncière.

b) Toutefois la méthode de Leontief présente un second visage dans la mesure où elle apparaît comme une tentative pour appliquer le procédé soviétique des balances-matières à l'étude de l'économie capitaliste. Cet aspect de la méthode étudiée est très fortement souligné par tous les auteurs et N. Nemčinov va jusqu'à donner, non sans malignité, quelques indications biographiques et bibliographiques sur l'activité de Leontief avant son départ d'U.R.S.S. (III, p. 29). Bljumin remarque en outre que si certains économistes occidentaux ont reconnu cette parenté, W. Leontief lui-même ne l'avoue pas volontiers.

Bien qu'ils relèvent soigneusement les ressemblances entre les balances-matières et le tableau d'input-output, aucun des critiques soviétiques ne reconnaît explicitement l'intérêt que présente, aussi bien en théorie qu'en pratique, la mise en tableau et en équations du système intégral des balances-matières, dont il est vrai que la découverte appartient aux économistes du Gosplan. Séduit malgré lui par les avantages et la simplicité du modèle américain, Nikitin en vient même à se contredire ouvertement lorsque, oubliant qu'il a déjà démontré que cette méthode était fausse parce qu'elle se fondait sur les théories fausses de l'économie politique « vulgaire » (II, p. 49), il explique plus loin qu'elle est fausse dans la mesure où elle veut analyser une économie de structure capitaliste, mais qu'elle deviendrait en quelque sorte vraie, au moins en partie, si elle s'appliquait à une économie socialiste et planifiée (II, p. 57).

Conscients de cette contradiction, Bljumin et Chliapentokh mentionnent à peine les origines marginalistes et walrassiennes de la méthode de Leontief, qu'ils considèrent davantage comme une technique de calcul économique que comme une théorie explicative. Ce faisant, ils sont en mesure de recommander l'étude et l'emploi du modèle de Leontief, modifié selon les caractéristiques et les besoins propres de l'économie soviétique (IV, p. 92).

Notons que ni Bljumin ni Nikitin ne semblent avoir clairement distingué entre un tableau d'entrées-sorties du type Leontief — essentiellement destiné à analyser la structure des consommations productives — et un tableau économique intégral, comme celui dressé par le Service des Études Économiques et Financières en France, qui s'efforce de retracer aussi bien les achats et les ventes des secteurs productifs que le réseau des flux de biens et de services entre les différents types d'agents. La célébration du *Tableau Économique* de Quesnay montre cependant que les économistes d'U.R.S.S. se préoccupent à nouveau de résoudre un problème qu'ils avaient posé dès 1925-1927 mais que le régime de la planification autoritaire avait trop longtemps fait rejeter au second plan.

II. — VERS L'ADOPTION DES TECHNIQUES ÉCONOMÉTRIQUES

Dans le principal article consacré à l'économétrie (IV), certains travaux occidentaux font l'objet d'une appréciation favorable. C'est notamment le cas des recherches sur la structure de la demande et sur l'interdépendance entre

demande, prix et revenus effectuées par Moor, Schultz, Duesenberry, Wold, Rouquet La Garrigue, etc.

Tout en notant que ces économistes partent de prémisses théoriquement fausses — en l'espèce de la notion d'utilité marginale — les critiques soviétiques n'hésitent pas à déclarer que « les travaux des économètres, dans la mesure où ils étudient la relation entre la demande et les fluctuations des prix ou la dynamique des revenus, présentent un intérêt certain » (IV, p. 88). Si la théorie marxiste ne peut en effet admettre que la valeur d'un bien soit déterminée par son utilité marginale, elle considère cependant que les oscillations des prix autour de la valeur dépendent de la loi de l'offre et de la demande et peuvent être mises en lumière par une meilleure connaissance des phénomènes qui se produisent à ce niveau. Introduisant la notion du *coefficient d'élasticité* de la demande, l'article cité rappelle les résultats des travaux, déjà anciens, de Schultz sur la demande des produits alimentaires et ceux plus récents de Tinbergen sur l'élasticité de la demande nationale en produits importés, aux États-Unis ou en Angleterre.

Mais les économistes soviétiques sont prêts à faire la part plus large encore à la dernière née des techniques occidentales, la *programmation linéaire* (IV, pp. 91-92). Cette méthode, typiquement économétrique, ne doit rien en effet à la théorie et se borne à traiter les données économiques, convenablement quantifiées, par des méthodes de calcul mathématique. Bljumin note d'ailleurs que si le terme de programmation linéaire a été défini pour la première fois par l'économiste américain J. Dantzig en 1919, c'est un mathématicien soviétique, le professeur L. V. Kantorovič, qui a effectué au cours des années 30 les premiers travaux de recherche appliquée³. Avec la rentrée en scène de M. Kantorovič, la pensée économique soviétique possède maintenant sa propre école d'économétrie et se dispose à cultiver sérieusement les techniques mathématiques.

Ainsi, qu'il s'agisse de l'analyse de la demande, de la programmation linéaire ou des problèmes relatifs aux relations inter-industrielles, la même conclusion se dégage : les économistes soviétiques affirment leur intention de se servir des mêmes concepts et d'utiliser les mêmes instruments que leurs collègues occidentaux. Ils sont prêts à adapter à leur usage propre les techniques d'analyse ou de calcul les plus modernes, dont ils revendiquent dans certains cas la paternité. Sans doute les auteurs cités prennent-ils soin de distinguer entre les aspects pratiques de l'économétrie, dont ils reconnaissent l'intérêt pour analyser l'économie concrète ou prévoir le comportement d'une firme, et la théorie elle-même qu'ils estiment incapable de conduire à aucune vérité. Encore qu'on puisse s'interroger sur la validité philosophique de cette distinction, il reste qu'en adoptant les techniques économétriques les économistes soviétiques ne se bornent pas à naturaliser des instruments de calcul mais devront reconnaître ce qui constitue le trait commun de ces différentes disciplines, à savoir le large emploi qu'elles font du langage mathématique. Or une fois entrés dans cette voie il ne leur sera pas facile de s'arrêter en un point déterminé. La tendance intrinsèque de la mathématique est de mathématiser l'univers, c'est-à-dire de généraliser toujours davantage les axiomes d'une science donnée et les relations découvertes entre les phénomènes qu'elle

³ C'est, semble-t-il, la première fois qu'il est de nouveau fait mention des travaux économétriques de Kantorovič dans une publication soviétique. Ceux-ci doivent être prochainement réédités et leur auteur vient d'être chargé de diriger les travaux d'un laboratoire d'économétrie rattaché à l'« Institut d'Économie et d'Organisation de la production industrielle », filiale sibérienne de l'Académie des Sciences (cf. *infra*).

décrit. On peut en particulier estimer qu'en adoptant les modes du raisonnement mathématique, les économistes soviétiques devront tôt ou tard déboucher sur le problème du modèle économétrique.

III. — LE PROBLÈME DU MODÈLE ÉCONOMÉTRIQUE

Les instruments dont dispose la planification soviétique, balances matérielles et balances en valeur, sont très lourds et peu maniables. Comme l'a fait remarquer le rapport de la mission d'économistes français en U.R.S.S., la lourdeur de cet appareil entraîne d'importantes conséquences en matière de politique économique. La première est que « la procédure de préparation du Plan ne peut être effectivement décentralisée que sur des points secondaires »⁴. En second lieu, partant de balances très nombreuses et exprimées en termes physiques, c'est-à-dire non agrégeables, il est impossible de multiplier les hypothèses de développement afin de parvenir à l'optimum par le moyen d'approximations successives. Le Gosplan est amené de ce fait à construire finalement une seule variante du plan qui constitue un monument définitif, élaboré dans un très grand détail.

Les économistes soviétiques paraissent de plus en plus conscients de l'intérêt que présenterait l'élaboration d'un modèle plus léger, comportant un système d'équations en nombre limité, grâce auquel il serait possible d'effectuer des projections correspondant à autant d'hypothèses de développement. En outre l'existence d'un modèle économétrique permettrait sans doute aux Gosplans locaux et aux sovnarkhozes de disposer d'une plus grande latitude dans l'élaboration de leurs propres projets.

Les économistes soviétiques vont donc se trouver conduits, sous l'empire de nécessités pratiques, à élaborer un ou plusieurs modèles de développement ; leurs recherches paraissent jusqu'à maintenant s'inspirer à la fois des schémas de Marx sur la reproduction et des travaux occidentaux (modèles de Klein et de Tinbergen).

Le modèle implicite de Marx.

Dans le livre II du *Capital*, Marx construit en effet un modèle extrêmement simplifié de l'économie capitaliste, destiné à mettre en lumière les rapports qui s'établissent entre les deux secteurs essentiels de la production selon qu'on se place dans l'hypothèse d'une économie stagnante (reproduction simple du capital social) ou d'une économie en expansion (reproduction élargie). En élaborant les schémas de la reproduction, Marx reprenait à son compte la conception du *Tableau Économique* de Quesnay, qui constitue en fait le premier modèle chiffré décrivant la production et la circulation des divers éléments de la richesse sociale dans le cadre d'une comptabilité nationale simplifiée.

C'est à rajeunir les schémas de Marx que s'est attaché M. Nemčinov dans un article déjà cité (III). Mettant en équations linéaires les exemples numériques du *Capital*, il s'efforce de dégager les conditions essentielles d'une reproduction élargie en équilibre, c'est-à-dire d'une expansion économique sans à-coups et sans crise. Au terme de cette analyse il définit deux grandeurs stratégiques qui expriment la capacité de l'économie considérée — qu'elle soit libérale ou planifiée — à se développer harmonieusement.

⁴ « Les méthodes soviétiques actuelles de planification », document ronéotypé, p. 72.

La première grandeur, M , est la capacité de l'économie à développer la production des moyens de production et la première équation d'équilibre est :

$$M = v_1 + m_1 - c_2 = qm$$

dans laquelle : v_1 = somme des salaires de la section 1 ;

m_1 = somme de la plus-value produite dans la section 1 ;

c_2 = somme du capital constant employé par la section 2 ;

qm = fraction du surproduit total investie en capital constant.

La seconde grandeur caractéristique, L , est la capacité de développement des moyens de consommation et se définit par l'égalité :

$$L = m(q + z) - M$$

dans laquelle : m = somme du surproduit ;

q = fraction de m investie en capital constant ;

z = fraction de m consacrée à l'accroissement du fonds des salaires.

On voit que cette expansion équilibrée n'est encore définie qu'en termes très généraux. Le modèle est trop simplifié pour être « opérationnel ». Les applications que M. Nemčinov essaie d'en tirer sur l'exemple de la Grande-Bretagne en 1935 et en 1950 sont de ce fait excessivement schématiques. Pourtant la tentative mérite d'être notée dans la mesure où elle témoigne d'un effort créateur pour développer à partir des schémas de Marx des instruments d'analyse adaptés à la réalité de 1959.

La critique des modèles occidentaux.

A notre connaissance les modèles occidentaux n'ont pas encore fait l'objet d'une critique approfondie dans la presse spécialisée. Seul l'article déjà cité de Bljumin consacre quelques pages (IV, pp. 83-87) à cette question, notamment aux modèles de Klein et de Tinbergen. Malgré les critiques nombreuses et sévères qu'ils leur adressent, les auteurs soviétiques n'élèvent aucune objection de principe à la construction des modèles.

« La méthode des modèles, c'est-à-dire la méthode consistant à établir des schémas exprimant les relations fondamentales entre les masses principales de l'économie, n'est pas en elle-même critiquable. Depuis longtemps déjà la science économique marxiste-léniniste utilise en fait cette méthode. Il est incontestable que l'étude des relations exprimant la dynamique du produit national, des investissements et de la consommation globale au cours d'un cycle de production, mérite de retenir l'attention » (IV, pp. 83-84).

Ils estiment toutefois que l'économétrie occidentale n'a pas réussi à mettre au point de modèles satisfaisants, ni pour l'étude des cycles passés ni pour prévoir la conjoncture, ses prémisses théoriques étant fausses. Nous ne nous attarderons pas à examiner ici l'argumentation des Soviétiques, ni le détail des critiques adressées aux modèles de Klein, Tinbergen, etc. Le fait significatif nous paraît être que la notion de modèle, telle qu'elle a été élaborée par les économistes occidentaux, reçoit, en fait, droit de cité dans la théorie soviétique.

IV. — TENDANCES NOUVELLES DE LA RECHERCHE ÉCONOMIQUE EN U.R.S.S.

Il serait inexact de croire que l'attrait exercé par l'économétrie occidentale sur les auteurs soviétiques est l'effet d'une mode ou d'une curiosité intellectuelle en mal de renouveau. La raison principale est, semble-t-il, à la fois plus simple et plus profonde ; elle tient d'abord à des nécessités pratiques, provenant des tâches nouvelles dont les économistes paraissent maintenant chargés. Autrefois confinés dans la théorie la plus générale et privés d'accès aux données statistiques, ils sont maintenant associés de manière plus étroite aux décisions du pouvoir et doivent par conséquent élaborer des instruments d'analyse opératoire.

Les économistes disposent de nouveau d'une vaste documentation chiffrée. La statistique économique, sociale et démographique connaît, en U.R.S.S., une véritable renaissance. De nouveaux recueils, par régions ou par secteurs, paraissent chaque année. La population vient de faire l'objet d'un recensement complet. Non seulement les données s'améliorent, mais les moyens mécaniques et électriques de traiter celles-ci vont être sensiblement accrus⁵. Alors qu'il y a quelques années le seul institut de recherche était l'Institut d'Économie de l'Académie des Sciences, de nouveaux organismes sont apparus comme l'Institut d'Économie Mondiale, l'Institut de Recherches Économiques auprès du Gosplan, l'Institut d'Économie et d'Organisation de la Production Industrielle à Novosibirsk, etc. Ce dernier comportera un véritable laboratoire d'économétrie placé sous la direction de l'académicien Nemčinov et du professeur Kantorovič qui sera notamment chargé d'étudier les deux questions suivantes :

- « 1° La structure et l'emploi des tableaux carrés pour l'étude des liaisons inter-branches et inter-régionales des sovnarkhozes de Sibérie et d'Extrême-Orient.
- 2° La recherche de la planification optimale des facteurs de production par les méthodes mathématiques et notamment celle de la recherche des « extremum ».

D'ores et déjà les sovnarkhozes sibériens ont détaché à ce laboratoire des ingénieurs et des praticiens afin d'étudier, de concert avec les économistes, les problèmes complexes de localisation industrielle que pose le développement de la Sibérie au cours des années 1959-1965⁶.

* * *

Si l'on veut apprécier exactement l'ampleur du mouvement qui s'est accompli dans les esprits et dont on a seulement relevé ici quelques étapes récentes, il suffira de se reporter au dogme en vigueur en 1952, tel que Staline l'avait défini dans les *Problèmes Économiques du Socialisme*. On constatera que l'attitude présente des économistes soviétiques rejoint — à peu de choses près — celle-là même qu'avait défendue Jarošenko lorsqu'il avait

⁵ Aux termes des chiffres de contrôle du plan septennal la production des machines comptables et mathématiques doit s'accroître de 350 à 370 % par rapport à 1958 et atteindra une valeur globale de 2,0 à 2,1 milliards de roubles (*Pravda*, 8-2-1959).

⁶ *Voprosy Ekonomiki*, n° 12, 1958, pp. 151-154.

proposé la définition suivante de l'économie politique au stade du socialisme :

« Le principal problème de l'Économie politique du socialisme n'est donc pas d'étudier les rapports de production entre les hommes de la société socialiste, mais d'élaborer et de développer une théorie scientifique de l'organisation des forces productives dans la production sociale, une théorie de la planification du développement de l'économie nationale. »

Cette tentative de faire descendre l'économiste dans l'arène du quotidien en le ramenant du ciel des catégories abstraites vers la terre des hommes avait été brutalement stoppée par Staline. Il avait en effet clos le débat, qu'il avait lui-même contribué à ouvrir, en donnant des rôles respectifs de l'économiste et de l'homme politique la définition suivante :

« Les problèmes de l'organisation rationnelle des forces productives, de la planification de l'économie nationale, etc., sont l'objet non pas de l'économie politique mais de la politique économique des organismes dirigeants. Ce sont deux domaines différents qu'on ne doit pas confondre... Encombrer l'économie politique des problèmes de la politique économique c'est la tuer en tant que science... L'économie politique a pour objet les rapports de production, les rapports économiques entre les hommes. » (*Problèmes Économiques du Socialisme.*)

Aujourd'hui, c'est le parti et le gouvernement qui demandent aux économistes — comme plusieurs interventions au XXI^e Congrès en ont témoigné — de résoudre les problèmes de l'organisation rationnelle des forces productives et d'éclairer les interventions du pouvoir en matière de planification économique. Dans le mouvement qu'elle est ainsi amenée à opérer pour mieux appréhender la réalité, la pensée économique en Union Soviétique a déjà rejeté nombre d'interdits qui pesaient sur son développement. Elle est prête à procéder aux emprunts qui lui paraîtront susceptibles d'enrichir son arsenal méthodologique et à adopter les techniques de l'économétrie occidentale dans la mesure où celles-ci lui permettraient de mieux poser des problèmes comme celui des critères d'investissement, de l'optimum du développement ou de la localisation régionale. Les traductions d'ouvrages occidentaux se multiplient, les échanges d'hommes et d'idées se développent constamment.

L'évolution que nous venons d'esquisser ne signifie nullement que les économistes soviétiques renoncent à leur position de principe, mais plutôt qu'en se libérant d'un dogmatisme paralysant ils se mettent en mesure de poser les problèmes économiques en des termes voisins de ceux qu'utilisent les économistes occidentaux et compréhensibles pour ceux-ci. Le dialogue se trouve ainsi amorcé et peut se révéler très fructueux du moment que les interlocuteurs disposent, pour traduire leurs concepts propres, d'un langage commun ou du moins aisément déchiffrable pour l'autre.

Jean BERNARD.

Moscou, mars 1959.

LES RECHERCHES OCÉANOGRAPHIQUES DANS L'ARCTIQUE CENTRAL *

L'Institut de recherches Arctiques et Antarctiques de l'U.R.S.S. poursuit depuis dix ans des recherches systématiques dans les régions centrales de l'Océan Glacial, — c'est-à-dire dans des zones dont certaines ne sont pas accessibles aux navires océanographiques, même les plus modernes. L'Institut a donc été amené à recourir aux services de l'aviation et à mettre au point des techniques nouvelles d'investigation. Le présent exposé se propose de dresser brièvement le bilan de ces recherches.

Les moyens utilisés.

Parallèlement à des expéditions aériennes organisées sur les régions à haute latitude, des stations dérivantes ont été mises en fonctionnement. Les expéditions peuvent être entreprises d'avril à juin tandis que les stations dérivantes sont en mesure de poursuivre leur travail durant toute l'année.

Jusqu'à présent, dix grandes expéditions aériennes d'observation océanographique à haute latitude ont été organisées. De 1937 à 1958, l'Union Soviétique a, d'autre part, occupé huit stations dérivantes, dont deux travaillaient simultanément en 1954 et jusqu'à trois en 1955-1956.

Les stations dérivantes.

Ces stations, dont le personnel était périodiquement relevé, ont parcouru des routes moyennes, longues de 640 à 2 050 km à des vitesses allant de 1,4 à 7,5 km par vingt-quatre heures ; la durée de la dérive variait de 335 à 1 106 jours.

Un matériel spécialement mis au point leur était confié : sondeurs acoustiques, treuils portatifs allégés, bathymètres, filets et chaluts pour recherches biologiques, dérivographes, appareils pour l'étude des échanges de chaleur

* Le Dr A. F. Laktionov, directeur du Département des glaces de mer, à l'Institut de Recherches Arctiques et Antarctiques de l'U.R.S.S., a été l'hôte de l'École Pratique des Hautes Études, VI^e Section, du 14 au 22 juin 1959, à la suite d'un protocole d'échange entre l'École Pratique des Hautes Études, Division des Aires Culturelles (Centre d'Études Arctiques) et l'Institut de Recherches Arctiques et Antarctiques de l'U.R.S.S. Le présent exposé a été prononcé à l'occasion de ce séjour.

entre la surface de l'eau et l'atmosphère, matériel spécial d'hydrologie pour l'étude des masses d'eau, de leur taux de mélange et des courants de marée, moulinets enregistreurs divers et appareils bifiliaires de mesure des courants.

Les objectifs de recherches.

Expéditions aériennes et stations dérivantes assument des missions de recherches extrêmement vastes : sondages des profondeurs de la mer, température et salinité à différentes natures de fond, transparence, courants, taux d'oxygène, alcalinité, concentration en ions H, analyse hydrochimique, structure de la couche de glace, fonte, accroissement des glaces, influence des conditions hydro-météorologiques, etc.

A ces objectifs viennent, par ailleurs, s'articuler des tâches complémentaires : recherches hydrobiologiques (zoo- et phytoplancton, benthos), météorologiques et actinométriques (bilan de radiation, observations thermiques, etc.). Les expéditions sont d'autre part mises à profit pour essayer de nouveaux appareils océanographiques.

Outre les expéditions aériennes à haute latitude et la mise en fonctionnement des stations dérivantes, l'Institut a également organisé des expéditions océanographiques dites « complexes » (c'est-à-dire à objectifs multiples) dans la partie septentrionale de la Mer du Groenland. Depuis 1955, les navires *Ob*, *Lena* et *Toross* ont ainsi parcouru les régions du seuil de Nansen et celles du courant oriental groenlandais, au nord du 78° parallèle, — réalisant pour la première fois des coupes océanographiques atteignant la côte du Groenland.

L'étude permanente de la couche de glaces.

L'observation aérienne de la couche de glaces dans l'Arctique central est pratiquement poursuivie toute l'année. Elle vise à déterminer l'âge, l'aspect et l'épaisseur de la glace, son entassement, sa concentration, les conditions de formation de la glace hummoquée, les modes de désagrégation, d'enneigement, d'écrasement, les limites des glaces différentes, la disposition et la dimension des plans d'eau libre, chenaux et clairières, ainsi que les caractéristiques de la dérive. Les résultats obtenus permettent de suivre sur plusieurs années les variations saisonnières annuelles de la couche de glaces. D'autre part, des radio-balises dérivantes et des stations météorologiques automatiques assurent non seulement l'observation permanente des phénomènes de dérive dans une zone déterminée, mais rendent également possible l'établissement d'un tableau d'ensemble des dérives sur une surface considérable. Pour la période 1952-1958, plus de 100 radio-balises et 40 stations météorologiques automatiques étaient en fonctionnement.

Bilan des recherches.

Au total, le bilan des travaux effectués par les expéditions aériennes proprement dites, les équipes dérivantes et les expéditions océanographiques dans le nord de la Mer du Groenland ressortit à plus de 50 000 observations sur les courants, plus de 10 000 dont 20 sondages isolés, plus de 700 stations hydrologiques profondes (dont 90 avec observation simultanée de la température et de la salinité), et plus de 250 stations hydrobiologiques avec récolte de plus de 800 échantillons de fond (carottes)¹. En outre, de fréquentes observations astronomiques ont permis de déterminer les trajets suivis par les stations dérivantes.

¹ La longueur maximum d'une carotte atteint 412 cm. Il en a été prélevé par 83° 9 N. et 53° 31 E. à une profondeur de plus de 3 000 m.

I. — OCÉANOGRAPHIE

Les objectifs principaux de la recherche océanographique dans l'Arctique central sont les suivants :

- 1° Relief et dépôts du fond ; histoire géologique ;
- 2° Masses d'eau et leur dynamique ;
- 3° Caractéristiques chimiques des masses d'eau ;
- 4° Études des courants et dérive des glaces ;
- 5° Régime des glaces ;
- 6° Échanges de chaleur entre l'océan et l'atmosphère ;
- 7° Répartition et évolution des organismes marins.

Le relief du fond et l'histoire géologique.

L'analyse des résultats obtenus et des importantes découvertes qui ont été faites, conduit à des conclusions de valeur qui modifient considérablement les idées sur la structure du relief de fond de l'Arctique central.

Une longue surélévation sous-marine — qui a été dénommée la dorsale de Lomonosov — a été, ainsi, découverte : elle s'étend sur près de 1 800 km des îles Novosibirskie jusqu'au Groenland et à la Terre de Grant, elle s'élève en moyenne à 2 500-3 000 m au-dessus du fond de l'océan et la profondeur minimum est de 954 m. D'autres chaînes sous-marines, parallèles à la dorsale de Lomonosov, mais moins élevées que celle-ci, ont été également repérées : elles vont de l'île Wrangel à la Terre de Grant avec une profondeur minimum de 1 521 m. Par ailleurs, un sommet sous-marin à 730 m de profondeur a été détecté au nord de la Terre François-Joseph par 85°50 de latitude nord et 61°55 de longitude est. En même temps, deux grandes dépressions étaient découvertes : celle de l'Atlantique où la sonde atteint 5 449 m et celle du Pacifique avec une profondeur de 3 836 m. D'autre part, il a été possible d'établir que le seuil de Nansen n'était pas continu : presque en son milieu il est coupé par un chenal de 3 000 à 3 500 m de profondeur. L'ensemble de ces résultats amène à considérer que le relief de fond de l'Arctique central est d'un âge relativement jeune, — et que sa formation pourrait s'être située à l'époque mésozoïque.

L'analyse des dépôts.

L'observation des dépôts montre, en outre, qu'au cours des quarante ou cinquante dernières mille années, la remontée des eaux chaudes atlantiques vers l'Arctique central se serait raréfiée à deux reprises, — alternant ainsi avec les périodes où ces eaux y pénétraient en grande quantité.

Hydrologie.

Les analyses des échantillons d'eau ont permis de déterminer les masses d'eau en présence dans l'Arctique central.

Quatre catégories ont été, ainsi, déterminées :

a) Eau arctique superficielle avec température de — 1,5° en été et — 1,7°, — 1,8° en hiver ; salinité de 30 à 32 ‰ ; épaisseur de la couche dans la région atlantique : 30 m ; dans la région pacifique : 100 m.

b) Eau atlantique. Température variant de 2° à 3° dans la région atlan-

tique et de $0,5^{\circ}$ à $0,6^{\circ}$ dans la région pacifique. Salinité comprise entre $34,7$ et $34,9 \text{ ‰}$. Cette eau se trouve dans tout l'Arctique central. L'épaisseur de la couche varie de 700-800 m dans les régions avoisinant le Spitzberg, à 400-500 m dans les régions situées plus à l'est. Chaque année, par le détroit qui s'étend du Spitzberg au Groenland près de $102\,500 \text{ km}^3$ d'eau atlantique amenant environ $215\,000 \text{ kcal}$. de chaleur pénètrent dans l'Arctique central. On a constaté que la température des eaux atlantiques a, en moyenne, augmenté durant ces dernières années de $0,5^{\circ}$. Simultanément leur flux a augmenté.

c) Eau froide abyssale. Elle remplit les profondeurs au-dessous de 600-1 000 m. Sa température est de $-0,8^{\circ}$ dans la région atlantique et de $-0,4^{\circ}$ dans la région pacifique. Sa salinité oscille de $34,90$ à $34,96 \text{ ‰}$.

d) Eau pacifique. Elle se rencontre entre les niveaux 50 et 100 m. Sa température et sa salinité sont légèrement supérieures à celles de l'eau arctique superficielle ; elle s'étend des limites septentrionales de la mer de Tchoukotka jusqu'au Pôle Nord. Près de $36\,500 \text{ km}^3$ d'eau pacifique pénètrent annuellement dans l'Arctique central.

C'est dans la couche supérieure des 10 m qu'ont été enregistrées les plus fortes fluctuations saisonnières de la température et de la salinité. Par ailleurs, les variations de la température diurne se sont révélées les plus grandes à la limite supérieure des eaux atlantiques. Il a pu être, enfin, établi que, dans la région atlantique, le mélange convectif des eaux parvenait jusqu'à 75 m de profondeur, — et à 40-45 m dans la région pacifique.

Hydrochimie.

Les eaux arctiques superficielles dans la région atlantique sont caractérisées par une teneur en oxygène relativement basse de (96 à 98 %) ; une alcalinité avoisinant 700 et un contenu en sels nutritifs assez élevé. Dans la région du Pacifique, — les chiffres correspondants sont pour l'oxygène 100 à 104 %, pour l'alcalinité 700 à 750 ; quant aux sels nutritifs (nitrates), leur dosage maximum peut atteindre 40 mg/m^3 . L'eau atlantique présente, dans la région occidentale, une teneur en oxygène variant de 84 à 87 % ; dans la région orientale, cette teneur oscille de 82 à 84 %. Quant à l'eau de fond, son contenu moyen en oxygène atteint 77 % dans la dépression atlantique, — et 81 % dans la dépression pacifique.

II. — GLACIOLOGIE

L'étude de la dérive des glaces a confirmé ce que l'on savait déjà sur le rôle essentiel des courants superficiels permanents et du vent. Il a pu être, toutefois, précisé que les premiers avaient — en moyenne — deux fois plus d'importance que le second dans la détermination des directions de dérive. L'on a constaté, en outre, que dans la majorité des cas et pour l'ensemble des secteurs, les glaces progressaient vers le détroit entre Spitzberg et Groenland en suivant les trajectoires géométriquement les plus courtes.

La dérive des glaces et la règle de Zubov.

Il ne s'agit évidemment là que d'un schéma « moyen », comportant, suivant les années et en fonction de telles conditions générales ou particulières, de fréquents cas d'exception.

Dans la partie attenante au Pacifique de l'Arctique central a eu lieu la circulation anticyclonique permanente des glaces. Le déplacement des glaces dans cette région suivant les trajectoires fermées change selon les conditions synoptiques et le schéma de mouvement des glaces tant dans la région atlantique que dans la région du Pacifique peut dévier du schéma moyen pendant les différentes années sous des formes et par des grandeurs différentes.

En ce qui concerne, par exemple, la partie de l'Arctique central attenante au Pacifique, les modifications enregistrées dans les tendances de dérive amènent les glaces à pénétrer dans les mers arctiques périphériques, notamment dans la Mer de Laptev, dans la Mer de Sibérie orientale et dans la Mer de Tchoukotka. En fait, le mouvement des glaces hors de l'Arctique central témoigne d'irrégularités appréciables d'une année à l'autre, — et même dans le courant d'une même année. Dans l'ensemble, les observations tendent cependant à confirmer la règle de Zubov, — qui établit un rapport entre le déplacement des glaces et le relief barique.

Des règles ont été établies permettant de calculer approximativement le resserrement et la raréfaction des glaces dans l'Arctique central. On a découvert que la dérive des îles de glace ne diffère presque pas de la dérive des vieilles glaces. Par suite de l'irrégularité du vent dans l'Arctique central, on rencontre des circulations des eaux de vitesse et de directions diverses.

Dans la partie attenante au Pacifique, deux grandes circulations ont été décelées : une anticyclonique située dans la région du « Pôle d'inaccessibilité relative » (rayon 500 km) et l'autre cyclonique adjacente à la région de la Terre du Nord. Quelques petites circulations ont été découvertes dans la région de la dorsale de Lomonosov.

La vitesse des courants est insignifiante surtout pour les courants de marée. Elle n'est en moyenne pas supérieure à 3,5 cm/sec. et à la syzygie, atteint environ 7 cm/sec.

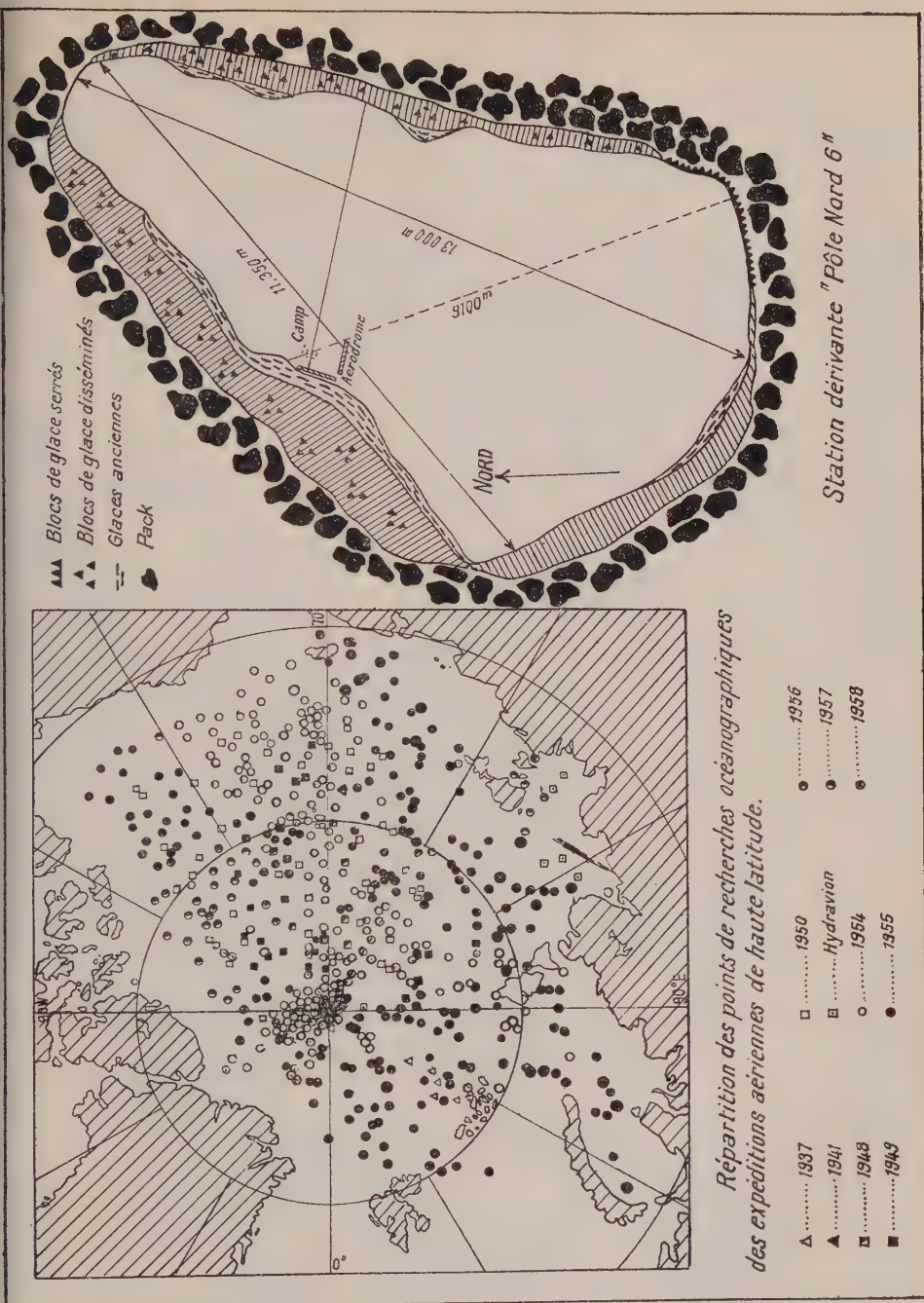
Structure des ensembles glaciaires et leur loi d'accroissement.

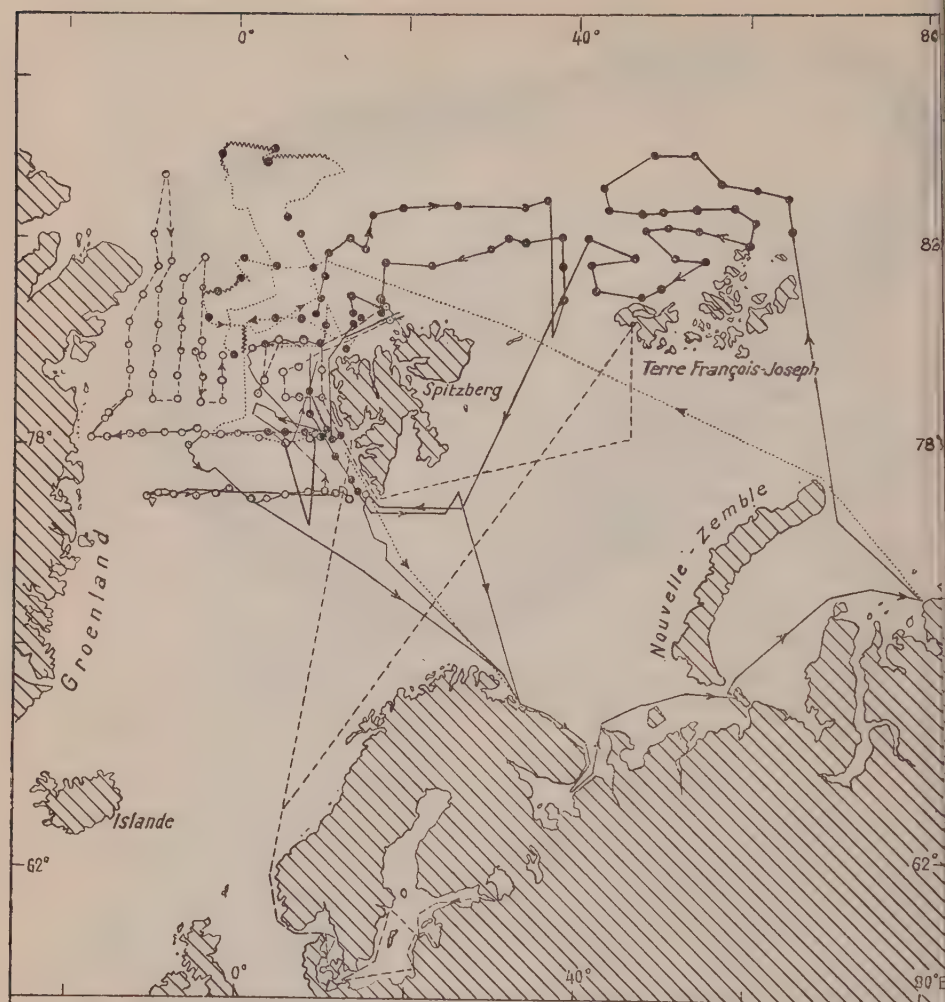
Les recherches entreprises sur le régime général des glaces ont permis de préciser ou d'établir de nombreuses données. L'on a constaté, ainsi, que la calotte glaciaire en Arctique central — constituée de glaces d'aspect et d'âge différents — comportait, même en hiver, de nombreux plans d'eau libre (chenaux, clairières, polynies). Ces dernières atteignent, parfois, plus de 350 km de longueur et plus de 10 à 15 km de largeur.

Dans la structure de cette calotte, les glaces de plusieurs années prédominent, et représentent jusqu'à 80 % en étendue. La lisière du pack fluctue d'une année à l'autre ou au cours d'une même année, de 500 à 700 km au nord ou au sud de la lisière moyenne.

Dans les parties unies de la calotte, l'épaisseur maximum des glaces de plusieurs années dépasse très rarement 3 à 4 mètres. Quant aux glaces nouvelles et au terme de la première année, elles peuvent s'accroître jusqu'à 2 mètres. Des formules permettent d'ailleurs de calculer l'accroissement de la glace, — soit nouvelle, soit ancienne. Pour la première, $h = 0,657 \Sigma t^{0,661}$ (h étant l'épaisseur de la glace et Σt la somme des températures moyennes journalières de gel) ; pour la seconde $\Delta h = \sqrt{(25 + h_0)^2 + 8 \Delta R} - (25 + h_0)$, (Δh étant l'accroissement d'épaisseur de la glace, h_0 son épaisseur initiale, et ΔR l'accroissement de la somme des températures moyennes journalières de gel). *Grosso modo*, et pour le pack subissant un accroissement naturel, la valeur de la fonte est égale à la valeur de l'accroissement de glace.

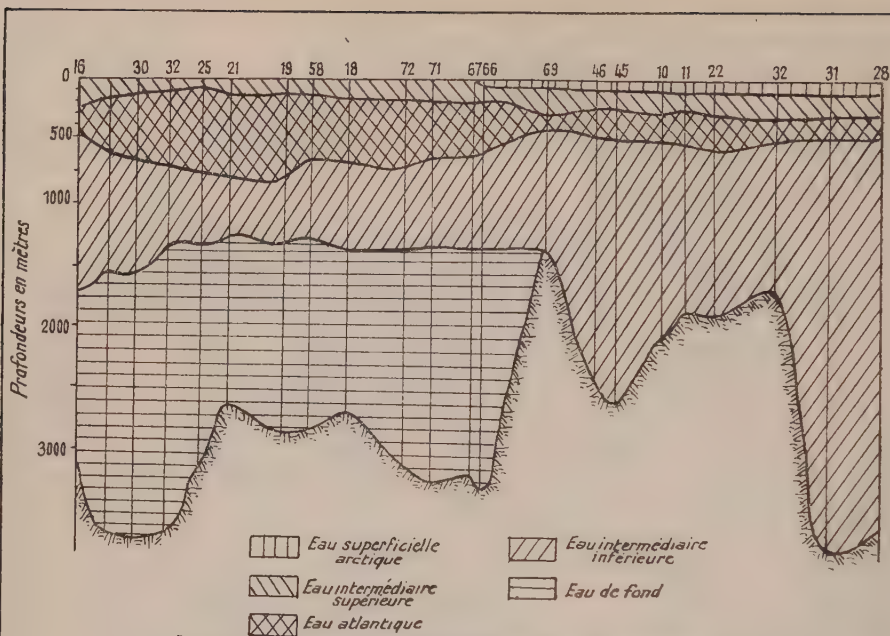
Les ressernements ou les morcellements des champs de glace et les déforma-



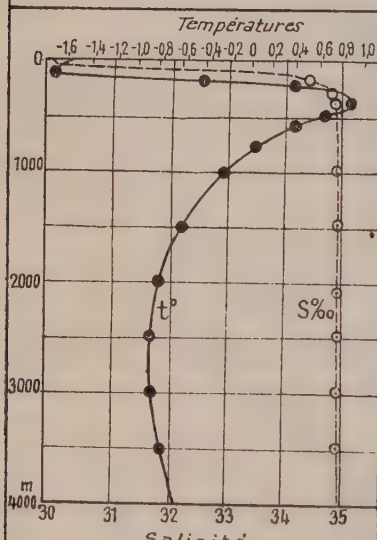


*Schéma de la navigation des expéditions océanographiques
dans l'Océan Arctique et dans la mer du Groenland*

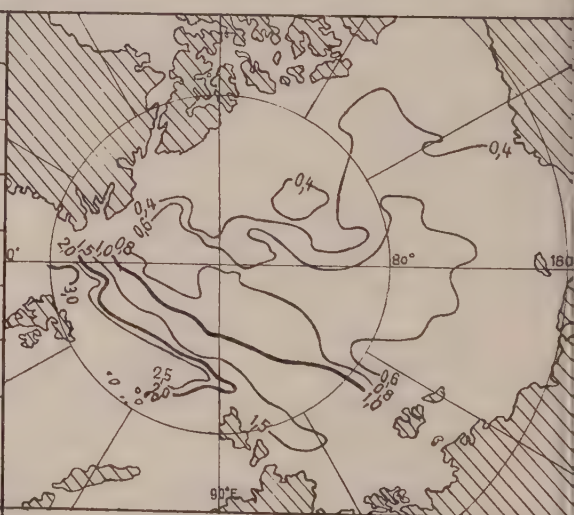
- Trajets et stations effectués par le "F. Litke" en 1955
 -○-○-○-○- "Ob" en 1956
 —●—●—●—●— "Lena" en 1957
 -○-○-○-○- "Lena" en 1958



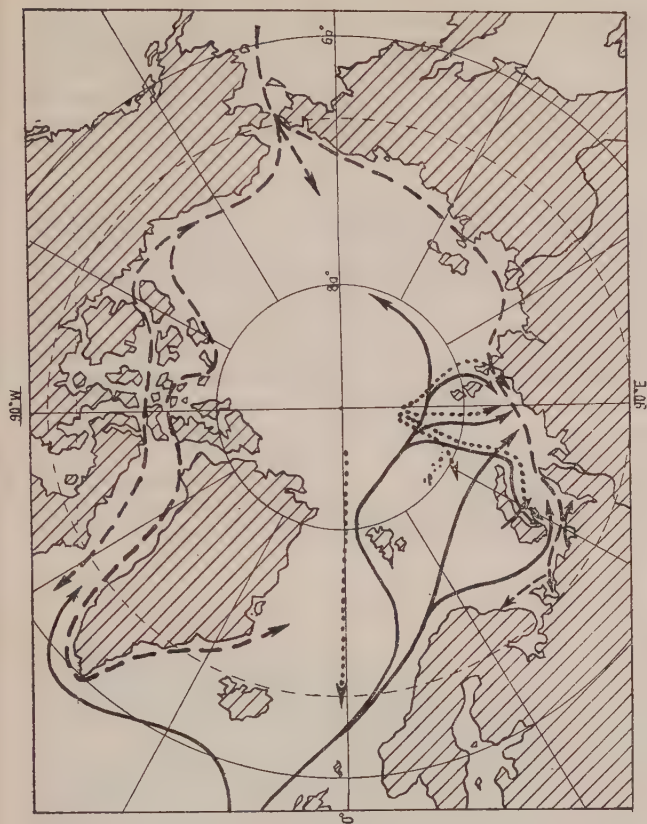
Arctique Central - Répartition des masses d'eau.



Distribution verticale des températures et de la salinité dans l'Arctique central.

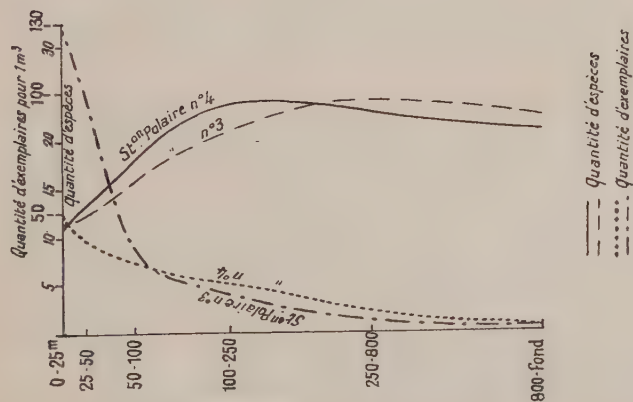


Température maximale de la couche d'eau Atlantique (d'après V.T. TIMOFEEV)



Trajets d'échange de la faune de l'océan Glacial Arctique avec
les faunes de la partie septentrionale des océans
Pacifique et Atlantique

Trajet de la faune de l'Atlantique
" " du Pacifique
" " des profondeurs de l'Arctique



Distribution verticale du zooplancton
dans l'Arctique central.

(d'après M. A. VIRNETIS)

tions qui en résultent (apparition de crevasses, formation de glace hummoquée, fissures) se produisent surtout sous l'influence du vent.

Ces phénomènes sont le plus souvent observés lors du passage des cyclones au printemps et en automne. En été, les glaces dans l'Arctique central, peuvent se morceler jusqu'à 7 à 8 points et même, dans certains cas, jusqu'à 3 à 4 points. Quant aux déformations dues aux marées, elles se révèlent particulièrement prononcées dans la région de la dorsale de Lomonosov et le long du versant continental. Les grands chenaux que l'on y observe se trouvent disposés le long du front de propagation de la vague de marée montante.

III. — ACTINOMÉTRIE

L'équilibre de radiation, dans l'Arctique central, est positif : 40 kcal/cm².

Ces observations actinométriques, concurremment aux observations portant sur la température de la neige et de la glace et sur la thermométrie de la couche inférieure de l'atmosphère, ont permis d'étudier — outre la forme générale du bilan de radiation — l'action de la nappe glaciaire sur le flux de chaleur émis par l'eau ainsi que les effets des divers échanges thermiques sur les oscillations de la glaciation. L'analyse des échanges thermiques entre la surface de la mer et l'atmosphère a fourni, par ailleurs, au savant D. L. Lajhtman les bases d'une théorie qui permet de calculer les composantes de l'équilibre thermique à partir de l'observation actinométrique et aérologique, — et en fonction des caractéristiques propres des nappes de glace et de neige.

IV. HYDROBIOLOGIE

Les conditions d'existence des organismes vivants, dans l'Arctique central, sont très favorables. A en juger par les nombreux échantillons recueillis aux différentes saisons de l'année, la vie en eau profonde est ici beaucoup moins développée que dans les régions plus méridionales.

La vie végétale est exclusivement représentée par des algues microscopiques (phytoplancton) et par une microflore glaciaire fixée sur les glaces dérivantes. Près de soixante-dix espèces de phytoplancton ont été identifiées dans les régions péripolaires ; parmi elles, prédominent des algues diatomées (soixante espèces). C'est dans la couche supérieure des 50 m et en août-septembre qu'a été observée la quantité maximum de phytoplancton. En cette période, sa masse biologique n'excède d'ailleurs pas 120 mg au mètre cube.

En ce qui concerne le zooplancton, on a dénombré près de quatre-vingts espèces différentes. Les écrevisses ramipèdes viennent en tête suivies des amphipodes, myzides, méduses, cténophores, siphonophores, rhizopodes, radiolaires, etc. Contrairement au phytoplancton, c'est dans la couche supérieure des 50 m que le zooplancton est le plus pauvre, — son milieu de prédilection étant la couche d'eau atlantique. Toutes les espèces de zooplancton rencontrées dans l'Arctique central se partagent en trois groupes : groupe atlantique (48 à 50 %), groupe pacifique (environ 1 %), et endémique (13 %). La composition moyenne du zooplancton, d'après l'analyse du matériel recueilli tout au long d'une année, ne change presque pas, — seule, sa quantité globale variant assez notablement en fonction de la saison.

Quant aux organismes de fond, on a trouvé plus de cent espèces, parmi lesquelles prédominent les rhizopodes (plus de trente espèces). Viennent

ensuite les chétopodes, les amphipodes, les mollusques salignes, etc. De façon générale, la faune des creux profonds est très pauvre.

En ce qui concerne la microflore glaciaire, P. J. Usačev a pu dénombrer plus de vingt espèces de diatomées.

Enfin, A. E. Kriss a établi que toute la masse d'eau et que les terres, dans l'Arctique central, sont peuplées de bactéries et que les processus microbiologiques qui s'y déroulent sont identiques à ceux qui ont été observés dans les autres mers arctiques.

* * *

Tels sont, à l'heure actuelle, les principaux résultats de la recherche scientifique soviétique dans l'Arctique central. Les nombreuses observations recueillies qu'il convient encore de dépouiller et d'étudier permettront certainement d'élargir l'acquis déjà obtenu.

A. F. LAKTIONOV
*Institut de Recherches Arctiques
et Antarctiques de l'U.R.S.S.*

Juin 1959.

BIBLIOGRAPHIE

1. Bujnickij, V. H., « O drejfe l'dov v Arktičeskom bassejne » (La dérive des glaces dans le bassin arctique), *Geografičeskij sbornik XII*, 1957.
2. Burhanov, V. F., *Sovetskie issledovanija v Arktike* (Recherches soviétiques dans l'Arctique).
3. Virketis, M. A., *Nekotorye dannye o faune central'noj časti Severnogo Ledovitogo okeana. Materialy nabljudenij naučno-issledovatel'noj stancii « Severnyj poljus 3 » et « Severnyj poljus 4 » 1954-1955* (Quelques données sur la faune de la partie centrale de l'Océan Glacial du Nord. Résultats des observations des stations de recherches scientifiques « pôle nord 3 » et « pôle nord 4 » en 1954-1955), t. I, 1957.
4. Gakkell, Ja. Ja., « Nauka i osvoenie Arktiki » (Science et mise en valeur de l'Arctique), *Morskoj transport*, 1957.
5. Kriss, A. E., « Novye mikrobiologičeskie issledovanija v Central'noj Arktike » (Nouvelles recherches microbiologiques dans l'Arctique Central), *Vestnik Akademii Nauk S.S.S.R.*, 1955, n° 9.
6. Lajhtman, D. L., « Nekotorye zakonomernosti teplogo režima Central'noj Arktiki » (Quelques lois du régime thermique de l'Arctique Central), *Trudy A.N.I.I. (Travaux de l'Institut Arctique)*, vol. 226, 1958.
7. Laktionov, A. F., « Severnyj poljus » (Le pôle nord), *Morskoj transport*, 1955.
8. Laktionov, A. F. et Šamontev, V. A., « Primenenie aviicii v okeanografičeskikh issledovanijah v Arktike » (Emploi de l'aviation dans les recherches océanographiques dans l'Arctique), *Problemy Arktiki*, fasc. 2, 1957.
9. « Materialy nabljudenij naučno-issledovatel'skih drejfujuščih stancii « Severnyj poljus 3 », « Severnyj poljus 4 » 1954-1955 » (Résultats des stations de recherches scientifiques dérivantes « Pôle nord 3, pôle nord 4 » en 1954-1955), *Morskoj transport*, vol. 1, 1957.

10. « Materialy nabljudenij naučno-issledovatel'skoj stancii 1950-1951 » (Résultats des observations de la station de recherches scientifiques 1950-1951), *Morskoj transport*, vol. 1, 1955.
11. « O novyh sovetskih issledovanijah i otkrytijah v Central'noj Arktike » (Nouvelles recherches et découvertes soviétiques dans l'Arctique Central), *Izvestija Akademii Nauk S.S.S.R.*, Serija geografičeskaja, 1954, n° 5.
12. Timofeev, V. T., « Atlantičeskie vody v arktičeskom bassejne » (Les eaux atlantiques dans le bassin arctique), *Problemy Arktiki*, 1957, n° 2.
13. Timofeev, V. T., « O teplovom balanse vod Severnogo Ledovitogo Okeana » (Sur l'équilibre thermique des eaux de l'Océan Glacial du Nord), *Priroda*, 1956, n° 7.
14. Usačev, P. I., « Mikroflora poljarnyh l'dov » (La microflore des glaces polaires), *Trudy Instituta okeanologii (Travaux de l'Institut d'Océanographie)*, 1949, vol. 3.
15. Frolov, V. V., « Naučnye issledovanija v Arktike » (Les recherches scientifiques dans l'Arctique), *Morskoj flot*, 1957, n° 12.
16. Frolov, V. V. et Pasetskij, V. M., « Centr issledovanij Severnogo-Ledovitogo Okeana » (Le centre de recherches de l'Océan Glacial du Nord), *Priroda*, 1958, n° 8.
17. « Čerez okean na drejfujuščih l'dah » (A travers l'océan sur les glaces dérivantes), *M. Geografi*, 1957.
18. Jakovlev, G. N., « Teplovoj balans ledjanogo pokrova Central'noj Arktiki » (L'équilibre thermique de la couverture de glace de l'Arctique Central), *Problemy Arktiki*, 1958, n° 5.

BIBLIOGRAPHIE

LES SOURCES DE DOCUMENTATION SUR LA RELIGION MUSULMANE EN UNION SOVIÉTIQUE DEPUIS 1945

SUITE ET FIN

LES SOURCES ÉTRANGÈRES

I. — TRAVAUX BIBLIOGRAPHIQUES*

1° Le professeur Rudolf Loewenthal de l'Université de Georgetown (*Institute of languages and linguistics — School of foreign service*) a publié en 1957-1958, quatre séries de recueils bibliographiques sur l'U.R.S.S. et l'Orient édités en Allemagne — dans le journal *Der Islam* (Berlin-Ouest) et aux États-Unis, sous forme de brochures ronéotypées par l'*External Research Staff-Office of intelligence research, Department of State*. Deux d'entre elles sont particulièrement intéressantes :

— *Russian Materials on Islam and islamic institutions* (*External research paper* N° 1 331, mars 1958) qui relève 377 titres de livres et articles russes sur l'Islam du début du XIX^e siècle à 1956, mais ne comporte qu'un petit nombre de travaux postérieurs à 1945.

C'est une bibliographie sélective et non analytique d'ouvrages qui se trouvent pour la plupart dans les bibliothèques des États-Unis.

— *The Turkic languages and literature of Central Asia*, bibliographie plus complète, donne une liste de 1935 ouvrages russes et étrangers concernant surtout les langues et la littérature des peuples turcs, mais aussi l'Islam. Presque tous les ouvrages signalés se trouvent dans les bibliothèques américaines.

2° L'Institut pour l'Étude de l'U.R.S.S. de Munich a publié dans ses différentes revues plusieurs études bibliographiques spécialisées :

Dans la *Caucasian Review* :

Tome 1, 1955 : « *Literature on Circassia and the Circassians* », pp. 145-163, par le professeur Ramazan Traho.

* Voir la première partie de cette bibliographie dans *Cahiers du Monde russe et soviétique*, n° 1.

Tome 4, 1957 : « *Literature on Daghestan and its people* », pp. 101-119 (du même auteur).

Tome 5, 1957 : « *Literature on Checheno-Ingushes and Karachay-Balkars* », pp. 76-79 (du même auteur).

Tome 7, 1958 : « *Literature on Abkhazia and the Abkhazian-Abazinians* », pp. 125-144, par T. Abkhazian.

Ces études constituent de précieux instruments de travail.

Dans le *East Turkic Review* (t. I, avril 1958, pp. 101-112 et t. II, 1959, pp. 96 à 112), *A Bibliography of Tatar Studies*, par Ali Rahim, recense les ouvrages et articles parus entre 1918 et 1929 sur les Tatars de la Volga. Cette étude est la traduction anglaise, donc plus abordable, d'un article intitulé *Materialy dlja bibliografii po tatarovedeniju* paru dans l'ouvrage *Očerki po izučeniju mestnogo kraja* (Esquisses pour l'étude du territoire national), Kazan, 1930, pp. 342-395, aujourd'hui introuvable sauf à la Bibliothèque Publique de New-York.

3° Enfin le professeur Lawrence Krader a joint au volume III de son travail, *Soviet Central Asia*, Yale (*Subcontractor's Monograph* H R A F - 49), 1956, pp. 1041-1143, une bibliographie sélective, analytique et critique sur l'Asie Centrale.

II. — TÉMOIGNAGES

A. Observations des visiteurs étrangers

Peu important entre 1945 et 1954, le nombre des étrangers occidentaux et asiatiques qui ont parcouru les régions musulmanes de l'U.R.S.S. n'a cessé d'augmenter à partir de 1955, mais les voyages sont presque toujours d'un type « standard », limités à quelques villes et à quelques régions :

Uzbekistan : Taškent, Samarkand, Buhara,

Tadjikistan : Stalinabad,

Kazakhstan : Alma-Ata.

La Kirghizie et l'Azerbaidjân sont rarement visités, tandis que la Moyenne Volga, le Caucase du Nord, le Turkmenistan et le Tadjikistan, en dehors des capitales, ne l'ont encore jamais été.

Les observations des voyageurs représentent une source précieuse d'informations directes ; mais on ne peut les utiliser qu'avec une grande circonspection en raison de leur caractère partiel et « engagé ». Sans vouloir mettre en doute la bonne foi des visiteurs, il faut reconnaître que bien souvent chacun ne trouve en U.R.S.S. que ce qu'il veut y trouver.

Ainsi, des deux visiteurs pakistanais qui ont parcouru l'Uzbekistan à la même époque (1952), l'un, socialiste, Mubarraq Sagheer, rapporte dans le *Dawn* de Karachi du 17-5-1952 qu'il a vu à Taškent « 20 mosquées cathédrales et plusieurs centaines de mosquées de quartier » et affirme que « la liberté religieuse y est totale », l'autre, le Dr Rhiaz Ali Shah estime dans le même *Dawn* des 20 à 28-7 et 3-8-1957 qu'en Asie Centrale « l'Islam est à l'agonie et que seuls les vieillards fréquentent encore les rares mosquées ouvertes ».

Les étrangers traversant très rapidement un pays dont ils ignorent souvent tout, tirent de leurs impressions fugitives des conclusions générales dont il faut se méfier. Ce sont, le plus souvent, des touristes ou des journalistes, très rarement des orientalistes ou des islamologues. Leurs observations sont généralement superficielles et incomplètes. Elles ont cependant la valeur de témoignages et certaines ne sont pas dépourvues d'intérêt. On peut citer à titre d'exemple, le visiteur italien qui a rapporté de Buhara le programme d'études de la Medresseh Mir-i-Arab pour l'année 1953-1954 publié dans *Oriente Moderno* de Rome (août-sept. 1954, pp. 395 à 404) par Alessandro Bausani sous le titre *L'odierno ordinamento degli studii islamici nelle madrasa Mir-i-Arab di Buhara*.

Parmi les reportages récents on peut signaler les articles d'Edmond

Sablier : « Au pays de l'Islam Rouge », paru dans *Le Monde* des 26-6 et 5-7-1956, et ceux de M. Sulberger dans le *New-York Times* des 4, 7, 9-1-1956.

Les récits des voyageurs musulmans cependant plus avertis des problèmes de l'Islam, plus désireux aussi de percevoir la réalité à travers les apparences, ne présentent pas un grand intérêt : ceci est surtout vrai des visiteurs arabes, qui ignorent le russe et les langues indigènes et s'intéressent davantage aux réalisations techniques qu'aux problèmes religieux. Il faut faire une exception pour les délégations d'avocats, de médecins et d'ulemas pakistanais qui ont visité l'U.R.S.S. au cours des dernières années. La connaissance qu'ils ont du persan, langue officielle du Tadjikistan dans sa forme *tadžiki* et très utilisée encore en Ouzbékistan a facilité les contacts avec les indigènes. Les renseignements qu'ils donnent sur le nombre des mosquées, la vitalité du sentiment religieux, enfin sur la politique des autorités envers l'Islam, sont très importants. Ils sont le plus couramment publiés dans les quatre revues suivantes :

- 1° *Dawn*, quotidien de langue anglaise de Karachi, par exemple les récits de Mubarraq Sagheer : « *Muslims in Russia enjoy complete freedom* », N° du 17-5-1952, favorables aux autorités soviétiques ; du Dr Riaz Ali Shah, membre d'une délégation de médecins : « *A doctor looks at Soviet Russia* », N°s du 28 au 30-7 et 3-8-1952, défavorables et d'Altaf Hussein, membre de la délégation pakistanaise à la conférence économique de Moscou : « *A fortnight in Moscow* », N° du 21-5-1952.
- 2° *Islamic Review*, revue mensuelle de Woking (Angleterre) : « *My impression of the Soviet Union* », N° de février 1958, récit courageux et objectif de Mawlana Raghīb Ahsan, membre de la délégation des Ulémas pakistanais et « *The Muslims in U.S.S.R. and Pakistan* », N° d'octobre 1949, synthèse des souvenirs des voyageurs pakistanais par Farid S. Jaffri.
- 3° *Islamic literature*, revue mensuelle de Lahore.
- 4° *Notes on Islam*, revue trimestrielle de Calcutta.

Parmi les rares ouvrages sur l'U.R.S.S. écrits par des auteurs musulmans le plus utile à consulter est le : *Tathrat-i-Rūs-i-Mawlana Muhammad 'Abd Al-Hamid Qadri Badayuni* (Souvenirs de Russie), Karachi, 1957, 112 pages (en urdu), par Abd-al-Hamid Qadri Badayuni, président de la délégation des ulemas pakistanais.

B. — Témoignages des musulmans soviétiques émigrés

A la fin de la guerre, de nombreux musulmans soviétiques, anciens prisonniers de guerre, déportés ou travailleurs libres en Allemagne se fixèrent en Occident, principalement en Turquie, en Allemagne et aux États-Unis. C'étaient, en majeure partie, des Caucasiens du Nord, et des Azerbaidjānais, mais aussi des Tatars, des Baškirs et des Turkestanais.

Groupés en associations nationales, les émigrés musulmans publient depuis 1945 (certains même depuis 1942) des revues dont la plupart ont d'ailleurs disparu dès 1952 et 1953.

Résolument antisoviétiques, ces revues sont d'un intérêt très inégal et manquent généralement d'objectivité. On ne peut, toutefois, en faire abstraction pour une étude sérieuse de l'Islam en U.R.S.S., car on y trouve à côté de quelques articles de valeur des souvenirs parfois précieux (sur les années antérieures à la guerre).

a) *Revue du Caucase* :

Kavkazskij Narodnik (Le Populiste Caucasiens), organe du « Bureau Central du Mouvement populiste caucasien », Munich, 1951 (en russe), un seul numéro paru.

Svobodnyj Kavkaz (Le Caucase libre), rédacteur en chef Avtorhanov (Uralov), mensuel en russe, Munich, octobre 1951 à septembre 1953.

Severnyj Kavkaz (Le Caucase du Nord), organe du « Comité National du Caucase du Nord », rédacteur en chef : A. Kantemir, mensuel en russe, Berlin, 1943 à 1944, remplacé par :

Kavkaz, mensuel, Munich, 1951, devenu en février 1953 :

Ob'edinenyj Kavkaz (Le Caucase unifié), même édition en anglais sous le titre de *Caucasus*, puis *United Caucasus*.

Azerbaycan, organe du « Comité National Azerbajdžanais », périodicité irrégulière, Munich, 1952 à 1953. Trois éditions : en turc azeri en caractères latins, en russe et en anglais.

Azerbaycan, mensuel en turc, publié à Ankara depuis 1951, paraît toujours.

Mücahit (Le Combattant), revue mensuelle en turc, publiée à Ankara, paraît depuis 1955.

Yeni Kavkaz (Le Nouveau Caucase), revue mensuelle en turc, paraît depuis le 1-1-1957, Ankara, a succédé à *Kafkas Dergisi (Revue Caucasienne)*, 1953-1954 et à *Kafkas Mecmuasi (Revue Caucasienne)*, 1955-1956.

Caucasian Review, publiée par l'Institut d'Études d'Histoire de l'U.R.S.S. de Munich (n° 1 en 1955, n° 7 en 1958), en anglais. Revue politique et culturelle de périodicité irrégulière et d'intérêt inégal. Les études consacrées aux peuples montagnards du Caucase du Nord dues aux collaborateurs Çerkesses : Aytek Namitok et Ramazan Traho et celles consacrées à l'Azerbajdžan par M. Dj. Hadjibeili sont de classe universitaire.

b) *Revues d'Asie Centrale :*

Millij Turkestan (Turkestan National), directeur Dr Veli Kajum Khan, en ouzbek, transcrit en caractères latins (Berlin, 1942 à février 1944).

Millij Ädäbijat Turkestan (Littérature nationale du Turkestan), directeur Dr Veli Kajum Khan, également en ouzbek en caractères latins (Berlin, 1943-1944).

Dergi (Revue), publiée depuis 1955 par l'Institut de Munich, en turc, continue à paraître avec une périodicité irrégulière.

Türkeli (La Patrie Turquie), organe du « Comité pour l'indépendance du Turkestan », Munich, 1951-1953, éditions en russe et en turc çagataj, transcrit en caractères latins.

The East Turkic Review, publiée par l'Institut de Munich, trimestriel en anglais (1^{er} numéro, avril 1959, 2^e numéro, 1959), consacrée au Turkestan et aux Turcs de la Volga.

c) *Revues de la Moyenne Volga :*

Azat Vatan (Patrie libre), organe du « Comité National des Tatars-Baškirs », de périodicité variable, Munich, mars 1952-juin 1953, en tatar de Kazan, transcrit en caractères arabes. La même revue a été publiée en russe entre mars et décembre 1952 sous forme de bulletin.

Milli Bajrak (L'Étendard National), organe de l'« Union Nationale de l'Ural », Munich, 1954, quelques numéros parus en tatar de Kazan, transcrit en caractères latins.

Il faut signaler également quelques études d'émigrés musulmans dans des revues américaines ou publiées sous forme d'ouvrages. Tels sont les deux récits de témoins oculaires sur l'histoire des peuples čecen et inguše :

Narodoubijstvo v S.S.S.R. : Ubijstvo Čečenskogo Naroda (Le génocide en U.R.S.S. : L'Assassinat du peuple Čečen), d'Avtorhanov (Uralov), Munich, 1952, 69 pages et

Usmirenje Kavkaza (La pacification du Caucase), de P. A. Tokaev, paru dans le *Socialističeskij Vestnik (Le Messenger socialiste)*, New-York, mars-avril 1951.

Enfin, des enquêtes effectuées auprès des musulmans d'origine soviétique peuvent donner des indications intéressantes. Il faut signaler celle effectuée aux États-Unis en 1953, auprès de trente et un musulmans réfugiés originaires d'Asie Centrale, sous les auspices de l'*Institute of International Studies* de l'Institut de Technologie de Massachussets et de la *Ford Foundation*. Cette enquête a été conduite par Richard Pipes, *Research associate* du *Russian Research Center* de l'Université de Harvard. Les résultats de ce travail ont été publiés sous le titre : « *Muslims of Soviet Central Asia, Trends and Prospects* », dans le *Middle East Journal* (volume 9, n° 2, printemps 1955 et n° 3, été 1955). Cet article est l'une des rares sources étrangères permettant d'apprécier la vitalité ou plutôt la disparition du sentiment religieux à la veille de la seconde guerre mondiale.

C. — Souvenirs des prisonniers de guerre (non musulmans)

En dernier lieu, il faut tenir compte des témoignages souvent curieux d'anciens prisonniers de guerre *non musulmans* publiés dans les revues et les journaux américains ou d'émigrés russes.

On peut signaler :

1° « *Zoloto, Aga Han- i G.P.U.* » (*L'Or, l'Agha Khan et le G.P.U.*) paru dans le journal *Russkaja Mysl' (La Pensée russe)*, Paris, 9-4-1952, bref récit d'un ancien journaliste soviétique sur le passage de la frontière du Pamir par des *dais* ismailiens venus de l'Inde collecter auprès de leurs coreligionnaires du Gorno-Badakhšan la dîme destinée à l'Agha Khan. Ce renseignement unique en son genre qui prouve le maintien des contacts entre la communauté ismailienne soviétique et l'Inde a été confirmé par la revue *Literaturnyj Tadžikistan* de Stalinalabad (27-4-1952).

2° *Elements of Disloyalty in Turkmenistan*, publié dans la collection du *Research Program on the U.S.S.R. (Mimeographed series, n° 53, New-York, 1954)*. Récit de Jan Dubicki, Polonais déporté en 1941-1942 au Turkmenistan, qui porte sur la persistance de l'Islam chez les Turkmènes.

III. — TRAVAUX DE SYNTHÈSE

Si l'on fait exception des souvenirs personnels, toutes les études — ouvrages ou articles — publiées en Occident sur l'Islam en U.R.S.S. sont fondées, non sur des observations directes, mais sur des documents d'origine soviétique. Ce sont des travaux de compilation accompagnés de commentaires qui laissent apparaître, volontairement ou non, les opinions politiques de leurs auteurs.

Depuis 1945, dans cinq pays surtout, des chercheurs se sont intéressés à l'Islam en Union Soviétique : Angleterre, États-Unis, Allemagne, Turquie et France.

A. — Angleterre

C'est le seul pays où le problème de l'Islam soviétique est étudié d'une manière suivie, le seul aussi à posséder un Centre de *Recherche spécialisé* : le *Central Asian Research Center* dirigé par le colonel Geoffroy Wheeler — dont l'activité, autrefois limitée à l'Asie Centrale, s'étend depuis 1959 aussi

à l'Azerbaïdjan. Ce centre publie, conjointement avec le St. Antony's College d'Oxford, une revue trimestrielle de 100 pages en moyenne, *Central Asian Review*, unique publication en Occident qui soit consacrée entièrement aux territoires musulmans de l'U.R.S.S. (n° 1 en janvier 1953) qui comprend :

1° Plusieurs articles rédactionnels.

2° Des traductions ou des condensés d'articles parus dans la presse d'Asie Centrale.

3° Un « new digest » très détaillé alimenté par la presse d'Asie Centrale — mais en langue russe seulement (c'est peut-être la seule lacune de la revue), les publications des Académies des sciences de l'U.R.S.S. et des cinq républiques, quelques revues spécialisées telles que : *Sovetskaja Etnografija*, *Kratkie Soobščeniia Instituta Etnografii*, *Trudy S.A.G.U.*, etc...

4° Plusieurs cartes et croquis.

Les problèmes économiques et la politique extérieure de l'U.R.S.S. au Moyen Orient sont les principaux sujets d'intérêt de la revue. Les études ou analyses d'études sur le problème religieux sont plus rares, mais toujours objectives et sérieuses.

C'est ainsi que l'on trouve dans le n° 1 de 1959 une excellente analyse des travaux de Snesarev sur les survivances du sentiment religieux chez les Uzbeks parus dans *Sovetskaja Etnografija*, n° 2, 1957 et les *Kratkie Soobščeniia Instituta Etnografii* (n° XXVI, 1957). Dans le n° 4 de 1958 on peut lire la traduction de l'article de L. Klimovič : « Ce qu'un athée doit savoir du Coran » paru dans la revue *Kazahstan*, n° 6, juin 1958.

Depuis le 1^{er} janvier 1959, le *Central Asian Research Center* publie le *Mizan Newsletter*, revue mensuelle des informations concernant le Moyen Orient glanées dans les périodiques ou les ouvrages soviétiques. Cette revue contient, entre autres, la traduction des principaux textes officiels concernant la politique soviétique au Moyen Orient.

Depuis 1959 également, pour alléger la *Central Asian Review*, la bibliographie d'ouvrages soviétiques sur l'Asie Centrale et le Moyen Orient est publiée en annexe à la revue *Journal of the Royal Central Asian Society*.

Il faut signaler encore une très précieuse publication anonyme (émanant probablement du Ministère des Affaires Étrangères) — mensuelle, ronéotypée : *Summary of the Soviet Central Asian and Trans-Caucasian Press*. Ce bulletin de 20 grandes pages environ contient la traduction intégrale ou le résumé des principaux articles parus dans les journaux russes : *Pravda Vostoka* (Taškent), *Sovetskaja Kirgizija* (Frunze), *Kazhastanskaja Pravda* (Alma-Ata), *Turkmenskaja Iskra* (Ašhabad), *Kommunist Tadžikistana* (Stalinabad), *Zarja Vostoka* (Tbilisi), *Kommunist* (Erevan) et *Bakinskij Raboči* (Baku). Une place de choix est réservée aux articles traitant de la religion.

Parmi les autres revues anglaises qui suivent de près l'évolution de l'Islam en Russie figure le *Soviet Survey* de Londres ; cette revue se propose à partir de 1959 de consacrer une rubrique mensuelle à l'analyse des principaux événements de caractère religieux ou national survenus dans les Républiques musulmanes de l'U.R.S.S.

D'autres publient assez souvent des études dues à la plume des principaux spécialistes anglais notamment du colonel Geoffrey Wheeler dont l'excellente étude : « Recent development in Soviet Central Asia » (*The Geographical Journal*, vol. CXXIII, 2^e partie, juin 1957, pp. 137-147) contient de précieux renseignements sur la religion musulmane.

B. Allemagne

Le professeur Gerhard von Mende, directeur du *Forschungsdienst Osteuropas* (Düsseldorf) auteur de *Der Nationale Kampf der Russlandtürken* (Berlin, 1936), dirige depuis la guerre une équipe de chercheurs et publie la collection :

« *Forschungen zur neuen Geschichte der Völker Osteuropas und Asiens* ». Le premier volume est dû au Dr Baymirza Hayit, Turkestanais, docteur de l'Université de Münster : *Turkestan im XX. Jahrhundert* (Darmstadt, C. W. Leske Verlag, 1956, 406 p.). Le chapitre v, « Der weite Kampf gegen den Islam » (pp. 354-357), traite de la lutte antireligieuse depuis 1945. C'est un ouvrage de polémique bien documenté (l'auteur a pu utiliser les sources en langues locales). B. Hayit a également publié plusieurs études dans diverses revues allemandes dont : « Turkmenistan in der Sowjetunion », dans *Geopolitik*, n° 3, 1953 sous le pseudonyme de « Ertuerk » ; « Was geht in Turkestan vor ? », dans *Ostprobleme*, n° 2, 1950.

Le professeur Berthold Spuler, de l'Université de Hambourg, est l'auteur de brèves mais remarquables études sur les musulmans de la Volga parues dans :

Der Islam, 1949, pp. 142-216 : « Die Wolga-Tataren und Baschkiren unter Russischer Herrschaft ».

Der Islam, vol. 29, 1949, pp. 296-300 : « Die Lage der Muslims in Russland seit 1942 ».

Ostprobleme, n° 4, 1950 : « Die Mohammedaner in der Sowjetunion ».

Enfin, un groupe de chercheurs, tous musulmans originaires d'Union Soviétique, travaille près de l'Institut d'Études de l'Histoire et de la Culture de l'U.R.S.S. de Munich, fondé par des émigrés russes et allogènes. Les travaux des collaborateurs de cet Institut sont très antisoviétiques et manquent parfois d'objectivité, ils présentent néanmoins un certain intérêt, par exemple, l'ouvrage (en allemand) d'Edige Kirimal (un tatar de Crimée) : *Der nationale Kampf der Krimtürken* (Emsdetten, Verlag Lechte, 1952).

C. États-Unis

Les spécialistes de l'Islam en U.R.S.S. sont surtout des historiens et travaillent sur la période antérieure à 1936, tels Richard Pipes, Kazem-Zadeh et S. A. Zenkovsky. Ce dernier, collaborateur du *Russian Research Center* de l'Université de Harvard, spécialiste des Tatars et du mouvement moderniste (*džadidisme*), a publié plusieurs études très sérieuses sur cette question : « A century of Tatar Revival », dans *The American Slavic and East European Review*, vol. XII, octobre 1953, et « Kulturkampf in the Revolutionary Central Asia », dans le vol. XIV, février 1955, de la même revue. Il prépare un travail d'ensemble sur le réformisme tatar entre 1905 et 1920.

Zenkovsky a consacré à la situation présente de l'Islam en Union Soviétique une étude dans *The Slavonic and East European Review* (vol. XXXII, n° 79, juin 1954) : « Ideological deviation in Soviet Central Asia ». Cette étude couvre la période comprise entre la fin de la guerre et novembre 1952.

Lawrence Krader, de l'*American University*, spécialiste du problème du nomadisme en Asie Centrale, a publié un ouvrage : *Handbook of Soviet Central Asia* (Bureau of Social Science Research. American University, Human Relations Area Files Inc., New Haven, Connecticut, 1956), sous forme de trois volumes ronéotypés. Le chapitre I K du vol. II (pp. 503-550) est consacré à la situation actuelle de l'Islam en Asie Centrale. L'auteur n'est pas un islamologue et son étude est fondée essentiellement sur les renseignements puisés dans les travaux des ethnographes soviétiques.

Il n'y a pas aux États-Unis de revue spécialisée sur l'Islam soviétique — seul le *Middle East Journal*, trimestriel de Washington, suit assez régulièrement ce problème. Depuis 1945 jusqu'à ce jour il a publié l'excellente étude de Richard Pipes : « Muslims of Soviet Central Asia, trends and prospects » (numéro du printemps et été, 1955), l'étude de A. Bennigsen : « The Survival of Islamic Customs in Uzbekistan » (numéro de printemps, 1958) et notre article : « Antireligious propaganda in Kazakhstan from 1953 to 1958 » (numéro d'été, 1959).

D. Turquie

Le professeur Zeki Velidi Togan est l'auteur de *Bugünkü Türkelî (Türkistan) ve yakın tarihi* (Le monde turc d'aujourd'hui et son histoire récente), Istanbul, 1942-1947 (en turc).

Un autre professeur originaire de Kazan, Abdullah Battal, est spécialisé dans l'histoire culturelle des musulmans de la Volga. Il est l'auteur de plusieurs études consacrées à l'histoire des Tatars aux XIX^e et XX^e siècles : *Kazan Türkleri, tarihi ve siyasî görüşler* (Les Turcs de Kazan. Aperçu historique et politique), Istanbul, 1926 ; *Rus İhtilâlinde Hatıralar*, Istanbul, 1947 ; *Türk Tatar tarihi* (Histoire des Turco-Tatars), Istanbul, 1958. Il a commencé en 1957 une série de monographies consacrées aux grands penseurs tatars du XX^e siècle : Alimdžan Barudî, Rızaeddin Fahreddin, Musa Džarulah Bigi.

E. France

La France a une position assez favorable pour entreprendre l'étude de l'Islam en U.R.S.S. Elle est peut-être le pays qui reçoit le plus grand nombre de journaux, revues et ouvrages publiés dans les Républiques musulmanes, grâce surtout aux échanges établis par la Direction de la Documentation du Secrétariat Général du Gouvernement avec les diverses Académies des Sciences et les Universités des républiques fédérées. Depuis 1952 ces publications sont systématiquement dépouillées et fichées à la Direction de la Documentation et tous les travaux des chercheurs français sont plus ou moins fondés sur ce précieux travail préliminaire.

Malheureusement il n'existe pas, comme en Angleterre, de centre spécialisé dans l'étude de l'Islam en Russie. Deux revues seulement s'intéressent régulièrement à ce problème, ce sont :

La Revue des Études Islamiques de périodicité annuelle qui a publié jusqu'à présent les études suivantes :

Numéro de 1952, pp. 5-144 : Vincent MONTEIL, « Essai sur l'Islam en U.R.S.S. ».

Numéro de 1953, pp. 1-37 : Vincent MONTEIL, « Supplément à l'Essai sur l'Islam ».

Numéro de 1955, pp. 1-56 : A. BENNIGSEN et H. CARRÈRE D'ENCAUSSE, « Une République soviétique musulmane : le Daghestan ».

Numéro de 1958, pp. 73-85 : mêmes auteurs, « La littérature antireligieuse dans les Républiques soviétiques musulmanes ».

L'Afrique et l'Asie, publication trimestrielle du Centre des Hautes Études administratives pour l'Afrique et l'Asie modernes (C.E.H.A.M.) :

N^o 1, 1948 : L. KIEFFER, « L'expansion russe en Asie ».

N^o 4, 1948 : P. RONDOT, « L'expérience soviétique chez les peuples turcs de l'Asie Centrale ».

N^o 4, 1952 et 1, 2 et 3, 1953 : A. BENNIGSEN, « Les peuples musulmans de l'U.R.S.S. et les Soviets ».

(Le même article traduit en anglais a été publié dans l'*Islamic Review*, numéros d'avril, mai, juin et juillet 1955).

N^o 1, 1955 : B. NIKITIN, « Pamir, borne frontière ».

N^o 3, 1955 : B. NIKITIN, « Problème national et évolution technique en Asie soviétique ».

N^o 2, 1956 : H. CARRÈRE D'ENCAUSSE, « La politique musulmane dans une république plurinationale : le Daghestan ».

N° 3, 1957 : A. BENNIGSEN, « Les limites de la déstalinisation dans l'Islam soviétique ».

N° 2, 1958 : H. CARRÈRE D'ENCAUSSE, « Réveil de l'Islam en Union Soviétique ? Le Kazakhstan ».

En outre, quelques revues d'intérêt général ont publié des articles isolés traitant du même problème : *Contrat social*, *Études*, *Esprit* (par exemple, H. CARRÈRE D'ENCAUSSE, « L'émancipation de la femme musulmane en Union Soviétique », numéro de juillet 1957).

Comme ouvrages on ne peut citer que le livre de TUBERT, *L'Ouzbekistan, république soviétique*, Éd. du Pavillon, 1951, qui n'est ni objectif ni scientifique et celui de Vincent MONTEIL, *Les Musulmans soviétiques*, Paris, Éd. du Seuil, 1957, qui développe ses deux précédentes études publiées dans la *Revue des Études Islamiques*.

Chantal QUELQUEJAY.

Paris, avril 1959.

Le Gérant : Louis VELAY

